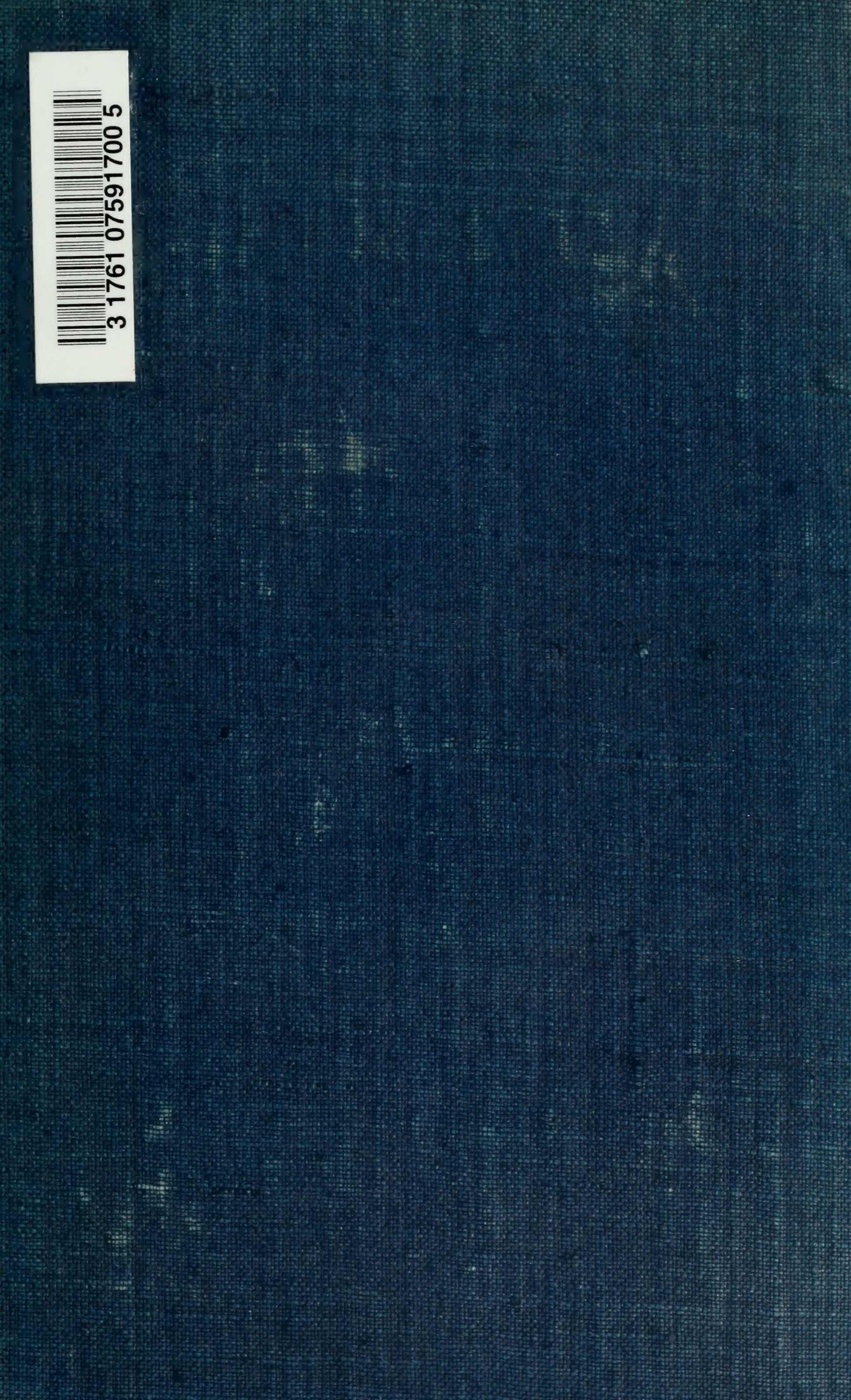

3 1761 07591700 5

HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION

DE 1848

DEUXIÈME ÉDITION

VI

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE HENRI PLON,

RUE GARANCIÈRE, 8.

HISTOIRE
DE LA
RÉVOLUTION
DE 1848

PAR GARNIER-PAGÈS

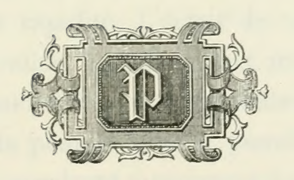
DEUXIÈME ÉDITION

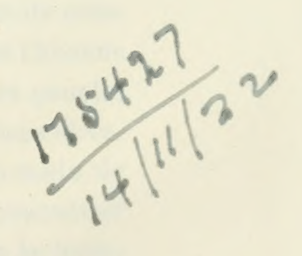
TOME SIXIÈME

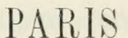
EUROPE

I

ITALIE







PARIS
PAGNERRE, LIBRAIRE-ÉDITEUR
RUE DE SEINE, 18

1866

J'ai dû, pour compléter l'histoire de la Révolution française de 1848, la suivre dans ses développements à l'extérieur, et esquisser le tableau des manifestations et des événements extraordinaires qui, à cette époque, agitèrent l'Europe, convulsionnèrent les peuples, ébranlèrent les trônes, et arrachèrent les nationalités de la léthargie où elles semblaient éteintes. Ce fut d'abord une explosion, puis un soulèvement général, enfin le mouvement régulier et légal. Le choc venu de France se fit sentir avec rapidité. L'éclair de nos orages illumina le monde entier. Les nouveaux moyens de communication qui mettent en rapport instantané l'homme avec l'homme, la pensée avec la pensée, les peuples avec les peuples, servirent à propager les mêmes idées.

Les nations, rivées l'une à l'autre par la main de Dieu, seront de plus en plus contraintes de concentrer leurs efforts, pour jouir plus amplement de la terre, de l'espace, du soleil, des richesses infinies dispersées sur le globe. Ainsi l'humanité, pour assurer à chacun

son travail, sa propriété, son droit, son devoir, marche vers l'unité.

L'influence de la France sur les destinées du monde ne fut jamais portée aussi haut, poussée aussi loin. L'Europe peut le reconnaître sans regret, y applaudir même avec effusion, car cette influence ne fut imposée ni par la terreur des armes, ni par les ruses de la diplomatie, ni par l'oppression de la conquête; elle ne fut que le résultat des sympathies enthousiastes des peuples. Un rayonnement d'espérance éclaira toutes les consciences. Tous ceux qui gémissaient dans les ténèbres tournèrent leurs regards vers la France. Nos couleurs devinrent les couleurs de la rédemption, nos chants populaires les chants de la liberté du monde. Des sombres forêts de la Suède et de la Norvége jusque sous le ciel pur de l'Italie, on entendit des acclamations pour notre grandeur, des vœux pour notre avenir. L'inspiration de nos sentiments généreux fit palpiter tous les cœurs de l'amour de la patrie. Chaque nation sentit en elle ce souffle divin qui fait braver la mort pour conquérir l'indépendance.

J'ai divisé le récit en trois parties distinctes, afin qu'il fût plus facile de suivre le mouvement et d'établir la corrélation des événements avec l'ensemble et avec la situation de la France. La première partie s'étend jusqu'au 25 mars; la seconde, du 25 mars au 4 mai, jour où le Gouvernement provisoire déposa ses pouvoirs; la troisième, du 4 mai jusqu'au moment où la Commission exécutive donna sa démission. Je me suis limité à

l'époque pendant laquelle, appelé à la direction des affaires de mon pays, j'ai pu tout savoir et tout apprécier. J'ai tenté de placer un anneau historique dans la chaîne des temps; à d'autres de placer le leur. Si je ne suis point parvenu à élever le récit à la hauteur du drame réel, j'ai cherché du moins à y suppléer par la plus consciencieuse exactitude. J'ai consulté les documents, creusé les faits, étudié, médité longtemps.

Cette époque est féconde en enseignements. Les peuples et les chefs des États y trouveront de salutaires leçons. Je n'ai dissimulé la vérité à personne. Je n'ai flatté ni puissants ni faibles. On ne doit courber la tête que devant Dieu.

Ce volume n'est pas un livre de circonstance, fait au gré des désirs et des aspirations du jour, pour plaire, après l'événement, aux passions, ou pour satisfaire les préventions de l'opinion publique. Il était achevé avant la dernière guerre d'Italie, qui a changé les situations. J'ai cru devoir lui conserver son originalité première, et le laisser intact : y toucher m'eût paru une profanation des conseils qui m'ont été donnés. Manin, si regretté, a, pendant de nombreuses et douces journées, compulsé mon récit page par page, quelquefois même phrase par phrase et mot par mot, me prêtant ses documents ou acceptant les miens, discutant ou approuvant mes impressions avec cette vivacité de paroles, cette chaleur de conviction qui, venant de son âme élevée, me séduisaient et me captivaient toujours. Il suivait mon travail avec un intérêt d'autant plus sincère qu'il comprenait, comme moi, comment l'Italie future devait naître de l'Italie de 1848.

LA

RÉVOLUTION DE 1848

EN EUROPE.

CHAPITRE PREMIER.

Vues générales sur l'Italie avant le 24 février. — L'Espagne et l'Italie. — Sympathie de la France. — Mouvements insurrectionnels de 1820 à 1822, et de 1830 à 1831. — Memorandum du 21 mai, accepté par Grégoire XVI; il s'éteint sans application. — Conspirations; propagande armée. — Manifeste secret des patriotes romains. — Secte des Sanfédistes. — Presse; pétitions; correspondances; propagande pacifique. — États pontificaux : Mort de Grégoire XVI. — Élection de Pie IX. — Ses premiers actes; amnistie; améliorations administratives. — Popularité de Pie IX. — Enthousiasme; hommages universels. — Les Autrichiens à Ferrare. — Protestations. — Toscane : Manifestation. — Changement de ministère. — Sardaigne : Démonstrations à Turin. — Concessions du roi Charles-Albert. — Lombardie et Vénétie : Domination autrichienne. — Plaintes; justifications. — Milan : Répression sanglante du 5 septembre 1847. — Victimes du 3 janvier 1848. — Proclamations de l'archiduc et de Radetzki. — Venise : Manin, Tommaseo. — Leur influence, leur action. — Pétitions. — Progrès de l'opinion publique. — Manin et Tommaseo en prison.

I

L'Italie et l'Espagne sont les sœurs de la France. Leurs langues belles et sonores ont la même origine, les mêmes racines que la nôtre. Nous avons le même sang, les mêmes passions; les habitudes diffèrent peu.

L'Espagne, indépendante, saura fonder une liberté durable. Aucun bras étranger ne vient s'interposer

contre son courage et sa volonté. Elle n'a besoin de personne pour secouer la poussière du passé ; elle n'appelle personne à son aide. Elle a prouvé ce qu'elle peut.

L'Italie, au contraire, doit lutter non-seulement contre ses propres princes, mais encore contre des forces étrangères puissamment organisées. Si elle n'avait eu à renverser que les tyrannies nationales, elle aurait bientôt su conquérir ses libertés. Si, unie avec ses princes, elle n'avait eu à combattre que les tyrannies étrangères, elle aurait bientôt su conquérir son indépendance. Mais les princes et les étrangers sont liés entre eux par les intérêts mutuels de la compression. Ils ont des traités, des pactes, des alliances, pour l'asservissement. Ils se détestent et ils s'entendent ; ils se craignent et ils se soutiennent. Les Autrichiens sont partout : leurs soldats campent à Milan, à Vérone, à Venise, à Ferrare ; ils touchent Modène, Parme, Bologne. Là où leurs armes ne peuvent promener en plein jour la menace et la terreur, leurs émissaires travaillent dans l'ombre. Les Suisses sont à Naples, à Rome, les stipendiés de souverains qui tomberaient sans leur appui. Pour recouvrer leur liberté et leur indépendance, les Italiens ont donc à faire un double effort. Aussi, pour y parvenir, aucun peuple ne s'est soulevé autant de fois, n'a versé autant de sang, n'a compté autant de martyrs : sur les champs de bataille par les armes, dans les cachots par les supplices, combien de victimes ! Chaque ville peut nommer ses héros immolés pour la patrie ! chacune de ses annales renferme des dévouements sublimes ! chaque heure de sa vie contient le sacrifice de l'un de ses enfants ! Si les oppresseurs ne se lassent pas de frapper, les opprimés ne se lassent

pas de mourir. Aussi nulle trêve ni merci entre vainqueurs et vaincus. La hache du bourreau est toujours levée, l'arme du faible toujours aiguisée. Le pouvoir procède par confiscations, par proscriptions, par massacres; les citoyens, par conspirations, par insurrections, par vengeances. Une telle lutte ne peut finir que par l'extermination des uns ou des autres. — Un peuple ne doit pas, ne peut pas mourir.

II

En 1820, 1821, 1822, de Turin à Naples, l'Italie arbore l'étendard de la liberté. D'abord victorieuse, elle succombe devant la ligue des princes et des étrangers. La France, épuisée par les défaites de 1813, 1814, 1815, gouvernée d'ailleurs par une politique hostile, assiste muette à ce déplorable spectacle.

En 1830, 1831, excitée par notre Révolution, l'Italie se lève de nouveau. Le gouvernement de Juillet, qui avait encouragé cette insurrection afin d'absorber les forces de l'Autriche, se borne à occuper Ancône, et livre ensuite l'Italie expirante au scalpel d'un congrès de diplomates.

Et cependant ce n'étaient pas nos sympathies qui faisaient défaut à l'Italie. N'est-elle pas l'un des pays que nous aimons le plus? Tout, en nous et autour de nous, parle d'elle et retrace son souvenir. Enfants, nous bégayons nos premières leçons dans les chefs-d'œuvre de sa langue morte; artistes, nous étudions les beautés de l'art dans ses peintres et ses sculpteurs; musiciens, ses maîtres nous charment et nous ravissent; poëtes, nous écoutons chanter Virgile, Horace et Tibulle, Dante, le

Tasse et Pétrarque; astronomes et physiciens, nous demandons les secrets du ciel et de la terre à Galilée, à Toricelli, à Volta, à Galvani; marins, nous découvrons de nouveaux mondes avec Christophe Colomb, Marco Polo et Gioia d'Amalfi; savants, nous approfondissons la science des temps passés dans ses traditions; légistes, nous puisons les prémices de nos lois dans les leurs; historiens, nous lisons Tacite, Tite-Live, Machiavel, Vico et tant d'autres; politiques, nous méditons les révolutions anciennes de Rome et les révolutions modernes de ses villes du moyen âge. Dans sa décadence même nous apprenons à mépriser les vices de la tyrannie, et nous voyons comment on s'en délivre. Curieux voyageurs, nous contemplons ses monuments, ses ruines, ses sites enchanteurs; affaiblis par la maladie, nous allons demander une nouvelle vie à son soleil, à son ciel d'azur, à son air parfumé, à son fortuné climat; chrétiens, nous nous agenouillons devant l'autel que saint Pierre a dressé au Seigneur.

III

Après les mouvements de 1830, 1831, le despotisme ne songe plus qu'à sévir, et s'appesantit de plus en plus sur les peuples.

A Rome, Grégoire XVI laisse tomber sans application le memorandum du 21 mai, auquel l'Autriche même avait cru opportun de donner son adhésion. Ce memorandum renfermait comme principes : « L'application générale d'innovations administratives et judiciaires à la capitale et aux provinces; l'admissibilité générale des laïques à toutes les fonctions de l'ordre

administratif et judiciaire ; un système de municipalités électives et de conseils provinciaux, aboutissant à un conseil central d'administration pris dans le sein de nouvelles municipalités ; la création d'un établissement central destiné à surveiller l'administration financière de l'État, composé d'hommes élus par les conseils locaux et de conseillers du gouvernement, formant une junte ou consulte administrative à laquelle serait coordonné un conseil d'État composé de membres nommés par le souverain et choisis parmi les notabilités du pays. »

Ces améliorations, successivement consacrées par plusieurs édits ou *motu proprio*, sont bientôt effacées ou oubliées. Grégoire XVI déchire les résolutions des puissances, qui ne protestent point — pas même le gouvernement de Juillet — et renie ses promesses.

Toutes les voies pacifiques qui conduisent aux réformes sont fermées. Les abus se multiplient et vont jusqu'au scandale. Il ne reste aux peuples d'autres moyens de salut que les sociétés secrètes, les conjurations, les soulèvements. D'une extrémité de l'Italie à l'autre, les hommes énergiques, patriotes, lettrés, savants, entretiennent des rapports suivis, échangent leurs idées, préparent l'action. Le feu sacré circule et se ravive parmi eux. Décimés, ils serrent les rangs ; tombés, ils se relèvent ; frappés, ils étanchent leurs blessures, et continuent l'œuvre sans faiblir. Les princes opposent au progrès une barrière infranchissable : on ne peut marcher en avant qu'en la brisant. Les peuples le veulent. La responsabilité de la lutte et du sang versé doit-elle retomber sur les princes ou sur les peuples ?

IV

En 1843, au commencement d'août, une conspiration éclate dans la légation de Bologne. Des proclamations appellent aux armes le peuple italien. Les insurgés, après avoir échoué à Bologne, se dirigent sur Imola. Ils sont poursuivis, dispersés; et ceux qui ne succombent pas comparaissent devant une commission militaire, instituée par le cardinal Spinola pour les juger *sommairement et sans appel*. Parmi les chefs, on citait un jeune comte de Zambeccari, Lambertini de Bologne, Roni, et les frères Muratori.

En 1844, au mois de mai, sur les côtes de Rodanine, une nouvelle explosion est réprimée par l'exécution militaire de six détenus. Un jugement prononce en outre la peine de mort contre quatorze accusés. Treize sont condamnés aux galères perpétuelles, trois à vingt ans de détention, deux à cinq ans. Les biens des trente-huit sont confisqués.

En 1845, le 23 septembre, à Rimini, une insurrection devient un instant maîtresse de la ville. L'infanterie suisse et les dragons pontificaux accourent en force supérieure, et rentrent dans Rimini le 27. Les insurgés, dispersés dans les montagnes, laissent quatorze prisonniers, des blessés, des morts.

Nous lisons dans un manifeste rédigé en secret, publié à cette époque, au nom des populations des États romains, et adressé aux princes et aux peuples, les plaintes, les justifications, les réclamations de ceux qui luttaient ainsi pour recouvrer leurs droits. Après l'historique des temps passés et des promesses déçues, on

ajoute : « ... A l'époque où les provinces envoyèrent à Rome des députations composées des hommes les plus instruits, les plus honorés, les plus recommandables, pour implorer du souverain les institutions promises..., le cardinal Albani rassemblait à Rimini une troupe formée de gens capables de tous les excès [1], et avec le secours desquels il était chargé d'installer le despotisme. Ce fut alors le règne de ces hommes grossiers et féroces décorés du nom de volontaires pontificaux, et prêts à massacrer tout homme reconnu comme libéral. Pendant dix ans ce n'est pas le Pontife suprême, ni Rome, ni les cardinaux, qui ont gouverné les Légations, mais cette faction brute et sanguinaire. Les commissions militaires étaient en permanence, jugeant sans forme de procédure, sans assistance de défenseurs, condamnant une multitude de gens à la prison, à l'exil, à la mort, à la confiscation.

» Faut-il s'étonner qu'on ait réagi contre tant de calamités ? On nous reproche de demander des réformes civiles les armes à la main ; mais nous supplions tous les souverains de l'Europe et tous les hommes qui siégent dans leurs conseils de considérer que l'impérieuse nécessité nous y contraint, que nous n'avons aucun moyen légal de manifester nos vœux, ne possédant ni représentation publique quelconque, ni même le simple droit de pétition, et réduits à un tel état de servitude, que la demande, la plainte, sont tenues pour crime de lèse-majesté. Nos vœux sont purs, ils ont en vue la

[1] Le manifeste entend parler des Sanfédistes, organisés en volontaires, gens sans aveu, vagabonds criminels, qui obtenaient grâce et indulgences par leur entrée dans ce corps redouté, célèbre par ses excès.

majesté du Trône apostolique aussi bien que les droits de la patrie et de l'humanité... »

Cette œuvre, évidemment formulée par des hommes modérés, est suivie d'une demande de réformes, qui se borne à peu près à celles du memorandum de 1831.

V

Les autres peuples d'Italie frémissaient aussi. Que de complots avortés, de tentatives étouffées! Combien de citoyens sont venus remplir les cachots de l'Autriche et de Naples, et subir de longues tortures! On ne peut oublier les troubles de la Calabre de 1844, comprimés par les armes, noyés dans les exécutions sanglantes, rendus si dramatiques par la mort de Domenico Moro et des deux jeunes fils de l'amiral Bandiera, Vénitien au service de l'Autriche! Partis de Rhodes depuis trois jours, arrivés le 16 juin, arrêtés quelques heures après, malgré une résistance désespérée, ils payent courageusement de leur vie leur amour pour la liberté!

VI

Tandis que ceux-ci, cherchant à opposer la force à la force, organisaient la résistance armée, d'autres songeaient à hâter leur affranchissement par l'agitation pacifique. Comme l'éclair précède la foudre, ils se multipliaient, dans le but, non d'éveiller des sentiments jamais éteints dans le cœur des Italiens, mais de surexciter l'opinion publique par tous les moyens que la pensée humaine peut employer. Les correspondances des émigrés gémissant dans l'exil et soupirant après le

retour devinrent plus actives et plus pressantes. Afin de rendre les communications des idées plus fréquentes et plus rapides, chacun eut recours à la part d'intelligence que Dieu a déposée dans l'âme de tous les hommes. Les inspirés de la poésie, Berchet, Giusti, G. Leopardi, etc., versèrent à pleines mains, dans des vers harmonieux, leurs chaleureux transports. Des publicistes, Gioberti, Balbo, d'Azeglio, Mazzini, etc., adressèrent à la raison et à la passion des appels qui circulaient et dévoraient comme la flamme. Des professeurs, tels que Montanelli, des avocats, tels que Manin, répandirent leur génie sympathique sur les citoyens, qui, en les écoutant, sentaient s'humecter leurs yeux et palpiter leurs cœurs du brûlant amour de l'Italie. Des journalistes, Brofferio, Guerrazzi, Vieusseux, etc., épuisèrent les faibles moyens qui leur étaient laissés, pour faire deviner, sous des demi-confidences, les intentions, les espérances secrètes de leur patriotisme : par des comparaisons et des interprétations ils faisaient rêver, et parlaient beaucoup plus par la parole absente que s'ils avaient ouvertement exprimé leurs pensées. Enfin, des écrivains à la plume éloquente confièrent à des presses cachées des récits, des confessions, des réclamations, des souffrances, des ardeurs, qui passaient de mains en mains, dans l'ombre et le silence, et laissaient, en courant comme une traînée de poudre, les marques de leur passage. Ce qui ne pouvait s'imprimer était copié ; et les écrits se répandirent de telle sorte que chacun put connaître les idées de chacun devenues celles de tous, s'en nourrir et en vivre.

Dès les premiers jours de 1846, en Toscane, des patriotes intelligents et dévoués employèrent les bro-

chures clandestines comme moyens de propagande. Ces brochures produisirent d'autant plus de sensation qu'elles étaient rédigées avec modération, et se bornaient à demander quelques réformes civiles et administratives. Ils songèrent ensuite aux protestations signées et aux pétitions. Le 28 février, à Pise, une pétition fut adressée au gouverneur Serristori par les professeurs de l'université contre un institut de sœurs du Sacré-Cœur, fondé par les jésuites. Admonestés, les professeurs répondirent par une protestation. Pétition et protestation eurent un tel retentissement que le gouvernement retira l'autorisation déjà accordée. Ce succès démontra l'utilité de ces divers moyens; aussi furent-ils encore employés sur d'autres points de l'Italie.

L'agitation pacifique faisait ainsi des progrès considérables. Chaque jour ajoutait à sa puissance. Elle s'infiltrait peu à peu dans tous les rangs de la société. Les gouvernants eux-mêmes en ressentaient l'atteinte. L'opinion publique, qui est la raison de tous, dominait ceux-là mêmes qui voulaient tout dominer. La morale parlait plus haut que la corruption, le droit plus haut que la violence. Les signes précurseurs annonçaient une explosion prochaine, lorsqu'un événement, né du cours des choses, vint ouvrir à l'Italie de nouvelles destinées.

VII

Grégoire XVI mourut le 1er juin 1846. Les cardinaux, réunis en conclave le 14, subirent malgré eux l'influence du milieu où ils se trouvaient. Les périls d'une révolution imminente, les désastres et les frais d'une intervention autrichienne, la crainte d'une élec-

tion étrangère, les lenteurs habituelles d'un conclave qui laissait l'autorité en face de symptômes menaçants, révélés par les pétitions signées de toutes les provinces, les décidèrent à choisir, avant l'arrivée des cardinaux étrangers, un homme qui, d'opinions libérales et modérées, pût calmer la situation et concilier les esprits. Le 16, Jean-Marie Mastaï Ferretti fut élu et proclamé pape, sous le nom de Pie IX.

Un mois après, Pie IX publiait une amnistie. Les détenus politiques sortirent de prison le même jour. Le peuple, ivre d'enthousiasme, se porta au palais Quirinal; et trois fois le Pape dut se montrer au balcon pour répondre aux acclamations.

Pie IX nomma ensuite une commission de jurisconsultes éminents chargés de préparer des réformes judiciaires et administratives.

Ces simples témoignages de bon vouloir furent accueillis par des nations peu accoutumées aux concessions de l'autorité, et altérées de droits et de libertés, avec les mêmes transports que si les institutions promises eussent été mises en pratique, que si une révolution eût à jamais brisé le passé pour ouvrir la voie à l'avenir. Pie IX apparut comme un sauveur. Des hommages universels, des expressions de la plus vive reconnaissance, des vœux, des actions de grâces lui furent adressés. Un immense amour des peuples s'éleva autour de lui, auréole dont son âme sembla s'enivrer.

VIII

Gioberti avait publié en 1843 son *Primato,* dont l'idée principale était la reconstitution d'une papauté

et d'un parti guelfes, qui délivreraient l'Italie des étrangers. Cet ouvrage, regardé au début comme l'utopie d'un rêveur, parut alors la révélation d'un prophète. Avec le désir ardent d'obtenir des constitutions, se raviva, plus ardente, la volonté de conquérir l'indépendance. Désormais ces deux mots : *Réformes* et *Nationalité* furent inscrits sur toutes les bannières. Aux cris de *Vive Pie IX* se mêlèrent dans les démonstrations populaires les cris de *Vive l'Italie! Vivent les princes réformateurs! Vive l'Union! Vive Gioberti!*

Une manifestation solennelle vint signaler les sentiments qui exaltaient tous les peuples de l'Italie, et les réunissaient dans la même haine des Autrichiens et dans le même amour de la liberté. Le 5 décembre 1846, anniversaire séculaire de la défaite des troupes autrichiennes à Gênes, les sommets des Apennins furent illuminés depuis les montagnes de la Ligurie jusqu'aux montagnes les plus reculées du royaume de Naples.

Pie IX, animé des bonnes intentions qui germent souvent dans l'âme des princes au début de leur règne, se vit bientôt entouré de difficultés et d'entraves. L'Autriche, qui entendait retentir comme une menace le cri de l'émancipation de l'Italie, se présentait avec ses observations et ses protestations, appuyées de ses armées aux frontières. Les partisans du passé, compromis dans les actes de Grégoire XVI, puissants encore dans les conseils, pesaient de tous leurs efforts contre un mouvement qu'ils redoutaient. Les princes, qui craignaient de se voir entraînés, cherchaient à arrêter l'élan et à retenir les concessions promises. Le gouvernement français lui-même conseillait une politique de juste milieu. Les peuples, au contraire, pressaient

le Pape de leurs vœux, de leurs démonstrations. Le 25 mars 1847, soixante mille personnes, accourant sur son passage, depuis la place de la Minerve jusqu'au palais Quirinal, lui répétaient ce cri d'espérance et d'amour : *Coraggio, santo padre! Confidate vi al vostro popolo!*

Partagé entre les mauvaises influences qui s'exerçaient autour de lui et les douces émotions de sa popularité, Pie IX, tout en protestant contre le titre de chef de la révolution italienne qu'on voulait lui donner, accorda des réformes civiles et administratives, et timidement quelques réformes politiques : augmentation des écoles primaires; salles d'asile; établissements agricoles; restauration de l'université de Bologne; commission pour reconstituer l'armée; institution d'une garde civique; réorganisation des tribunaux; édit sur la presse, qui n'était pas la liberté, mais qui remplaçait par la loi l'arbitraire et le caprice; convocation, le 19 avril, 2600e anniversaire de la fondation de Rome, de notables qui devaient coopérer à l'organisation des conseils municipaux et à l'administration; création d'un conseil d'État et d'une représentation communale pour la ville de Rome; publication, pour la première fois, d'un budget pontifical.

Pie IX procédait ainsi, non sans hésitation, mais avec suite, à son œuvre de régénération. L'enthousiasme qu'il inspirait avait dépassé les frontières de l'Italie. Les adhésions les plus inattendues venaient l'encourager, le soutenir.

La France retentissait de ses louanges. Un mandement de l'archevêque de Paris, ordonnant pour lui des prières, disait : « Les esprits les plus prévenus, qui

avaient considéré trop longtemps la papauté et la hiérarchie ecclésiastique comme hostiles aux légitimes libertés des peuples, sont contraints de proclamer que ces libertés ont trouvé leurs garanties les plus assurées et leur avenir le plus glorieux dans les réformes dont Pie IX vient de donner l'exemple à la Péninsule italique. »

Le général de la Compagnie de Jésus repoussait l'accusation d'une alliance entre les jésuites et les Autrichiens, et s'écriait : « Aimer, vénérer, bénir, défendre le pape Pie IX, lui obéir en toutes choses, applaudir aux sages réformes et aux améliorations qu'il lui plaît d'introduire, est pour tous les jésuites un devoir de conscience et de justice qu'il leur sera toujours doux de remplir. »

Les États-Unis demandaient une alliance à Rome. Les républiques de la Nouvelle-Grenade, du Chili, du Pérou, lui exprimaient des vœux semblables.

Le grand rabbin adressait au saint-père des remercîments respectueux au nom de la tribu reconnaissante.

Le sultan lui envoyait un ambassadeur pour le féliciter.

Un fait vint accroître encore la popularité de Pie IX et la haine contre l'étranger, et démontrer clairement les intentions hostiles de l'Autriche. Le 17 juillet, les troupes autrichiennes qui, en vertu des traités de 1815, occupaient la citadelle de Ferrare, s'emparèrent des portes de la ville, et parcoururent les places et les rues en maîtres, sans raison plausible ni apparente. Cette violation du droit, cet abus de la force brutale, produisirent d'autant plus de sensation qu'ils concordaient avec un complot réactionnaire, découvert le 14 juillet

et qui devait éclater à Rome le même jour 17. Le cardinal Ciacchi et le cardinal secrétaire d'État Ferretti publièrent des protestations qui reçurent l'approbation universelle. Le prince de Metternich, en voulant par cette usurpation faire sentir sa puissance et répandre une terreur favorable à ses desseins, ne parvint qu'à fournir une arme de plus aux patriotes et un motif d'action plus énergique.

Les peuples ressentirent l'injure plus vivement encore que les princes. Les hommes de cœur et de tête, qu'ils honoraient comme leurs chefs, n'eurent plus qu'à contenir et diriger le mouvement.

IX

En Toscane, Montanelli, Guerrazzi, Vieusseux et leurs amis, qui, dès les premiers mois de 1846, avaient donné l'impulsion et n'avaient cessé de poursuivre l'agitation pacifique, persévéraient dans la voie qu'ils avaient si heureusement ouverte. Ils commençaient à recueillir des résultats qu'ils savaient utiliser pour des résultats nouveaux. Ainsi, le 6 mai, ils arrachaient au grand-duc une loi sur la presse qui, rendant la censure plus libérale, leur donna la faculté de fonder de nouveaux journaux : *L'Alba* et *la Patria*, à Florence; *l'Italia*, à Pise; *le Courrier Livournais*, à Livourne. La création de la garde civique, provoquée par des démonstrations non réprimées par les soldats, qui fraternisèrent avec le peuple, fut consentie le 4 septembre. Désormais les Toscans, la parole libre et le bras armé, espéraient bien triompher des derniers obstacles. Aussi célébrèrent-ils ces institutions par des fêtes fédérales :

à Pise, le 6 septembre; à Livourne, le 8; à Florence, le 12. Les représentants de toutes les communes y accoururent pour remercier le grand-duc, l'exciter à de nouvelles concessions, et protester, au nom de la ligue italienne, contre l'oppression étrangère. Ce fut dans ces fêtes que le drapeau tricolore fut arboré comme symbole de régénération. De ce foyer de patriotisme devait sortir une opinion publique plus forte, plus résolue. Le 27 septembre, le grand-duc appela au ministère le marquis Ridolphi et le comte Serristori, dont il accepta le programme : augmentation de l'armée avec un matériel de guerre correspondant; établissement de municipalités fondées sur le principe de l'élection populaire; formation de conseils provinciaux sur une base également élective; une représentation centrale, dans les conditions que les circonstances suggéreraient. Ce programme n'était qu'un programme, mais c'était encore un pas vers le progrès.

X

A cette époque, par suite d'une manifestation à Lucques et de concessions obligées, Charles-Louis abdiqua son duché, reversible au grand-duc de Toscane. Mais, peu après, à la mort de Marie-Louise, il rentra en possession des duchés de Parme et de Plaisance, où il appela les Autrichiens pour l'introniser. Ce second fait d'occupation ajouta à l'exaspération des Italiens.

XI

Les patriotes sardes avaient largement participé au progrès de l'esprit public, malgré la surveillance rigou-

reuse de la police. Un grand nombre, comme Mazzini, s'étaient jetés dans les sociétés secrètes. D'autres, tels que Gioberti, Balbo, d'Azeglio, faisaient des publications qui remuaient profondément l'Italie. On comptait parmi les chefs les plus actifs, d'un dévouement et d'un courage à toute épreuve, toujours prêts à subir la prison ou l'exil, MM. Brofferio, Botta, Pellico, Garibaldi, Santa-Rosa, Cavour, Ruffini, Cibrario, etc.

Le roi résistait à tout progrès. Mais le spectacle de ce qui se passait à Rome, son influence en Italie effacée par celle de Pie IX, une ambition éveillée par certains confidents, un avenir inconnu qui le troublait, agissaient puissamment sur son âme ; et il regardait au loin les événements surgir, sans oser se prononcer.

Une question de douane avec l'Autriche avait aigri ses conseillers contre le gouvernement autrichien ; et, quoique le différend eût été concilié, il restait du froid dans les relations. Le 30 septembre, le jour de sa fête, Charles-Albert semble autoriser une démonstration en l'honneur de Pie IX. Mais, voyant la foule se porter vers l'ambassade d'Autriche en criant : « A bas les Autrichiens ! Vive Pie IX ! A bas les jésuites ! » il réprime cette manifestation. Enfin, il se laisse arracher quelques concessions plus faibles encore que les concessions accordées à la Toscane. Certaines réformes judiciaires, communales, provinciales, administratives, viennent donner une apparence de satisfaction à l'opinion publique. Le 30 octobre, un règlement de la presse, tout en maintenant la censure, est considéré comme un progrès, tant la compression avait été pesante. Mais Charles-Albert est sur une pente où il lui est bien difficile de s'arrêter. Tout, autour de lui, s'agite. Vai-

nement il résiste : la Providence le pousse vers la carrière où il devra entrer.

XII

Le cabinet autrichien voyait poindre l'orage; il entendait les cris de haine contre sa domination; il assistait aux démonstrations; il épiait, jour par jour, les progrès des idées d'indépendance et de liberté, à Rome, en Toscane, en Piémont. Ses agents, désormais impuissants dans le conseil des princes, ne pouvaient que lui adresser des révélations et des dénonciations. Après l'acte insolent de Ferrare et l'intervention à Parme, il obtenait du duc de Modène deux îles sur le Pô, qu'il fortifiait comme tête d'une ligne de guerre au centre de l'Italie. Il doublait ses armées d'occupation, et envoyait en Lombardie le comte de Fiquelmont, l'*alter ego* du prince de Metternich. Déjà il eût fait avancer ses bataillons, si l'Angleterre n'eût déclaré qu'elle ne tolérerait qu'une intervention réclamée par les princes.

Mais la compression qu'il n'osait exercer sur les peuples voisins, il pouvait du moins la rendre plus rigoureuse dans la Lombardie et dans la Vénétie, que les traités de 1815 avaient rivées à sa domination. La surveillance y devint plus tyrannique, la police plus hostile. L'armée même, qui jusque-là avait gardé une certaine réserve, fut excitée au nom des sentiments allemands. Le soldat oublia la discipline; l'état-major céda aux inspirations malveillantes. Il fut aisé de voir que des rigueurs impitoyables s'apprêtaient contre les manifestations de l'esprit national.

XIII

Milan et Venise ne restaient pas, en effet, immobiles au milieu du mouvement de l'Italie. Les œuvres des écrivains sardes, toscans et romains, les publications clandestines y étaient lues et commentées avec passion. Chacun avait ses préférences, ses théories, ses principes, sa philosophie, sa politique, plus ou moins accentués. Mais l'égalité du joug faisait disparaître les nuances et taire les préventions personnelles. Un malheur commun, une espérance commune, ralliaient les opinions diverses. Ces deux villes, si célèbres par leurs chefs-d'œuvre, leurs monuments, leurs grands hommes, contribuaient aussi à la propagande des idées. Les Manzoni, les Tommaseo, les Manin, les Cattaneo, etc., travaillaient sans relâche à répandre la vérité et à créer des dévouements.

Le gouvernement autrichien ne négligeait pas non plus d'employer la presse pour justifier ses actes; ses feuilles, officielles ou semi-officielles, reprochaient aux Milanais et aux Vénètes de méconnaître les bienfaits d'une autorité paternelle. Vous êtes, disait-il, les deux peuples les plus fortunés et dotés des institutions les plus libérales de l'Italie. Ce que les autres réclament, vous le possédez depuis 1815. Vous avez l'égalité de l'impôt; les communes sont administrées par leurs propres élus; elles répartissent l'impôt, elles choisissent les membres des congrégations provinciales et des deux congrégations centrales, de Milan et de Venise, qui font connaître au souverain les vœux et les besoins du pays; les tribunaux d'exception n'existent pas; des

codes éclairés régissent vos intérêts; la justice civile et administrative est impartiale.

Ces deux peuples répliquaient : La patente du 7 avril 1815 nous promettait ces avantages, mais ils ne se sont pas réalisés; l'impôt pèse sur nous plus que sur les autres provinces de l'empire autrichien, dans la proportion de 28 à 16; c'est nous qui subventionnons toutes vos possessions; le *veto* absolu anéantit constamment la volonté des communes; les vœux des congrégations ne sont jamais écoutés; les écoles sont profanées par une éducation antinationale; nos enfants sont régulièrement déportés par les conscriptions, en Bohême, en Autriche, en Moravie, en Hongrie; le jeune homme qui cède à des inspirations généreuses paye de l'exil dans un régiment croate son amour pour la patrie; la liberté de la presse est étouffée; les douanes ne profitent qu'aux producteurs des provinces autrichiennes et écrasent notre industrie; les charges les plus éminentes, les plus lucratives, sont la proie des étrangers; les procès sont éternels; les instructions, les procédures, les jugements, se font dans l'ombre et le secret; l'espionnage, la délation, s'introduisent jusque dans nos familles; la non-révélation du frère contre le frère est punie comme un crime! Enfin, vous êtes les oppresseurs de l'Italie entière; vous excitez les princes à la tyrannie pour adoucir le contraste avec la vôtre. Des sbires, des soldats, voilà vos moyens de gouvernement! l'hypocrisie, voilà votre principe politique! les douleurs de l'exil et les tortures de la prison, voilà notre avenir! Vous nous traitez non en citoyens, mais en vaincus!

Cette dernière pensée surtout déchirait le cœur des

habitants des villes en contact direct et continu avec les troupes et les autorités autrichiennes. Les habitants des campagnes ressentaient moins les souffrances d'une occupation militaire dont ils n'avaient pas sans cesse le spectacle sous les yeux.

XIV

A Milan, l'arrivée d'un nouvel archevêque, M. Romilli, se présente aux habitants comme l'occasion de témoigner leurs sympathies pour les concessions de Pie IX. Une fête, à laquelle se joint la municipalité, est préparée; la population entière se presse dans les rues et dans la cathédrale. Le premier jour, 5 septembre 1847, se passe sans accident; mais, dans la soirée du 8, la multitude qui assiste sur la grande place à la continuation des fêtes se voit tout à coup frappée et dispersée. On compte quelques morts et un plus grand nombre de blessés. En face de cette répression sanguinaire, les esprits s'exaltent. L'Autriche souffre de la pénurie de ses finances, un mot d'ordre suffit : riches et pauvres se privent des objets soumis au prélèvement de la douane; on maîtrise ses habitudes, on domine ses goûts, ses passions; les dames renoncent aux parures; l'impôt du tabac produit au trésor sept millions de lires, on ne fume plus; la loterie, huit millions, on ne joue plus. Preuve d'un accord universel, certain jour le théâtre est rempli d'une foule compacte, le lendemain il est vide; une autre fois l'église se trouve tout à coup encombrée. Devant de telles manifestations, les représentants de l'autorité

autrichienne s'irritent et préparent de funèbres représailles.

Les premiers jours de janvier étaient l'époque fixée par les patriotes pour ne plus fumer dans les rues; une loi tombée en désuétude le défendait autrefois; on se croit en droit de faire revivre cette loi, en harmonie avec la résolution prise. Le 2 janvier 1848, au milieu de la population entière qui s'abstient, on voit paraître, le cigare à la bouche, ces hommes à face patibulaire, qui semblent sortir des profondeurs des prisons ou des antres de la police, suivis de loin par des agents armés, disposés pour leur prêter main forte. C'est une provocation évidente; on s'y laisse entraîner : ils sont hués, bafoués, sifflés. Des officiers autrichiens affectent également de fumer : de là des querelles, des rixes. Des groupes se forment; des arrestations se font avec violence; le podestat lui-même, M. Casati, circulant dans la foule pour la calmer, est saisi, malgré ses explications, par des agents ivres de répression; mais il est relâché presque aussitôt, avec excuses, par ordre supérieur. Ce fait brutal accroît l'irritation. Le lendemain, les soldats se promènent, lançant la fumée de leurs cigares à la figure des passants; les officiers s'en mêlent, pénètrent dans les cafés, narguent la population frémissante de colère. Tout à coup des patrouilles apparaissent dans les rues; sabres, baïonnettes, épées, sont levés sur les groupes, sur les personnes les plus inoffensives. Rien ne modère la fureur du soldat. Des enfants, des femmes, des vieillards, tombent frappés. Vingt morts, soixante blessés, sont les victimes de cette boucherie. Un conseiller à la cour d'appel, M. Maganini, vieillard plus que septuagénaire, rentrait pai-

siblement chez lui; il succombe criblé de coups de sabre et de baïonnette. Quelques individus au service même de l'Autriche sont atteints. Le peuple, privé d'armes, cède à la force et ajourne sa vengeance.

Le vénérable Opizonni, âgé de 85 ans, curé de la cathédrale, se fait conduire chez le vice-roi et lui fait entendre ces plaintes énergiques : « Altesse, à mon âge, j'ai vu plusieurs invasions, russe, française, autrichienne; jamais je n'avais vu égorger des citoyens désarmés. Comme chrétien, comme frère et comme curé, je viens dénoncer ces assassinats à Votre Altesse. »

L'archiduc Regnier adressa, le 5 janvier, une proclamation dans laquelle, pour apaiser les ressentiments de la population, il semblait faire espérer quelques concessions. « ... La marche régulière d'une administration peut toujours avoir besoin d'améliorations progressives. Mais des manifestations turbulentes ne pourraient que ralentir la décision suprême, et rendraient illusoires mes espérances les mieux fondées; car je ne pourrais alors élever jusqu'au trône de Sa Majesté Impériale des vœux qui n'auraient pas l'appui désirable de la modération.... »

Il confirmait la même pensée le 9 janvier : « Je vous renouvelle à cette occasion mes espérances fondées de voir pris en considération par la sagesse souveraine et accueillis par la grâce de Sa Majesté, les vœux qui m'ont été légalement exprimés, et qui sont ou qui vont être déposés au pied du trône. »

Il faisait allusion à une démarche courageuse de M. Nazari de Treviglio, député à la congrégation de la Lombardie, qui, le 9 décembre 1847, dénonçait le mécontentement général, demandait à la congrégation de

faire entendre à l'Empereur les vœux de la nation, réclamait une enquête, et terminait par ces mots : « Comme député, je croirais manquer à ma mission et à mes serments, si je restais silencieux quand la conscience m'ordonne de parler. »

Les Lombards-Vénètes regardaient les paroles de l'archiduc comme un leurre, et attribuaient au comte Fiquelmont un langage qui dénotait de tout autres intentions : « J'ai un moyen infaillible de faire oublier aux bons Milanais et Pie IX, et leur idole, et toutes ces velléités d'indépendance qui percent depuis quelque temps dans leurs puériles manifestations : le carnaval approche ; je leur donnerai un spectacle grandiose au théâtre de la Scala. »

Le maréchal Radetzki prononçait, le 15 janvier, ces paroles menaçantes : « S. M. l'Empereur est résolue, selon ses droits et ses devoirs, à défendre le royaume vénitien contre toutes attaques hostiles, qu'elles viennent du dehors ou du dedans.... Soldats, je suis fier de vous répéter ces paroles de l'Empereur.... Contre votre fidélité et votre valeur, les coupables efforts du fanatisme se briseront, comme le verre fragile contre un rocher.

» L'épée que j'ai portée pendant soixante-cinq ans, sur maint champ de bataille, est encore ferme dans mes mains ; je m'en servirai pour protéger le repos d'un pays naguère si heureux, mais qu'un parti insensé menace de plonger dans une misère sans bornes. Soldats, votre Empereur compte sur vous ! votre chef aux cheveux blancs compte sur vous ! cela suffit ! Puisse-t-on ne pas me contraindre à déployer l'étendard aux deux aigles ! La force de ses ailes n'est pas encore paralysée.

Notre devise sera : protection et repos aux citoyens paisibles et fidèles ; destruction ou ruine, au contraire, à l'ennemi qui, d'une main criminelle, ose porter atteinte à la paix et au bonheur des populations. »

Cet ordre du jour fut suivi d'un rescrit impérial, préparé dès le 24 novembre 1847, établissant le *jugement stataire*, qui prononçait la peine de mort immédiate, sans appel ni recours en grâce, pour les cas de tumulte ou rébellion.

XV

Venise, fière de sa puissance passée, humiliée de son esclavage présent, gémissant dans ses chaînes, s'agitait avec une rare énergie. Il est des hommes au cœur haut, d'une probité sévère, d'une intelligence supérieure, d'une activité infatigable, d'une volonté tenace, d'un courage inflexible, que la Providence semble avoir envoyés aux nations opprimées pour les diriger et les sauver. L'avocat Manin était de ceux-là !

Manin s'associe à un homme de génie, poëte illustre, esprit taciturne, mais âme brûlant de patriotisme, Tommaseo. Aidés de leurs amis, ils entreprennent de donner la vie à un peuple qui semble abattu et n'attend que l'heure du réveil. Manin, qui a le don de l'initiative, prend la direction suprême ; et bientôt, sous cette influence libératrice, Venise s'anime, Venise respire, Venise est debout !

Répudiant la violence qui n'aboutirait qu'à des compressions, qu'à des supplices sans résultat, ils emploient les armes pacifiques que les circonstances et leur adresse font tomber dans leurs mains. Les intérêts matériels peuvent surexciter les intérêts moraux : ils s'en em-

parent. Les chemins de fer, auxquels est attachée la prospérité du pays, deviennent pour eux moyen de propagande, ils parlent la langue des affaires. De Venise à Milan cette question passionne. C'est un levier puissant avec lequel ils soulèvent l'opinion publique. Les cabinets de lecture, l'Athénée, leur servent de tribune. La présence de l'économiste Cobden leur offre un prétexte et une occasion. Le neuvième congrès de savants, qui s'ouvre à Venise le 13 septembre, réunit un certain nombre de patriotes italiens. On y traite des questions spéciales qui se transforment en questions d'État. Le travail, l'éducation, l'industrie, la liberté du commerce, les tarifs des douanes, l'amélioration du sort de tous, appellent des solutions. On remue mille idées nouvelles. Le peuple voit avec reconnaissance qu'on s'occupe de lui, et sympathise avec les agitateurs.

Une pétition préparée, dès le mois d'août, par Tommaseo d'accord avec Manin, contre la censure, n'aboutit pas, mais devient le prélude à d'autres réclamations. Manin reçoit de Milan une copie de la motion du député Nazari. Aussitôt il s'en saisit, et, trois jours après, le 21 décembre 1847, il adresse une pétition à la congrégation centrale de la Vénétie, où il démontre que le silence des congrégations peut tromper le gouvernement et lui faire croire que les Vénètes n'ont ni désirs ni besoins, tandis qu'au contraire ils ne sont ni heureux ni contents, et qu'ils ont de vrais besoins et de justes désirs : « Ce silence des congrégations centrales vient de la crainte de déplaire au gouvernement. Mais cette crainte est injuste et injurieuse; car il est injuste et injurieux de supposer que le gouvernement ait accordé à ce royaume une représentation nationale

dérisoire, qu'il ait trompé et qu'il trompe ce pays et l'Europe, en faisant des lois qu'il ne veut pas qu'on observe, poursuivant et punissant ceux qui entendent les observer. » Il conclut en réclamant de la congrégation son concours actif.

Le 30 décembre, la foule se presse à l'Athénée pour entendre Tommaseo, qui revenait de Toscane inspiré des plus nobles pensées : « Si vous avez de bonnes lois, demandez-en l'exécution franche et loyale; si vous en manquez, demandez-en de nouvelles qui soient appropriées à vos besoins. Parlez! écrivez! imprimez dans les limites de la loi! soyez courageux ! et sachez vouloir le bien de tous! Aucun gouvernement ne peut se maintenir contre le vœu des populations... » La figure animée, la voix émue, le geste de l'orateur, produisent une émotion rapide. Manin se précipite pour mettre le premier son nom sur la pétition que Tommaseo présente en faveur de la presse ; il ne peut arriver que le second. Quatre cents signatures sont aussitôt apposées. Le bruit s'en répand dans la ville. On court au théâtre, où s'improvise une fête nationale. Les femmes mêlent à leurs toilettes des emblèmes qui parlent aux yeux et aux âmes. On donnait l'opéra de *Macbeth*. Au chœur du troisième acte : *La patrie trahie pleure et vous appelle! Courons, frères! courons sauver les opprimés!* l'assemblée tout entière se lève, et le chœur est répété au milieu d'applaudissements enthousiastes.

Par sa motion du 21 décembre, Manin a donné l'exemple; d'autres le suivent. D'accord avec lui, le député Morosini présente une motion à la congrégation provinciale de Venise ; le député Meneghini en soumet une à celle de Padoue; l'impulsion entraîne toute la

Vénétie ; les motions pleuvent dans les congrégations municipales et provinciales. Chaque jour voit de nouveaux efforts. C'est l'élan de toutes les volontés. La congrégation centrale cède à l'opinion publique ; et l'autorité elle-même, étonnée, indécise, ne peut en comprimer l'essor.

En apprenant les malheurs de Milan, les dames recueillent des souscriptions et les dérobent aux recherches de la police. Venise n'est bientôt plus qu'un vaste foyer de patriotisme, où la moindre étincelle doit produire une explosion. Le pouvoir surveille et s'inquiète ; mais Manin, Tommaseo, Avezzani et leurs amis ne sont pas sortis de la légalité. La police les interroge. Ils avouent résolûment et leurs démarches, et leur correspondance, et leur but. Le gouvernement a recours à l'arbitraire. Le 18 janvier, Manin et Tommaseo sont conduits à la prison d'État. Les sympathies du peuple traversent les murailles, et retentissent à leurs oreilles comme la voix de Dieu !

CHAPITRE DEUXIÈME.

Royaume des Deux-Siciles : Carbonari; Jeune Italie. — Insurrection à Messine et en Calabre, 1847. — Mort de Romeo. — Défi porté au gouvernement, à jour fixe. — Prise d'armes. — Bombardement de Palerme. — Intervention des consuls. — Agitation à Naples. — Concessions du roi. — Propositions de conciliation aux Siciliens, qui les repoussent. — Victoire des Siciliens; fuite des troupes royales. — Manifestation à Naples. — Octroi d'une constitution. — Retour de la flotte à Naples avec les débris de l'armée. — Douleur du roi. — Sardaigne : Mouvement. — Charles-Albert publie les bases d'une constitution; ses antécédents; ses premières vues vers l'avenir.—Toscane : Agitation. — Constitution du 17 février octroyée par le grand-duc. — Rome : Pie IX. — Concessions nouvelles. — Pie IX ne veut pas aller plus loin. — Démonstrations. — Promesses de constitution. — Résumé des premiers efforts de l'Italie pour conquérir la liberté et l'indépendance, jusqu'à la révolution française du 24 février 1848.

I

Dans le royaume des Deux-Siciles, ni la pression de l'opinion publique, ni les lumières de la raison, ni les tendances progressives du siècle, ne pouvaient vaincre la résistance absolue de Ferdinand II. La force seule pouvait lui arracher un acte favorable à la liberté. Sa volonté était la loi ; les jésuites, ses instruments; une armée doublée de régiments suisses, sa raison d'État ; une police inquisitoriale, la base de son gouvernement. Dans un tel pays, le peuple ne devait rien attendre que de lui-même, et n'avait qu'une seule voie pour parvenir à son affranchissement : une prise d'armes.

Aussi ce fut dans ce royaume que se propagea la première société des carbonari, qui ne cessa jamais d'y faire des prosélytes. Un chef tombé victime était aussitôt remplacé par un autre. La foi tenait tête à la persécution.

Après 1831, une nouvelle société avait été fondée, sous le nom de *Jeune Italie,* par un Calabrais, Benedetto Mosolino, homme d'une trempe antique. Indépendante de celle que dirigeait Mazzini, elle travaillait également à l'émancipation des Deux-Siciles. Au premier rang de ses adhérents figurait Giuseppe Massari.

Les exilés, au nombre desquels était le général Pepe, le Lafayette napolitain, correspondaient activement avec les patriotes de l'intérieur. Des rapports fréquents liaient ces chefs et ceux des autres contrées d'Italie.

Sur une terre ainsi disposée, l'avénement de Pie IX et ses concessions produisirent une sensation d'autant plus vive que l'effet en devait être plus contenu.

II

Au mois d'août 1847, un des chefs du comité révolutionnaire, Domenico Romeo, né sur les bords du détroit de Reggio, se rendit de Naples en Calabre, par Messine. Il communiqua ses projets aux patriotes les plus impatients; et l'étendard de la révolution fut déployé à Messine le 1er septembre, à Reggio le 2.

Dans cette dernière ville, le peuple fit la garnison prisonnière. L'insurrection gagna la Calabre supérieure; un gouvernement provisoire fut constitué. Une proclamation appela les peuples de Naples et de Sicile aux armes et à la liberté. Des tentatives contre les forts qui commandent le détroit échouèrent. Des forces royales, supérieures en nombre, furent expédiées en toute hâte; les insurgés évacuerent Reggio pour éviter aux habitants l'horreur d'un bombardement. Les populations voisines, saisies d'effroi, n'essayèrent aucune résis-

tance; et les bandes, retirées dans les montagnes, se troublèrent devant l'impossibilité du succès, et furent bientôt dispersées.

La mort de Domenico Romeo fut tragique. Grièvement malade, accompagné seulement de son neveu Pietro, il s'était caché dans une chaumière. Découverts, ils opposèrent, avec un sombre courage, une résistance désespérée à 80 gardes urbains de Fedavoli. Un coup mortel frappa à la poitrine l'infortuné Domenico. Il tomba. Mais il fut aussitôt vengé par son neveu Pietro, qui, d'un coup de mousquet, abattit le meurtrier de son oncle. Les gardes, ne pouvant conduire à ses juges Romeo vivant, lui tranchèrent la tête tandis qu'il respirait encore, la fixèrent sanglante sur un pieu, et forcèrent son neveu à porter ce trophée funèbre par les rues de Reggio. Quarante prisonniers environ furent envoyés à Naples, enchaînés deux à deux, et confondus avec les malfaiteurs.

L'insurrection de Messine fut aussi malheureuse. Une poignée de braves, n'ayant pu s'emparer du général Landi et de ses officiers, avaient été vaincus, après une lutte vigoureuse et un premier succès. Cette tentative, mal secondée par le peuple qui n'était pas encore prêt, fut étouffée dans le sang de quelques chefs fusillés, et suivie de l'exil de dix autres. Ces persécutions, loin d'intimider les Siciliens, ne firent que vivifier leur haine et surexciter leur courage.

III

Dès les premiers jours de janvier 1848, on lut avec surprise sur les murs de Palerme un audacieux défi :

« Si le gouvernement, avant le 12 janvier, n'a pas concédé à la Sicile les institutions auxquelles elle a droit, on aura recours aux armes, ce jour-là, pour les conquérir. » Le gouvernement crut au délire d'esprits aventureux, et se contenta de quelques arrestations. Mais le 12, jour désigné, des hommes au cœur résolu se précipitent dans les rues, sur les places publiques, et donnent le signal de l'insurrection. De faibles détachements envoyés pour les disperser sont désarmés ou repoussés. Le drapeau aux couleurs italiennes est arboré. Les citoyens frappent aux portes des maisons, saisissent les armes qu'on s'empresse de leur donner. Ce soulèvement prend des proportions telles que les troupes sont forcées de se replier dans les positions les plus importantes : le palais royal, où se trouve le lieutenant du roi, le fort Castellamare, les casernes du môle, la prison située entre le môle et la ville, l'hôtel des finances, et les casernes qui avoisinent le palais royal.

Le tocsin sonne et retentit au loin. Les montagnards accourent. Le soir, toutes les maisons sont illuminées; l'insurrection reste maîtresse de l'intérieur de la ville. Le lieutenant du roi, duc de Majo, et le général Vial, commandant les troupes, envoient à Naples un paquebot pour réclamer des renforts. Du 13 au 15, pendant quarante-huit heures, le combat se continue avec acharnement. Les bombes et les boulets pleuvent sur l'antique cité. La mitraille balaye la rue de Tolède. La cruauté de la répression passionne, exaspère les esprits. Palerme n'a plus qu'un sentiment, celui de la délivrance. Nobles, bourgeois, prêtres, moines, ouvriers, pêcheurs, paysans, serrent leurs rangs, unissent leurs

forces, versent leur sang aux cris si populaires dans la contrée de : « Vive l'indépendance sicilienne! Vive la constitution de 1812! Vivent nos frères de l'armée! Vive l'Italie! »

Les consuls, présidés par le consul français, M. Bresson, bravant les coups de feu dirigés sur eux par des soldats ivres de combat, se rendent auprès du lieutenant du roi, protestent contre l'acte sauvage du bombardement, et ne parviennent qu'à obtenir une suspension de vingt-quatre heures. Six mille hommes, six batteries d'artillerie, commandées par le général de Sauget, neuf frégates à vapeur sous les ordres d'un frère du roi, le comte d'Aquila, partis le 14 de Naples, arrivent le 15, vers quatre heures de l'après-midi. Cette armée ne peut intimider les habitants. Ils repoussent toute offre qui ne leur concède pas les lois constitutives qu'ils exigent; ils organisent un pouvoir insurrectionnel où siégent le prince Pantellaria, le marquis de Rudini, le préteur de la ville marquis de Spedalotto, et l'amiral en retraite Ruggiero Settimo.

A la vue de cette population qui préfère s'ensevelir sous les ruines de ses murailles plutôt que de céder, à l'aspect des soldats qui hésitent devant ce spectacle imposant, en présence des consuls qui parlent au nom de l'humanité, le comte d'Aquila s'émeut, doute de son pouvoir, de son droit, et, après vingt-quatre heures de séjour, retourne à Naples auprès du roi, lui tracer le tableau d'une situation dont il a été le témoin.

Ferdinand réunit ses ministres. Les rumeurs qui circulent sur les événements de Palerme montent jusque dans la salle du conseil. Des dépêches annoncent que certaines communes des Abruzzes ont refusé de fournir

le contingent de la conscription, et qu'une insurrection grave a éclaté à Vallo, province de Salerne. A la confiance absolue dans les mesures de rigueur, succède la crainte du péril. Le conseil d'État est rassemblé. Les princes y assistent. La délibération dure, le 18, depuis neuf heures du matin jusqu'à sept heures du soir. Enfin le roi se décide à des réformes semblables à celles qui ont été concédées à Rome, à Florence, à Turin. Un supplément au journal officiel contient quatre ordonnances : sur l'organisation d'une consulte d'État, sur les conseils provinciaux, sur la séparation des royaumes de Sicile et de Naples. Le dernier décret, qui paraît le 19, nomme lieutenant général en Sicile le comte d'Aquila, avec un ministre adjoint et des directeurs; il promet une amnistie et une amélioration dans la censure.

Ces concessions, qui, octroyées volontairement quelques jours plus tôt et non arrachées par la force, eussent été accueillies avec enthousiasme, ne furent connues en Sicile que le neuvième jour de la lutte. Le sang n'avait pas cessé de couler, les bombes et les boulets de tomber sur la ville. Les troupes, cernées, harassées, avaient éprouvé de notables revers. La population, qui avait traité en frères les soldats prisonniers, accusait l'armée d'avoir égorgé des moines dans le couvent des Bénédictins. Les décrets royaux furent repoussés.

« Ces dispositions, » dit au nom du comité général le marquis de Spedalotto, « ne peuvent regarder un peuple qui, depuis neuf jours en proie aux horreurs d'un bombardement, de la mitraille et de l'incendie, soutient glorieusement ses droits et ses institutions nationales, seules capables d'assurer un bonheur durable

à cette île..... Les armes ne seront déposées, les hostilités ne seront suspendues, que lorsque la Sicile, réunie en parlement, adaptera à notre époque la constitution que notre pays a possédée depuis plusieurs siècles, qui a été réformée en 1812 sous l'influence de la Grande-Bretagne, et qui a été confirmée implicitement par le décret royal du 11 décembre 1816. »

La communication de ce refus était précédée de ces réflexions : « La Sicile sait, par la triste expérience de nombreuses années de douleurs et de désespoir, ce que vaut la volonté d'un prince, quand le peuple lui-même n'est pas le dépositaire, le gardien, le vengeur de ses droits. »

On publiait en même temps ces paroles prononcées en 1810, par le roi Ferdinand Ier, devant le parlement de Sicile : « ..... La cause que je défends, et pour laquelle je demande les secours nécessaires, intéresse à la fois ma famille, notre sainte religion, les priviléges des divers ordres, et généralement toutes les institutions politiques de ce royaume, auxquelles vous êtes tous sincèrement attachés par le lien de l'amour de la patrie. Je vous rappelle que ces dons, que ces grands avantages, étaient possédés par d'autres nations aussi distinguées que la vôtre. Elles les ont presque entièrement perdus par le manque d'esprit public et d'énergie nationale, de sorte qu'on peut dire que ces avantages ne se trouvent plus que dans les deux îles les plus fameuses du monde, la Grande-Bretagne et notre Sicile. Dirigez donc vos sacrifices vers la conservation de ces belles prérogatives, héritage précieux que les rois nos prédécesseurs vous ont légué, et que, au risque de tous les sacrifices et de tous les dangers personnels, vous

êtes tous obligés de conserver à vos descendants. »

Ces traditions exaltaient le peuple. Le 26, il emportait d'assaut le couvent du Novizziato; le 25, il s'emparait, après une lutte acharnée, de la Banque et du palais royal, et resserrait chaque jour plus étroitement les troupes dans les forts. Le duc de Majo se réfugiait près du général de Sauget. Catane et d'autres villes faisaient leur garnison prisonnière. Messine se préparait contre les forces militaires retirées dans les forts et dans la citadelle. Les troupes, affaiblies, démoralisées, ne songeaient qu'à la retraite, et se voyaient couper le chemin du port d'embarquement.

IV

Ces nouvelles parvenaient successivement à Naples, et terrifiaient monarque et ministres. Malgré les mesures prises pour en empêcher la circulation, elles se répandaient dans la ville. Bientôt on sut que le mouvement se propageait dans les Calabres; que le camp des insurgés dans la province de Salerne contenait dix mille hommes, et qu'une marche sur Naples avait été résolue. Les esprits étaient de plus en plus excités. Des pourparlers s'établirent entre les citoyens les plus influents et les personnes dévouées à la monarchie. Des pétitions commencèrent à se produire. Mais il était évident qu'une explosion ne tarderait pas à devancer toutes négociations.

En effet, le 27, rien ne peut arrêter l'élan. Une foule immense envahit la rue de Tolède. Les croisées sont remplies. Les dames agitent des mouchoirs aux couleurs italiennes. Des cris de Vive Pie IX! Vive la consti-

tution! Vive le roi! Vive la liberté! portent jusqu'au palais le vœu du peuple. A un signal, toutes les troupes sortent, entourent le château et s'avancent vers la rue de Tolède. Le général Statella veut pénétrer dans la foule. Il est respecté, mais accueilli par ce cri : La constitution! Des cavaliers font une charge. Quelques-uns glissent sur les dalles et tombent : ils sont relevés par le peuple. Cet enthousiasme étonne l'armée elle-même. Chacun comprend qu'un mot suffit pour que la situation se dénoue par une conciliation et une félicité générales. Ce mot, on l'attend de la bouche du roi; et peu à peu la foule se disperse.

Le roi hésite. Enfin il se décide. Après une querelle avec ses ministres, il les congédie, pourvoit à la retraite immédiate et à l'embarquement du plus impopulaire, del Carretto, éloigne son confesseur, le père Cocle, et forme un nouveau ministère, sous la présidence du duc de Serra-Capriola, ambassadeur de Naples à Paris. Le surlendemain, il confie le portefeuille de l'intérieur à Bozzelli, l'un des chefs du parti libéral. Une promesse de constitution, basée et copiée sur la charte française, signée le 28, est publiée le 29 au matin. Le roi parcourt les rues pour recueillir les ovations d'un peuple oublieux déjà de l'oppression passée et qui se livre avec une ardeur méridionale à la joie de la liberté recouvrée et à l'espérance bien douce d'un avenir meilleur. La constitution préparée, formulée, signée par le roi et contresignée par tous les ministres, fut publiée le 11 février.

On dit que Ferdinand, trompé par les apparences, attribuant à l'ambition de Pie IX et de Charles-Albert une impulsion qui venait des peuples et non des princes, s'écria dans un transport de jalousie : « Eh bien, puis-

qu'ils me poussent, je les pousserai ! » On dit aussi que ce fut sous l'influence de cette pensée qu'il dépassa leurs concessions. Quoi qu'il en soit, les faits ne démontrent-ils pas que la charte lui fut arrachée plutôt par la nécessité que par le dépit ?

V

Le triomphe des principes libéraux, la proclamation de la constitution, devaient avoir pour conséquences immédiates la cessation de la lutte dans les provinces de Naples et de Sicile, le rappel des troupes de Palerme, et la substitution des négociations à l'emploi de la force. D'ailleurs, la mauvaise situation du corps expéditionnaire, l'impossibilité de lui envoyer des renforts et des vivres dans un but d'oppression, nécessitaient une prompte retraite. Une escadrille à vapeur partit de Naples le 29 janvier pour le ramener. Les Siciliens, maîtres d'une batterie qui commandait la rade, ne voulaient point cesser le combat. Il fallait, pour effectuer le départ des troupes, ou dégager la rade en s'emparant de force des canons qui la dominaient, ou choisir un lieu d'embarquement plus éloigné de Palerme. Le général de Sauget, n'espérant rien sans doute de ses soldats, se résolut à ce dernier moyen et indiqua Solente à la flotte. Solente n'est situé qu'à douze ou quinze milles; et deux jours furent nécessaires aux troupes pour se retirer par des chemins difficiles et tortueux. Harcelées dans leur marche, sur les flancs et sur les derrières, leur retraite devint un véritable désastre. L'artillerie, les chevaux, les bagages, 1 800 prisonniers tombèrent au pouvoir des Siciliens. La poursuite

fut si pressante que les balles venaient frapper les soldats jusque dans les embarcations de la flottille.

L'escadre transporta les débris de l'armée le 1er février. Le roi assistait au débarquement, et ne put retenir ses larmes. Il se hâta d'envoyer une frégate à Palerme porter l'ordre au commandant du dernier fort qui tenait encore de capituler et de ramener les dernières troupes. La capitulation eut lieu le 5 février.

A la fin du mois, il ne restait aux garnisons royales que les forts de Syracuse et la citadelle de Messine, assiégée par une population qui bravait avec une constance héroïque les désastres du bombardement.

Le comité général, présidé par l'amiral Ruggiero Settimo, délibéra, au milieu des cris de guerre du peuple rassemblé autour du palais du Sénat, sur la constitution du 29 janvier et sur le décret d'amnistie. Il persista à réclamer la constitution de 1812 réformée. Une solennité religieuse réunit dans la vaste et belle cathédrale les citoyens de toutes les conditions. Des actions de grâces s'élevèrent au ciel pour célébrer le triomphe et la délivrance de la Sicile.

VI

Ferdinand II, dont le despotisme impitoyable avait constamment repoussé toute pensée de progrès, était contraint, pour sauver sa couronne, de chercher un refuge dans la liberté. Les feuilles officielles rapportaient journellement les protestations qu'il ne cessait de répéter à tous de ses nouvelles convictions. Ainsi, le souverain qui le dernier avait accordé des concessions était le premier qui, dépassant les améliorations pro-

vinciales, les réformes administratives, proclamait une charte où les droits des citoyens étaient reconnus et établis. Cet exemple était éclatant. La victoire de la Sicile et la constitution de Naples entraînaient l'Italie dans une phase nouvelle. Le royaume des Deux-Siciles renvoyait ainsi plus énergique l'élan qu'il avait reçu. Reportée de royaume à royaume, la liberté réagissait, grandissait et s'étendait de proche en proche.

VII

Le roi de Piémont s'engageait timidement dans les réformes et dans la voie ouverte à son ambition. Le 7 janvier, il repoussait une pétition, signée à Gênes au milieu de démonstrations publiques, qui demandait l'expulsion des jésuites et l'établissement d'une garde civique. Quelques jours après il refusait de recevoir une députation du commerce de Turin, qui venait lui déclarer que chacun était prêt à se serrer autour de la croix de Savoie, pour vaincre ou mourir sur le champ de bataille, si la nation était appelée à délivrer l'Italie. Les nouvelles de Sicile et de Naples vinrent modifier cette politique de crainte et d'hésitation.

Il était dans la destinée de l'ex-ministre del Carretto, l'agent supérieur du despotisme, de faire naître dans sa fuite des mouvements précurseurs de la liberté. Embarqué sur *le Neptune*, bateau à vapeur napolitain, repoussé de Livourne et de Gênes par la vindicte publique, il semblait n'y être apparu que pour montrer à l'Italie la preuve vivante de la victoire d'un peuple sur le pouvoir absolu. Le jour où le navire l'emportait loin de Gênes, on célébrait dans cette ville, par un *Te*

Deum, par des illuminations, par des chants, par des cris de Vive le consul de Naples! Vive la Constitution! la proclamation de la charte napolitaine, et l'on préparait une pétition que la municipalité elle-même devait présenter à Charles-Albert, pour l'engager à suivre l'exemple du roi de Naples.

A Turin, le 2 février, des suppléments de journaux, affichés à la porte des établissements publics, firent connaître la constitution décrétée par Ferdinand. Quatre-vingt mille personnes répandues dans la cité témoignèrent de l'ivresse nationale. Cette démonstration dura jusqu'à la nuit. Aux cris de *Viva Pio nono!* se mêlaient les cris de *Viva Carlo Alberto! Viva il resorgimento dell' Italia!* L'allégresse générale annonçait assez ce que l'on attendait du roi. Le 5, sur la proposition du comte de Santa-Rosa, la municipalité se fit l'interprète des vœux du pays, et se rendit auprès du roi pour le prier « de couronner la glorieuse entreprise de la régénération politique de la nation, en accordant une constitution représentative où serait comprise l'institution d'une garde civique ».

Le 7, Charles-Albert recevait les municipalités de Turin et de Gênes, convoquait un conseil extraordinaire, où il appelait les princes ses fils, les ministres à portefeuille, les ministres d'État; et, le lendemain, il signait et publiait les bases d'une constitution conforme à la charte française.

La population avait suivi avec une très-vive anxiété les délibérations de la municipalité et celles du conseil des ministres. Toutes les affaires étaient suspendues. La foule n'avait cessé de se porter auprès du palais où se décidaient les destinées de la nation. Bien des heures

s'étaient écoulées dans une pénible attente. Aussi, lorsqu'on apprit que satisfaction était donnée au vœu général, il y eut explosion de joie et de bonheur. Le Piémont, après tant d'années d'oppression, célébrait une ère nouvelle d'indépendance et de liberté.

VIII

Charles-Albert, à qui les patriotes reprochaient de les avoir trahis en 1821 ; de les avoir persécutés et décimés; d'avoir combattu en Espagne dans les rangs de l'absolutisme; d'avoir fourni des subsides à don Carlos et à don Miguel; d'avoir favorisé l'expédition légitimiste de la duchesse de Berri; d'avoir envoyé des secours au Sunderbund; d'avoir de tout temps gouverné avec les jésuites et par les jésuites; Charles-Albert était-il loyalement converti aux idées nouvelles, comprenait-il qu'il fallait céder ce qui allait lui être violemment arraché par une révolution, ou bien enfin entrevoyait-il la couronne de fer, peut-être même la couronne d'Italie, que ses partisans convoitaient déjà pour lui ? Ces trois causes agissaient-elles séparément ou simultanément sur son âme éblouie, dans les circonstances au milieu desquelles il se trouvait jeté malgré lui ? Quoi qu'il en fût, grand nombre d'Italiens lui étaient sincèrement reconnaissants, et tournaient vers lui leurs espérances pour l'affranchissement de la patrie commune, tandis que d'autres, plus méfiants, n'acceptaient ses concessions qu'avec réserve. On verra ces deux nuances se dessiner plus nettement dans la suite de cette histoire. Nous les avons indiquées à leur origine, parce que leurs conséquences furent fatales à l'Italie.

IX

A Livourne, le 6 janvier, un placard, publié par les patriotes les plus impatients, avait provoqué une émeute; la présence des Autrichiens à Modène, le retard dans l'armement de la garde civique, l'occupation de la Lunégiane, en avaient été la cause ou le prétexte. Le ministre de l'intérieur Ridolphi avait comprimé cette émeute, secondé par la majorité des citoyens, qui craignaient de voir la liberté compromise par des mouvements anarchiques sans but sérieux et pouvant motiver l'intervention de l'Autriche. Les fauteurs de ces troubles, MM. Guerrazzi, Mastachi et quelques autres, avaient été transférés à Porto-Ferrajo.

Le 29, l'arrivée de Del Carretto dans le port suscita un soulèvement, que le ministre, cette fois, ne put contenir. Les cris de *Vive Léopold! Vive la constitution! La liberté de Guerrazzi!* furent unanimes. Les chefs de toutes les nuances du parti libéral comprirent que l'occasion était venue, et qu'il fallait la saisir. A Pise, à Florence, comme à Livourne, des démonstrations moins turbulentes, par cela même plus imposantes et plus décisives, témoignèrent des sympathies générales pour le royaume des Deux-Siciles, et du désir ardent d'une charte qui reconnût et établît définitivement le droit de la nation.

Le grand-duc publia, le 31, un projet de réforme sur la presse, un autre sur l'organisation d'une consulte d'État. Mais les demi-mesures, les demi-satisfactions ne pouvaient suffire. Charles-Albert ayant donné, le 8 février, une constitution au Piémont, le 11, Léopold

promit une représentation nationale conforme à la pensée de ses aïeux; et, le 15, il signa une constitution qui reconnaissait les grands principes de liberté, de tolérance et d'égalité, proclamés par les révolutions françaises. Elle fut publiée, le 17, au bruit du canon et au milieu des réjouissances publiques.

X

Pie IX avait complété la série de ses réformes par un *motu proprio* sur l'organisation du conseil des ministres et sur leurs attributions, qui ne fermait pas, mais qui n'ouvrait pas le ministère aux laïques : le Pape se réservait la faculté du choix. Les auditeurs à ce conseil, au nombre de vingt-quatre, devaient être pris seulement pour moitié parmi les laïques. La consulte d'État devait donner son avis sur toutes les questions, avant la délibération du conseil des ministres. Ce *motu proprio*, qui faisait succéder la régularité et une apparence de responsabilité à l'arbitraire et au caprice, était un progrès.

On le voit, le gouvernement papal devenait, non pas une monarchie représentative, mais, si l'on peut employer cette expression, une monarchie consultative. Pie IX ne voulait pas aller plus loin. Il croyait avoir assez fait pour mériter la reconnaissance du peuple et justifier sa popularité. Les protestations de l'Autriche, les conseils du gouvernement français, les objurgations des cardinaux, le retenaient dans cette dernière limite. Sa conscience même de chef de l'Église lui prescrivait de ne pas aliéner une autorité dont il n'était que le dépositaire. Aussi lui attribuait-on cette parole : « Je

ne veux pas me faire damner pour faire plaisir aux libéraux. »

Mais le peuple romain, qui aspirait à des institutions constitutionnelles sérieuses, avait reçu froidement ce *motu proprio*, et avait cherché à combattre des résistances dont il croyait connaître les sources diverses, par les manifestations des 1[er] et 2 janvier 1848. Le Pape, s'étant montré pour calmer les inquiétudes, avait recueilli de nouveaux témoignages de sympathie, mais adressés à sa personne seule, et clairement exprimés par ces cris de « *Viva Pio solo!* »

La révolution de Naples devait causer une impression vive et soudaine sur des esprits ainsi disposés. La municipalité n'hésita pas à prendre l'initiative d'une fête pour célébrer « les réformes accordées conformément aux vœux et aux espérances des peuples ». Une adresse du sénat au peuple romain, signée par Tommaso Corsini et par huit conservateurs, revendiquait l'honneur de ces réformes pour Pie IX : « Romains, c'est à votre auguste souverain que sont dus principalement les heureux résultats qui, l'un après l'autre, ont amené l'accord des gouvernants et des peuples par le système du progrès civil, et qui ont essuyé tant de larmes et épargné tant de sang. »

Le 3 février, jour indiqué pour une illumination générale, les rues se tapissèrent de tentures et d'inscriptions; et, pour la première fois à Rome depuis 1831, des drapeaux aux trois couleurs italiennes, rose, vert et blanc, furent arborés. Une procession de personnes de toutes conditions, gardes civiques, nobles, bourgeois, hommes du peuple, à la lueur des torches, les couleurs italiennes au chapeau et à la boutonnière, par-

courut le Corso. L'air retentit des cris habituels de *Vive Pie IX seul*, et des cris de *Vivent les Palermitains! Vive la constitution! Gloire à ceux qui répandent leur sang pour la patrie!*

La journée du 8 fut une journée d'agitation. Le Pape, qui répondait aux sollicitations du peuple : « *Non voglio! non posso!* » se décida à faire quelques concessions insignifiantes et à publier, le 10, une proclamation dans laquelle il s'écriait : « Romains, ne pensez pas qu'il reste sourd à vos désirs, à vos craintes, le Pontife qui, depuis deux ans, a reçu de vous tant de preuves d'amour et de fidélité. Nous ne cessons pas de méditer comment ces institutions civiles, que nous avons créées sans y être contraint par aucune force, mais uniquement guidé par le besoin du bonheur de nos peuples et par l'estime pour leurs nobles qualités, peuvent se développer et se perfectionner sans porter atteinte à ce que nous devons à l'Église..... » Il rappelait ensuite ses concessions, ses intentions paternelles, et promettait d'introduire un certain nombre de laïques dans le conseil des ministres..... Le danger d'une guerre étrangère ne pouvait pas émouvoir et menacer le chef d'une religion qui comptait, avec trois millions de sujets, deux cents millions de frères, prêts à assurer le salut de Rome..... « Je veux, » ajoutait-il, le lendemain, en bénissant, du haut du palais Quirinal, le peuple qui venait de nouveau réclamer une constitution, « que vous me promettiez que vos demandes n'auront rien de contraire à la sainteté de cet État et de l'Église!..... C'est pour cela que tous les cris qui ne sont pas ceux de mon peuple, mais d'un petit nombre d'hommes, je ne puis, je ne dois, je ne veux pas les admettre. »

Dans un consistoire secret de tous les cardinaux, le Pape posa la question, qui fut longuement débattue, de l'opportunité d'une constitution, et examina sur quelles bases elle pourrait être établie. A cette nouvelle, et sur le bruit de la nomination d'une commission chargée de cette étude, les impatiences se calmèrent un peu. Mais il ne restait pas moins dans le cœur des Romains une effervescence qui devait éclater tôt ou tard. « Comment ! » disait-on, « Pie IX ne donnera pas au peuple ce qu'un Bourbon lui a donné ! »

Le travail de cette commission traînait en longueur. Le Pape, qui avait été le premier à donner l'impulsion, était le dernier à suivre l'exemple de Naples. Il en résultait deux conséquences fâcheuses : l'affaiblissement de l'autorité et de la popularité de Pie IX, et l'habitude des troubles. Le chef de l'Église cessait d'être le flambeau sacré qui éclairait l'Italie dans le recouvrement de ses droits, de ses libertés, de son indépendance. Un autre souverain allait lui enlever sa prépondérance et son prestige, en cherchant à se placer à la tête d'un grand parti contre l'étranger. Alors que peuples et rois marchaient autour de lui en suivant la bannière qu'il avait déployée, lui seul semblait vouloir rester en arrière. Pour le décider de nouveau au mouvement, il fallut le torrent d'idées, de faits, d'événements, qui fit chanceler tous les trônes, après la révolution française du 24 Février.

XI

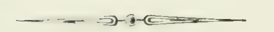
Après avoir esquissé la situation de l'Italie à ce moment solennel, esquisse sans laquelle il eût été impos-

sible de comprendre la suite de cette histoire, il est de notre devoir de constater que les révolutions italiennes précédèrent notre révolution. Nous verrons maintenant quelle part d'influence doit revenir aux journées de Février dans les destinées de l'Italie. Il est inutile de rechercher ce qui serait arrivé sans le contre-coup qui en fut la conséquence, si, comme en 1820, 1821, le progrès n'eût pas été étouffé : par les armes de l'Autriche, qui occupait Modène et Parme, resserrait Bologne, Florence et Ferrare, maîtrisait Milan et Venise; par le mauvais vouloir du gouvernement français, qui se concertait déjà avec cette puissance; enfin par la complicité des princes, qui cédaient aux circonstances, non à leur volonté. Suppositions superflues dont Dieu seul a le secret !

Nous nous bornons à établir les faits.

En résumé, deux sentiments dominaient dans le cœur des Italiens : la liberté à l'intérieur, l'indépendance à l'extérieur; la reconnaissance définitive des droits des peuples et l'expulsion des Autrichiens. Tous les patriotes voulaient également ces deux résultats, et par un seul moyen : vaincre ou mourir. Aussi les nuances qui naissent des situations mêmes, quoique contenues en germe dans l'esprit de chacun, suivant ses ardeurs, ses études, ses théories, sa fortune, son rang, ne s'accentuaient pas encore nettement. Simultanément on invoquait le Pape et on songeait à Charles-Albert. Mazzini lui-même s'était adressé tantôt à l'un, tantôt à l'autre. On rêvait une Italie unitaire, une Italie fédérale, une république, une ligue de princes constitutionnels! Les politiques étrangers imaginaient, chez les Italiens, des divisions, qui devaient ne survenir que

plus tard, en modérés, en libéraux, en radicaux, en conservateurs. Il n'y avait alors que deux grandes fractions : les partisans de l'absolutisme et de l'Autriche, rivés au passé, et les patriotes, qui aspiraient à un avenir meilleur.



CHAPITRE TROISIÈME.

Premières conséquences de la Révolution de Février sur les destinées de l'Italie. — États pontificaux : Changement de ministère; Constitution du 15 mars. — Royaume des Deux-Siciles : Consternation du roi; nouvelles concessions à la Sicile, transmises par lord Minto; refus de la Sicile; expulsion des jésuites de Naples; soulèvement général contre eux. — Révolution dans la principauté de Monaco. — Sardaigne : Savoie. — Stupeur de Charles-Albert en apprenant la chute de la monarchie à Paris; ses incertitudes; changement du cabinet. — Lombardo-Vénétie : Manifestations à Milan et à Venise. —Venise : Réveil du peuple; Délivrance de Manin et de Tommaseo; lutte des 17 et 18 mars; organisation de la garde nationale; Manin se rend maître de l'arsenal et acclame la République; conférence des membres de la municipalité et des autorités autrichiennes; Avesani; capitulation des Autrichiens; Venise libre. — Milan : journée du 18 mars; envahissement du palais du gouverneur; ordonnances imposées; Radetzki se retire dans la citadelle, maître des portes et des boulevards; commencement de combat; barricades; journée du 19 mars; journée du 20 mars; organisation d'un conseil de guerre et d'un comité directeur par les Milanais; progrès de l'insurrection; générosité du peuple; Radetzki propose un armistice; refus; la municipalité se divise en comités; journée du 21; appel des Milanais aux populations voisines, au moyen de ballons; proclamation du conseil de guerre; nouvelle proposition d'armistice; nouveau refus; la municipalité se transforme en gouvernement provisoire; le 22 mars les Milanais s'emparent de deux portes de la ville; manœuvres de Radetzki pour dissimuler sa retraite; cruauté des soldats croates; arrivée des colonnes de volontaires.—Insurrection générale des villes de la Lombardie.—Révolution à Parme, à Plaisance, à Modène.

I

La révolution française du 24 Février 1848 entraîna immédiatement à Rome le renversement du ministère, présidé par le cardinal Bofondi, qui venait de publier une circulaire protectrice des jésuites menacés dans plusieurs provinces. Un nouveau conseil, sous la présidence du cardinal Antonelli, fut composé, le 10 mars, de trois ecclésiastiques et de six laïques : MM. Gaetano

Rechi, Francesco Sturbinetti, monsignor Morichini, Mario Minghetti, le prince Aldobrandini, le cardinal Mezzofanti, le comte Pasolini, et Giuseppe Galetti à la police.

Dans son programme, ce cabinet annonça la prochaine promulgation d'une constitution et une organisation militaire. C'était répondre aux deux désirs de la nation.

La Constitution fut publiée le 15 mars, sur les bases suivantes : Un collége de cardinaux électeurs du souverain Pontife, et un sénat inséparable de ce conseil — deux chambres législatives, composées : l'une, de membres nommés à vie par le Pape; l'autre, de députés élus par la nation, un représentant par 30 000 âmes — droit électoral pour tout citoyen âgé de 25 ans et possédant un capital de 300 scudi ou payant un impôt de 12 scudi — droit d'éligibilité pour tout citoyen possédant un capital de 3 000 scudi ou payant un impôt de 100 scudi — indépendance du pouvoir judiciaire — abolition de toutes cours prévôtales — garde nationale — garantie de la liberté individuelle — abolition de la censure — concession de l'initiative des projets de loi aux députés comme aux ministres, pourvu que la proposition fût signée de dix membres — reconnaissance du droit de pétition.

Une crise financière menaçait la Banque, qui dut son salut à l'engagement de dix des plus riches rentiers de l'État, engagement personnel et solidaire de déposer, chaque jour, pendant trois mois, 5 000 piastres, et de les lui laisser en cas de besoin; et à l'obligation, prise par les principaux banquiers et marchands, d'accepter ses bons contre tout échange.

II

A Naples, la Chambre des députés avait été convoquée pour le 1er mai; le 2 mars, le ministère, présidé par le duc de Serra-Capriola, avait donné sa démission motivée sur le refus des Siciliens d'accepter ses conditions. A la nouvelle des événements de Paris, cette démission fut retirée; le roi, terrifié de la chute d'un Bourbon et de la proclamation de la République, sembla perdre toute volonté et céda sur toutes les questions.

Le 6 mars, lord Minto fut prié de porter aux Siciliens des concessions plus larges que les premières : « Ruggiero Settimo, président du gouvernement provisoire, était nommé vice-roi; la convocation, déjà faite, d'un parlement de Sicile pour le 25 mars, et la loi électorale, dejà proclamée dans ce but, étaient maintenues; MM. Scordia, Monte-Arso et Calvi, présidents des divers comités siciliens, étaient nommés ministres; les deux parlements de Sicile et de Naples seraient chargés de s'entendre sur les rapports communs et sur les questions communes; les difficultés seraient résolues par Charles-Albert et le grand-duc de Toscane, et, au besoin, par Pie IX comme arbitre suprême et sans appel. » C'était la reconnaissance complète de la Révolution.

Les Siciliens, exaltés par le succès de leurs armes, par les nouvelles de la Révolution française, élevèrent d'autres prétentions. Ils n'admirent pas que le Roi se réservât de ne former, pour les deux royaumes, qu'un ministère des affaires étrangères et un ministère de la guerre; c'était, selon eux, un moyen de confondre

encore les deux administrations et les deux armées. Ils réclamèrent les comptes de finance depuis dix-huit ans, des indemnités pour les ravages causés par les bombardements, et une partie de la flotte. Pourraient-ils d'ailleurs se confier à la parole d'un roi qui les avait si longtemps opprimés? Ils réservèrent au parlement, convoqué pour le 25 mars, le droit de prononcer.

Lord Minto ayant échoué, les hostilités continuèrent à Messine. Le roi protesta contre les actes du gouvernement provisoire; et la Sicile parla de l'abdication de Ferdinand II en faveur de son fils.

N'était-ce pas la séparation absolue, non de la fédération italienne, mais du royaume de Naples, que rêvaient les patriotes siciliens? La question dès lors devenait une question européenne. La Sicile indépendante ne serait-elle pas dépendante de l'Angleterre?

III

Le roi de Naples consentit, le 12 mars, à l'expulsion des jésuites, qui s'embarquèrent pour Malte sur *le Vésuve*.

Dans toutes les villes d'Italie, comme dans toutes les nations de l'Europe, il y eut, en 1848, un soulèvement contre ces hommes de la Compagnie de Jésus, dont l'intervention dans la politique n'a jamais cessé. Aux yeux des peuples, ils sont partout où est le despotisme; ils doivent disparaître partout où la liberté paraît. Auxiliaires des rois absolus, ils sont les adversaires de tout progrès. Ils maintiennent l'ignorance et combattent les lumières. Dévoués au passé, s'ils pouvaient, ils empêcheraient le temps de marcher. Ils ne

connaissent qu'une loi, l'autorité ! qu'une morale, l'autorité ! qu'une foi, l'autorité! Ils soumettent à leur supérieur et leur vie et leur conscience. Ils délèguent à leur ordre leur individualité. Ils ne sont plus ni Français, ni Italiens, ni Espagnols, ni Allemands; ils ne sont plus les fils d'un pays, ils sont jésuites ! Ils n'ont qu'une famille, qu'une fortune, qu'un but, la communauté! C'est le communisme dans sa logique rigide, dans sa formule extrême. Ces communistes-là, les rois s'en servent, et ils se servent des rois. L'histoire montre que les rois les ont expulsés quelquefois, et qu'eux aussi ont expulsé les rois. On leur prête des affiliations infinies, ténébreuses. Le secret dont ils s'entourent les protége et les grandit. Le mystère de leurs œuvres, la terreur qu'ils inspirent, sont, dans leurs habiles mains, des armes qu'ils utilisent. En temps d'orage ils plient comme le roseau, puis ils se redressent comme le chêne; les racines coupées, ils repoussent; les branches dispersées, ils se rejoignent. Ne seraient-ils plus que trois sur terre, ils trouveraient moyen de se rassembler et de se multiplier. Cette colossale puissance effraye la pensée. Ah! c'est qu'ils représentent une idée : le passé! le passé avec ses intérêts, ses préjugés, ses privilèges, ses abus, ses oppressions, ses crimes. A toutes les époques il y aura des jésuites, quoi qu'on fasse; et il n'y aura pour les vaincre qu'une puissance plus colossale encore, les peuples qui représentent l'idée contraire : l'avenir! l'avenir avec ses lumières, ses améliorations, ses dévouements, ses sacrifices. Telle est la croyance des peuples! telle est la loi de l'humanité! telle est la volonté de Dieu.

A Turin, le 2 mars, un soulèvement populaire obli-

gea les jésuites de sortir de la ville, sous la protection de la troupe et de la garde civique. Expulsés de Cagliari, débarqués à Gênes, ils furent forcés de se rembarquer aussitôt, ainsi que ceux de leur congrégation qui habitaient cette cité. De foyer en foyer, comme l'eau chasse le feu, la Révolution les poursuit et les rejette. Leurs personnes sont sauves, les pierres des couvents sont seules renversées. Le peuple ne s'en prend qu'aux meubles et aux murailles. Plaise au ciel qu'à leur retour ils se contentent d'une semblable vengeance!

IV

La principauté de Monaco, enclavée dans le royaume de Piémont, profita des circonstances nées de la Révolution. Cette charmante contrée, l'une des plus belles de l'Europe, avait été longuement exploitée par un prince spéculateur du pain même de ses sujets, qui dépensait au dehors le plus net des revenus arrachés au travail pénible des habitants. Ce prince avait eu pour successeur son frère, homme bienveillant, mais qui n'avait pas su faire oublier les douleurs passées. La population de ce pays n'est que de six mille âmes. Menton, Rocquebrune et Monaco en sont les seules villes. Mais dans la main de Dieu rien n'est petit : la justice et le droit sont aussi grands pour tous. Le 4 mars, une constitution présentée par le prince, d'abord acceptée, fut ensuite rejetée; et Menton et Rocquebrune se déclarèrent indépendants et expulsèrent le prince Florestan, qui se réfugia à Monaco, dernier débris de sa fortune.

V

La Savoie n'oubliait pas que longtemps elle avait été partie intégrante de la France. Plus encore que les autres nations, elle avait de profondes sympathies pour ce pays dont elle parlait la langue, avec lequel elle entretenait des rapports de toutes sortes. Aussi, parmi ses habitants, y eut-il de nombreuses acclamations pour les journées de février; aussi l'exemple de Paris fut-il si contagieux, et l'exaltation à Chambéry fut-elle si vive, qu'il fallut l'intervention des troupes, dans la journée du 14 mars et dans la nuit, pour étouffer les cris de *Vive la République!*

VI

Charles-Albert fut frappé de stupeur en apprenant la chute de la monarchie en France. Il se trouvait placé entre l'effroi de la République et l'ambition qui l'incitait à saisir l'occasion propice, entre la Révolution qui menaçait son trône et l'agrandissement de ce trône par la Révolution. Les positions ne sont jamais identiques; on peut dire cependant que celle du roi de Piémont ressemblait beaucoup à celle du roi de Prusse. De quelque côté que Charles-Albert tournât ses regards, il voyait un précipice ou un royaume. Il en avait le vertige, et il avançait; l'immobilité ne lui était pas permise. Dans ses perplexités il se posait cette question : Où chercher des alliances? L'Europe entière, comme aux époques antérieures, allait sans doute concentrer toutes ses forces contre la France, pour y étouffer le foyer de la Révolution, qui n'était à ses yeux que la

hideuse anarchie et qui l'épouvantait. Et alors ne devait-il pas s'entendre avec l'Autriche, avec l'Allemagne, avec la Russie? Mais, dans ce cas, le peuple impatient briserait sa couronne sous les pas de la République. Se ferait-il le chef des peuples d'Italie, pour expulser les Autrichiens, avec le secours de la France? Mais les peuples victorieux, dans l'ivresse du triomphe, après avoir recouvré leur indépendance au dehors, voudraient au dedans leur liberté absolue; et une République italienne surgirait de ses succès mêmes.

D'autre part, ses projets de conquête n'étaient-ils pas devenus plus faciles? Et si, à la tête de son armée, il parvenait à affranchir l'Italie, ne trouverait-il pas assez de pouvoir dans le prestige de sa gloire et dans la reconnaissance des peuples, pour obtenir la couronne de fer et pour maîtriser toute pensée républicaine?

Irrésolu, il attendit; et, quel que pût être le parti à prendre, comme il avait besoin d'une armée fortement organisée, il continua ses armements. Son ministère n'étant plus assez populaire pour la situation, il accepta sa démission le 9 mars. Le nouveau conseil fut composé, le 16, sous la présidence de César Balbo, de Vicenzo Ricci, Federigo Sclopis, Antonio Franzini, Carlo Boncompagni, et de deux membres du précédent ministère, Ottavio Thaon de Revel et Des Ambrois.

Les événements que Charles-Albert attendait pour se déclarer ne se firent pas attendre. Si les manifestations constitutionnelles étaient nées en Italie avant le 24 février 1848, les manifestations contre l'Autriche n'avaient encore pu éclater. Il était réservé à la révolution française de donner à l'Italie le signal de la lutte contre l'étranger.

VII

L'insurrection victorieuse de la Sicile et la constitution de Naples avaient été accueillies comme un présage de délivrance et comme une joie publique dans les villes de la Lombardie et de la Vénétie. A Milan, le 5 février, une démonstration avait eu lieu à la Scala; et, le lendemain, 30 000 personnes venaient pieusement, dans la cathédrale et sur la place, assister à une messe en l'honneur des habitants de Palerme morts pour la liberté. Le même jour, à Venise, la population en habits de fête et les dames en grande toilette, ornées de rubans tricolores, étaient accourues au théâtre de la Fenice jeter des bouquets, dont la réunion formait les couleurs italiennes, à la Cerrito, qui dansait la siciliana. Se parant de ces emblèmes patriotiques, la danseuse devenait l'objet d'une triple ovation adressée à des sentiments dont son talent la rendait, en ce moment, l'expression charmante. L'église et le théâtre se transformaient ainsi, pour ces opprimés privés de tout moyen de presse, en organes de l'opinion, de la joie ou de la douleur publique.

A Bergame, à Pavie, à Padoue, à Trévise, des scènes sanglantes avaient attristé et envenimé la situation. La loi *stataire* avait été promulguée partout. Partout des armes, des sentinelles prêtes à faire feu, des canons braqués, les rues désertes, les boutiques fermées, les affaires suspendues, la rage et la haine au cœur des habitants, la soif de compression et de vengeance dans l'âme des officiers et des soldats! Tel était le malheureux état de choses qui ne pouvait durer,

lorsqu'on apprit successivement la proclamation des constitutions toscane et piémontaise, le triomphe du peuple à Paris, le renversement de Louis-Philippe, et la fondation de la République.

Malgré les efforts du gouvernement pour dissimuler les faits ou en atténuer la gravité, la révolution française fut rapidement connue. Elle était donc sonnée enfin, l'heure de la régénération des peuples, de leurs droits, de leur souveraineté! Les traités qui les tenaient enserrés étaient déchirés! L'Italie menacée, la Lombardie, la Vénétie captives, auraient donc un appui, si elles parvenaient à briser leurs fers! Il n'y avait plus qu'à oser! Mais les Autrichiens avaient 70 000 soldats aguerris, commandés par des chefs résolus. Ils possédaient l'artillerie, les forts, les citadelles, les positions militaires, les arsenaux, la discipline, le gouvernement, l'argent, les munitions. Les populations, au contraire, étaient sans poudre, sans fusils, sans canons, sans armes, sans autres abris que leurs fragiles toits, sans autre organisation qu'une commune haine et un égal amour de la patrie, sans nul moyen d'attaque et de résistance. Et cependant elles s'écriaient : « Et nous aussi nous aurons nos glorieuses journées! »

Dans la Lombardo-Vénétie, il est vrai, ce n'était pas, comme ailleurs, le soulèvement d'une partie de la nation contre une autre partie plus ou moins puissante. C'était la nation entière contre l'étranger. Ce n'était pas seulement une question de liberté, c'était aussi une question d'indépendance! Aux yeux de toutes les opinions, la cause était sainte et le but sacré!

A cette nation ainsi inspirée, ainsi décidée à mourir ou à vaincre, il ne fallait qu'une occasion, un jour,

une heure, un cri, pour se lever en masse contre l'Autriche; cette occasion, ce jour, cette heure, ce cri, allaient venir de l'Autriche elle-même.

VIII

A Venise, le 16 au matin, des rumeurs sourdes commencèrent à circuler. A l'exemple de Paris, Vienne se serait soulevée le 13, aurait expulsé les troupes, contraint le prince de Metternich à fuir, l'empereur à changer son ministère et à préparer des institutions constitutionnelles. Ce furent d'abord à Venise des doutes étranges, des aspirations sans espérance, des commentaires sans croyance, puis des joies contenues timidement savourées, enfin des convictions acquises! L'agitation de la ville croissait avec les alarmes de l'autorité. Les Vénitiens sentaient augmenter leur force. Les chefs autrichiens sentaient faiblir leur puissance : la nouvelle de la sortie des troupes de la capitale de l'empire faisait vaciller l'épée dans leurs mains; la liberté, proclamée à Vienne, leur arrachait le pouvoir absolu et l'arbitraire. Seulement, comme ils pensaient être en pays conquis, tout en ménageant le peuple subjugué, ils espéraient bien le tenir encore par la diplomatie, par la ruse, par la menace, et au besoin par le fer et le feu.

Une démonstration en l'honneur de Tommaseo et de Manin, toujours détenus en prison, avait été résolue dès le matin par la population, qui n'avait cessé de leur donner les témoignages d'une vive sympathie. A la nouvelle des concessions de l'empereur, des masses se précipitèrent, les unes vers la prison, les autres vers

le palais du gouverneur, qui se vit contraint de signer l'ordre de mise en liberté. Délivrés aussitôt, Tommaseo et Manin sont presque étouffés par la foule. Portés en triomphe sur la place Saint-Marc, devant le palais du gouverneur, ils y reçoivent une ovation. Manin exprime les sentiments chaleureux de l'amour du pays et de la dignité nationale, évoque les souvenirs des grandeurs passées, et termine par ces mots : « Il n'y a pas de liberté véritable sans ordre et sans le respect absolu des lois, quoiqu'il y ait des moments graves dans lesquels l'insurrection est non-seulement un droit, mais un devoir. » Il résumait ainsi les pensées de liberté, d'ordre et d'affranchissement.

Le 17, des drapeaux tricolores sont arborés au haut des trois mâts de la place Saint-Marc. La troupe s'avance en bataille, abat les drapeaux et poursuit le peuple, qui résiste. Deux hommes tombent blessés. Un capitaine de la marine marchande est étouffé dans la lutte. Le peuple se retranche dans le dédale étroit, impénétrable, des rues et des canaux. Le lendemain, la lutte recommence sur la place Saint-Marc. Cinq nouvelles victimes succombent. Manin, pressé de prendre la direction et de donner le signal du combat, s'y refuse, voulant attendre une heure plus favorable, et mieux connaître les moyens dont il peut disposer.

IX

C'est une terrible responsabilité pour les chefs que le peuple se donne que de proférer le cri : *Aux armes!* Trop tôt, c'est le sang versé et la défaite peut-être, qui retombent sur leur tête; trop tard, c'est l'accusa-

tion de lâcheté et d'incapacité, qui les déshonore. La destinée de la nation pèse dans leurs mains d'un poids bien lourd. Il leur faut le coup d'œil, la prudence et la présence d'esprit de l'homme d'État, le courage du soldat, le dévouement du vrai citoyen. Ils doivent savoir tout à la fois modérer les impatients, presser les timides. Les auteurs de coups d'État, qui possèdent le trésor, la police, l'armée, le gouvernement, ont pu mûrir leurs plans, préparer leurs hommes, leurs proclamations, leurs ressources. Aux simples citoyens qui n'ont que l'influence du nom, de la popularité, de l'audace, il est besoin d'une supériorité d'âme, de volonté, d'énergie. Tout est en eux initiative, improvisation. Ils doivent spontanément trouver et créer leurs moyens d'action, au milieu de l'action même, dans la foule sans discipline. Ils n'ont pour eux que le droit qui les soutient, la foi qui les inspire, et le peuple!... Mais ce peuple, pour le salut duquel ils combattent et meurent, souvent les méconnaît, les abandonne et les insulte.

X

Manin et ses amis songèrent d'abord à constituer la garde civique. C'était à la fois fonder l'ordre et se procurer des armes. Après maintes démarches et maintes résistances, elle fut instituée. Le 18, premier jour, 4 000 citoyens furent enrôlés; les 19 et 20, le nombre en augmentait. La municipalité, sous la présidence du podestat, comte Correr, avait fait appel au concours d'honorables citoyens : MM. Avesani, Mengaldo, nommé commandant de la garde civique, Leone Pincherle, Castelli, etc. Le comte Palffy, gouverneur,

avisé de la chute du prince de Metternich, du soulèvement des provinces de l'empire et des concessions arrachées à l'empereur, inquiet du silence du gouvernement de Milan, dont on interceptait les courriers, considérant ce silence comme le symptôme d'une insurrection générale de la Lombardie, temporisait, pliait de transaction en transaction, et cependant préparait en secret, avec le général Zichy, tous les moyens de foudroyer la ville.

Dans la nuit du 21, Manin eut une conférence avec Tommaseo, Avesani, Pincherle, Benvenuti et quelques autres. Suivant lui, l'heure était sonnée : les troupes étaient démoralisées, les chefs hésitants, le peuple frémissant, la garde civique armée et maîtresse des postes importants. Après avoir contenu le mouvement, il fallait le déchaîner.

Le 22, Manin obéit à son inspiration. Il prend l'initiative et la direction de la révolution qu'il couve depuis si longtemps, et qu'il veut enfin accomplir. A ses yeux, l'arsenal est la clef de la position; maître de l'arsenal, on est maître de Venise; il y court. Seul d'abord, résolu, inébranlable dans ses desseins, il recrute quelques amis, et il s'élance avec la volonté qui s'impose, l'énergie qui domine, la foi qui triomphe, et le génie de tout homme qui a fait le sacrifice de sa vie. Les ouvriers de l'arsenal, dès le matin en pleine révolte, avaient massacré le commandant Marinowich, officier d'une sévérité excessive, qu'ils accusaient d'avoir préparé le bombardement de la ville. Martini, commandant supérieur de la marine, avait autorisé l'intervention de la garde civique contre l'agitation. Manin arrive, s'empare de la situation; il commande, on obéit. Il

pressent la défaite morale de Martini, qui n'a pu empêcher le meurtre d'un officier. Il le subjugue par son audace et son sang-froid, saisit les clefs, nomme un nouveau commandant, se fait remettre les armes, organise les ouvriers, constitue prisonnier Martini, et laisse l'arsenal aux mains de la garde civique.

Alors il sort en criant : *Vive l'Italie! Vive la liberté! Vive Venise! Vive la République! Vive saint Marc!* La foule répond avec enthousiasme aux acclamations du tribun cher au peuple. Il laisse quelques moments ces acclamations pénétrer le cœur de ce peuple qui renaît à la vie. Puis il se dirige vers la place Saint-Marc, où déjà l'écho les répétait. Cette place devient le théâtre d'une scène émouvante. Manin annonce la prise de l'arsenal; et, dans un discours fréquemment interrompu par les vivat et les applaudissements, il proclame la République. Le cri de *Vive saint Marc!* a réveillé tous les anciens souvenirs de gloire et de puissance. Venise a senti le vieux lion tressaillir sur sa base.

Dans le même temps, mus par leur patriotisme et après délibération, Avesani, le comte Correr, Mengaldo, Luigi Michiel, Dataïco Medin, Leone Pincherle et Pietro Fabris, s'étaient rendus en députation au nom de la municipalité auprès du comte Palffy, entouré de son conseil. Une conférence solennelle allait décider du sort de la cité.

Le podestat expose la gravité des circonstances, demande quelles sont les mesures prises pour empêcher l'effusion du sang, puis il cède la parole à Avesani, qui doit exprimer les vœux de la ville. Avesani réclame nettement la cession du pouvoir. Le comte aussitôt déclare transmettre l'autorité au gouverneur

militaire Zichy, qui s'emporte et menace. Avesani menace à son tour. D'âcres paroles sont échangées. « Il y va de nos têtes! » s'écrie le maréchal. « Et des nôtres aussi, » réplique Avesani. A un refus obstiné, les négociateurs opposent une insistance plus tenace. Avesani comprend que la position est gagnée si l'on saisit l'occasion, perdue si l'on hésite. Le maréchal sait qu'à Vienne les troupes sont sorties de la ville, sur les ordres de l'empereur lui-même. Cet exemple le trouble. De la salle où l'on délibère il entend les cris triomphants du peuple qui lui annoncent la prise de l'arsenal. Après avoir défendu le terrain pied à pied, il faiblit. Avesani offre une capitulation : les troupes italiennes resteront à Venise; les troupes allemandes s'éloigneront; un bateau à vapeur sera mis à leur disposition et les conduira à Trieste. Ces conditions, ainsi que d'autres, repoussées d'abord, débattues ensuite, sont enfin acceptées et signées. Il est six heures du soir. Venise est libre!

Les délégués de la municipalité prennent momentanément le pouvoir et publient cette proclamation :

« La victoire est à nous, et le sang n'a pas coulé. Le gouvernement autrichien civil et militaire n'est plus! Gloire à notre brave garde civique! Vos concitoyens soussignés ont stipulé une convention formelle. Un gouvernement provisoire sera institué, et jusque-là, vu la nécessité des circonstances, les soussignés contractants ont dû, momentanément, en assumer sur eux la responsabilité. Le traité aujourd'hui même est publié dans un supplément de notre gazette. *Vive Venise! Vive l'Italie!* »

XI

Entre les habitants de Milan et les soldats autrichiens, il y avait le sang fraîchement versé des victimes de septembre et de janvier. Là, une révolution pacifique n'était pas possible. Il existait au fond des cœurs une haine réciproque, qui ne pouvait s'apaiser que par le combat, par la défaite ou par la victoire. Chaque citoyen avait soif de venger ses hontes, ses humiliations, son honneur, sa patrie. Trente années d'abaissement et d'esclavage devaient être rachetées par un baptême de sang. Aussi le 17 mars, à cinq heures du matin, le vice-roi, archiduc Regnier, s'éloignait-il de Milan, escorté de 500 hussards, avec une précipitation telle que sa retraite ressemblait à une fuite. L'expédition de son bagage entier, à la hâte enlevé des palais, indiquait la prévision d'un retour difficile. Et cependant, le 18 au matin, on lisait, affiché sur les murs, le programme des concessions faites par l'empereur : abolition de la censure ; prochaine loi sur la presse ; résolution de convoquer les états des royaumes allemands et slaves, ainsi que les assemblées centrales du royaume lombardo-vénitien, pour le 3 juillet au plus tard.

Ces concessions paraissaient donc insuffisantes et dérisoires à l'archiduc lui-même, puisqu'il quittait Milan et se réfugiait à Vérone. Et le peuple, se précipitant sur les places publiques, réclamait tumultueusement l'armement de la garde civique, l'abolition de la peine de mort, la mise en liberté immédiate des détenus politiques, un gouvernement provisoire, une représen-

tation nationale, la neutralité des troupes autrichiennes.

Vers midi, le comte Casati, podestat de Milan, entraîné à la tête d'une foule qui se presse sur ses pas, se rend au palais du gouvernement pour exprimer la volonté nationale. Tout à coup deux grenadiers hongrois, de faction, tombent frappés ; les soldats du poste sont désarmés. Le palais est au pouvoir d'une insurrection qui commence. Le comte O'Donnell, chef du gouvernement en l'absence du gouverneur, se trouve prisonnier au milieu d'une multitude qui crie, menace et commande. Le comte pâlit et signe, d'une main hésitante, trois décrets que lui impose, au nom du peuple, M. Cernuschi, jeune homme au cœur intrépide, chef-né de la circonstance :

« Le vice-président, vu la nécessité de maintenir l'ordre, autorise la municipalité à armer la garde civique.

» La garde de police remettra immédiatement ses armes à la municipalité.

» La direction de la police est abolie : la municipalité est chargée de veiller à la tranquillité de la ville. »

Pendant cette première scène du drame qui va s'accomplir, les archives de la police sont déchirées et anéanties. Le comte Casati s'éloigne avec la foule triomphante, pour se rendre à l'hôtel de ville. A la hauteur de la rue du Mont, la fusillade d'une forte patrouille les disperse ; et le comte se réfugie dans la maison Vidiserti, qui devient ainsi, par hasard, le quartier général de l'insurrection.

Le combat est commencé. En un instant, hommes de toutes conditions, de tous métiers, femmes aux rudes labeurs, dames aux mains délicates, enfants même, tous préparent des armes et des moyens de résistance.

Les rues sont dépavées, les barricades dressées. A défaut de planches et de poutres, on y traîne les voitures. On se saisit de tout ce qui se présente. Ceux-ci donnent leurs meubles, le pauvre son lit unique, le riche ses fauteuils dorés. Un fabricant y fait jeter le plus grand de ses pianos. Dans ce moment suprême, chacun apporte à la défense commune sa fortune et sa vie. Radetzki a peine à se sauver de son palais pour se jeter dans le château, abandonnant une partie de ses vêtements et jusqu'à son épée, dont il menaçait les Milanais et qui leur devient un trophée.

Deux millions, déposés dans les caisses publiques, restent au pouvoir des habitants. Radetzki somme la municipalité, parle de mettre la ville à feu et à sang, envoie deux mille soldats sur l'hôtel de ville, où il croit surprendre les chefs du mouvement, fait enfoncer les portes à coups de canon, et retient comme otages un certain nombre de prisonniers, choisis parmi les citoyens les plus honorables. La nuit est employée de part et d'autre aux préparatifs de la bataille.

XII

Le maréchal est maître du château séparé de la ville par une esplanade ; il occupe les bastions qui dominent la ville et la campagne. De là, il peut envelopper Milan avec les deux ailes de son armée. Il place une masse de troupes et de l'artillerie à chaque barrière, d'où il lancera ses forces par les rues les plus larges et les plus directes jusqu'au cœur de la cité, où ses soldats occupent la cathédrale, le palais royal, le palais de justice, le palais Marino, la police, l'hôtel de ville, le génie

militaire, le commandement, plusieurs casernes et arrondissements de police. Des chasseurs tyroliens, postés sur les aiguilles de marbre de la cathédrale, doivent tirer indistinctement sur toutes les personnes qui paraîtront dans les rues ou aux fenêtres des maisons. Les Autrichiens cernent ainsi complétement la ville et empêchent toute communication avec le dehors. Ils ont une puissante artillerie, des munitions de guerre; leur armée est nombreuse et disciplinée; 14 000 hommes au début, ils seront bientôt 20 000, sous le commandement d'un général expérimenté et déterminé.

Les habitants ne peuvent disposer que de trois à quatre cents fusils de tout calibre, dont s'arment les plus habiles tireurs. Disséminés dans des quartiers isolés, sans direction le premier jour, ils ne relèvent que de leur courage. Point ou peu de poudre et de balles. La poudre, il la faudra faire! Les balles, il faudra les fondre! Les fusils, il faudra les prendre à l'ennemi! Les chefs de la municipalité hésitent encore entre les moyens légaux et les moyens insurrectionnels, ne donnent aucun ordre décisif, et reçoivent l'impulsion au lieu de la transmettre. Une maison voisine de celle de Vidiserti, plus vaste et mieux située, appartenant au comte Charles Taverna, leur sert de refuge définitif et de centre d'action. Quelques barricades et quelques jeunes gens avec leurs armes de chasse, voilà ce que les Milanais peuvent opposer aux Autrichiens!

Située au milieu de ces barricades, la maison du consulat de France, devant laquelle flotte le pavillon de la République française, est pour les combattants un exemple, un encouragement et une espérance. Mais la disproportion des forces est telle qu'un des

chefs les plus prononcés, Charles Cattaneo, consulté par ses amis la veille au matin, croyait devoir leur conseiller d'attendre d'être mieux armés et mieux préparés, si l'on ne voulait inutilement sacrifier une population entière — l'attaque commencée, il était l'un des plus résolus. On pouvait donc craindre que pendant la nuit la comparaison des moyens calmât l'effervescence de la journée et intimidât le peuple. Il n'en fut rien!

XIII

Le 19, au point du jour, on entendit le tocsin, le cri : *Aux armes!* et le bruit du canon. La bataille était réengagée.

Jamais peut-être population ne se trouva dans une situation aussi terrible. Enfermée dans les murailles, la fuite même, en cas de défaite, lui était impossible. Elle ne devait attendre de soldats étrangers et furieux, ni pitié ni merci, mais l'assouvissement de leur férocité par le pillage, le viol et le carnage. Leur chef n'avait-il pas annoncé le sac de la ville, si elle résistait? Et il était homme à tenir parole! Nulle ressource donc pour la cité si elle succombait. Les citoyens n'avaient à compter que sur leur courage et leur désespoir. Aussi chacun portait au fond de son âme cette résolution sublime : La victoire ou la mort! Moment suprême, heure solennelle. L'historien qui en retrace l'émouvant tableau sent sa main tressaillir.

Le génie de la délivrance crée des armes. On dépouille les théâtres et les musées des vieilles escopettes et des épées de parade; les fers des grilles sont aiguisés, les outils plantés au bout des bâtons; les couteaux servent

de poignards; les femmes font bouillir l'huile et fondre le plomb; les meubles, les tuiles, les bouteilles, les pavés, les vases de toutes sortes sont disposés comme projectiles; les barricades se multiplient; on s'anime, on s'excite; aucun bras n'est inerte; les pharmaciens fabriquent la poudre, les capsules, le fulmi-coton; quelques-uns inventent des agents de destruction; les marchands donnent le vitriol qui doit tomber en pluie brûlante. L'amour de la patrie, la soif de la liberté, transforment les plus forts en héros et donnent aux plus faibles des forces inconnues. La Direction de la police, la Place des Marchands, plusieurs casernes, la plupart des monuments occupés par les Autrichiens, sont attaqués vivement et vivement défendus. Les troupes s'avancent dans les rues les plus larges, les balayent par la mitraille, et dirigent leurs canons contre les barricades. Les habitants font pleuvoir sur les soldats les matériaux entassés; les jeunes gens ménagent leurs munitions, et chaque coup porte et délivre la ville d'un ennemi. Le hasard seul dirige les Milanais, l'attaque commande la résistance, le courage désigne les chefs.

Pendant cette journée, l'insurrection n'a pas perdu de terrain; elle s'est fortifiée. Désormais habituée à combattre, le bruit du canon ne lui inspire que le désir de vaincre.

Le 20, la bataille continue avec la même intensité. Le nombre des fusils s'est accru de tous ceux qui ont été arrachés aux soldats. L'ordre commence à s'établir. Un conseil de guerre est organisé : MM. Jules Tersaghi, Georges Clerici, Charles Cattaneo, Henri Cernuschi, vont donner au combat une direction et soutenir de leur ardeur les membres de la municipalité, qui ap-

pellent de nouveaux collaborateurs. A MM. Casati, Borromeo et leurs collègues, viennent se joindre MM. Grasselli, le comte Borgia, le général Lechi, A. Porro, H. Guicciardi, l'avocat A. Guerrieri et le comte T. Durini.

Le premier résultat d'une meilleure organisation fut de couper, par des moyens très-simples, les postes autrichiens situés au centre de la ville. Dès qu'ils se virent isolés, privés de communication, les uns comprirent la nécessité de se replier, les autres se rendirent prisonniers. Le détachement qui avait pris l'hôtel de ville, fort de plusieurs centaines d'hommes, après avoir résisté jusqu'au soir, fut réduit à prendre la fuite.

XIV

Restée captive, la famille du baron Toresani Lamenfeld, chef de la police, fut traitée avec les égards les plus délicats. Le comte Bolza, agent fanatique de la police et directeur des massacres antérieurs, n'avait pu se sauver. Des hommes du peuple étaient venus demander s'il fallait lui accorder quartier dans le cas où on le trouverait. — « Si vous le tuez, » répondirent les membres du conseil de guerre, « vous ferez sans doute une chose juste; si vous ne le tuez pas, vous ferez une chose sainte. » — Le comte Bolza, découvert, fut épargné. — « Citoyens! » disait le conseil dans une adresse au peuple, « que notre victoire reste pure! Ne nous abaissons pas jusqu'à nous venger dans le sang des misérables émissaires que le pouvoir, en fuyant, a abandonnés à votre merci!... Élevez votre dignité à la hauteur de votre courage! Le seul châtiment à leur

imposer est le mépris. Voilà ce que Pie IX attend de vous! » — Quelques agents subalternes succombèrent dans la lutte. Les employés et leurs familles furent sauvegardés.

La prise de plusieurs postes et casernes fournit des fusils à un plus grand nombre de citoyens. Des officiers furent faits prisonniers. La résistance opiniâtre des habitants sur certains points, leur attaque victorieuse sur d'autres, commençaient à démoraliser l'armée. Radetzki envoya un parlementaire proposer à la municipalité un armistice de quinze jours. Y adhérer, c'était se laisser désarmer. La municipalité, dans l'espoir d'un prompt secours des Piémontais, penchait vers cette mesure, qui leur donnait le temps d'arriver. Mais le conseil de guerre, qui représentait le peuple des barricades, n'y consentit pas. Il voulait ne devoir le salut de Milan qu'à Milan même, laisser la Lombardie maîtresse de ses destinées. L'officier parlementaire, entendant ce noble refus, ne put s'empêcher de rendre hommage à tant de courage : — « Adieu! » s'écria-t-il en se retirant, « brave et courageuse nation! »

Cette proposition d'armistice devait enflammer les combattants. Elle fut annoncée aux Milanais comme un témoignage de victoire prochaine.

La municipalité décréta l'organisation de la garde civique et confia à des comités la sûreté des personnes, les finances, la guerre, la défense publique, les subsistances.

XV

Les chasseurs tyroliens, dont les coups adroitement dirigés du haut du Dôme faisaient de nombreuses vic-

times, en ayant été délogés, l'étendard tricolore, hissé dans les mains de la statue colossale de la Vierge qui couronne l'édifice, apparut comme un symbole de rédemption, et fut salué par des cris d'allégresse. Les cloches de la cathédrale gothique mêlèrent le son du tocsin au son retentissant des cloches des autres églises, qui ne cessaient d'appeler la population des campagnes au secours de la ville. Des savants, postés sur les points les plus élevés, munis de lunettes, observaient les mouvements des troupes sur les bastions, ce qui se passait hors des murailles, et transmettaient d'heure en heure des renseignements précis. Il était urgent, pour décider le succès, d'entraîner à une insurrection générale toutes les cités, tous les villages de la Lombardie. Dans l'impossibilité d'envoyer des émissaires hors de Milan, cerné de toutes parts, on eut l'ingénieuse idée de lancer de petits ballons renfermant des proclamations qui portaient cet appel : « Après deux jours d'une lutte acharnée, soutenue presque sans armes, Milan est encore entouré d'une masse de troupes découragées, mais toujours formidables. Par cette feuille lancée du haut de nos murs, nous engageons les populations des villes et des communes rurales à prendre les armes et à se former immédiatement en garde nationale pour accourir partout où la nécessité de notre salut l'exigera! Secours et victoire! » Le 21, ces bizarres messagers portaient ces mots : « Frères! la victoire est à nous! L'ennemi ne tient plus que dans le château et sur les bastions. Accourez! prenons entre deux feux les portes de la ville et rejoignons-nous! » — Les soldats croates, surpris de cette poste aérienne, tiraient sur les ballons d'inutiles coups de fusil.

Quelques-uns de ces ballons tombèrent dans des cantons reculés et au delà même des frontières : en Suisse, en Piémont et dans le duché de Plaisance.

Des milliers de paysans et d'habitants des villes, guidés par des étudiants, des médecins, des prêtres, des douaniers, se dirigèrent sur Milan. Du haut des clochers on apercevait des masses d'hommes déboucher sur les routes, et poursuivre de leur feu la cavalerie. Cinq cents hommes accourus de la Suisse italienne, réunis à la jeunesse de Côme et aux montagnards du lac, firent prisonniers douze cents Croates. Soulevant tout le pays sur leur passage, ils se battirent à Monza, et arrivèrent sous les murs de la ville du côté nord, où ils rencontrèrent trois autres colonnes. L'une avait fait trois cents prisonniers à Varèse; la seconde venait du lac Majeur, échappant aux garde-frontières de Charles-Albert, qui avaient reçu l'ordre de la désarmer; la troisième, venue du midi, était partie des rives du Pô. M. Gui, l'un de ses chefs, tombait sous les bastions de Milan. Trabucchi, père de famille, qui la suivait, fait prisonnier, fut lâchement fusillé à Lodi. Un comité formé à Lecco organisait la Valteline. Bergame envoyait plusieurs centaines de ses bourgeois et de ses montagnards. Jérôme Borgazzi, inspecteur du chemin de fer de Monza, marchait à la tête de deux mille ouvriers, et bravait la mort en pénétrant dans la ville pour prendre les ordres du conseil de guerre.

XVI

Tandis que les secours commençaient à venir du dehors, le nombre des combattants à l'intérieur s'aug-

mentait de soldats italiens déserteurs, qui préféraient mourir pour la patrie plutôt que de contribuer au massacre de leurs concitoyens. Les rangs du peuple comptaient aussi parmi ses plus vaillants défenseurs plusieurs gendarmes lombards, le magnifique corps des pompiers, et toute la garde des finances. Les munitions prises sur l'ennemi devenaient plus abondantes. On se mit à fabriquer des canons de bois, cerclés de fer, pour renvoyer des boulets sur lesquels, par dérision, les Autrichiens avaient imprimé l'effigie de Pie IX. On y substitua ces mots : *Liberté italienne!*

Le quatrième jour, les forces milanaises étaient donc mieux réglées. L'assaut est donné sur différents points avec plus d'ensemble. Le palais du génie militaire est attaqué avec vigueur. Auguste Anfossi, qui commande, frappé d'une balle au front au moment où il pointait un canon, expire avec la joie de voir ses amis remporter la victoire. Pasquale Sottocorno traverse la place sous une pluie de balles, et, quoique blessé, rassemble ses forces pour mettre le feu à la porte assiégée. Au collége de Sainte-Lucie, aux casernes de San-Francesco, de San-Apollinare, de San-Simone, de San-Simpliciano, de San-Victore-Grande, de San-Eustorgio, on se bat; et, après des prodiges de valeur, les troupes sont vaincues.

Le conseil de guerre annonce cette série de succès : « Citoyens! nos avant-postes de la porte Tosa ont été portés jusque dans les jardins du couvent de la Passion, d'où nos tirailleurs commencent à attaquer les bastions. Du côté de la porte Vercellina (côté ouest), une portion de nos braves est arrivée jusqu'aux Grazie. Des aqueducs qui passent sous les bastions ont été desséchés et

nous mettent en communication avec la campagne. Nos braves ont pris l'hôtel du génie à la baïonnette, devenus en moins de trois jours habiles à manier cette arme des vétérans. Au dehors, cinquante hommes de Marignan ont surpris un bataillon de chasseurs qui, croyant avoir affaire à un corps considérable, a pris la fuite, abandonnant ses morts et ses blessés. L'ennemi manque de vivres; on a vu des officiers du pain noir à la main. Nos amis de la campagne sont accourus en armes de toutes les directions, et se pressent à nos portes. L'ennemi nous demande un armistice, certainement afin de se rallier et de fuir tranquillement, mais il est trop tard; sa retraite déjà est très-difficile sur les routes postales encombrées d'abatis. Courage! rapprochez-vous toujours des bastions! Donnez la main aux amis qui viennent à vous! Il faut que cette nuit la ville soit débloquée. Braves citoyens, l'Europe ne prononcera qu'avec respect votre nom. La honte de trente années est lavée! *Vive l'Italie!* »

XVII

Radetzki, en voyant une résistance si bien organisée, s'imaginait que des officiers la dirigeaient, et il acceptait l'intervention des consuls pour proposer de nouveau un armistice de trois jours. Les membres de la municipalité penchaient encore pour son adoption. A leur premier motif se joignait une raison plus urgente : la ville ne possédait plus de subsistances que pour vingt-quatre heures. A Borromeo, qui faisait cette observation, Cattaneo répliquait : « Mieux vaut mourir de faim qu'être pendu. » L'armistice fut repoussé par la volonté des combattants.

Après cette résolution suprême, la municipalité n'hésita plus à se constituer en un gouvernement provisoire, qui fut composé de MM. Casati, président; Borromeo, Durini, Litta, Stregelli, Giulini, Beretta, Greppi, A. Porro, et Correnti, secrétaire général. Le conseil de guerre fut transformé en comité de guerre, dont furent membres MM. Litta, président; Cattaneo, Cernuschi, Terraghi, Clerici, Carnevali, Lessoni, Ceroni et Torelli.

Le peuple apprit le refus d'armistice et les dispositions nouvelles par des proclamations qui soutenaient sa bravoure et ses espérances.

Briser le cercle qui retenait la ville captive, couper les lignes autrichiennes, établir les communications avec les secours extérieurs, c'était là le dernier effort. Toutes les méditations des chefs furent concentrées sur le meilleur plan pour obtenir ce résultat si désiré, salut définitif de Milan, triomphe assuré du peuple!

Le 22, quelques combattants, troupe d'élite, guidés par Lucien Manara, marchent sur la porte Tosa, défendue par deux mille soldats et six canons. Avec une audace que le péril accroît, ils fondent sur les Autrichiens, les mettent en fuite, et s'emparent de cette porte, où, victorieux, ils s'établissent. Peu après, les colonnes auxiliaires, secondées par les habitants de la cité, réussissent à ouvrir de vive force la porte de Côme.

XVIII

Après ce double succès des Milanais, Radetzki n'était plus maître de Milan. Ses troupes détachées aux portes et sur les bastions allaient être assiégées et prises en

détail. Il se trouvait à son tour cerné par l'insurrection. Il apprenait par ses émissaires le soulèvement de toutes les villes de la Lombardie. Les Piémontais pouvaient, en quelques marches, réunir leurs forces à celles de la population. Il ne lui restait plus qu'à concentrer son armée, rallier tous les détachements, toutes les garnisons, connaître les citadelles restées en son pouvoir, et choisir son champ de bataille. Avec le coup d'œil d'un général habile, il n'hésita pas et prit le parti de battre en retraite.

A l'approche de la nuit, il voulut dissimuler cette retraite par le feu redoublé de son artillerie. Soixante bouches à feu vomirent sur la cité la destruction et la mort. L'incendie de plusieurs maisons isolées, situées aux extrémités des faubourgs, ajouta ses lueurs sinistres à celle des édifices embrasés. Tout à coup une immense colonne de flammes s'éleva du milieu du château : les Autrichiens avaient entassé dans la grande cour d'armes des masses de paille et de foin, des chars, des meubles, pour brûler leurs morts et faire disparaître ces preuves de leur défaite. Les étincelles qui jaillissaient des milliers de coups de fusil semblaient former autour de Milan un cercle de feu. Le tocsin sonnait à coups redoublés dans les cinquante clochers de la ville. Les détonations des canons étaient répercutées par les échos. C'était une scène d'une horreur sublime, dont l'un des combattants, monté sur un belvédère, s'est fait le peintre et l'historien.

Les Autrichiens espéraient profiter du désordre et de la terreur jetés dans Milan par ce bombardement, ces incendies, ce spectacle effroyable, pour défiler à la dérobée le long des bastions et cacher leurs dernières

manœuvres. Mais des tirailleurs acharnés, ne se laissant émouvoir ni par le bruit ni par le feu, ne cessaient de les harceler. Des obstacles multipliés, élevés sur les routes, arrêtaient les troupes dans leur marche. Elles traînaient avec elles l'artillerie, les blessés, les familles des employés et les malheureux pris comme otages. La retraite de Milan dura huit heures, l'armée laissant à chaque pas des morts et des prisonniers.

XIX

La perte des Autrichiens était plus considérable que celle des habitants. Aussi les Italiens attribuèrent-ils à la vengeance des actes de barbarie dont ils accusèrent leurs ennemis devant l'Europe ; ils reprochèrent au général en chef d'en avoir donné le sinistre et déplorable exemple. Pendant le combat, dirent-ils, il avait fait passer devant un conseil de guerre de malheureux citadins, et les avait fait fusiller dans une cour du château. Tous les prisonniers avaient été forcés de venir deux à deux contempler les cadavres mutilés à coups de baïonnette. Quelques-uns s'étaient évanouis devant l'horreur de cette scène.

Quant aux atrocités des soldats croates, les historiens italiens en ont fait un tel tableau que je leur laisse les énergiques couleurs et la responsabilité du récit. Nous prendrons ce tableau dans les œuvres de l'un des plus illustres et des plus véridiques, le général Pepe, d'après Cantu (*Histoire des révolutions et des guerres d'Italie*) : « On trouva un groupe de huit enfants dont les uns avaient été broyés contre les murailles, dont les autres avaient été jetés à terre et écrasés à coups

de pied. On en trouva deux cloués sur une caisse. Deux avaient été brûlés avec de l'essence de térébenthine ; un autre, traversé d'une baïonnette, avait été fixé à un arbre, et là, la pauvre créature se tordait dans une lente agonie sous les yeux de sa mère !... Un autre, plaisanterie de cannibales, était jeté sur le cadavre de sa mère qui l'allaitait, afin qu'il pût continuer à téter encore. Un autre avait le corps séparé en deux ; mais à l'aide de ses entrailles on avait relié et rajusté les deux parties du tronc. Cinq têtes d'enfants coupées furent placées sous les yeux de leurs pères mourants. Un fœtus arraché du sein de sa mère servit de jouet à ces mains scélérates. Dans le sac d'un Croate on trouva une main de femme chargée de bagues. Grand fut le nombre des infortunées auxquelles on creva les yeux, auxquelles on coupa la langue, les mains, les pieds. Les monstres en abusaient, puis les tuaient avec leurs baïonnettes. Quelques malheureux furent brûlés vifs dans la chaux, d'autres ensevelis vivants dans les égouts ou dans les puits. D'autres, couverts de poix, endurèrent le supplice du feu. Huit cadavres furent trouvés brûlés dans une auberge de la porte Tosa ; autant dans une autre auberge de la porte Vercellina. On en trouva dix dans un bocage de la porte du Tessin, horriblement mutilés et écrasés. On voyait encore la trace des efforts suprêmes qu'avait faits une pauvre femme pour se sauver dans la cheminée. Je tais tous les assassinats commis dans les maisons, dans les lits, dans les cachettes. Un frère fut forcé de s'agenouiller sur le cadavre de son frère fusillé, et là, il fut percé lui-même d'une baïonnette. Deux malheureux, père et fils, furent pendus ensemble à un arbre des boulevards. Un fils de Maria

Belloni fut brûlé. Un frère et un fils de Giovanna Piatti furent massacrés !... Mais jetons un voile sur les crimes abominables de cette horde qui s'enfuit. Le cœur se soulève devant l'atroce spectacle d'une si infâme boucherie. »

XX

Les cruautés des Croates et les exécutions ordonnées par le maréchal, loin de produire la terreur sur les habitants, avaient au contraire exalté leur courage, sans éveiller en eux la soif des représailles. Après avoir épargné la vie du comte Bolza, ils ne pouvaient songer à sévir contre des soldats qu'ils avaient faits prisonniers les armes à la main. Leur humanité et leur modération furent égales à leur bravoure. Animés de nobles et généreuses pensées, ils laissèrent les troupes ennemies souiller jusqu'à leur défaite, et justifier, aux yeux de l'humanité entière, la haine qu'elles inspiraient à l'Italie. Ils surent s'élever à la hauteur d'un peuple digne et capable de se gouverner lui-même. Sans armes, sans munitions, ils avaient osé attaquer une puissante armée commandée par des généraux expérimentés, pourvue d'une formidable artillerie, et ils l'avaient vaincue. Après l'avoir repoussée de toutes ses positions, ils l'avaient forcée à fuir en désordre. Hommes, jeunes gens, vieillards, enfants, les femmes mêmes, avaient combattu en héros. Chacun pouvait revendiquer une parcelle de la victoire, car tous y avaient contribué. Aussi la joie fut-elle unanime, et si vive qu'elle étouffa les douleurs personnelles. Ceux qui avaient succombé furent glorifiés comme des martyrs.

XXI

Les habitants des campagnes, surpris par des événements dont ils ne comprenaient pas la portée, étaient restés, les premiers jours, spectateurs de la lutte. Ce n'était que peu à peu que l'amour de la patrie avait éveillé leurs esprits alourdis. Mais les habitants des villes voisines avaient tout aussitôt tressailli aux cris de guerre, de détresse et de liberté des Milanais. Plusieurs cités mêmes s'étaient spontanément levées.

Côme, placé sur les bords d'un lac enchanté, dans un pays de montagnes et de poésie, déchirait, le 18, les proclamations autrichiennes; acclamait la République; organisait, à la lueur des torches, la garde civique; s'emparait du pain préparé pour les troupes: sillonnait le lac de barques pour recueillir les hommes et les armes; se rendait, le 19, maître de la poudrière du Seno; livrait, le 20, un combat aux troupes dans leur caserne; remportait une glorieuse victoire, et envoyait à Milan ses volontaires les plus intrépides. Lecco unissait son sort à celui de Côme et joignait ses colonnes aux siennes. Bergame arrachait à l'archiduc Sigismond l'ordre d'armer ses habitants; coupait le chemin à 1 200 soldats dirigés sur Milan; les forçait à se défendre dans leurs casernes; se faisait remettre, par l'archiduc, qui profitait de la nuit pour fuir, la promesse de ne plus envoyer de secours à Radetzki; laissait partir les Croates vaincus, et dirigeait de braves combattants sur Milan. Les villes les plus proches, comme Monza, soutenaient vaillamment la lutte. Chaque bourg un peu considérable opérait son mouvement. Brescia, ville héroïque, forçait

le général Schwarzenberg à capituler. Crémone entraînait le bataillon italien Ceccopieri dans la défense de la patrie commune, cernait le commandant autrichien à la tête d'un détachement hongrois, et lui faisait prendre l'engagement de ne plus porter les armes contre l'Italie. Pizzighettone s'emparait de sa forteresse. Mantoue arborait les couleurs nationales et obtenait du gouverneur l'organisation de la garde nationale, qui devenait maîtresse des portes de cette ville fortifiée. Vérone, refuge de l'archiduc Regnier à son départ de Milan, obligeait l'archiduc de négocier pour l'armement de la garde civique : le peuple impatient n'attendait plus qu'un signal pour combattre. Le Tyrol italien était en pleine insurrection. Roveredo, le Padouan, le Vicentin, Trévise, Udine, Palma-Nova, avaient pris les armes, et poursuivaient les Autrichiens en fuite.

C'était une levée en masse contre l'oppression étrangère. Tous ceux qui avaient des armes, de la force et du cœur, s'organisaient en bataillons sacrés. Les plus capables, les plus dévoués, prenaient le pouvoir ; car le pouvoir, en de tels moments, est un fardeau et un sacrifice. La Lombardie, la Vénétie entière semblaient un volcan qui devait engloutir jusqu'au dernier des ennemis.

XXII

Partout, malheureusement, l'insurrection n'avait pas un succès aussi décisif qu'à Milan et à Venise. Victorieux sur tous les points, les Italiens n'avaient pas su partout profiter également de la victoire. Lorsqu'au début de la lutte on a vu des hommes tels que Manin et Cattaneo chercher l'heure propice, il n'est pas surpre-

nant que d'autres, moins habiles et moins clairvoyants, aient laissé échapper des occasions qui, saisies à propos, délivraient complétement l'Italie. Les concessions, dont l'insuffisance avait décidé la prise d'armes, avaient tempéré l'élan, sans cependant l'arrêter nulle part.

Nul doute qu'avec plus de résolution Brescia n'eût fait prisonniers le général Schwarzenberg et l'archiduc Sigismond, échappés de Bergame. Crémone n'eût pas rendu la liberté au commandant prisonnier. Mantoue eût surpris la forteresse. Vérone enfin, par un heureux coup de main, eût fait captif l'archiduc Regnier et se fût emparée de la citadelle. Deux archiducs au pouvoir des Italiens, ainsi que plusieurs officiers supérieurs, Vérone et Mantoue perdues, Radetzki était forcé de capituler. Mais, en apprenant que les deux citadelles les plus fortes lui restaient comme point d'appui, il sentit sous ses pas chancelants la terre se raffermir, et il s'écria dans sa détresse : « Tout n'est pas perdu ! »

XXIII

Les duchés de Parme et de Plaisance accomplirent leur révolution le 20. Les Autrichiens, dont un fort détachement occupait, à Parme, le poste de la Grande-Place, furent assaillis par la population. Leur feu balaya d'abord la place. Mais bientôt les plus résolus des habitants soutinrent le choc, affrontant les canons chargés à boulets et à mitraille, et maîtres des magasins de la douane, où ils avaient trouvé des armes et des cartouches, ils poussèrent l'attaque avec plus d'acharnement.

Le duc, épouvanté par le succès croissant de l'insur-

rection, manda le patriote Cantelli, lui confia le gouvernement, et, se plaçant sous sa protection, publia la déclaration suivante :

« Nous, Charles, etc., désirant nous éloigner de nos États avec notre famille, nous nommons, pour former une régence, le comte San Vitale, le comte Cantelli, l'avocat Maestri, l'avocat Gioia et le professeur Pellegrini ; à laquelle régence nous transférons le pouvoir suprême, avec la faculté de donner des institutions, et de prendre les mesures qu'elle croira nécessaires dans les circonstances actuelles. »

Plaisance, le même jour, suivait l'exemple de Parme.

Dans le duché de Modène, la révolution se faisait également le 20 mars, aux cris de *Vive la constitution! Vive la révolution de Paris! Vive la révolution de Vienne! Vive l'Italie! Vive Pie IX! Vivent nos frères les Hongrois!* Ceux-ci avaient promis de rester neutres.

La population, victorieuse à Modène, à Reggio, à Carrare, ville d'artistes, à Massa, forçait, le 21, le grand-duc à une fuite rapide.

Des colonnes de volontaires sous le commandement de Zambeccari, accourues de Bologne au secours de Modène, trouvaient la ville en fête, célébrant sa délivrance, et s'en retournaient heureuses de ce que l'annonce de leur démonstration et de leur marche n'avait pas été sans influence sur la détermination du prince.

Les acclamations des patriotes modénais étaient le vœu, le symbole, le résumé du mouvement : l'union des peuples de France, d'Allemagne et d'Italie dans la révolution !

CHAPITRE QUATRIÈME.

Vénétie : Venise délivrée; les provinces affranchies, excepté Vérone; proclamation de la République; gouvernement provisoire, Manin président; préparatifs de défense; situation de Venise; ses forts; les provinces s'organisent pour la lutte; départ des colonnes de croisés. — Lombardie : Suite du drame insurrectionnel; retraite de l'armée autrichienne; son désarroi; Radetzki la concentre, et se retranche dans le quadrilatère, entre le Mincio et l'Adige; pertes considérables des Autrichiens; le conseil de guerre de Milan veut poursuivre l'armée ennemie sans repos ni trêve; départ des colonnes de volontaires: elles franchissent l'Oglio, la Chiese; descendent sur le lac de Garde; poussent jusqu'à Peschiera; elles préparent une expédition contre le Tyrol; le gouvernement provisoire attend le roi de Piémont et son armée; deux opinions; appel à Charles-Albert; destinées réservées après la victoire.

I

La capitulation signée à Venise, dans la soirée du 22 mars, par le lieutenant-maréchal comte Zichy, renfermait ces importantes conditions : « Les troupes du régiment Kinsky et celles des Croates, l'artillerie de terre, le corps du génie, évacueront la ville et tous les forts. Toutes les troupes italiennes et les officiers italiens resteront à Venise. Le matériel de guerre de tout genre restera à Venise. Toutes les caisses devant rester à Venise, on ne donnera que l'argent nécessaire à la paye et au transport des susdites troupes. La paye sera faite pour trois mois. »

Venise délivrée se trouvait ainsi posséder, dans l'arsenal, un matériel militaire et maritime suffisant à sa défense, et, dans les caisses publiques, dix millions de lires. Les bataillons italiens pouvaient servir de cadres à la formation d'une armée régulière. La garde civique,

forte de 6 à 7000 hommes, augmentait d'heure en heure. Des compagnies de volontaires s'improvisaient pour expulser les Autrichiens de la terre ferme, comme on les avait expulsés de Venise.

II

Le 22, de l'autre côté du golfe, à Pola, stationnait une flottille de neuf navires, sous pavillon autrichien, mais servie par des matelots vénètes et dalmates. Il ne paraissait pas douteux qu'elle ne s'empressât d'accourir, au premier appel, autour du lion de Saint-Marc. Alors Venise, maîtresse souveraine de l'Adriatique, pouvait dominer Trieste, et faire des tentatives sur ses anciennes possessions maritimes. Alors Venise doublait sa force et sa puissance. Sans recourir aux flottes sarde, napolitaine, ou étrangères, elle voyait accroître son influence sur les destinées de l'Italie.

Cette pensée de salut se présenta bien à l'esprit des membres de la municipalité, transformée, pour une seule nuit, en gouvernement provisoire par la capitulation même; mais, par un incident fatal, elle ne reçut pas son exécution. Un bateau à vapeur du Lloyd avait eu mission de se rendre à Pola, pour transmettre directement à la flotte une dépêche qui la prévenait de la délivrance de Venise, avant que les autorités autrichiennes pussent s'opposer à son départ. Le bateau était prêt, il allait s'éloigner du port, lorsque l'ex-gouverneur demanda l'autorisation de s'embarquer sur ce bateau, qui, de Pola, devait se rendre à Trieste. Au milieu du trouble inséparable des premiers moments d'une révolution triomphante, sans en prévoir les conséquences,

sans y songer, on eut l'imprudence de consentir à cet embarquement. A peine le bateau fut-il en pleine mer, que l'ex-gouverneur et les employés autrichiens forcèrent le capitaine à naviguer sur Trieste. Les autorités de Pola averties avant la flotte et maîtresses du port par les batteries, les navires restèrent au pouvoir du gouvernement de l'empereur.

Vingt-deux officiers seulement parvinrent à s'échapper sur une frêle barque, bravant tous les périls pour se dévouer au service de la patrie.

La perte de la flotte fut pour la Vénétie un malheur, dont elle eut à déplorer les résultats funestes. Toutefois, trois bricks de guerre, qui croisaient dans l'Adriatique, revinrent à Venise se ranger sous la bannière italienne.

La joie d'une délivrance inattendue, l'ivresse d'une victoire remportée sans combat, les nouvelles de la défaite des Autrichiens à Milan et de succès réitérés dans la Vénétie, adoucirent les regrets d'une flotte espérée et perdue.

III

Les principaux forts qui commandent l'entrée de Venise, Brondolo, Treporti et Malghera, tombent au pouvoir des habitants, sans résistance de la part des soldats autrichiens complétement démoralisés. Chioggia, sur la ligne des lagunes, chasse, par un coup de main hardi, les troupes allemandes du fort San Felice, où elles s'étaient réfugiées. Le 24, le général d'Aspre évacue Padoue, avec 8 000 hommes et son artillerie, pour se rallier à Radetzki, abandonnant, dans sa retraite

précipitée, ses malades à la générosité de la ville. La garnison de Trévise capitule. Vicence, Rovigo, recouvrent leur liberté. Bellune reste au pouvoir de ses habitants, ainsi qu'Osopo et son fort. Palma-Nova, place de guerre, est remise à la garde civique sous les ordres d'un général italien, Zucchi. Udine s'affranchit.

Dans la Vénétie, sept provinces sur huit proclamèrent leur indépendance et envoyèrent des délégués à Venise. Des bords de l'Isonzo aux bords de l'Adige, le despotisme de l'étranger était expulsé. Le courage des populations triomphait. La main de fer ne pesait plus sur ces fertiles contrées. A cette nation affranchie, l'air semblait plus léger, le ciel plus pur, la terre plus généreuse, Dieu plus juste et plus grand.

Vérone seule, hésitant, manquant d'audace ou égarée par les promesses de l'archiduc Regnier, avait laissé échapper l'occasion, restait captive, et devenait le centre des opérations de l'armée autrichienne.

IV

Le 22, avant de connaître les progrès de l'indépendance de l'Italie, le premier cri de Manin avait été : République! Toutes les provinces avaient aussitôt répondu. Vérone même avait entendu ce cri de ralliement : Vive la République vénète! Il avait retenti jusque dans la Dalmatie! C'est qu'il était un souvenir et une résurrection. Il ne rappelait pas, comme en France, des guerres civiles mêlées de gloire et de sang. Il ne rappelait qu'une époque de grandeur, de puissance et de richesse. Ce n'était pas le dernier terme d'une révolution. C'était le réveil d'un peuple! Ce peuple effaçait

tout ce qui s'était accompli depuis son asservissement, comme œuvre de la force et nul de droit. Il reportait son existence au delà du jour où il avait perdu son indépendance. A ses yeux, délivrance et République étaient identiques. Pouvait-il proférer un autre mot? Ce mot n'était-il pas son passé, son histoire, sa tradition? Chaque pierre de ses édifices en était l'expression; chaque trophée de ses victoires le portait à sa base. Il était inscrit sur toutes les murailles. Les immortels chefs-d'œuvre de ses peintres, de ses poëtes, l'avaient répandu dans le monde, et l'avaient transmis comme une religion à la postérité. Renier ce mot, c'était se renier soi-même, mentir à son origine, déchirer son drapeau, briser le lion de Saint-Marc!

Dans la proclamation de la République, il n'entrait aucune idée d'ambition, aucune volonté de séparation de la grande famille italienne. Le but n'était-il pas commun? L'ennemi n'était-il pas le même? N'avait-on pas une même honte à laver, une même vengeance à exercer, les mêmes fers à rompre, les mêmes espérances à réaliser? La monarchie! pourquoi y songer? La monarchie ne rappelait aux Vénètes que revers et esclavage. Ils chassaient une dynastie; était-ce pour se livrer à une autre, sans raison? Charles-Albert n'était connu jusque-là que par ses luttes contre les principes libéraux. Les poëtes n'avaient encore chanté que ses tyrannies; son nom n'inspirait que des doutes, et n'offrait aucune garantie à la Révolution. En se précipitant dans ses mains, ne s'exposerait-on pas à un nouveau traité d'abandon? D'ailleurs si ces méfiances n'étaient pas fondées, si le salut de l'Italie l'exigeait, la République ne serait pas un obstacle, car la Vénétie restait

toujours maîtresse de ses destinées; elle déléguerait une part de la souveraineté à un prince, le jour où elle le croirait utile à son avenir ou à l'avenir de l'Italie. Mais pour quel motif devancer l'heure? La Vénétie ne pouvait résister aux forces supérieures de l'empire qu'avec le concours de tous les princes de l'Italie ou celui de la France. Or se donner à l'un de ces princes, n'était-ce pas s'aliéner les autres, et la France peut-être? La proclamation de la République vénète avait au contraire cet avantage que, son indépendance étant réservée, les diverses solutions pourraient être débattues et décidées, les diverses alliances réclamées, les divers secours appelés. Le consul général de Sardaigne lui-même, le 22 au matin, en porta le conseil à Manin et l'écrivit de sa main. La tradition, le sentiment, la raison, la politique, inspirèrent donc à tous les cœurs, à tous les esprits, la même pensée.

Aussi, le 23, la population entière, garde nationale armée, bourgeois, ouvriers, nobles, membres du clergé, se trouva rassemblée sur la place, devant la vieille église Saint-Marc, où les trophées, les chefs-d'œuvre et les souvenirs étaient entassés avec les siècles. Devant Dieu, le patriarche bénit le peuple. Le peuple acclama la République et institua son gouvernement. Par sa volonté souveraine, Manin fut appelé à la présidence.

Le dernier doge avait été un Manin. Par un fait providentiel, il était donné à un homme de cœur de relever la bannière qu'un homme du même nom avait laissée tomber.

Le général de Mengaldo, commandant la garde civique, auquel tous les pouvoirs avaient été provisoirement confiés par la municipalité, soumit à l'approbation

du peuple, après le nom de Manin, les noms des ministres qui devaient avec lui former le gouvernement : Tommaseo, poëte célèbre; Castelli, avocat distingué; Paleocapa, ingénieur connu par de remarquables travaux; Leone Pincherle, ami de Manin, symbole de l'union des religions; Toffoli, ouvrier tailleur; Solera, officier retraité; Paolucci; Camerata; Mengaldo, maintenu dans son commandement. L'adhésion fut unanime. Dans ce peuple, il n'y avait plus qu'une âme, qu'une volonté : secouer la poussière qui couvrait l'antique et glorieuse République vénète, la sortir de son linceul, la rappeler à la vie; non pas, comme autrefois, avec une aristocratie maîtresse de toutes les destinées, avec une ville imposant sa domination aux provinces, mais avec les progrès, les améliorations, les lumières, enfantés par les révolutions modernes, avec la liberté, l'égalité des droits, la fraternité des cœurs, principes sacrés de la démocratie.

V

La défense de Venise et des provinces fut la première préoccupation du gouvernement. Les troupes autrichiennes étaient repoussées, dispersées, démoralisées, mais non anéanties. Ne devaient-elles pas bientôt s'arrêter dans leur fuite, se reconnaître, se grouper, se concentrer et se retourner contre le pays qui les avait chassées, furieuses de leur désastre, prêtes à laver leur honte et leurs revers dans la dévastation et dans le sang? Certes, les révolutions de Gallicie, de Hongrie, de Bohême, diversion puissante, affaiblissaient le gouvernement autrichien en absorbant une partie de ses

forces; mais ne puiserait-il pas des ressources dans le mouvement même qui poussait les nationalités les unes contre les autres? Et des cohortes nouvelles, mues par les ambitions et les haines des races, ne seraient-elles pas avant peu sur les frontières? Le Frioul, le Tyrol, la mer étaient des voies ouvertes; car, pour arrêter l'armée ennemie, la Vénétie n'avait pas d'armée organisée; on ne pouvait que lentement en organiser une. Une politique ombrageuse n'avait fondé dans le pays ni école de génie, ni école d'artillerie; les habitants n'avaient aucune idée du maniement des armes, ni de la tactique militaire. Les villes, la plupart non fermées, barricadées seulement, n'ayant à opposer à la science, à la discipline, aux canons, que la bravoure, pouvaient bien faire, au premier choc, une résistance désespérée, mais devaient succomber. Le gouvernement de Venise avait bien confiance dans l'élan révolutionnaire qui l'avait fait triompher; mais cette confiance ne l'aveuglait pas. Aussi, le 28, s'empressa-t-il de constituer un Comité de défense.

Venise, centre et refuge des provinces, dont la conservation importait le plus, comme point stratégique, au salut de l'Italie, exigeait des travaux immédiats. Il fallut veiller à leur rapide exécution du côté de la mer, du côté de la terre. Les provinces nécessitaient un système général d'armement; les frontières, les villes ouvertes, les places fortes devaient être sauvegardées. Le plan tracé, on se mit à l'œuvre.

Venise, par sa position unique, est plutôt une province fortifiée qu'une place de guerre. C'est une ligne de travaux reliés comme les anneaux d'une chaîne, de 70 milles d'étendue. Militairement, elle se divise en

trois parties : la première, de la cité se dirige sur Fusine, tourne par Malghera, arrive aux portes Del Sile, se replie sur Treporti, et se termine à Sant'-Erasmo; longue de 42 milles, elle est défendue par dix-neuf forts ou ouvrages fortifiés. La deuxième est formée par la ligne des Lidi, qui s'étend de la pointe San-Nicolo, par Malamocco et Alberini, jusqu'à l'extrémité des Murazzi de Palestrina; longue de 20 milles, elle est défendue par treize fortifications de toute sorte. La troisième comprend Chioggia et Brondolo jusqu'à la Foce del Brenta ; elle est protégée par six forts.

Ces fortifications, que les Autrichiens dans leur sécurité avaient laissées se détériorer, manquaient d'artillerie et d'approvisionnements. Il fallait les réparer et les armer rapidement pour la sûreté des lagunes et des canaux exposés aux débarquements, aux coups de main, aux ravages de la flotte ennemie qui pouvait sur-le-champ se recruter des bateaux à vapeur de la société commerciale du Lloyd autrichien. En peu de jours, on relève les murailles, on redresse les palissades. Des munitions, plomb, poudre, boulets, vivres, sont distribuées sur tous les points; 77 barques armées sont placées aux embouchures, aux passages; 327 bouches à feu, habilement disposées, rendent la défense redoutable. Le gouvernement invite les marins du commerce à se vouer au service du pays; 800 ouvriers sont adjoints aux 1 100 travailleurs ordinaires de l'arsenal. Les officiers dirigent les travaux sous les ordres du contre-amiral Graziani et du ministre de la marine Paolucci. Tous s'y livrent avec ardeur. L'arsenal prend une vie nouvelle. La corvette *la Civica* est en état de stationner au port du Lido. Quelques jours après le

brick de guerre *il Crociato* met à la voile. Bientôt le brick *il San-Marco,* la corvette de premier rang *la Lombardia,* une autre, *l'Independencia,* sortiront de l'arsenal. On achève la goëlette *la Fenice,* les deux bricks *il Delfino, il Camaleonte.* Une vieille corvette à vapeur, *il Pio Nono,* est réparée, ainsi que *la Veloce.* On avance sur les chantiers la construction d'une belle frégate, *l'Italia.* A l'enthousiasme des chefs et des travailleurs, à leur activité, on sent que ce n'est plus l'étranger qui les commande, mais la patrie qui les inspire.

VI

Tout en préparant le matériel de la défense, on organise les combattants. A l'armée régulière ennemie il faut opposer une armée régulière. Un bataillon de grenadiers, un des régiments de Wimpfen, un autre bataillon réparti entre Venise, Chioggia et Mestre, pour le service de la police, tous les trois italiens, restés par suite de la capitulation, peuvent en former les cadres. Le ministre de la guerre, Solera, essaye de leur faire entendre sa voix. Mais les officiers, presque tous allemands, sont partis. Il ne reste qu'une troupe indisciplinée et sans chefs. En état de révolte contre le gouvernement qu'ils ont servi, mis en face de l'armée dont ils se sont séparés, ils croient qu'ils seront considérés comme déserteurs et fusillés s'ils tombent prisonniers. Ils réclament leur congé ou une transformation. Ceux qu'une telle crainte ne fait pas reculer demandent à se retirer dans leurs provinces pour y défendre leurs foyers. Le général, désespérant de les convaincre, conseille d'accorder ce qu'il lui paraît impossible de refuser. Les

congés sont délivrés, et on forme de nouveaux corps dans lesquels le gouvernement les invite à s'enrôler. Le 27, on décrète la création de dix bataillons de garde mobile de six compagnies de cent hommes; une paye supérieure, la faculté de nommer les officiers jusqu'au grade de chef de bataillon, décident une grande partie des soldats italiens à s'y faire inscrire. Ceux qui étaient chargés du service de la police se présentent pour entrer dans les compagnies de volontaires de gendarmerie militaire, instituées par décret du 28.

Les grenadiers, presque tous habitants du Frioul, se transportèrent dans leurs montagnes, où leurs armes ne restèrent pas inactives. Un bien petit nombre de ces 3 000 soldats fut perdu pour la défense du pays. Cependant quelques plaintes s'étant élevées sur leur dispersion, le général Solera se retira du ministère. Paolucci accepta le lourd fardeau de joindre au ministère de la marine celui de la guerre.

Certes, un général actif, habile, eût pu, avec ces débris et les volontaires, organiser une armée. Il eût imposé aux uns, inspiré de la confiance aux autres, fait plier les hommes et les choses à sa volonté et dominé les circonstances. Mais ce général n'existait pas. On le demanda au Piémont et aux autres États de l'Italie. En attendant, le gouvernement vénète fit ce qu'il put : il prépara les éléments.

Le 26, le drapeau vénète est composé des trois couleurs, vert, blanc et rouge. Le 27, les corps de marins, des artilleurs, des soldats de la marine sont maintenus, avec des facilités d'avancement et des améliorations; les citoyens de 18 à 55 ans sont appelés à faire partie de la garde civique. Le 28, le comité de défense com-

mence ses travaux. Le 29, on invoque le concours des officiers du temps de Napoléon et des étrangers qui veulent combattre pour l'Italie. Le 30, un appel aux armes est adressé aux Vénètes. Le 31, on décrète la formation d'un corps d'artillerie, où les jeunes gens des premières familles courent s'inscrire. Le 3 avril, on crée, par enrôlements volontaires, un escadron de cavalerie régulière. Des lignes télégraphiques, dont le centre est la tour Saint-Marc, sont établies d'un bout du littoral à l'autre pour signaler l'approche de l'ennemi. Le 6, on autorise les communes à faire les dépenses nécessaires à l'entretien des troupes italiennes mises à la charge de la nation. On décide que les employés qui prendront les armes conserveront leur traitement et leur emploi. L'argent laissé dans les caisses de l'État sert à solder ces préparatifs et les approvisionnements. MM. Nani et Zanardini sont envoyés en France pour y acheter 10 000 fusils.

Le gouvernement n'avait ni le temps, ni le pouvoir, ni les moyens de recourir à la conscription forcée, qui eût aliéné les campagnes à la révolution sans lui donner des soldats. Il était plus assuré du succès en s'adressant au sentiment national, à la haine des Autrichiens. Sa confiance ne fut pas déçue. Unissant à leur patriotisme la pensée d'un Dieu rédempteur, quelques citoyens enrôlèrent des citoyens dévoués comme eux, tracèrent une croix sainte sur leur bannière et sur leur poitrine, et, nouveaux croisés, marchèrent à l'ennemi.

Le 5 avril, un premier détachement de jeunes volontaires, sous le commandement d'Ernest Grondoni, se présente sur la place Saint-Marc, pour demander au cardinal patriarche sa bénédiction, et au président une

parole de cœur et un adieu. Le patriarche les bénit au nom du Christ; Manin promet le souvenir éternel de la République à ceux qui succomberont, des secours fraternels à leur famille, et leur recommande de montrer aux provinces vénètes comment Venise entend concourir à la défense commune. Le peuple les acclame et leur envoie des souhaits, des applaudissements, des baisers et des larmes. Le 8 et le 9, de nouvelles colonnes sous la direction des deux frères Zerman, de Girolamo Michiel, de Daniel Francesconi, reçoivent les mêmes témoignages. D'autres se préparent à les imiter. Le péril est aux frontières; on y court.

VII

Les provinces ne restaient pas inactives. Partout mêmes efforts! Organisation de comités de résistance, de gardes civiques, de volontaires! Venise envoie tout ce qu'elle peut envoyer de fusils et de munitions; on se les partage. Les villes ouvertes, comme Vicence, sont barricadées; les forteresses sont réparées. Les militaires expérimentés, les soldats aguerris, les volontaires prêts à tout, s'y renferment résolus, déterminés à conserver à l'Italie ces remparts, naguère moyens de tyrannie, désormais sauvegarde de la patrie. Sur les frontières, Osopo, Udine, Palma-Nova et le Tagliamento, forment, du haut des Alpes à l'Adriatique, une ligne facile à défendre, où une armée de dix mille hommes pourrait arrêter une armée trois fois plus nombreuse. Le gouvernement provisoire du Frioul ordonne, le 29 mars, la mobilisation de dix mille gardes civiques dont il confère le commandement au général Conti.

Mais un décret ne donne ni les officiers, ni les armes, ni l'artillerie, ni la science, et ne fait pas les soldats. Cependant à cet appel toutes les provinces répondent! Dès le 30, la légion trévisienne part de Trévise sous le commandement de Jean Gritti. Le 1er avril, une colonne de 270 volontaires quitte Bellune, pour se placer, à Palma-Nova, sous les ordres du général Zucchi. Feltre, Conegliano, Coneda, Valvasone et autres villes, envoient leurs hommes d'élite. Les croisés vénitiens arrivent à leur tour. D'autres sortent de Padoue, de Rovigo, pour arrêter les convois de l'ennemi sur les bords de l'Adige. Du haut des montagnes jusque dans la plaine, d'une extrémité de la Vénétie à l'autre, c'est un élan général.

VIII

La Vénétie n'était pas seule contre l'ennemi commun; la guerre y appelait tous les peuples de l'Italie.

En Lombardie, le drame insurrectionnel se développait avec des péripéties plus palpitantes encore, car elles étaient plus sanglantes. Après les cinq journées de combat où l'héroïsme des Milanais avait triomphé, nous avons dit comment, de la part des Autrichiens et pour masquer leur retraite, il y avait eu redoublement d'attaque, fusillade, bombardement sans interruption, embrasement des maisons, massacre, sac, pillage, furieux et impuissants adieux de l'armée à la vaillante cité.

Le temps était pluvieux et froid, les routes défoncées, couvertes de barricades, d'arbres abattus, de fossés, de flaques d'eau. On eut à frayer un chemin aux chariots, aux transports, à l'artillerie. Les soldats

indisciplinés, privés de vivres, se livraient à tous les excès. Les officiers démoralisés ne pouvaient rien ordonner. Les rangs étaient mêlés, les uniformes méconnaissables par la boue et le sang. Les troupes éprouvaient tout à la fois une exaltation frénétique et une peur contagieuse. La marche ressemblait plus à une déroute qu'à une retraite. Radetzki avait choisi la route de Lodi; il fallut 14 heures pour parcourir les premiers dix milles qui séparent Milan de Marignan. Arrivés à une heure après midi dans ce bourg, les Croates punirent une courte résistance par la dévastation.

Le 24 au soir, l'armée campa à Lodi, resté au pouvoir de la cavalerie et d'un régiment de ligne commandés par l'archiduc Ernest. Maître du passage de l'Adda, Radetzki avait eu l'intention de s'y établir, d'appeler à lui toutes les forces disponibles, de tenir ouvertes ses communications avec Mantoue et Vérone, et de faire un retour offensif sur Milan. Mais, à la nouvelle de la révolution de Venise, du soulèvement de Brescia et de la défection de la garnison italienne de Crémone, il abandonna la ligne de l'Adda, le 25. Ce jour-là il apprit à Crema que, d'après ses ordres, le général Benedeck avait quitté Pavie, le 22 au soir, se dirigeant sur Mantoue, par Casal et Busterlingo, avec un bataillon, deux escadrons et une batterie d'artillerie. Le 26, il publia cette proclamation, qui expliquait d'une manière singulière ses défaites, ses résolutions, ses menaces :

« Les événements arrivés à Milan et dans d'autres villes m'ont déterminé à concentrer mes forces et à me rapprocher de la base de mes opérations militaires et de mes approvisionnements.

» Les habitants paisibles n'ont rien à craindre; ils

auront protection pour leurs personnes et leurs propriétés : mais je les avertis de n'opposer aucun obstacle à la marche des troupes impériales, à qui je ferai observer la plus stricte discipline. Quiconque sera pris les armes à la main sera livré aussitôt à une commission militaire, et fusillé irrémissiblement.

» La fidélité inébranlable de l'armée que je commande, le nombre imposant des troupes qui la composent, me sont garants de l'exacte exécution des dispositions que j'ai arrêtées. »

Sous la hauteur du langage le maréchal déguisait mal la mauvaise situation de son armée, l'indiscipline des soldats, les murmures des officiers, la désertion journalière.

IX

Après la jonction de trois bataillons et de trois batteries qui s'étaient retirés du château de Plaisance, le 27, l'Oglio passé, on arriva à Soncino. Le maréchal eut un moment la pensée de se jeter sur Brescia, mais la bonne contenance des habitants lui démontra l'impossibilité de s'en emparer par un coup de main. Il se dirigea sur Montechiaro, où il établit, le 30, le centre de son armée ; son aile droite, à Lonato, sur la route de Brescia à Peschiera et Vérone ; son aile gauche, à Carpenedolo ; et son quartier général, à Castiglione delle Stiviere, défendant ainsi la ligne de la Chiese. Entouré par l'insurrection, harcelé par les volontaires, informé de l'approche des Piémontais, dans la matinée du 4 avril, il abandonna la Chiese pour se retrancher derrière la ligne du Mincio, qui s'étend depuis le lac de Garde jusques au Pô, de Peschiera jusqu'à Mantoue. Il

livrait, sans les disputer, les belles positions de Lonato, Castiglione, Solferino et Volta, où les Autrichiens avaient soutenu des combats si acharnés contre Bonaparte, Masséna et Brune.

Le 5, il était à Vérone. Les 6 et 7, l'armée, après quinze jours de retraite et quatre-vingts milles de parcours, s'établissait sur le Mincio, gardant les ponts et les passages de Goïto, de Valeggio et de Mozambano.

» Les soldats avaient signalé les dernières marches par des actes de vandalisme auxquels la voix impuissante des officiers ne pouvait mettre obstacle. Incendies, sacs, pillages, massacres de personnes inoffensives, furent commis à Chievo, Croce-Bianca, San-Massimo, Santa-Lucia, Tomba et Tombetta. »

X

L'armée autrichienne se trouvait retranchée dans la position la plus forte. L'histoire a fait connaître cette position, clef de la Lombardie et de la Vénétie. C'est un quadrilatère, entre les montagnes du Tyrol et le Pô, le Mincio et l'Adige; aux quatre angles sont quatre places : Peschiera, Mantoue, Vérone et Legnago; vaste camp retranché qui touche au Tyrol italien et remonte au Tyrol allemand par la grande route sur la droite de l'Adige, par Roveredo, Trento et Bolzano. Le 7, Radetzki était maître de ce camp, de ces places et des passages de ces fleuves.

Le 1er avril, le lieutenant maréchal d'Aspre, à la tête de son corps d'armée venu de Padoue et des détachements isolés qu'il avait recueillis sur sa route, avait fait son entrée à Vérone, que l'archiduc Regnier avait quittée

sous l'escorte d'un détachement de cavalerie. Les promesses, les concessions par lesquelles le vice-roi avait endormi le patriotisme des habitants étaient retirées et l'état de siége proclamé; la citadelle, réparée et fortifiée, devenait le meilleur appui de l'armée autrichienne.

Mantoue, trois fois sur le point de livrer combat, attendant à chaque instant des secours ou un signal du dehors pour s'emparer de la citadelle, avait vu avec douleur arriver, le 23 mars, la garnison de Modène, et le 31, 8 000 hommes que le maréchal s'était empressé d'y envoyer, pour s'assurer la conservation de cette place, sans laquelle il ne pouvait se maintenir en Italie.

Le maréchal, naguère chef orgueilleux d'une armée de 70 000 hommes, était réduit à cette extrémité qu'il devait s'estimer heureux d'avoir concentré 45 000 hommes, débris de toutes les garnisons, et de s'être mis à l'abri sous la protection de ces quatre forteresses, qui, avec la citadelle de Ferrare et les villes de la route du Tyrol occupées par quelques milliers de soldats, étaient ce qui restait à l'Autriche de toutes ses possessions italiennes. Cette puissance avait perdu en quelques jours les deux capitales Milan et Venise, la Lombardie presque entière, sept provinces sur huit de la Vénétie, un immense matériel de guerre et de marine, 25 000 soldats de ses meilleures troupes, tués, blessés, prisonniers, déserteurs, régiments débarqués à Trieste, bataillons italiens associés au soulèvement de leur patrie.

L'armée autrichienne, par cette concentration, par la force de sa position, pouvait encore se relever de ses désastres, si on lui laissait le temps de se remettre, de

se ravitailler, de se consolider. Mais, si on la poursuivait, si on l'attaquait sans perdre un jour, une heure, il lui était impossible de résister sérieusement à une armée régulière, égale en nombre. Sans vivres, sans argent, sans autre moyen de subsistance que des réquisitions et des razzias au milieu d'une population insurgée, la discipline non rétablie, les officiers supérieurs divisés entre eux, la confiance dans le général en chef sinon détruite, du moins affaiblie par les revers, les officiers inférieurs démoralisés et sans influence sur leurs soldats, les soldats enclins à la désertion, les quatre places de guerre en mauvais état de défense, non approvisionnées, exigeant un fractionnement des troupes pour contenir les habitants prêts à favoriser une attaque de leurs compatriotes, les communications coupées et tellement difficiles que le gouvernement de Vienne était demeuré neuf jours sans recevoir de rapports, la route du Tyrol sur le point d'être fermée par l'insurrection de Roveredo et de Trento, l'armée autrichienne serait obligée d'abandonner sa position pour se retirer dans les montagnes du Tyrol.

XI

Les membres du comité de guerre de Milan, mus par l'instinct de la délivrance et par le génie révolutionnaire, pleins de foi dans la puissance insurrectionnelle, avaient le sentiment de cette situation. Aussi voulaient-ils poursuivre l'ennemi, ne lui laisser ni repos ni sommeil, ni le temps de se reconnaître, ni le moment de se rallier, le cerner, lui couper vivres et munitions, briser les routes par des fossés, abattre les arbres des

chemins, détruire les canaux, inonder les passages, faire sauter les ponts, barricader jusqu'aux plus petits hameaux, recueillir les déserteurs, organiser les gardes civiques, créer des compagnies volantes, ramasser les prisonniers, saisir les maraudeurs, détruire l'armée homme par homme, proclamer la levée en masse de la population, à défaut d'ordre et d'ensemble laisser l'initiative à chaque province, à chaque cité, à chaque village, à chaque individu. Plusieurs millions d'hommes, de femmes, d'enfants, armés de fer, de fusils, de faux, de pierres, de couteaux, tous animés du même esprit, ne pourraient-ils donc pas engloutir quelques milliers de soldats en fuite? C'est à l'insurrection, disaient-ils, à achever la victoire commencée par l'insurrection!

Aussi le 23, dès le matin, les membres du comité, MM. Litta, Cattaneo, Cernuschi, Tersaghi, Clerici, Carnevali, Lessoni, Teroni et Torelli, auxquels depuis cinq jours et cinq nuits tout repos était inconnu, encore sous l'exaltation des dernières luttes, multiplient les ordres, les moyens, les ressources. Pendant une heure ils font suspendre le tocsin pour bien déterminer de quel côté gronde le canon. On l'entend dans la direction de Marignan; ils dirigent sur cette route les volontaires de Milan, de Côme, de Lecco et de la Suisse italienne. Dans la crainte d'un retour, ils organisent la défense de la ville, envoient au loin requérir des vivres et des armes, incorporent les nouveaux arrivés dans les colonnes mobiles, rassemblent tous les chevaux pris aux Autrichiens et forment un régiment de cavalerie. Carnevali ouvre un enrôlement spécial pour l'artillerie et le train, et se charge de l'enseignement de ces deux

armes; Montemerlo instruit l'infanterie. On fabrique de la poudre; on rachète les fusils épars; les objets d'équipement et d'armement tombés aux mains des particuliers sont réintégrés dans les magasins publics. Des commissaires sont envoyés sur tous les points pour lever des hommes choisis, placer à leur tête des chefs, lancer sur l'ennemi des patrouilles d'éclaireurs, trouver des moyens de transport, hâter la marche des colonnes, établir des relations entre les villes, créer des comités de guerre, enflammer le peuple par des proclamations fréquentes et brèves.

Chacun a son rôle et sa mission : les membres du comité de Milan, indispensables à Milan, y restent pour centraliser l'action; les autres partent pour donner l'élan. Celui-ci court dans le Tyrol italien; celui-là, du côté de Bologne; un autre, sur Mantoue. Tous volent où le devoir, l'honneur, l'amour de la patrie, la haine de l'oppression les appellent. Tous comptent les moments, tous sentent que dans la rapidité des mesures se trouvent les meilleures chances de succès.

XII

MM. Manara, Arcioni, Tamberg, Torres, Anfossi, Longherra, Sedeboni, Gallanti, la Crémonaise Beltrami, chefs improvisés par l'insurrection, que le courage désigne, que le peuple reconnaît, qui commandent parce qu'ils ont l'initiative, que l'on suit parce qu'ils sont les premiers sur la brèche, se précipitent dès les premiers jours sur les pas des étrangers, à la tête de colonnes qui grossissent dans leur course comme fait la boule roulée sur la neige. Retenus un instant à Trevi-

glio, pour obéir au général Lecchi, chargé par le gouvernement provisoire de la direction supérieure des forces lombardes, frémissant d'impatience, ils obtiennent, par les instances de M. Cattaneo, l'ordre de marcher sur l'ennemi. Le 28, au matin, ils entrent à Crema au moment où l'arrière-garde de Radetzki abandonnait cette ville. Les premiers ils franchissent le Serio, l'Oglio, la Chiese. En trois jours ils sont à Salo, sur le lac de Garda, et ils y surprennent, dans la nuit, les Autrichiens occupés à lever une contribution. Montés sur les bateaux à vapeur, ils débarquent à Desenzano, et vont jusqu'à Peschiera tirailler contre les canonniers de cette place.

Se jeter dans le Tyrol, y fomenter l'insurrection, se saisir de Riva, Arco, Trento, Roveredo, faire une diversion à l'armée autrichienne, lui couper la route de Vérone à Botzen, l'isoler ainsi de toute communication avec l'Autriche, de tous moyens de secours et d'approvisionnements, c'est assurer la victoire! Le 6 avril, les chefs des colonnes, après avoir reconnu le général Allemandi désigné par le gouvernement provisoire, prennent cette résolution, et courent l'exécuter.

XIII

Mais, à côté de cette jeunesse ardente, impétueuse, croyant tout possible parce qu'elle ose tout, ayant l'audace parce qu'elle a la foi, glorieuse de ses succès indice de succès nouveaux, prête à verser son sang déjà si noblement versé, les membres du gouvernement provisoire et les anciens officiers convoqués par eux, tout en reconnaissant la puissance des forces insurrection-

nelles dans une ville, ne les croyaient pas suffisantes en rase campagne, et pensaient qu'une armée régulière, munie d'artillerie et de cavalerie, ne pouvait être vaincue que par une armée régulière possédant les mêmes éléments de combat. S'imaginer que dans les plaines, au passage des rivières, les fusils de chasse et les carabines de tir feraient taire les canons, leur paraissait une illusion de bravoure folle qu'il fallait dissiper. A la méthode on devait opposer la méthode, à la stratégie la stratégie, aux bataillons les bataillons!

Et puisque les Lombards n'avaient point d'armée, il était indispensable de recourir à l'armée piémontaise. Le gouvernement provisoire, imbu de ces idées, déjà rallié au roi de Sardaigne par la position, les antécédents et les sympathies de la plupart de ses membres, autant que par les nécessités de la délivrance, s'était, dès le premier jour, adressé à Charles-Albert. Cependant pour ménager les susceptibilités de la nation et satisfaire aux exigences des opinions plus prononcées, il réservait les questions qui eussent pu engager l'avenir, et prenait activement toutes les mesures jugées utiles au salut du pays.

XIV

Le 22 mars, dès que le courage des Lombards eut ouvert les portes de Milan, le comte Martini, accouru de Turin pour sonder, disait-il, de la part du roi de Piémont, les dispositions des Milanais, avait reçu du gouvernement provisoire la mission de réclamer de la bienveillante intervention de ce monarque les prompts secours qu'il déclarait être prêt à leur envoyer s'ils lui en témoignaient le désir.

La délibération sur la forme que l'on donnerait à l'acceptation ou à la demande de l'intervention du roi avait été longue; et, le 21 même, pendant la chaleur du combat, deux opinions s'étaient formulées : l'une, de lui confier les destinées de la Lombardie; l'autre, de contracter une simple alliance avec la Sardaigne, et de laisser la *nation victorieuse* décider de son avenir. La première était soutenue par MM. Casati, Borromeo, Giulini, etc.; la seconde, par les membres du conseil de guerre, MM. Cernuschi, Cattaneo et leurs amis.

Ceux-ci représentaient les combattants et écrivaient en leur nom, à l'envoyé de Charles-Albert, une lettre où se résumaient leurs sentiments :

« Conseil de guerre, 21 mars.

» Monsieur le comte Martini,

» La ville appartient aux citoyens qui l'ont affranchie. Nous ne pouvons les rappeler des barricades pour délibérer. Le tocsin sonne nuit et jour. Si le Piémont accourt généreusement, il aura la reconnaissance des hommes généreux de toutes les opinions. Le mot reconnaissance est le seul qui puisse faire taire le nom de République et nous rallier tous dans un seul et unique vœu.

» Je vous salue. Charles CATTANEO. »

Le même jour, ils adressaient, par leur poste aérienne, ce message à l'Italie entière :

« La ville de Milan, pour achever sa victoire et chasser pour toujours au delà des Alpes *l'ennemi commun de l'Italie*, réclame des secours de *tous* les peuples et de *tous* les princes italiens, et spécialement ceux du Piémont, son belliqueux voisin. »

Ce message, couvert de deux cents signatures, fut remis à la municipalité pendant la délibération; il devait entraîner la solution désirée par le conseil de guerre.

Le gouvernement provisoire publia cette proclamation :

« Tant que la lutte se prolonge, il est superflu d'émettre des opinions sur les destinées futures de notre belle patrie. Notre seul but pour le moment est de conquérir l'indépendance; et les bons citoyens ne doivent songer à autre chose qu'à combattre. Notre cause une fois triomphante, nos destinées seront discutées et fixées par la nation.

» Milan, 22 mars.

» *Les membres du gouvernement provisoire :*

» CASATI, président, BORROMEO, VITALIANO,
» LITTA, STREGELLI, GIULINI, DURINI,
» GREPPI, BERETTA, PORRO. »

Le 23, le gouvernement provisoire s'adressait au roi :

« Nous avons vaincu l'ennemi qui occupait la cité. Il a abandonné cette nuit le château et se dirige sur Vérone; mais il n'est pas encore loin de cette capitale, signalant chacun de ses pas par la destruction et le pillage. Nos concitoyens ont fait des efforts héroïques, mais ils ne peuvent, avec peu de moyens, abattre l'orgueil d'un ennemi confiant dans la puissance de son armée. Nous n'avons ni corps organisé, ni artillerie à lui opposer, et notre pays ne peut en réunir en aussi peu de temps. Nous avons déjà invoqué l'aide des armes de Votre Majesté, tandis que nous combattions dans nos murs, prêts à affronter une seconde ruine

pour la cause italienne. Maintenant, si la cité est délivrée, il ne nous importe pas moins d'obtenir de Votre Majesté un prompt et important secours.

» C'est pour cela que le gouvernement insiste vivement afin que Votre Majesté lui apporte une assistance complète. Votre Majesté aura par là glorieusement mérité de la cause sacrée de l'indépendance et de la fraternité italiennes, et recevra les applaudissements et la reconnaissance de ce peuple. Nous voudrions en ajouter davantage; mais notre condition de gouvernement provisoire ne nous permet pas de devancer les vœux de la nation, qui sont certes pour un plus grand resserrement de la cause de l'unité italienne. »

XV

Nous avons insisté, par la production des pièces, sur ces premiers rapports du roi de Piémont avec les Lombards. Elles font connaître, à leur origine même, les Autrichiens étant encore à Milan, les désirs de Charles-Albert, les intentions du gouvernement provisoire, et les réserves des républicains. Ces trois points clairement posés, on a la clef de tous les faits qui suivent.

Plus tard, les partis se sont jeté mutuellement les responsabilités, les reproches, les accusations. N'était-il donc pas naturel que dans une telle circonstance il y eût divergence d'opinions, et, des deux côtés, amour sincère de la patrie? Les uns versaient leur sang, les autres s'exposaient à la perte de leurs biens et à la proscription. Chacun, par des voies dissemblables, croyait aller au but. L'historien impartial doit tenir compte à chacun de ses sacrifices, de son dévouement, de ses opinions et de ses arguments.

Ceux-ci disaient : Nous sommes impuissants contre toutes les forces de l'Autriche, si nous restons isolés. Vainqueurs aujourd'hui, nous serons vaincus demain. L'ennemi n'est pas encore expulsé de notre territoire. Nous triompherons avec l'armée piémontaise; sans elle, nous ne le pouvons pas. Il faut donc l'appeler; nous sommes tous d'accord sur ce point. Comme alliés ou comme membres de la même nation? Comme alliés, c'est limiter ses secours! Comme concitoyens, c'est une association sans bornes! Recourir au Piémont, n'est-ce pas s'adresser à Charles-Albert? S'adresser à lui, n'est-ce pas de fait le reconnaître roi? Pourquoi de vaines formules qui peuvent lui montrer des défiances et refroidir son activité? Vous nous reprochez nos sentiments monarchiques; mais ce ne sont pas seulement nos inclinations que nous consultons en ce moment — nous les sacrifierions de tout cœur au salut commun — c'est la situation même qui nous domine! D'ailleurs, ce n'est plus le despote que nous appelons, c'est le roi constitutionnel, le futur libérateur de l'Italie! Pourquoi lui marchander une couronne qui ne pourra lui être refusée, s'il nous affranchit? Et si nous succombons, que nous importe? En lui contestant tout d'abord la juste récompense de ses efforts, nous lui suscitons des entraves et des obstacles; nous lui témoignons des arrière-pensées qui l'agiteront; nous détournons, par la perspective de luttes à l'intérieur, une part de son attention qui doit être dirigée vers un but unique : la délivrance de l'Italie. S'unir au Piémont, n'est-ce pas aussi un premier pas vers l'unité de l'Italie, que tous nous désirons si ardemment? Marchons donc tous ensemble, ne nous divisons pas, et, puisqu'il est dans l'état même

des choses que Charles-Albert soit l'instrument le plus efficace pour la réalisation de nos vœux, confions-lui nos destinées sans hésitation, sans contestation, avec ces deux mots inscrits sur toutes les bannières : *Libertés publiques! Indépendance de l'Italie!*

Ceux-là répliquaient : Vous avez recours à Charles-Albert; nous, nous avons recours à tous les peuples, à tous les princes. Vous limitez vos forces à une seule fraction de la nation italienne; nous, nous les réclamons toutes. Se livrer à un seul prince, c'est s'aliéner tous les autres. Savez-vous si Pie IX, au nom duquel l'Italie s'est soulevée, verra sans crainte ce commencement de l'absorption de l'Italie au profit d'un roi unique? Savez-vous si le grand-duc de Toscane et le roi de Naples consentiront à sacrifier leurs armées et leurs flottes aux prétentions et à l'agrandissement du roi de Piémont? Vous créez par là des difficultés inouïes, supérieures à toutes celles que vous semblez prévoir si Charles-Albert n'est pas immédiatement couronné. Nous recommencerons la vieille histoire des rois lombards et des ducs Visconti excitant les inquiétudes et les défiances du reste de l'Italie. L'enseignement du passé n'est-il donc pas suffisant? La liberté est à peine conquise, et déjà vous voulez l'aliéner! Conservez-la au moins quelques jours, pour vous donner le temps de réfléchir. Vous sentez-vous donc si malheureux d'être, une fois dans votre vie, maîtres de vous-mêmes? Le droit de donner la Lombardie, nul ne le possède que la nation. Nous ne l'avons ni comme individus, ni comme gouvernement provisoire. Et pouvez-vous convoquer en ce moment, pour voter sur cette question, les citoyens occupés à défendre leur vie, la vôtre, leurs familles,

leur patrie? Inaugurons cette ère nouvelle par le respect du droit, des opinions de chacun, par le respect des nobles illusions de cette belliqueuse et généreuse jeunesse, au moins pendant tout le temps qu'elle est à se battre pour vous. Si, hier, il était inopportun de proclamer la République, ne l'est-il pas aujourd'hui de proclamer la monarchie? Quand nous en aurons fini avec l'ennemi, la nation décidera Mais allez-vous, tout d'abord, vous livrer sans conditions? Rien ne serait plus imprudent. Comment vous fier à un prince qui déjà une fois a oublié sa parole, et qui, dans ce moment même, vous laisse sous la mitraille, si vous ne vous donnez pas à lui? Est-ce un marché qu'il veut ou un traité? Qu'il affranchisse premièrement l'Italie, et qu'il attende ensuite d'un peuple libre la couronne, non comme un salaire, mais comme un tribut de reconnaissance. Alors nous étoufferons nos convictions, nous saurons sacrifier, à l'union, au bonheur et au salut de notre pays, nos vœux, qui sont, vous le savez, l'indépendance et une République fédérée avec la Vénétie et les autres États de l'Italie.

Les membres du gouvernement provisoire, émus par la vigueur et la logique de cette argumentation, convaincus d'ailleurs qu'une nécessité inévitable les conduirait au but qu'ils désiraient, qu'ils préparaient, respectèrent des sentiments qui n'étaient pas en harmonie complète avec les leurs, et se mirent à l'œuvre de délivrance. Ils adressèrent, le 25 mars, aux Italiens de toutes les contrées, aux Suisses, aux Polonais, rêvant comme eux une patrie affranchie, un sublime appel aux armes!

CHAPITRE CINQUIÈME.

Sardaigne : Enthousiasme à la nouvelle des révolutions de Milan et de Venise; départ des volontaires; excitations de la presse; hésitation de Charles-Albert. — L'Angleterre, après le 24 Février, modifie sa politique libérale en Italie. — Appel de l'Autriche à l'Angleterre. — Appel simultané du Piémont. — Palmerston désavoue le Piémont et se rapproche de l'Autriche. — Premières dispositions du roi de Sardaigne à s'unir à l'Autriche contre la République française; il apprend le triomphe de l'insurrection lombarde; sa politique change; il se décide à s'unir à la Lombardie; sa proclamation; *l'Italia farà da se;* ses craintes de la propagande française; sa justification devant l'Europe; il veut empêcher les peuples d'acclamer la République; service qu'il rend aux rois; prétexte invoqué par le cabinet sarde contre l'Autriche; dédain de l'Autriche, qui en appelle à l'Europe; l'armée de Charles-Albert passe le Tessin; le roi répond aux accusations de lenteur et d'ambition; l'armée piémontaise devant le Mincio, en face de l'armée autrichienne; Charles-Albert comprime l'essor du mouvement insurrectionnel.

I

En Piémont, il y avait eu un frémissement général à la nouvelle des premières luttes de Milan. Les populations s'étaient senties tressaillir. Le tocsin de Milan avait retenti au plus profond des cœurs comme une invocation suprême à l'Italie contre l'étranger. On était accouru sur les places publiques, dans les cafés, pour recueillir le moindre détail de faits encore ignorés. Au développement du drame, l'entraînement avait grandi; l'espérance, la crainte, les sympathies, les haines, toutes les passions que peut susciter l'amour de la patrie, embrasaient les âmes. Jamais délire national ne s'était emparé plus énergiquement d'un peuple. Les uns, tribuns de circonstance, remuaient les esprits par leur parole inspirée. D'autres, en style de feu, par les

journaux, par des affiches, des proclamations, exaltaient les dévouements. Ceux-ci offraient leurs bras, leur sang pour la Lombardie, formaient des colonnes de volontaires. Ceux-là organisaient des comités de secours, des souscriptions, et payaient de leurs fortunes. On comptait parmi les initiateurs les plus empressés : MM. Nino Bixio, l'avocat Daneri, Georgio Doria, à Gènes ; C. Francioni, à Mortara ; Lazzarini, à Alexandrie ; Sineo, Brofferio, Torres, à Turin ; et une foule de citoyens, liste trop longue à dresser. On avait vu des détachements composés de jeunes gens de toutes conditions s'élancer de ces villes, et de Vercelli, Vigevano, Chivasso, Casale, Novi, etc., vers la frontière, à pied, en charrette, à cheval, en voiture, en poste, armés, déterminés. L'élan avait été spontané, l'enthousiasme universel. Le mouvement de l'opinion publique s'était développé si rapidement, avec tant de fermeté et de résolution, que le gouvernement n'avait pu ni le contenir ni le modérer.

II

Le 19, les ministres récemment nommés s'étaient réunis en conseil autour du roi. En se rendant au palais, ils avaient pu voir naître l'agitation. Des affiches convoquaient la population au jardin public ; et l'on prévoyait que les réclamations en faveur des Milanais seraient imposantes. Il eût été impossible de ne pas donner une apparence de satisfaction aux sentiments de la nation. Il fut résolu et annoncé que trois camps d'observation seraient, aussitôt, formés à Chivasso, Novi et Casale. Et des ordres conformes furent en effet donnés aussitôt.

Les ministres se plaignaient de leurs prédécesseurs, qui avaient laissé le Piémont dégarni de tout appareil de guerre, et avaient dispersé l'armée sur les confins de l'État, plus près de la France que de l'Autriche. Enfin ils publièrent leur programme, qui promettait : l'application la plus large du gouvernement parlementaire, une loi sur la presse avec abolition définitive de la censure, une prochaine convocation des chambres.

III

Mais l'opinion publique ne se laissa ni apaiser ni détourner par ces concessions. Établir des camps d'observation parut à des citoyens qui criaient : *Aux armes!* froideur et indifférence. De toutes parts surgirent les plaintes, les réclamations, les supplications, les menaces! Les partisans de Charles-Albert, qui rêvaient pour lui un royaume de l'Italie du Nord, n'étaient pas les moins ardents.

Bianchi-Giovini insérait dans *le Messager,* journal avancé dont Brofferio était le principal rédacteur, un résumé de la situation, où il stimulait les ministres et le roi lui-même avec verve et éloquence. « Le sang des Milanais et l'extermination de la plus splendide cité sont des crimes contre lesquels crie la vengeance de Dieu, qui tôt ou tard frappera la tête des traîtres!... Dans l'impatience où nous sommes, la conduite des ministres nous paraît lente!... Ici, nous comptons les jours; à Milan, on compte les heures, les minutes! La couronne de fer est à Monza, et non dans le couvent des jésuites, ni dans les bonnes grâces de Metternich. L'archevêque qui couronne le roi d'Italie est au delà

du Tessin! Passons le fleuve! Courage, ministres! courage, ô roi! la fortune aide les audacieux et délaisse les couards. Nous sommes encore peu nombreux, sans magasins, sans moyens d'attaque, avec peu d'ordre et pas beaucoup de discipline! Ne serions-nous que dix mille, passons! ne serions-nous que cinq mille, passons! trois mille, passons! un seul bataillon, passons! Passons le Tessin pour montrer la bannière et la devise de Savoie! Cela suffit, car on sait que l'armée suivra. Le tambour piémontais retentira sur la terre lombarde d'une extrémité à l'autre, inspirera une nouvelle ardeur aux insurgés! Aux armes! aux armes! à Milan! sur le Mincio! sur l'Adige! Là est la terre promise! là sont nos frères opprimés! là sont les malfaiteurs et les oppresseurs de trente-six millions d'hommes!... Oh! que Milan ne périsse pas! Milan, la gloire de la Lombardie! une cité si belle, si riche, si valeureuse, si hospitalière, si philanthrope, si noble! le siége de tant de génie, de tant de chefs-d'œuvre, de tant de beaux monuments!... Oh! que Milan ne périsse pas! Marchons! courons! volons! l'Italie est bénie de Dieu! l'Autriche est maudite! la victoire est à nous! »

Le même écrivain s'écriait : « Les ministres vos prédécesseurs, voyant la France, en cinquante ans, briser le trône de trois rois et se faire République, ont pris le prétexte de cette République et de l'ancienne ambition de la France pour incliner en arrière et retourner aux abus vieux et supprimés. Ils avaient l'intention d'essayer un rapprochement avec l'Autriche. Vous, entrez hardiment en ligne avec la France ! et l'Italie, la France et la Suisse, sincèrement unies, tiendront le nœud de l'Europe!... »

Sommation dernière du peuple au gouvernement, un article, coupé par la censure, paraissait dans un journal du 21 !

« Nous le disons et nous le répétons ! et Dieu veuille que nous soyons écoutés ! Si notre gouvernement tarde encore un moment à entrer sur le territoire lombard, il met en péril les autres provinces de l'Italie et le Piémont... Si l'Autriche étouffe l'insurrection lombarde, une réaction terrible se fera contre le parti rétrograde par le parti exalté et par le parti modéré lui-même. Si l'insurrection est victorieuse avant que la bannière de... se déploie sur les bastions de Milan, elle se constituera en République et s'unira à la Suisse et à la France. Les esprits... qui, maintenant, commencent à s'habituer au principe constitutionnel libéral et à l'aimer, s'en sépareront violemment, et alors naîtra une guerre terrible !... Qu'ils nous entendent ceux qui doivent nous entendre ! Si les princes italiens ne mettent pas leurs épées au service de la liberté, d'accord avec les peuples, les peuples combattront seuls et pour leur propre compte. Si l'héroïque Milan réussit, *da se*, à secouer le joug de l'Autriche, elle ne voudra certainement pas se soumettre à qui n'accourait pas promptement lorsque sonnait l'heure de l'agonie, lorsque le sang de mille de sa race était versé par l'épée étrangère.

» La France, qui, à cette heure, connaît l'insurrection lombarde, saisira avec plaisir l'occasion... de protéger la nationalité italienne. L'abîme qui s'ouvre devant elle par le mauvais état de ses finances, par l'abaissement de son crédit, par l'organisation du travail, par les périls du désordre intérieur, est une raison puissante pour qu'elle cherche à éloigner d'elle par une diver-

sion tant de causes nuisibles, et à aspirer, par ce moyen, aux gloires de la République et aux fastes de l'Empire. Mais si la France, dans la lutte pour la nationalité italienne, devance les princes de la Péninsule, n'aura-t-elle pas attiré à elle les sympathies des peuples? et ce procédé chevaleresque, cet amour humanitaire, ce service rendu de délivrer les peuples, ne seront-ils pas des titres à leur reconnaissance et à leur union? Les opprimés, les abandonnés, épousent facilement la cause et les idées de ceux qui, anges libérateurs, compatissent avec eux au jour de la douleur, pour les tirer de la tombe où ils étaient ensevelis. La gratitude fera républicains les Milanais que maintenant la douleur et l'espérance feraient constitutionnels. Que les princes réfléchissent à la présence d'une armée française les précédant dans la lutte pour la liberté!... et qu'ils pensent... aux seuls partis qui peuvent se prendre; ou guerre à l'Autriche! ou guerre aux peuples! ou.....! »

Expression de haute politique, ces paroles mutilées produisirent d'autant plus de sensation que les lacunes pointées étaient plus nombreuses et faisaient soupçonner des pensées plus vives encore.

IV

Charles-Albert, qui écoutait les raisons, les murmures de l'opinion publique, pouvait plus que tout autre en peser la valeur, en prévoir les conséquences. L'heure décisive était venue, et il attendait encore! Il avait si longtemps vécu d'une autre vie qu'il ne savait comment avancer dans une vie nouvelle. Placé entre un passé qu'il n'avait pu parcourir sans en garder des

traces profondes dans son esprit, et un avenir qui exigeait tant de qualités jusqu'alors inconnues à son âme, il éprouvait une perplexité constante. Deux natures luttaient en lui. De despote, il devait se faire libéral; de roi absolu, roi constitutionnel; de craintif, audacieux; de pacifique, belliqueux. Sa conscience était dirigée par les jésuites, il consentait à leur expulsion; soumis à l'influence de l'Autriche, il fallait lui déclarer la guerre; resserré dans les limites d'un royaume étroit, il devait poursuivre la conquête de l'Italie; presque étranger à l'art militaire, il allait commander une armée; l'habitué des couvents devait se transformer en héros de bataille; après avoir écrasé l'esprit de parti, il aspirait à se faire le chef de tous les partis qui rêvaient l'indépendance et l'unité de l'Italie. Tout était contraste en lui : l'homme du lendemain combattait sans cesse l'homme de la veille. De là des contradictions perpétuelles, faciles à expliquer.

V

Le comte Arese, parti de Milan pour solliciter les secours du Piémont, était arrivé à Turin dans la nuit du 19 mars. Il vit les ministres le 20 au matin, et repartit le soir, mécontent de l'issue de sa mission, sans avoir pu obtenir une entrevue du roi. Soit que Charles-Albert ne voulût pas prendre de décision avant le développement du soulèvement, soit qu'il eût désiré être appelé par un pouvoir quelconque assez bien établi pour motiver et légitimer son intervention, il ne se prononça pas.

Son ministère, faisant connaître à M. Abercromby,

ambassadeur anglais, la formation des trois corps d'observation, en donnait des motifs, que celui-ci transmit en ces termes, le 20 mars, à lord Palmerston : « Le rassemblement des troupes sardes sur la frontière est une mesure qui ne pouvait se différer plus longtemps. C'est une résolution exigée par les intérêts de l'armée et par la discipline. Il a en outre les avantages de contribuer puissamment à calmer la publique ardeur, et met le gouvernement à même de pouvoir plus facilement éloigner le péril d'un conflit sur la frontière par suite de l'effervescence populaire. »

VI

Le gouvernement anglais s'était fait, dans les derniers temps, protecteur du Piémont et partisan du mouvement constitutionnel en Italie. Mais, après la proclamation de la République en France, il ne voulut pas que ce mouvement dépassât ces limites. Aller au delà, c'était à ses yeux jeter l'Italie dans les bras de la France ! Aussi lord Palmerston avait-il écouté avec complaisance la communication du prince de Metternich, qui, dès le 4 mars, lui faisait demander si les journées de Février n'avaient pas changé ses dispositions, et quelles seraient ses intentions dans le cas « où les mêmes hommes qui avaient remporté la victoire en Suisse, renversé le trône de 1830 en France, entendant bouleverser l'Europe entière, voudraient, sur la promesse de placer toute la partie supérieure de la Péninsule italienne sous la domination du roi Charles-Albert, engager ce prince à refouler l'Autriche de ses possessions au delà des Alpes. »

Le gouvernement anglais avait également accueilli avec sympathie les demandes de protection contre la France, qui lui étaient adressées par Charles-Albert. Celui-ci faisait écrire, le 2 mars, par son ministre des affaires étrangères, le comte de Saint-Marsan, à M. de Revel, son représentant à Londres : « En réclamant l'intérêt et les conseils du gouvernement britannique dans cette circonstance, vous voudrez bien exprimer, dans les termes les mieux sentis et les plus sincères, l'entière confiance que le roi notre souverain continue à placer dans le soutien et l'appui qu'il a constamment trouvés auprès de l'Angleterre. La nouvelle de la révolution parisienne est arrivée ici le jour même de la grande fète nationale offerte au roi pour lui témoigner la vive gratitude qu'ont excitée les bienfaits dont il a comblé le pays. Les démonstrations de profonde reconnaissance et de respectueuse affection dont Sa Majesté a été l'objet nous font espérer que nous pourrons traverser heureusement les événements que prépare la complication actuelle. Toutefois, l'orage gronde trop près de nous pour que nous n'ayons pas le droit d'aviser à des éventualités dont il n'est pas donné à l'homme de prévoir toute l'étendue. Le roi a, en conséquence, résolu de compléter ses armements, et il vient d'ordonner dans ce but des dispositions qui seront exécutées sur-le-champ... »

On le voit : tandis que l'Autriche témoignait à l'Angleterre ses craintes que la révolution française poussât Charles-Albert contre ses possessions lombardes, celui-ci annonçait au contraire, à lord Palmerston, ses armements contre cette révolution.

A ces communications, à ces demandes de concours,

le gouvernement anglais avait répondu par le double conseil : à l'Autriche, d'accorder à ses États d'Italie des concessions suffisantes pour empêcher une insurrection ; à la Sardaigne, d'observer et de faire observer par ses habitants la plus stricte neutralité. Ce qui permit au ministère britannique, interpellé, le 3 avril, par le parlement, d'affirmer « que le mouvement qui entraînait le Piémont en Lombardie avait eu lieu sans le concours et contre l'avis du gouvernement anglais et contre les instructions envoyées à son représentant, et que ces instructions avaient été soumises, avant leur expédition, à l'ambassadeur d'Autriche à Londres, qui s'était déclaré parfaitement satisfait de leur teneur ».

VII

Les frayeurs et les irrésolutions de Charles-Albert, qui le portaient à réclamer l'appui éventuel de l'Angleterre contre la France, le rapprochaient parfois de l'Autriche, avant l'insurrection de Milan. Rien ne les peint mieux qu'une singulière dépêche adressée, le 15 mars, par le cabinet sarde au cabinet autrichien, par laquelle le roi annonce à l'empereur qu'il donne une constitution à ses États, et qui renferme cette protestation :

« Le roi désire en outre que S. M. l'empereur d'Autriche reçoive l'assurance que l'observation des traités formera toujours la base de sa politique, et Sa Majesté espère que la coopération de ses sujets à l'œuvre difficile de l'administration intérieure, loin de nuire aux bonnes relations avec les puissances étrangères, contribuera au contraire à affermir les liens d'amitié qui ont

uni jusqu'à présent les deux États, et que le roi désire et se flatte de resserrer encore. »

Malgré cette assurance et les explications les plus satisfaisantes sur le caractère purement défensif des armements de la Sardaigne, le cabinet autrichien se plaignait de ce que la censure royale tolérât chaque jour les attaques les plus virulentes contre l'Autriche.

A Turin, l'ambassadeur autrichien, témoin de l'agitation que causait le départ des volontaires pour les frontières, protestait contre l'enrôlement de réfugiés lombards. Le marquis de Pareto, ministre des affaires étrangères, faisait une réponse évasive qui, toutefois, se terminait ainsi : « Le soussigné, en se faisant un devoir de répondre par ces explications à la note de M. le comte de Buol, se hâte d'y ajouter l'assurance de son vœu de coopérer à tout ce qui pourra affermir les rapports d'amitié et de bon voisinage entre les deux États. »

VIII

Charles-Albert se trouvait de plus en plus embarrassé entre les conseils de l'Angleterre, les réclamations de l'Autriche appuyées par la Russie, l'effroi de la révolution, le péril de voir la Lombardie proclamer la république et appeler la France et la Suisse à son secours, la crainte que le Piémont, enserré par trois Républiques et entraîné par l'exemple, brisât une royauté qui désertait la cause italienne, les instances et les encouragements de ses partisans, qui faisaient briller à ses yeux le trône de la haute Italie, les sollicitations pressantes des Milanais, son ambition, la gloire et la grandeur du rôle à remplir, l'enthousiasme et l'orgueil

national de son armée elle-même. Pressé par ces sentiments divers qui se heurtaient dans son âme, il se débattait; poussé de toutes parts, il attendait toujours.

Le 19, le 20, le 21, le 22, il refusait des fusils aux volontaires, qui perdaient un temps précieux en prières inutiles. Il faisait plus : à la frontière il s'opposait à leur passage; et ceux qui glissaient entre ses soldats et ses douaniers allaient porter en Lombardie les reproches les plus amers contre un prince qui comprimait l'élan de l'Italie. Il attendait toujours.

Et pendant qu'il attendait, Milan versait son sang, son sang le plus généreux! Milan poussait le courage jusqu'à l'héroïsme! Milan voyait s'entasser, chaque jour et chaque heure, les victimes de l'amour de la patrie et de la liberté! Et le prince qui rêvait la royauté de cette vaillante cité n'entendait ni le cri des combattants ni le cri des mourants. Il attendait encore; et il perdait le prestige réservé au sauveur de Milan, le prix du silence imposé, par l'éclat du service rendu, aux partisans de la République. Il perdait l'occasion de remporter une victoire, une première victoire, décisive peut-être. Car nul doute que s'il eût été à Milan, le 22, avec une faible partie de son armée, la retraite de Radetzki eût été impossible.

IX

Enfin, le 23, il apprend le triomphe de Milan, l'insurrection des villes lombardes, le désarroi de l'armée autrichienne. Il apprend, du comte Martini, les dispositions favorables du gouvernement provisoire et les oppositions manifestées contre lui. Il voit que, malgré le temps perdu, il peut encore recouvrer une popula-

rité déjà compromise par ses lenteurs ; il comprend tout le péril de l'hésitation ; il sent qu'il n'a qu'à recueillir les fruits de la victoire des peuples. Il n'attend plus !

Sa réponse, tardive, fut noble, chevaleresque, à la hauteur des circonstances. Son âme brisait son étreinte.

« Je n'entrerai à Milan, » dit-il, « qu'après avoir battu les Autrichiens, parce que je ne veux me présenter à un peuple si valeureux qu'après avoir remporté une victoire qui me fasse connaître comme étant aussi valeureux que lui. »

Il annonça officiellement sa détermination par une proclamation publiée, le 23, après un délibéré du conseil :

« Peuples de la Lombardie et de la Vénétie,

» Les destinées de l'Italie mûrissent ; un avenir plus heureux sourit aux intrépides défenseurs des droits foulés aux pieds.

» Nous, vos amis d'origine, qui comprenons le temps présent et qui faisons les mêmes vœux que vous, nous proclamons, les premiers, l'unanime admiration que vous porte l'Italie.

» Peuples de la Lombardie et de la Vénétie, déjà nos armes se concentraient sur votre frontière, quand vous avez devancé nos vœux par la délivrance du glorieux Milan ; nous venons maintenant vous offrir, dans vos épreuves ultérieures, l'assistance que le frère attend du frère, l'ami de l'ami.

» Nous seconderons l'accomplissement de vos justes désirs, en nous fiant à l'aide de ce Dieu qui est visiblement avec nous, de ce Dieu qui a donné Pie IX à l'Italie, et qui, par sa merveilleuse impulsion, met l'Italie

en état de se suffire à elle-même. *(Posè l'Italia in grado di fare da se.)*

» Et, pour exprimer en signes éclatants et visibles le sentiment de l'union italienne, nous voulons que nos troupes, en entrant sur le territoire de la Lombardie et de la Vénétie, portent l'écu de Savoie sur la bannière tricolore italienne. »

X

Ce fut alors que Charles-Albert prononça, pour la première fois, cette parole qui eut un si grand retentissement : *L'Italia farà da se.* Elle contenait toute une politique nettement formulée : le refus de l'intervention de la France dans la guerre de l'Italie contre l'Autriche. Dans la pensée du roi, il y avait bien et la crainte de l'influence qu'une armée française républicaine pourrait exercer, par sa présence, sur les destinées de la Péninsule, et le désir de rassurer l'Angleterre et d'obtenir par là sa neutralité ; mais il y avait aussi un sentiment d'orgueil légitime et de nationalité. Ne devoir qu'à soi-même, à ses propres efforts, à son dévouement, à ses sacrifices, à ses armes, à son sang, à sa race, l'expulsion de l'étranger! ne devoir qu'à la patrie la résurrection de la patrie libre et glorieuse! Ambition juste et grande, qui devait enflammer les imaginations, électriser les âmes, et conquérir au roi les sympathies et les adhésions de l'Italie. Les républicains eux-mêmes, qui n'avaient pas les mêmes raisons de se méfier de la France, se sentaient flattés de cette idée qu'ils ne devraient qu'à leur courage et à leur génie la conquête de leur indépendance, comme

ils avaient été seuls à la conquête de leurs libertés. Quelques-uns toutefois, plus prévoyants ou plus hommes d'État, eussent préféré contracter une dette envers une république qu'envers un monarque. Nous retrouverons à chaque pas ces sentiments divers.

XI

L'effroi inspiré à Charles-Albert par le nom, par l'apparence d'une république. M. de Pareto, ministre libéral pourtant, se chargea de l'exprimer, le 23 même, à l'ambassadeur anglais. Il y puisait la justification de l'entrée de l'armée piémontaise en Lombardie.

« ...... Le premier devoir et le droit imprescriptible d'un État est sans doute d'assurer la conservation de sa propre existence..... Le gouvernement a sans doute le droit de prendre toutes les précautions nécessaires pour se garantir des catastrophes qui bouleversent l'État et le conduisent parfois à deux doigts de sa perte..... La sympathie qu'excite la défense de Milan, l'esprit de nationalité qui, malgré les délimitations artificielles des différents États, se fait néanmoins très-puissamment sentir, tout concourt à entretenir dans les provinces et dans la capitale une agitation telle qu'il est à craindre que, d'un moment à l'autre, il en puisse résulter une révolution qui mettrait le trône en grave péril, car on ne peut se dissimuler qu'après les événements de France, le danger de la proclamation d'une république en Lombardie ne puisse être prochain..... Il est naturel de penser que la situation du Piémont est telle que, d'un moment à l'autre, à l'annonce que la république a été proclamée en Lombardie, un mouvement sem-

blable éclaterait aussi dans les États de S. M. le roi de Sardaigne, ou que du moins il y aurait quelque grave commotion qui mettrait en danger le trône de Sa Majesté..... »

M. Bixio, chargé d'affaires de la République française, arrivé le 26 mars à Turin, écrivait à son gouvernement : « ..... Le soir j'appris, par la voie publique, que le roi, partant pour Alexandrie, se dirigeait vers le Milanais et se faisait précéder d'une proclamation aux Lombards, que je vous adresse sous ce pli, monsieur le ministre, et dans laquelle il annonçait que le jour de l'Italie était enfin venu et qu'il fallait tout faire par soi-même, *fare da se*.

» Avant de partir, le roi avait adressé à toutes les légations, *excepté à la légation française* et au nonce, une note dans laquelle il déclarait que, dominé par l'opinion publique très-violente ici contre l'Autriche, alarmé des tendances républicaines de la population lombarde, il croyait rendre service à la cause des monarchies européennes en dirigeant le mouvement pour arriver à le maîtriser. »

Enfin M. de Pareto envoyait une dépêche au marquis de Ricci : « Ce soir (24 mars), le roi s'est décidé à intervenir militairement en Lombardie. Cette détermination de Sa Majesté était impérieusement exigée par les circonstances actuelles de l'Italie..... Il y avait aussi à craindre que les nombreuses associations politiques existantes en Lombardie ne fissent proclamer un gouvernement républicain. Cette forme aurait été fatale à la cause italienne, à notre gouvernement, à l'auguste dynastie de Savoie. Il fallait prendre un parti prompt et décisif. Le gouvernement et le roi n'ont pas hésité, et

ils sont intimement persuadés d'avoir opéré, au prix des dangers auxquels ils s'exposent, le salut des autres États monarchiques. »

Ces craintes étaient fondées, elles devaient produire leur effet à Londres auprès du ministère anglais. Mais Charles-Albert eût dû poser une limite aux terreurs qu'imprimaient à son esprit la France et la république. Il ne sut pas les contenir. Il comprit bien que le meilleur moyen de résister aux aspirations des peuples vers la république, c'était de se faire le sauveur de la Lombardie, mais il n'eut une foi ni assez prompte, ni assez complète, dans l'immense puissance qu'il pouvait acquérir comme fondateur d'une Italie libérale et affranchie.

XII

M. de Pareto, pour justifier le changement de langage et de conduite de son gouvernement, adressait au comte de Buol, représentant de l'Autriche, les mêmes arguments de nécessités monarchiques. Il en ajoutait un autre plus spécieux : « ..... Par un traité (24 décembre 1847) sous l'apparence de secours à fournir aux petits États de Parme et Plaisance et de Modène, qui pourraient revenir au Piémont par droit de réversibilité, ces duchés avaient été réellement englobés dans la monarchie autrichienne, qui, en portant les frontières militaires, du Pô, où elles devraient finir, jusqu'à la Méditerranée, avait ainsi rompu l'équilibre existant dans les différents États d'Italie..... »

Cette dernière raison n'était pas nouvelle ; mais elle était adroitement présentée, car ces provinces étant également en pleine insurrection, le roi de Piémont

faisait pressentir son intention de les absorber, et préparait ainsi leur adjonction à son royaume.

Le comte de Buol, en recevant le 23, à onze heures du soir, la note explicative de M. le marquis de Pareto, lui répliqua : « Cette pièce contient l'apologie de la rébellion et attaque les droits souverains de Sa Majesté Impériale, Royale, Catholique, au mépris des traités qui, jusqu'à présent, avaient formé les bases de l'union des deux cours... » Il demanda ses passe-ports et quitta Turin le 24. La rupture était ouverte. La guerre était déclarée.

Le gouvernement de l'empereur, indigné, livra à la presse des documents qui renfermaient la dépêche du 15 mars de Charles-Albert, protestant de son respect des traités, et qui prouvaient leur violation quelques jours après. Il en appela à l'opinion publique de l'Europe, comme les peuples en avaient appelé à la justice de Dieu. Mais si les peuples avaient raison de briser des traités non consentis par eux, mais imposés par la force, le roi, qui devait tant à ces traités qu'il avait librement acceptés, était-il dans son droit? Ou bien existe-t-il, a-t-il jamais existé entre les princes d'autre droit réel que celui de leurs convenances et de leurs intérêts? Aussi M. de Pareto, pour justifier son maître, n'avait-il rien trouvé à invoquer que le salut du trône.

XIII

Le temps écoulé depuis les premières heures de la lutte jusqu'à l'entrée du roi en Lombardie, paraissait bien long aux Milanais, qui comptaient les moments. Les cinq journées qu'ils avaient passées à combattre et

à vaincre avaient été perdues par Charles-Albert en indécisions, en démarches, en correspondances diplomatiques, qu'il a fallu décrire avec soin, sur les pièces elles-mêmes, afin de bien faire saisir toutes les péripéties de ce drame si rempli et si grandiose.

Lorsque le roi de Piémont se détermina, il ignorait la délivrance de Venise et la proclamation de la République vénète ; il n'en eût été que plus résolu.

Le 23 mars, jour de sa première proclamation, il envoya auprès du gouvernement provisoire de Milan le général Passalacqua pour coopérer à l'organisation des milices ; et il décida en conseil : l'appel immédiat des deux classes nécessaires pour compléter les cadres de l'armée active ; le départ sur la frontière de tous les régiments d'infanterie, d'artillerie et de cavalerie ; l'acceptation des offres généreuses des particuliers pour chevaux, moyens de transport et contributions volontaires affectées à l'entretien des troupes ; l'ordre à la réserve de se tenir prête à marcher au premier signal ; l'ouverture d'un emprunt volontaire et temporaire à 5 pour 100, avec insertion des noms des souscripteurs dans les journaux.

Sur-le-champ, les mécontentements s'effacent, les plaintes se taisent. Les cris d'enthousiasme sont plus vifs que ne l'avaient été les murmures. Le 25, le roi passe une revue à Turin. Il est accueilli par des acclamations universelles de rédempteur de la patrie! de sauveur de l'Italie! de Vive Charles-Albert, roi d'Italie!

Le même jour, le général Bès reçoit l'ordre de passer le Tessin avec six bataillons, six escadrons et une batterie. Le lendemain 26, dans l'après-midi, il arrive à Milan, et demande ses quartiers de logement. Les

membres du comité, exprimant l'impatience de la population, lui répliquent : « Il faut les prendre dans les wagons du chemin de fer! » Le 27, il part pour Treviglio. Charles-Albert, le 28, est à Alexandrie, où il nomme lieutenant général en son absence le prince Eugène de Savoie-Carignan. Le 29, il est à Voghese, où il annonce à ses peuples qu'il a pris le commandement de l'armée :

« Mes devoirs de roi, les obligations qui m'attachent aux intérêts sacrés de l'Italie, m'ont fait partir avec mes fils pour les plaines lombardes, où doivent se décider les destinées de la patrie italienne! L'armée nous suit..... » Il termine par ces paroles, empreintes de ses secrètes pensées et de ses préoccupations du côté de la France : « ..... Aux milices communales du royaume, à l'affection du peuple nous abandonnons, avec confiance, la garde de notre famille et le maintien de l'ordre, premier fondement de toute liberté. Fidèles Savoyards! valeureux Liguriens! à votre fidélité, à votre honneur, nous confions la défense de nos frontières. Pendant l'absence de vos frères de l'armée, vous serez les dignes gardiens des institutions libres et de l'intégrité de la patrie. »

Ce jour-là, Charles-Albert passe le Tessin et entre à Pavie à la tête de trois divisions : la première, de douze bataillons, six escadrons, deux batteries, sous le commandement du général d'Arvillars; la deuxième, de neuf bataillons, six escadrons, une batterie, sous le commandement du général Broglia; la troisième, de douze bataillons, six escadrons, une batterie. L'armée piémontaise formait, avec l'avant-garde sous les ordres de Bès, un effectif de 28 à 29 000 hommes, dont en-

viron 2 000 cavaliers, et quarante-huit bouches à feu. Le roi quitte Pavie le 30, et transporte son quartier général à Lodi, au moment même où Radetzki venait de s'établir sur la Chiese à Montechiari.

XIV

Le 31 mars, Charles-Albert voulut répondre aux deux reproches qui lui étaient adressés de n'avoir d'abord agi que lentement, et de n'avoir cédé ensuite qu'à l'appât d'une couronne. Dans une proclamation énergique, il dit à son armée : « Soldats! nous avons passé le Tessin, et nos pieds foulent enfin la terre sacrée de la Lombardie. Vous méritez que je proclame la facilité avec laquelle, sans tenir compte des fatigues d'une marche forcée, vous avez fait cent dix milles en soixante-douze heures!

» Beaucoup d'entre vous, accourus des extrêmes frontières de l'État, ont à peine pu rejoindre leur drapeau à Pavie; mais ce n'est pas encore le moment de songer au repos; nous le goûterons après la victoire..... »

Aux Italiens de la Lombardie, de la Vénétie, de Plaisance et de Reggio, il disait : « Appelé..... je viens à vous à la tête de mon armée, suivant en ceci l'impulsion de mon cœur. Je viens *sans conditions* et uniquement pour terminer la grande entreprise si heureusement commencée par votre valeur..... »

A Lodi, il reçut du gouvernement provisoire de Milan une députation qui lui présenta une adresse où l'on remarquait ces passages : « Sire! le gouvernement provisoire de Milan vous envoie son hommage et celui

de tout le pays lombardo-vénitien. C'est un hommage de respect et de reconnaissance au prince qui se fait soldat de l'indépendance italienne. C'est l'hommage libre du peuple italien qui s'est racheté seul de sa servitude étrangère. — L'Italie et l'Europe vous contemplent! Sire! vous donnez un exemple jusqu'alors inconnu dans l'histoire, en accourant parmi nous sans conditions. »

Charles-Albert se transporta de Lodi à Crémone, où il tint conseil de guerre sur le plan à suivre. Le 5 avril, il établit son quartier général à Bozzolo, route de Mantoue, à vingt-quatre kilomètres de cette ville, à dix-huit kilomètres du Mincio. Un bataillon, une compagnie de bersaglieri et une demi-batterie, en avant-garde, occupaient Marcaria, sur l'Oglio. La brigade de Bès s'avançait, parallèlement, de Brescia à Montechiari, position que les Autrichiens avaient quittée le 4. A Marcaria, le 6, il y eut une surprise d'avant-poste par un détachement autrichien qui, sorti de Mantoue en reconnaissance, fit quelques prisonniers. On se trouvait enfin devant l'ennemi.

Le 7, l'arrière-garde autrichienne passait le Mincio, entre Mantoue et Peschiera, sur les ponts de Goïto, Valeggio et Monzambano.

L'armée italienne s'avançait vers ces ponts, que l'ennemi se disposait à défendre et au besoin à faire sauter.

Le Mincio seul séparait le gros des deux armées.

XV

Vingt jours, du 19 mars au 7 avril, vingt jours s'étaient écoulés! vingt jours avaient paru un siècle aux

plus ardents, à ceux qui jusque-là s'étaient battus et avaient vaincu.

Suivant eux, Charles-Albert, à qui ils avaient déjà reproché de ne pas être accouru assez tôt pour couper la retraite à Radetzki, eût pu brusquement descendre le Pô avec une partie de ses troupes; cerner Benedeck à sa sortie de Pavie; empêcher la jonction des garnisons de Parme, Plaisance et Modène, 5 à 6 000 hommes qui, pris entre les Piémontais et les populations soulevées, eussent été forcés de se rendre; et surprendre, d'accord avec les habitants, la citadelle de Mantoue; tandis que le 6, il était trop tard.

Suivant eux, l'armée piémontaise était enflammée d'un enthousiasme qui ne permettait pas de douter du résultat d'une bataille. Elle courait au combat en chantant le chœur des *Puritains* et les airs nationaux belliqueux. Avec de tels soldats il fallait pousser, l'épée aux reins, les Autrichiens. A chaque pas en avant, on apprenait de nouvelles défaites des garnisons isolées, la délivrance de Venise et des villes de la Vénétie jusqu'à l'Adige. Tout commandait une poursuite vive, ardente, impétueuse. L'armée autrichienne ne pourrait résister, mal payée, mal pourvue de vivres, troublée par les événements de Vienne, enveloppée par l'insurrection. Avec un général plus audacieux, le succès était assuré, le triomphe était complet.

Charles-Albert cédait à des conseils plus prudents. Son armée n'était pas rassemblée au moment de son départ. Ce n'était qu'en marchant à petites journées que les bataillons arriérés avaient pu rejoindre, ainsi que les approvisionnements dont on était dépourvu. Pourquoi compromettre une victoire certaine par une

bataille risquée contre une armée régulière de 30 000 hommes qui, pouvant puiser le courage dans son désespoir même, se trouvait sur un terrain connu où elle avait l'avantage des positions? Et dans le cas d'un échec, d'une défaite, peut-être, causée par une folle présomption, que deviendrait-on sans réserve préparée, sans point d'appui solide? On perdrait en un jour tout le fruit des conquêtes obtenues. Pourquoi ne pas donner à l'armée piémontaise le temps de réunir toutes ses forces et tous ses moyens d'action? L'armée autrichienne, en pays ennemi, éloignée de ses ressources, de ses ravitaillements, de ses renforts, ne pouvait que s'affaiblir. Les Italiens étaient chez eux; leurs rangs ne pouvaient que grossir.—En effet, on apprenait que les princes, entraînés par la volonté des peuples, mettaient leurs troupes en campagne et les plaçaient sous le commandement du roi de Sardaigne.

XVI

Une raison suprême agissait aussi, sans aucun doute, sur l'esprit de Charles-Albert. Laisser l'insurrection achever la victoire commencée par l'insurrection, venir à son aide seulement, et se présenter à la lutte, non comme un monarque conduisant une armée régulière, mais comme un chef de forces révolutionnaires, n'était-ce pas s'enlever tout le prestige du succès et le transmettre aux peuples? Ne perdrait-il pas par là l'influence qu'il convoitait, le droit qu'il voulait fonder, la couronne qu'il rêvait? En agrandissant l'action révolutionnaire, n'affaiblirait-il pas sa cause, et ne servirait-il pas les idées républicaines? Il le pensa.

Aussi ne fit-il rien pour soutenir les colonnes de volontaires, conduites par les chefs qui avaient présidé au début de la lutte. Il préféra les fondre dans des corps réguliers. Celles qui voulurent conserver leur organisation ne trouvèrent, en lui et en ses généraux, ni sympathie ni appui. Les membres du conseil de guerre, Cattaneo, Cernuschi et leurs amis, les chefs des glorieux combats de Milan, pressentant cette situation et n'hésitant pas à sacrifier leur personnalité, donnèrent leur démission le 31 mars.

Certes, il fallait un motif bien puissant pour tempérer, sinon pour refroidir l'élan de cette jeunesse ardente et dévouée, pour se priver d'une telle force. Ne valait-il pas mieux la diriger que l'amortir? Ce qu'il y avait en elle de dangereux pour la royauté n'eût-il pas été facilement détourné si Charles-Albert avait voulu s'en constituer le chef réel? En face de l'étranger, l'opposition républicaine n'eût-elle pas été satisfaite d'une liberté constitutionnelle avec une nationalité recouvrée? Éloigner cette jeunesse passionnée, la méconnaître, la mécontenter, n'était-ce pas accroître cette opposition, la justifier, et nourrir des divisions, quand on eût pu les éteindre?

N'était-ce pas cette jeunesse qui contraignait les princes à envoyer dans les plaines de la Lombardo-Vénétie leurs soldats, leurs trésors, et à contribuer ainsi à l'élévation d'une royauté qui menaçait de les absorber?

CHAPITRE SIXIÈME.

Toscane : le grand-duc, premier prince qui s'est déclaré pour la guerre italienne; départ des volontaires; le gouvernement entrave leur élan; camp d'observation; Montanelli dans le Tyrol; ambition de Léopold. — Modène : Gouvernement provisoire. — Parme : Empressement, mal interprété, du duc pour l'affranchissement de l'Italie; le duc se retire; un gouvernement provisoire le remplace. — États pontificaux : Joie causée à Rome par la délivrance de Milan et de Venise; sympathies générales; souscriptions publiques, approuvées par le pape et par les cardinaux; préparatifs militaires; départ des volontaires et de l'armée pour Bologne; Durando général; tentatives sur Ferrare; elles échouent; Pie IX adhère au mouvement de l'Italie, et bénit les volontaires; il défend les jésuites; départ de Rome des jésuites; proclamation très-vive du général Durando; désaveu du pape; Pie IX chef de la chrétienté et prince italien; situation double; ses perplexités.— Royaume des Deux-Siciles : La nation et le roi; méfiances mutuelles; nouveau cabinet; démonstrations pour la Lombardo-Vénétie; le général Pepe arrive à Naples; conférence avec le roi; avénement du ministère Troja; proclamation du roi en faveur de la cause italienne; départ des volontaires et du 10e régiment de ligne; Pepe, général en chef de l'armée d'expédition; son plan, présenté au roi pour contrebalancer l'influence de Charles-Albert et recouvrer la Sicile; séparation définitive de la Sicile; déchéance de Ferdinand et de sa dynastie par le parlement; protestation du roi.— Les peuples et les princes.

I

En Toscane, les populations se levèrent spontanément, le 21 mars, en apprenant la révolution de Vienne et la lutte de Milan. Le gouvernement y fut moins long que celui de Turin à se prononcer. Cet élan spontané de tout un peuple à courir au secours d'un peuple frère offrit un grand spectacle.

Les chefs du mouvement, n'ayant pas à se préoccuper de la direction du pouvoir, ne se bornèrent pas à crier aux armes, ils les prirent. Volant les premiers vers

la terre où l'on mourait pour l'Italie, ils donnèrent l'exemple ! Montanelli, capitaine au bataillon des étudiants, se fit soldat volontaire. Par excès d'abnégation, il voulut se confondre dans les rangs de ses compagnons d'armes, ne se réservant que de marcher en tête contre l'ennemi. Dans les rues, sur les places publiques, retentissaient sans cesse ces mots : « En Lombardie ! en Lombardie ! Dehors les barbares ! »

A Florence, quelques démocrates, avant de s'éloigner, se précipitèrent sur la grande place, devant le Vieux Palais, pour réclamer la retraite d'un ministère qu'ils ne trouvaient pas assez résolu. Mais le ministère, par une détermination prompte et des paroles habiles, étouffa les clameurs : « Ce serait un grand malheur qui mériterait un grand blâme, » s'écria M. Ridolphi, s'adressant à la foule, de la Loge dei Lanzi où il était descendu avec ses collègues, « que de nous livrer à des luttes intestines lorsque la lutte nationale est commencée. »

II

Le grand-duc de Toscane fut le premier prince italien qui se déclara pour la guerre italienne. Soit que, par une heureuse initiative, il voulût empêcher l'explosion de l'opinion publique, soit qu'il fût entraîné par sa conviction, le 21 même, il publiait cet appel : « Toscans, l'heure de la résurrection complète de l'Italie vient de sonner subitement. Quiconque aime notre patrie ne peut lui refuser le secours qu'elle réclame. Je vous ai promis de seconder autant que possible l'élan de vos cœurs à l'occasion. Me voici prêt à tenir ma promesse.... Dans cet élan de vos cœurs pour la sainte cause de

l'Italie, ne renoncez pas à la modération qui embellit les entreprises. Je veille avec mon gouvernement sur les autres besoins du pays, et je presse de tous mes efforts la conclusion d'une puissante ligue italienne que j'ai toujours rêvée.... » Il annonçait ensuite la marche immédiate des troupes aux frontières, l'organisation des volontaires et les ordres donnés aux gouverneurs et aux généraux.

Deux colonnes de volontaires se dirigèrent, l'une de Pise vers Massa, composée des citoyens de Pise, Sienne, Lucques, Livourne, des Maremmes; l'autre de Florence vers Modène, formée par les citoyens de Florence, Arezzo, Pistoja, Prato. « C'était merveille, » dit Montanelli dans son poétique et harmonieux langage, « que de voir ces légions improvisées, où professeur, étudiant, médecin, avocat, artisan, noble, riche, pauvre, maître, serviteur, prêtre, marchaient mêlés sous la même bannière, le culte de l'Italie dans le cœur; se glorifiant d'être les soldats de la cause sainte; accueillis au son des cloches par les applaudissements des populations, qui les voyaient passer avec admiration, par les sympathies de toutes les femmes, mères, filles, sœurs, qui, de leurs fenêtres, agitaient leurs mouchoirs, leur jetaient des adieux de larmes et de fleurs; recevant de ceux qui restaient les promesses de soutenir les familles des travailleurs absents pour le service de la patrie; enfin ouvrant leurs rangs à des groupes qui, des plus petits hameaux, accouraient se dévouer avec eux. »

III

Lorsqu'on apprit le triomphe de Milan et le départ de l'armée piémontaise, l'enthousiasme fut tel, que le

gouvernement crut devoir le modérer. Le préfet de Pise disait dans une proclamation du 23 : « Désormais tout départ de volontaires est superflu, puisque la main de Dieu conduit l'Italie à l'indépendance désirée... Désormais la cause que nous défendons est victorieuse; il n'est plus besoin de s'exposer à des fatigues, à des dangers. » Par un décret, le départ des ouvriers volontaires était suspendu. Toutefois, des places de dépôt étaient désignées dans les principales villes, et les couleurs italiennes étaient arborées, « afin d'exprimer l'alliance désirée des peuples de la Péninsule ».

Le 25, à Florence, dans un moment d'effervescence, les armes de l'Autriche avaient été arrachées et brûlées devant la maison du représentant de la Sardaigne. Le ministère toscan crut devoir, par respect du droit des gens, exprimer des regrets à l'ambassadeur autrichien.

Ces faits groupés sont envisagés par une démocratie soupçonneuse comme actes de trahison, et font naître les murmures : « Pourquoi donc arrêter l'élan national? Le barbare ne souille-t-il plus de sa présence le territoire italien? C'est une levée en masse qu'il faudrait décréter pour l'expulser; et l'on empêche les citoyens de s'armer et de partir! Et pourquoi ces égards exagérés pour nos oppresseurs? L'ambassadeur a été respecté! Ce n'est que l'aigle aux deux têtes, symbole de la tyrannie, qui a été brisé! Si votre déclaration de guerre est sérieuse, pourquoi apporter des obstacles à la création des volontaires, et ne pas avoir déjà envoyé ses passe-ports au ministre autrichien? »

Ces arguments étaient-ils fondés? Le ministre autrichien reçut ses passe-ports le 11 avril; et le gouvernement ordonna la formation d'un camp d'observation

entre Reggio et Modène. Ce camp devait réunir six mille hommes de troupes régulières et cinq mille volontaires; mais le total ne dépassa pas six mille.

IV

Si les actes étaient lents, les paroles étaient vives : « Soldats ! » disait Léopold II à ses troupes, le 5 avril, jour de leur départ de Florence, « les habitants de Milan ont acheté leur liberté au prix de leur sang et avec un héroïsme dont l'histoire offre peu d'exemples. L'armée sarde est en marche sous les ordres de son roi magnanime et de ses princes ! Enfants de l'Italie, héritiers de la gloire militaire de leurs ancêtres, les Toscans ne peuvent pas, ne doivent pas rester oisifs dans ces instants solennels. Volez donc avec les fiers bourgeois qui sont accourus, comme volontaires, sous nos drapeaux ! Volez au secours de nos frères lombards !... Honneur aux armes italiennes ! Vive l'indépendance de la patrie ! »

Le 9, jour de la bénédiction des drapeaux de la garde civique de Florence, forte de 5 000 citoyens, le grand-duc exprimait les mêmes pensées, exaltant les destinées de l'Italie, que Dieu, le droit des peuples et le courage des Italiens rendraient heureuse et libre !

V

Tandis que les Toscans se dirigeaient vers le Pô, ralliant sur leur passage les volontaires de Modène et de Reggio, quelques jeunes combattants, parmi lesquels on remarquait les frères Parra, Luigi Fantoni, Giovanni

Frani, Enrico Moretti, devançant leurs compagnons d'armes, couraient se joindre, à Salo, aux colonnes commandées par le général Allemandi et prêtes à l'expédition du Tyrol. Montanelli, voulant s'entendre avec ses amis de Milan, se détachait momentanément des colonnes toscanes, avec promesse de retour au jour du combat. Le 27 mars, arrivé à Milan, il frémit en contemplant les signes encore sanglants de la bataille. A Brescia, il reçoit la périlleuse mission d'aller sonder les sentiments du Tyrol; s'engage, chargé de proclamations, dans les montagnes; passe d'une réunion secrète à une réunion secrète; laisse partout les traces du feu qui embrase son âme; parvient à Trente gardé par les Autrichiens; est arrêté, prêt à être fusillé; n'échappe à la mort que par sa présence d'esprit; revient rendre compte des accords faits avec les Tyroliens; et se mêle à l'expédition qu'il a si hardiment préparée.

VI

Léopold II, de même que Charles-Albert, ne perdait pas de vue l'agrandissement de ses États, et se laissait bercer de la douce ambition d'en reculer les limites, en profitant des circonstances. Dès le 23 mars, il rendait ce décret : « Léopold II, grand-duc de Toscane, considérant que la tranquillité et la sûreté de ses États pourraient être compromises par les désordres qui, après les événements politiques de la ville de Modène et des autres pays de ce duché, se sont manifestés sur les territoires confinant au grand-duché de Toscane, du côté du duché de Lucques, du côté de Pietra-Santa, a ordonné l'occupation de ces territoires par les troupes

grand-ducales. A l'exception du logement, toutes les autres dépenses seront supportées par la Toscane. » Puis il reprenait Fivizzano, et faisait occuper les provinces de Carrare et de Massa, soulevées contre le duc de Modène, et celle de Pontremoli, dans le duché de Parme.

Le 27, au théâtre de la Pergola, il accueillait d'un modeste sourire le vivat qui le saluait *roi d'Étrurie!*

VII

Les habitants du duché de Modène ne furent pas les moins empressés à s'organiser pour aider à l'expulsion des étrangers. Afin de seconder plus librement le mouvement national, ils substituèrent à la régence, instituée par le duc le jour de sa fuite, un gouvernement provisoire, sous la présidence de Joseph Malmusi. Le peuple, constitué en garde civique, se chargea de la défense du territoire. Les troupes régulières et les volontaires pénétrèrent en Lombardie.

VIII

Le duc de Parme et de Plaisance, croyant qu'une adhésion empressée à l'enthousiasme des peuples et la prompte adoption d'une constitution libérale lui rendraient le gouvernement de ses États, publiait cette proclamation :

« Eu égard aux subites révolutions qui se succèdent, et voulant prouver, quel que puisse être mon sort futur, combien j'ai à cœur le salut et la puissance de l'Italie, et combien je déplore que la nécessité et la position

géographique et politique de ces États m'aient assujetti à l'influence étrangère, je déclare solennellement confier aujourd'hui mes destinées à l'arbitrage de Sa Sainteté Pie IX, de Sa Majesté Charles-Albert, roi de Sardaigne, et de Son Altesse Royale Léopold II, grand-duc de Toscane, lesquels décideront de l'avenir de ces provinces pour le meilleur bien et pour la plus grande force de l'Italie, prêt à accepter les compensations que l'équité de ces princes jugerait convenables.

» En attendant, voulant démontrer combien je désire la félicité de mon peuple, j'approuve le statut fondamental d'un gouvernement représentatif, qui m'a été proposé par la suprême régence, vers moi députée et dont je confirme les pouvoirs jusqu'à ce que le sort de ces États soit déterminé... Que Plaisance et Pontremoli reviennent à nous; j'oublie leurs soulèvements intempestifs... Que Parme me reste fidèle...

» Je jurerai le statut! J'enverrai un bataillon de ligne au secours des Lombards. Mon fils Ferdinand, à la tête de courageux citoyens qui veuillent le suivre, vous offre son bras! Il montrera, je l'espère, que le sang de la valeureuse maison de Savoie coule dans ses veines, et qu'elle est toujours vivante, la race de Henri IV! »

Les services du jeune duc, arrêté d'abord par suite d'une méprise causée par un déguisement de costume, ne furent pas acceptés à Milan, où il alla s'offrir; on n'y crut pas à la sincérité de son dévouement.

Ces singulières et tardives protestations du prince ne furent pas mieux accueillies dans ses États. On ne put ajouter foi à une conversion si rapide, exprimée en termes si humbles et si soumis. Le 9 avril, le duc,

regrettant un abaissement sans profit, insupportable à lui-même et aux autres, se retira, déclarant laisser l'État de Parme libre de nommer dans sa sagesse un « gouvernement provisoire en remplacement de la suprême régence, et plaçant cet État sous la haute tutelle et protection du magnanime roi Charles-Albert, lequel le regardera comme un des autres États italiens qui concourent ensemble à la grande œuvre de l'indépendance de l'Italie... »

Le conseil des Anciens nomma un gouvernement provisoire composé de MM. le comte Ferdinand de Castagnola, Jérôme Cantelli, Pierre Pellegrini, Louis Damitale, Joseph Bandini, Jean Caretti, Ferdinand Maestri. Délivrés de leur duc, les habitants purent se livrer à l'impulsion qui entraînait tous les peuples dans les plaines lombardes, et apporter au salut commun leur part de sacrifices.

IX

A Rome, la joie causée par les révolutions d'Allemagne, par le soulèvement de Vienne et l'insurrection de Milan, fut plus bruyante, plus expansive peut-être qu'en Piémont et en Toscane. Ces événements firent l'effet d'une commotion électrique. Aussitôt les cloches retentissent comme aux jours de fête. Des palais fastueux, des maisons délabrées, des riches comptoirs, des pauvres boutiques, les citoyens se précipitent sur les places publiques et dans les rues. Les uns tirent des coups de fusil, signes d'allégresse et de bataille; les autres se parent de bouquets de fleurs; ceux-là déploient les bannières tricolores au sommet des tours; ceux-ci

en ornent leurs fenêtres et leurs balcons; et de toutes les poitrines sortent ces cris : *Italie! Italie! Guerre à l'Autriche!* Sur la place de Venise, la foule accourt devant le palais de l'ambassadeur autrichien. Les armoiries sont arrachées, brisées, traînées, malgré les conseils des hommes prudents. Rien ne peut contenir la population. Au fronton du palais, un artiste inspiré s'élance et trace ces mots, expression des vœux de la nation : *Diète italienne.*

De là le peuple court au Capitole et à l'église d'Ara-Cœli; des actions de grâces y sont rendues au Seigneur; puis on se rassemble au Colisée, où le père Gavazzi et le docteur Massi soutiennent l'enthousiasme par une parole improvisée. Le soir, les illuminations brillent, et la ville qui, en signe de deuil pour les victimes de Milan, s'est abstenue de fêter, suivant la coutume, le dernier jour du carnaval, répare le temps perdu, et ravive les moccoletti, manifestation de sa joie italienne. Rien ne peut peindre le tableau de cette fièvre patriotique; chagrins domestiques, douleurs publiques, affaires, passions, haines, amours, tout semble oublié. On rit, on pleure, on s'exalte. La terre des morts, comme dit le poëte, tressaille, se ranime; elle vit! elle vit! car elle saisit les armes pour délivrer l'Italie.

X

Les volontaires se présentent. La cause est sacrée! La croix, symbole du sacrifice et du rachat de l'esclavage, est tracée sur leur poitrine. N'est-elle pas sainte, en effet, la guerre de l'indépendance? N'est-elle pas légitime, la guerre de la défense? N'est-il pas le fils chéri

de Dieu, celui qui combat pour sa famille, pour ses foyers, pour le tombeau de ses pères, pour l'honneur de sa patrie? Ils sont nobles et beaux les sentiments qui animent ce peuple, ce peuple entier! Il n'y a plus de dissidence tant que dure cet élan généreux et sublime. La jeunesse prend le fusil; le prêtre bénit la bannière; les congrégations portent de riches dons sur les tables dressées au milieu des places publiques. Le pape, les cardinaux, les princes, les bourgeois, les commerçants, les ouvriers, y versent, à flots pressés, leur tribut. Les dames donnent leurs bijoux; les jeunes filles, les ornements de leurs têtes; l'une d'elles, ne possédant rien, fait le don de sa belle chevelure. Le pape bénit les volontaires à leur départ, et leur adresse ces paroles : « Comme chef de l'Église, je suis en paix avec tout l'univers; mais comme prince italien, j'ai le droit de défendre la patrie italienne. Je vous bénis; la cause que vous défendez est sainte; Dieu la fera triompher. Je vous bénis encore une fois : combattez et triomphez au nom du Seigneur! »

XI

Le ministère du 10 mars avait été prévoyant; il avait, le plus possible, hâté ses préparatifs. Le 22, il publiait ce décret : « Considérant la gravité de la situation actuelle de l'État et de l'Italie, et l'urgence de pourvoir à la défense et à la sécurité des États pontificaux, aussi bien qu'à l'action commune des forces nationales italiennes; le conseil des ministres entendu; la volonté de Sa Sainteté s'étant manifestée; un corps d'observation sera formé, composé de la manière suivante : quatre

régiments d'infanterie; deux régiments de cavalerie; trois batteries d'artillerie de campagne; une compagnie d'artificiers détachée du corps de l'artillerie, et deux compagnies du génie. Les troupes étrangères (Suisses) enrôlées au service de Sa Sainteté se joindront à ce corps d'opération. » Le lendemain, l'organisation des volontaires fut décrétée et confiée au colonel Ferrari, valeureux Napolitain, jadis au service de la France, élevé au grade de général. Le général Durando, Piémontais, eut le commandement de toutes les forces romaines. L'armée régulière partit de Rome pour Bologne, le 24; Durando, la nuit même, avec ses aides de camp Massimo d'Azeglio et le comte Casanova; les volontaires et les gardes civiques, les 25 et 26. Dix mille hommes environ allaient à pas précipités se joindre aux forces piémontaises. Pas un instant n'avait été perdu!

XII

Les volontaires, en traversant chaque ville, chaque hameau, voyaient grossir leurs rangs. Des frères prédicateurs marchaient devant eux, recueillant des subsides de vêtements, de chevaux, de pain, d'argent. « Donnez! donnez! » s'écriaient-ils, « donnez pour la liberté de l'Italie! faites l'aumône à la patrie! » Et chacun apportait son tribut avec empressement.

Les volontaires des provinces s'illustraient par des coups de main hardis. Une colonne mobile de Ravenne, composée de gardes civiques, de Suisses, de dragons, avec deux pièces de canon, jointe aux gardes civiques de Bussi, San-Alberto et autres lieux voisins, obligeait le commandant de l'importante forteresse de Comac-

chio d'accepter, le 30 mars, une de ces capitulations que dictaient alors l'audace et la fortune.

Mille Bolonais, sous les ordres du lieutenant-colonel Mattei, avec une avant-garde commandée par Zambeccari, montraient autant de résolution sans obtenir le même succès, en accourant, le 30, à Ferrare, pour aider les habitants à s'emparer de la citadelle. Le commandant autrichien, après avoir abandonné les casernes de la ville, s'y était renfermé, résolu de s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité, et de détruire la cité. Les volontaires bravaient ces mesures, prêts à donner l'assaut; mais les habitants craignirent la dévastation, la ruine de Ferrare; le général Durando déclara ne pouvoir prendre cette citadelle sans un siége régulier; et elle resta au pouvoir de l'ennemi, cernée, mais recélant un péril permanent.

XIII

Pie IX, à la réception des proclamations de Léopold II et de Charles-Albert, voulut unir sa voix à celles des princes italiens. Lui! que l'on invoquait, de tous les points de la Péninsule, comme un guide sauveur, comme l'instrument de Dieu pour le rétablissement de la nationalité indépendante! lui! le témoin de l'enthousiasme des peuples dont il était le pasteur, pouvait-il s'abstenir de faire entendre ses pieuses exhortations? Nous donnons *in extenso* cet intéressant et curieux document du 30 mars :

« Les événements qui, depuis deux mois, se succèdent et s'accumulent avec une si grande rapidité ne sont pas une œuvre humaine. Malheur à qui, dans cette

tempête par laquelle sont agités, arrachés et mis en pièces les cèdres et les roseaux, n'entend pas la voix du Seigneur !

» Malheur à l'orgueil humain, s'il rapporte à la faute ou au mérite de quelques hommes ces changements merveilleux, au lieu d'adorer les secrets desseins de la Providence, soit qu'ils se manifestent dans les voies de la justice ou dans les voies de la miséricorde ; de cette Providence dans les mains de laquelle sont toutes les extrémités de la terre ! Et nous, à qui la parole est donnée pour interpréter la muette éloquence des œuvres de Dieu, nous ne pouvons pas garder le silence au milieu des désirs, des craintes, des espérances, qui agitent les âmes de nos enfants.

» Et d'abord, nous devons dire que si notre cœur a été ému en apprenant comment, dans une partie de l'Italie, par les efforts de la religion, de grands malheurs ont été prévenus, et comment, par les actes de la charité, s'est révélée la noblesse des âmes, nous ne pouvons pas cependant, nous ne pourrions jamais, ne pas être profondément affligé des offenses faites en d'autres lieux aux ministres de cette religion même. Et quand bien même, manquant à notre devoir, nous nous tairions sur ces faits, notre silence ne pourrait pas faire qu'ils ne diminuassent l'efficacité de nos bénédictions.

» Nous ne pouvons pas non plus nous dispenser de vous dire que bien user de la victoire est plus grand et plus difficile que vaincre. Si le temps présent vous rappelle une autre époque de votre histoire, que du moins les fautes des aïeux soient utiles à leurs descendants.

» Rappelez-vous que toute stabilité et toute prospé-

rité a pour première raison civile la concorde; que Dieu seul est celui qui rend unanimes les habitants d'une même maison; que Dieu n'accorde ce don qu'à l'humilité, à la mansuétude, qu'à ceux qui respectent ses lois dans la liberté de son Église, dans l'ordre de la société, dans la charité envers tous les hommes. Rappelez-vous que la justice seule édifie, que les passions détruisent, et que celui qui prend le nom de Roi des rois s'appelle aussi lui-même le dominateur des peuples.

» Puissent nos prières monter devant le Seigneur et faire descendre sur vous cet esprit de conseil, de force et de sagesse, dont la crainte de Dieu est le principe, afin que nos yeux voient la paix sur toute cette terre d'Italie! Si, dans notre charité universelle pour tout le monde catholique, nous ne pouvons pas l'appeler la plus aimée, Dieu a voulu pourtant qu'elle fût plus près de nous que toute autre. »

Cette parole sacrée, plaçant sous l'égide de Dieu le mouvement qui emportait l'Italie vers sa liberté, le proclamant comme l'œuvre de la Providence, ces conseils, grands par leur humilité même, simples comme la sagesse, doux comme l'amour du prochain, sanctifiaient les efforts de tous, pénétraient dans la conscience la plus timide, ajoutaient la ferveur au patriotisme, et accroissaient la popularité de Pie IX.

XIV

Dans cette proclamation, le pape n'avait pu retenir l'expression de ses sympathies pour les jésuites. A ses yeux, les méfiances, les poursuites, les soulèvements contre eux, étaient des persécutions injustes. Les accu-

sations dont ils étaient l'objet lui paraissaient nées de préjugés et non motivées par les faits. La destruction de leurs couvents, leur expulsion violente, l'affligeaient profondément. Mais les peuples pensaient différemment; ils persistaient à voir en eux leurs ennemis intérieurs les plus prononcés et les plus astucieux. A Rome même l'influence de Pie IX ne pouvait plus contenir l'explosion de l'antipathie publique; et la garde civique faisait entendre au gouvernement qu'elle ne pourrait les défendre.

Dans de telles circonstances, la déclaration suivante fut publiée dans la gazette officielle du 1er avril :

« Plusieurs fois on a soumis à Sa Sainteté les instances des révérends pères jésuites, par lesquelles ils exposaient les angoisses dont leur compagnie est travaillée, même dans cette capitale, et la nécessité qu'il fût pourvu à leur sûreté personnelle. Le saint-père, qui a toujours regardé avec une extrême bienveillance ces religieux, comme des infatigables auxiliaires dans la vigne du Seigneur, n'a pu qu'éprouver une nouvelle et plus vive amertume devant une si malheureuse situation. Toutefois, eu égard à l'irritation toujours croissante des esprits et à la diversité des partis, qui menacent d'amener de sérieuses conséquences, force lui a été donnée de prendre en sérieuse considération la gravité de la question. Il a donc voulu, avant-hier, par l'entremise d'un haut personnage, faire connaître au révérend père général de la Compagnie les sentiments exprimés ci-dessus, en même temps que la perplexité où il se trouvait par la difficulté des temps et le danger de quelques sérieux accidents. Sur cette signification, le révérend père général ayant convoqué les pères

consulteurs à délibérer, il a été résolu par eux de céder à la force des circonstances, ne voulant pas que leur présence servît de prétexte à quelque grave désordre et à l'effusion du sang.

» Ensuite de quoi, les mesures nécessaires ont été prises avec le révérend père général, tant pour la manière d'effectuer cette résolution, qu'afin de pourvoir aux écoles du collége romain, aux maisons religieuses par eux habitées, et aux soins de leurs biens et de leurs propriétés, en sorte que leur entretien soit ainsi spécialement assuré. »

Le cardinal Castruccio Castracane fut chargé, avec le père Rothoan, général des jésuites, de l'exécution de ces résolutions. Le cardinal Vizzardelli eut soin de leurs biens et de leurs affaires; la direction des écoles fut confiée à des instituteurs ecclésiastiques; et les jésuites se dispersèrent, sans donner lieu au moindre désordre dans certains quartiers pauvres de Rome, où ils passaient pour exercer quelque action. Les uns se dirigèrent vers la France, d'autres vers l'Angleterre ou vers Naples. Il y en eut qui se retirèrent dans les environs de la cité, prêts à ressaisir leur position le jour où ils pourraient la rétablir. Mais tous ne quittèrent pas Rome !

XV

La proclamation adressée aux peuples d'Italie par Pie IX avait une modération de rédaction qui était dans le caractère du père de l'Église. Le général Durando devait donner à la sienne le caractère du soldat. Le 5 avril, à Bologne, il disait :

« Soldats !

» Nous avons été bénis par la main du grand pontife, comme le furent nos ancêtres combattant sur la noble terre lombarde. Le saint, le juste, le bon, parmi tous les hommes, a compris que, contre celui qui foule aux pieds tout droit, toute loi divine et humaine, la raison extrême des armes est la seule juste, la seule possible.

» Le moment est venu où la compassion habituelle à son cœur serait devenue une connivence coupable avec l'iniquité, car il a reconnu que l'Italie, si elle ne savait pas se défendre, était condamnée par le gouvernement autrichien au pillage, au viol, à la cruauté d'une milice sauvage, à l'incendie, à l'assassinat, à la ruine.

» Radetzki fait la guerre à la croix du Christ.

» Pie IX a béni vos épées, réunies à celle de Charles-Albert.

» Vos épées doivent opérer l'extermination des ennemis de Dieu et de l'Italie, et de ceux qui ont outragé Pie IX, profané les églises de Mantoue et assassiné nos frères lombards. Cette guerre de civilisation contre la barbarie n'est point seulement une guerre nationale, c'est une guerre chrétienne! Soldats! il est convenu dès lors et j'ai ordonné que tous nous portions la croix du Christ. Tous ceux qui appartiennent à l'armée d'opération la porteront sur le cœur, comme ils la verront sur ma poitrine. Avec la croix et par elle, nous serons victorieux comme le furent nos pères! Que notre cri de guerre soit : Dieu le veut! »

Ce langage était dicté par la situation même. Durando et ses conseillers, d'Azeglio et Casanova, tous trois Piémontais, cherchaient à s'élever à la hauteur des

passions qui les entouraient, afin d'acquérir assez de force pour conduire et diriger leur armée. Ils voulaient aussi répondre aux accusations de lenteur que l'on commençait à murmurer contre eux, parce que, le 5 avril, ils étaient encore à Bologne. On ne leur tenait pas compte de la difficulté de concentrer des troupes et des colonnes qu'ils avaient devancées dans leur marche précipitée, et dont une grande partie avait 400 milles d'étendue à parcourir pour arriver à la frontière.

La proclamation du chef d'armée du prince italien troubla vivement le cœur du pape, chef de la chrétienté. Il ne pouvait accepter des expressions aussi véhémentes prononcées en son nom. Sa conscience en fut douloureusement émue, et ne put se taire. Il fit publier, dans la gazette du gouvernement du 10 avril, ce désaveu : « Un ordre du jour aux soldats, daté de Bologne, le 5 avril, exprime des idées et des sentiments comme s'ils sortaient de la bouche de Sa Sainteté. Le pape, quand il veut faire une déclaration de sentiments, parle *ex se,* et jamais par la bouche d'aucun subalterne. »

XVI

Pie IX avait reçu, le 28 mars, le comte Rignon, envoyé par Charles-Albert pour lui annoncer sa résolution d'entrer en Lombardie. Il avait aussitôt adressé son légat extraordinaire, monseigneur Corboli Bussi, au roi de Piémont, avec mission de l'inviter à former à Rome une ligue italienne, et de solliciter un emprunt nécessaire aux dépenses de son armée. Il avait égale-

ment autorisé, le 28, le ministre de la guerre, Aldobrandini, à donner aux troupes et aux volontaires parvenus à Bologne l'ordre si impatiemment désiré de passer le Pô. Mais, pressé par son ministère, qui ne lui cachait pas que non-seulement il s'agissait de traverser le fleuve, mais encore de faire une guerre où il y aurait grande mort d'hommes, il hésitait, prétextait de la nécessité d'attendre les nouvelles du Piémont, et cependant donnait l'autorisation « de faire ce qui serait indispensable pour la sûreté et le bien des États pontificaux ».

De même que Charles-Albert, Pie IX était en proie à des sentiments opposés, qui portaient l'indécision et le trouble dans ses esprits. Il ne flottait pas, comme lui, entre la crainte de la république, de la France, et l'ambition d'une couronne nouvelle. Le respect de la République française pour les autels l'avait rassuré, et, plus modeste, il ne rêvait aucun agrandissement de ses États. Mais il était partagé entre les inspirations de sa conscience de chef de la chrétienté et les nécessités et les intérêts du prince italien. Le spirituel et le temporel se confondaient dans son âme, et il avait peine à les séparer. Lui! pape! dépositaire d'une autorité qui n'avait pour limite que les devoirs envers Dieu! lui! conservateur de la tradition que les premiers évêques avaient sanctifiée par le martyre! lui! héritier de saint Pierre! lui! pontife entouré de l'hommage de deux cents millions de chrétiens! lui! pouvait-il descendre dans la lice sanglante, se mêler aux passions, aux débats, aux révolutions des peuples, épouser leurs haines, leurs vengeances, leurs colères? Sa piété, sa sagesse, sa modération disaient non! Mais n'était-il pas

aussi le monarque gouvernant une province italienne? Ses États n'avaient-ils pas subi l'humiliation d'un patronage étranger? Ferrare n'avait-il pas vu souvent, contrairement aux traités, le pied du soldat ennemi fouler le sol de la patrie? N'avait-il pas un cœur italien? N'avait-il pas à remplir les devoirs du citoyen? Et, lorsque la nation entière se levait pour expulser l'étranger, lorsque de toutes parts princes et peuples, redressant haut et ferme leur bannière, s'écriaient : « Délivrons l'Italie! » serait-il donc le seul de sa race qui fût sourd à cet appel de l'honneur et de la liberté? Non! il ne le pouvait pas!

Dans les premiers jours de son élection, il avait voulu remplir une mission de conciliateur. Partisan d'une liberté tempérée et de réformes progressives, il en avait espéré pour l'Église une splendeur nouvelle; pour la religion, une puissance plus étendue sur les âmes; puis, il se voyait peu à peu entraîné plus loin et pressé de plus en plus. Où s'arrêterait-il? Il n'avançait plus qu'en tremblant. Il craignait désormais de compromettre l'autorité du chef de la papauté, qui lui avait été transmise et qu'il devait transmettre. La popularité commençait à l'effrayer s'il se voyait contraint à lui faire des sacrifices de conscience. Les applaudissements commençaient à le troubler, s'ils étaient le prix de concessions religieuses. Les cardinaux, le clergé, mécontents de se voir arracher des mains un pouvoir qui passait aux laïques, agissaient sur son esprit. Placé entre ceux qui regrettaient les positions perdues et le peuple qui, le voyant hésiter dans la route primitivement tracée, ne lui disait plus que d'une voix affaiblie : *Corragio! santo padre!* il subis-

sait les effets de cette situation double et de pape et de prince, qui a tant de fois troublé l'Église.

Et l'armée romaine, qui devait plus ou moins obéir à la direction d'un tel souverain, n'en devait-elle pas être affaiblie dans son moral et dans son action? Que pouvait-elle espérer, lorsque le premier acte de son général avait été frappé d'un triste désaveu, conséquence fatale d'une position incertaine?

XVII

Dans le royaume de Naples, le peuple et le roi vivaient dans une mutuelle méfiance. La lente publication de la loi électorale, le retard prolongé de l'organisation de la garde nationale, une répugnance dissimulée, mais visible, à lui distribuer des armes, l'ouverture des Chambres reculée au mois de mai, une inaction cachée sous des apparences verbeuses, faisaient naître des soupçons continuels. Des soupçons on était passé aux murmures; des murmures, aux accusations de trahison contre M. Bozzelli, ancien chef du parti libéral devenu ministre influent du cabinet. Le conseil avait été plusieurs fois modifié; lui s'était maintenu! Au duc de Serra-Capriola avait succédé le prince de Cariati, président et ministre des affaires étrangères. MM. Saliceti, Savarese, le colonel Degli Uberti, Poerio, avaient remplacé les ministres de la justice, des travaux publics, de la guerre et de la marine, de l'instruction publique. M. Bozzelli avait conservé l'intérieur, Dentice les finances, et Bonnano les cultes. Peu après, Saliceti, soutenu par Andrea Romeo et Costabile Carducci, qui lui promettaient l'appui des Calabrais et des Cilentani,

ayant voulu imposer un programme avancé, odieux au roi par la dureté de son langage et de ses exigences, non secondé par ses collègues, avait dû transmettre son portefeuille à M. Mascarelli. Ferdinand temporisait avec ses ministres, et reculait devant l'acceptation de réformes devenues nécessaires. Les citoyens, divisés entre eux, dispersés dans leurs nombreux cercles, se laissant aller aux séductions des places, n'avaient assez d'énergie ni pour se soulever ni pour se soumettre, et composaient continuellement avec un monarque auquel ils reprochaient de ruser et de tromper.

Telle était la situation lorsque, le 25 mars, on apprit les événements de Vienne et de Milan. L'agitation prit bientôt le caractère d'une émeute. Le peuple arracha les écussons de l'ambassade d'Autriche, et se porta au ministère de l'intérieur en criant : « A bas Bozzelli! à bas le renégat! Secours aux Lombards! » Le lendemain parut cette proclamation :

« Le gouvernement du roi prévient le public que des registres sont ouverts dans les douze postes de la garde nationale de la capitale, pour inscrire les jeunes gens, généreux et brûlant de l'amour de la patrie, qui veulent faire partie des corps de volontaires prêts à s'embarquer pour Livourne, d'où ils se dirigeront vers la haute Italie, organisés militairement en compagnies, bataillons et régiments.

» A cet effet, le gouvernement a déjà pourvu à l'armement des susdits volontaires, et a désigné les bateaux à vapeur qui devront les transporter à Livourne.

» On prévient que tous les noms de ceux qui partiront seront publiés et inscrits dans le journal officiel.

XVIII

Les démonstrations ayant recommencé plus violentes que la veille, les troupes se mirent en bataille devant le palais. L'effervescence s'en accrut. Les cris de « A bas les ministres! Secours aux Lombards! » se firent entendre avec plus de colère. Le colonel de la garde nationale, Gabriel Pepe, vint annoncer au nom du roi que le ministère serait changé, et que des ordres seraient donnés pour l'envoi de secours à la Lombardie. Le 27, en effet, la feuille officielle insérait la démission des ministres. Naples se trouva alors dans l'anarchie la plus grande. La crise ministérielle dura huit jours. Chacun de ces jours, agitation sur la place publique, rumeurs, formation de listes et de programmes dans les cercles, démonstrations de la force armée dans les rues, allées et venues à la cour, persistance du roi à refuser des réformes plus avancées que le statut du 29 janvier, protestation et départ de l'ambassadeur d'Autriche, ardeurs de la jeunesse voulant s'organiser et partir, cris, tumultes, ambitions éveillées, soif de progrès, dévouement, perfidie, calculs; tout se confondait, et faisait craindre à chaque instant que le dénoûment du drame, où tant de passions et d'incidents étaient en ébullition, éclatât en une bataille sanglante. Il n'en fut rien. La volonté et l'audace manquèrent des deux côtés.

XIX

Le général Guillaume Pepe arrivait à Naples, le 29, au milieu de cet interrègne ministériel. Après vingt-

huit ans d'exil, noblement supportés, il revoyait la patrie adorée. Illustre par son courage, par ses principes libéraux, par les services rendus, par le rôle éminent qu'il avait rempli dans son pays lors de la révolution de 1820, cet homme de cœur fut aussitôt appelé et caressé par le roi. Dans une entrevue dont il s'est fait lui-même l'historien, il cita à Ferdinand un exemple facile à suivre. — « Lequel donc? » répliqua le roi. — « Sire, celui du roi des Belges, dont la conduite envers ses peuples est telle, qu'ils le supplient d'une voix unanime de ne pas abandonner le trône qu'il occupe. »

Le conseil ne fut pas écouté. Le général, sollicité de former un ministère, présenta au roi une liste sur laquelle étaient inscrits, avec son nom à la présidence, ceux de Saliceti, Conforti, Dragonetti, Poerio, Uberti, Savarese, Cariati, Lieto, et un programme où il demandait : pleins pouvoirs pour la Chambre des députés, afin d'asseoir le statut sur les bases les plus larges; suspension, jusque-là, de la Chambre des pairs; refonte radicale de la loi électorale, ainsi que d'autres réformes; envoi d'une armée en Lombardie. Il reçut cette réplique : « Sa Majesté ne peut changer la constitution jurée par elle et par tous. Il appartiendra aux pouvoirs légaux, c'est-à-dire au roi et aux deux Chambres, de développer et de féconder la constitution donnée le 29 janvier, sans en changer l'essence. Le ministère que l'on propose ne peut donc être accepté. Les adresses que Sa Majesté reçoit de toutes parts ne font que la confirmer dans l'idée qu'elle manquerait à ses devoirs envers son pays en changeant la constitution existante. »

Pepe, pour calmer les scrupules du roi, lui fit répondre « que si, pour satisfaire à l'opinion publique, il substituait à la constitution restreinte qu'il avait suivie jusqu'ici une constitution deux fois plus libérale, il serait parjure absolument au même titre qu'un homme qui, ayant promis par serment une somme de cent mille francs, en payerait une de deux cent mille. »

XX

Le roi cependant se vit obligé de faire des concessions pour parvenir à former un ministère libéral, qui satisfît l'opinion publique et détendît une situation menaçante. Le 3 avril, furent appelés au conseil : MM. Degli Uberti, Dragonetti, Giovanni Vignale, Pietro Ferretti, Rafaele del Giudice, sous la présidence de M. Carlo Troja.

Le programme de ce ministère, publié le 4, renfermait ces conditions, acceptées par le roi : fixation la plus prompte possible du jour de l'élection des députés; cens des députés abaissé à celui des électeurs; adjonction des capacités sur les listes électorales; nomination, pour la première fois, de cinquante pairs choisis parmi des candidats élus par les électeurs; faculté, pour les deux Chambres d'accord avec le roi, de modifier la constitution, surtout en ce qui concerne la Chambre des pairs; envoi instantané d'agents diplomatiques chargés d'instituer une ligue avec les autres États d'Italie; mise à la disposition de la ligue italienne d'un fort contingent de troupes partant promptement pour la frontière; départ immédiat d'un régiment de ligne, par la voie de mer; union des couleurs italiennes aux insignes royaux; armement rapide des gardes nationales

de tout le royaume; envoi dans les provinces de délégués organisateurs.

En exécution de ce programme, Ferdinand déclarait, dans la première conférence tenue avec ses nouveaux ministres, avoir ordonné : l'appel de la réserve; l'augmentation de l'armée proportionnellement aux besoins; l'embarquement pour Livourne du 10e de ligne; le prompt départ d'un corps de troupes pour la frontière; l'invitation aux amis de la cause italienne de concourir, de tous leurs moyens, à pourvoir l'armée de chevaux, mulets, argent et tout autre secours; le remboursement en bons sur le Trésor, s'il était réclamé. Sa Majesté annonçait avoir montré l'exemple par le don de vingt des plus beaux chevaux de ses écuries.

XXI

Le roi s'adressait, le 7, à la nation elle-même :

« Peuples très-aimés!

» Votre roi partage avec vous ce vif intérêt que la cause italienne inspire à tous les cœurs. C'est pour cela qu'il a résolu de contribuer au triomphe de cette cause avec toutes les forces que nous laisse disponibles notre position particulière dans une partie de ce royaume. Bien que non arrêtée par des actes certains et invariables, nous considérons comme existante de fait la ligue italienne, parce que l'universel accord des princes et des peuples de la Péninsule nous la fait regarder comme déjà conclue. Ce congrès, que nous fûmes les premiers à proposer, étant près de se réunir à Rome, nous sommes aussi les premiers à y envoyer les représentants de cette partie de la grande famille italienne.

» Déjà nous avons fait une expédition par voie de mer; et déjà une division a été mise en mouvement le long de l'Adriatique pour opérer de concert avec l'Italie centrale. Le sort de la commune patrie va se décider dans les plaines de la Lombardie. C'est une dette de tout prince et de tout peuple de la Péninsule d'accourir pour prendre part à la lutte qui doit assurer l'indépendance, la liberté et la gloire. Nous, bien que retenus par des nécessités particulières qui tiennent occupée une belle partie de notre armée, nous entendons y concourir avec toutes nos forces de terre et de mer, avec nos arsenaux, avec les trésors de la nation. Nos frères nous attendent au champ d'honneur, et nous ne manquerons pas là où il y aura à combattre pour le grand intérêt de la nationalité italienne.

» Peuples des Deux-Siciles, serrez-vous autour de votre prince ! Restons unis pour être forts et pour être craints, et préparons-nous au combat avec le calme qui naît du sentiment de la force et du courage ! Confions-nous à la valeur de l'armée pour avoir dans cette magnanime entreprise une glorieuse part qui revienne à la plus grande principauté de la Péninsule. Pour déployer toute notre vigueur au dehors, nous avons besoin de concorde et de paix à l'intérieur; et nous comptons sur l'excellent esprit de notre belle garde nationale, sur l'amour de notre peuple, pour la conservation de l'ordre et l'observation de la loi, comme lui-même devra compter toujours sur notre loyauté et sur notre amour des libérales institutions que nous avons solennellement jurées et que nous entendons maintenir au prix des plus grands sacrifices.

» Union! abnégation! fermeté! et l'indépendance

de notre belle Italie sera obtenue! Que ce soit notre unique pensée! Une passion si généreuse doit faire taire toutes les autres moins nobles! Et vingt-quatre millions d'Italiens auront, prochainement, une patrie puissante, un commun et très-riche patrimoine de gloire, et une nationalité respectée qui pèsera beaucoup dans les balances politiques du monde. »

Paroles sublimes, si elles avaient été sincères! Pourquoi donc les rois ont-ils toujours des langages de circonstance qui n'engagent point, des serments qui ne lient point? A l'époque de lumières où nous vivons, ne voient-ils donc pas qu'en se jouant ainsi de la parole donnée et de la loi morale, ils détruisent la foi que certains peuples ont encore en eux? Et s'ils se bornent à n'être plus considérés que comme des nécessités, là où l'estime n'est plus, la royauté n'est plus qu'une institution viciée, qui sera brisée par les nations le jour où elles croiront pouvoir s'en passer! Une couronne est-elle donc préférable à la conscience et à l'honneur, qu'on ne puisse la déposer pour conserver la conscience et l'honneur? Ou bien y a-t-il là une incompatibilité radicale? Que les peuples le sachent et le proclament!

XXII

Le 29 mars, *le Virgile* avait déjà conduit à Gênes 200 volontaires, partant pour la haute Italie sous la direction de la princesse Trivulce de Belgiojoso; d'autres suivirent bientôt, ainsi que le 10e de ligne, par la voie de Livourne. Le 7e régiment marcha vers les frontières romaines. Ce furent ces volontaires, ces soldats, avec le général Pepe, avec le capitaine Ulloa, que le talent,

le patriotisme et le courage élevèrent par la suite au grade de général, et tant d'autres dont l'énumération serait trop longue, qui devaient relever les armes napolitaines à la hauteur des plus braves. Ce furent ceux-là qui, triés par les blessures et la mort, réhabilitèrent sur le champ d'honneur la bannière de leur patrie. Ce sont ceux-là que leurs concitoyens doivent honorer sans distinction d'opinions, car ils ont payé de leur chair et de leur sang une réputation nouvelle, vivifiée par le sacrifice.

XXIII

Pepe avait accepté le commandement de l'expédition, qui devait être de 40 000 hommes. Mais, après le premier envoi du 10e de ligne, l'organisation des troupes était lente et entravée par des difficultés incessantes. Désespéré de ces retards, impatient de secourir la Vénétie, le général alla trouver le roi, et lui posa franchement cette question : « Sire, il est naturel qu'ayant épousé une princesse autrichienne, vous éprouviez de la répugnance à combattre l'Autriche. » Sans le laisser achever, le roi répondit : « Vous êtes dans l'erreur, j'ai toujours détesté les Autrichiens! » Alors le général lui conseilla de marcher à la tête d'une armée de soixante mille hommes et de sa flotte; d'aller dicter, sur les bords de l'Isonzo, des conditions à l'Autriche; de contre-balancer les influences de Charles-Albert et de Pie IX; de conquérir l'indépendance et la nationalité de l'Italie; de mériter la reconnaissance et l'amour des peuples, et de se couvrir d'une gloire immortelle. « Les Siciliens, » ajoutait-il, « ne résisteront plus au sauveur de l'Italie.

Je vous offre d'aller moi-même vous les ramener, sans verser une seule goutte de sang. »

Le plan était beau, vaste, politique. Agir en vrai roi constitutionnel, sans arrière-pensée; ramener tous les peuples qu'il gouvernait, par l'élévation, la noblesse, la bravoure de sa conduite: devenir ainsi l'arbitre des destinées de l'Italie! Ferdinand ne le comprit point. Nul doute que ce plan grandiose eût été couronné par un plein succès. Soixante mille hommes ralliant les forces romaines et vénètes, pénétrant en Vénétie, soutenus par les flottes sarde et napolitaine, tandis que le roi de Piémont, avec soixante mille hommes de troupes sardes, toscanes et lombardes, s'avancerait sur l'Adige, c'était prendre l'armée autrichienne des deux côtés, et la forcer à évacuer l'Italie. Alors l'Italie victorieuse eût pu s'écrier avec joie et orgueil : « *L'Italia ha fatto da se!* »

Cette solution glorieuse pacifiait l'intérieur du royaume et la Sicile, donnait à Ferdinand la prépondérance qu'il cherchait à disputer à Charles-Albert lorsqu'il provoquait une ligue italienne à Rome, lui permettait de limiter les réformes à la charte octroyée, et d'étouffer toute tendance républicaine. Ferdinand ne put pas, ne sut pas élever son esprit à cette hauteur. Ces trois périls qui menaçaient son trône : la révolution, la Sicile, les aspirations de Charles-Albert à la royauté d'Italie, il ne put pas, il ne sut pas les éteindre par les grands moyens. Il ne songea qu'à ruser avec la Révolution, qu'à soumettre la Sicile par la force, qu'à contrecarrer les projets ambitieux de Charles-Albert en le serrant dans les nœuds d'une ligue italienne et en restreignant autant que possible l'envoi de ses armées en Vénétie.

XXIV

La position particulière de la Sicile, en guerre avec le roi de Naples, ne permettait pas aux Siciliens de concourir avec efficacité à la délivrance de l'Italie. Les propositions qui leur avaient été portées par lord Minto de la part du roi ayant été repoussées, le roi avait déclaré nuls tous les actes d'un pays insurgé contre son souverain légitime. Le parlement de Sicile, réuni le 26, avait répondu en élisant, dans les deux Chambres, Président du royaume Ruggiero Settimo, et en nommant ministres MM. Mariano Stabile, Riso, La Lumia, Calvi, le marquis Corda et le prince Scordia.

Le gouvernement sicilien vit, dans l'appel fait par le roi de Naples, le 7 avril, aux peuples des deux royaumes, un danger pour la popularité de sa cause. Cette cause ne cesserait-elle point en effet de paraître juste, si la Sicile, refusant de se rallier à l'armée napolitaine, retenait loin de la Lombardie une partie de cette armée, si, au moment où il fallait grouper la grande famille, elle occasionnait une division qui affaiblirait les forces italiennes dans la guerre contre l'étranger? Le gouvernement sicilien crut prouver son patriotisme italien en précipitant les événements, en envoyant des députés à la ligue italienne, en proclamant la déchéance de Ferdinand, et en ouvrant des négociations pour lui substituer un autre prince italien.

XXV

Le 13 avril, dans la Chambre des communes rassemblée sous la présidence du marquis de Torrearsa, le

ministre des affaires étrangères déclara : « La Sicile veut faire partie de la ligue italienne, et elle saura déjouer les intrigues du roi de Naples. » M. Pater Nostro : « La Sicile a un roi qu'elle ne doit plus avoir. Il faut décréter, séance tenante, que Ferdinand de Bourbon, avec sa dynastie, est déchu du trône de la Sicile. » — M. La Farina : « La Sicile ne peut choisir qu'entre deux familles, celle de Toscane et celle de Savoie. Mais, avant tout, songeons à nous-mêmes! organisons-nous! prenons des forces! et que tous sachent que nous voulons rester Italiens! L'avenir décidera ce que nous devons être, ou État constitutionnel sous un prince italien, ou République, si la Providence sourit à l'Italie.» (Applaudissements.) — Après quelques mots de M. Perez, M. Interdonato s'écrie qu'il faut « proclamer la déchéance de Ferdinand et de sa dynastie, la monarchie républicaine, le gouvernement d'un prince italien; et la patrie sera sauvée ». (Applaudissements.)

Le décret de déchéance fut voté le jour même, et publié par le gouvernement :

« Article 1er. Ferdinand de Bourbon et sa dynastie sont pour toujours déchus du trône de Sicile.

» Art. 2. La Sicile sera régie par un gouvernement constitutionnel. Après avoir réformé sa Constitution, elle appellera au trône un prince italien.

» Fait et délibéré à Palerme, le 13 avril 1848.

» *Le président de la Chambre des communes,*
» M. DE TORREARSA.

» *Le président de la Chambre des pairs,*
» DUC DE SERRA DIFALCO.

» Pour copie conforme : TORREARSA.

» *Le secrétaire*, CALVI.

» *Le président du royaume*,

» RUGGIERO SETTIMO. »

XXVI

Ce décret fut accueilli avec enthousiasme. Le souvenir du bombardement était vivace. Le sang du combat n'avait pas encore séché. Aussi la foule se répandit dans les rues, et de toutes parts on entendit : A bas le roi *bombardatore!* Les statues des Bourbons furent brisées; celles de bronze, fondues pour en faire des canons. Deux seulement furent conservées : l'une, de Charles III, qui passait pour un roi juste et bienfaisant; l'autre, de Juan d'Autriche, le héros de Lépante, qui avait préservé les rives de la Méditerranée du ravage des mahométans. Le peuple, dans sa colère, savait respecter la bonté, la justice et la gloire.

MM. Amari, La Farina, Scolia, Pisano, le prince Granatelli, partirent sur-le-champ, pour représenter la Sicile dans la ligue italienne et auprès des autres gouvernements italiens.

Le président du royaume demanda l'autorisation de départ pour la Lombardie de 100 volontaires siciliens, sous la direction de La Masa, et les subsides nécessaires. La Sicile prouvait ainsi son bon vouloir, sans avoir la prétention d'envoyer un secours réel.

Dans la Péninsule, les patriotes se demandèrent s'il n'eût pas mieux valu suspendre cette déchéance jusqu'au moment où Ferdinand eût refusé ses secours à la Lombardie et à la Vénétie; ou même proclamer la répu-

blique, plutôt que de jeter au milieu des princes italiens, comme pomme de discorde, un royaume, à l'instant même où leur union était indispensable à l'expulsion de l'étranger.

XXVII

« Ferdinand II, par la grâce de Dieu roi du royaume des Deux-Siciles, de Jérusalem, etc., duc de Parme, Plaisance, Castro, etc., grand prince héréditaire de Toscane, etc., » protesta, le 18 avril, de l'avis unanime de son conseil, contre l'acte de déchéance, comme il avait déjà protesté, le 22 mars, « ledit acte lésant les droits sacrés de sa personne royale, de sa dynastie, et l'unité et l'intégrité de la monarchie et de la Constitution jurée par lui; le proclamant illégal, vain, nul et d'aucune valeur. » Le ministère napolitain, quelque libéral qu'il fût, ne pouvait laisser, sans protestation, se déchirer en deux le royaume des Deux-Siciles.

XXVIII

Dans tous les États de l'Italie, on le voit clairement, l'initiative de la guerre contre l'Autriche est prise par les peuples. Partout le mouvement est identique, spontané. Les peuples sont d'accord dans la résolution d'expulser l'étranger et de constituer la nationalité italienne, de même qu'ils ont été d'accord dans la réclamation de leurs libertés. Tous offrent leur sang, leurs biens, leur vie! Tous accourent sur le champ de bataille.

Les princes, eux, sont entraînés. Ils suivent une impulsion au milieu de sentiments contraires. Charles-

Albert est vacillant entre la crainte de la république et son ambition; le grand-duc de Toscane, entre ses liens de famille avec la maison d'Autriche, le danger du soulèvement et le désir d'arrondir ses États; Pie IX, entre sa popularité, son influence, ses devoirs comme prince italien, et sa conscience comme chef de l'Église; le roi de Naples, entre la révolution qui le menace, la Sicile qui se sépare, et la volonté de réserver ses armées à la défense de sa souveraineté absolue. Ces trois derniers princes, également retenus par leur rivalité de position contre le roi de Sardaigne, divisés par leurs intérêts, par leurs vues, sont, au fond de l'âme, ce que l'histoire nous les a montrés de tout temps, hostiles les uns aux autres.

Cependant, ce sont les princes qui commandent, si ce sont les peuples qui les poussent. Charles-Albert marche à la tête de ses troupes. Sous les ordres de leurs gouvernements respectifs, le général d'Arco Ferrari conduit les Toscans; Durando, les Romains; Pepe, les Napolitains. Les Lombards soumettent la direction de leurs forces à un gouvernement provisoire, qui les unit à celles du Piémont. Les Vénètes, qui ont reconstitué leur antique république, ont un président et un ministère, mais pas de général. Les Modénais, les Parmesans, attendent un chef. A côté se pressent pêle-mêle une foule de volontaires ne relevant que de leur courage et de leur patriotisme. Les efforts sont unanimes.

Mais où donc est l'unité dans la volonté, la concentration dans les forces, cette unité, cette concentration, indispensables au succès? Où est le plan concerté que chacun doit suivre avec ensemble? Hélas! aucun traité ne lie entre eux ni les princes ni les peuples. Chacun

va au hasard, où le hasard le mène. Que va-t-il advenir?

XXIX

Les peuples réclamaient, par sentiment, une assemblée nationale italienne, ou bien au moins une ligue de représentants de tous les États. L'heure de cette assemblée n'était pas venue; aux propositions de cette ligue, présentées par le roi de Naples et par Pie IX, Charles-Albert répondit par un refus.

Charles-Albert voulait bien accepter le concours de tous, mais il refusait de s'engager, de soumettre ses idées, ses desseins, à une délibération des princes ou des peuples. Ce qui permit à ses adversaires de dire qu'il aspirait à l'union piémontaise, et non à l'union italienne.

Les délégués, réunis à Rome, attendirent vainement les délégués du roi de Sardaigne. Cette absence y fit naître des méfiances et des soupçons, tandis que les démarches actives de ses partisans en Sicile faisaient naître à Naples des préventions et des haines.

CHAPITRE SEPTIÈME.

Exilés italiens en France.—Lamartine leur offre l'épée de la France.—Mazzini refuse et prononce les mêmes paroles que Charles-Albert.—Offres de Lamartine au général Pepe. — Conseil de Gioberti. — Illusions des Italiens. — Correspondance de Bixio, chargé d'affaires de France à Turin. — Passage du Mincio par les Piémontais. — Combats de Goïto, Monzambano et Borghetto. — Proclamations du roi et de Radetzki. — L'Autriche envoie des renforts à son armée; son appel à l'Allemagne; race contre race; volontaires allemands; le Tyrol allemand s'arme contre l'Italie. — Le gouvernement provisoire de Milan et Tommaseo invoquent la fraternité des peuples. — L'Autriche, redoutant l'intervention française, préfère négocier avec la Sardaigne. — Palmerston accueille froidement les communications de Manin. — Adresse du gouvernement vénète au ministre des affaires étrangères de France. — Lettre de Tommaseo à Lamartine; réponse. — Lettre de Lemperani, consul français à Venise. — Manin ne demande à la France que l'apparition de navires français dans l'Adriatique; ordres immédiats transmis à l'amiral Baudin; *l'Asmodée* à Venise; l'escadre française dans les eaux de Naples.—Plaintes contre le gouvernement vénète, qui a désiré les sympathies de la France; justification. — Adresse du Gouvernement provisoire lombard au Gouvernement provisoire français.—Admonestation de Charles-Albert.—Préparatifs de la France, pour soutenir l'indépendance des peuples.—Le gouvernement sarde demande que la flotte française ne s'arrête pas dans le port de Gênes; il repousse l'intervention française. — Lamartine demande à Bixio si, aux frontières, l'intervention de l'armée serait repoussée par les armes; réponse affirmative; il faut attendre le moment d'être appelé. — Persistance des Italiens à refuser les offres de la France.

I

Les Italiens réfugiés en Angleterre et en France, qui, heureux déjà de voir triompher les principes pour lesquels ils avaient si longtemps et si cruellement souffert, aspiraient encore au bonheur de revoir la patrie, n'avaient pas été les moins empressés à faire à la cause commune des sacrifices absolus. Ils avaient eu l'extrême

sagesse de considérer le salut de l'Italie comme loi suprême, et l'union des partis comme garantie du succès.

Les républicains les plus avancés avaient, dès le 5 mars, formé à Paris une association nationale italienne, dont Mazzini, chef de la Jeune-Italie, était le président, et dont un homme libéral, mais d'opinion moins prononcée, M. Canuti, avait accepté la vice-présidence. Dans leur manifeste du 12 mars, on lisait : « ..... Fortune immense pour nous et présage d'avenir! ce frémissement de progrès....., plus ou moins hardi, dans les divers États qui se partagent encore notre patrie commune; ce frémissement est dominé par une grande et sublime idée : l'idée de la nation ! Dans cette fluctuation de mouvements variés, inégaux, un seul cri « Vive l'Italie ! » vibre au-dessus de toutes les voix!... Notre association n'est ni toscane, ni piémontaise, ni napolitaine; elle est italienne !... Elle ne veut pas aider au triomphe de telle ou telle forme de gouvernement... elle consacre tous ses efforts au développement du sentiment national... La nation constituée pourra consacrer, par un vœu solennel, les formes de vie civile, et les conditions politiques et sociales qui lui conviendront le mieux... »

II

Avant leur départ pour l'Italie, les membres de l'association voulurent porter à l'Hôtel de ville, au Gouvernement provisoire de la République française, leur tribut de sympathie. Après la lecture d'une adresse dont l'amour de la patrie relevait l'éloquence, ils reçurent de

M. Lamartine ces adieux qui exposaient nettement la politique de la France :

« ..... Eh bien, puisque la France et l'Italie ne font qu'un seul nom dans nos sentiments communs pour sa régénération libérale, allez dire à l'Italie qu'elle a des enfants aussi de ce côté des Alpes. (Bravo!) Allez lui dire que si elle était attaquée dans son sol ou dans son âme, dans ses limites ou dans ses libertés, que si vos bras ne suffisaient pas à la défendre, ce ne sont plus des vœux seulement, c'est l'*épée de la France* que nous lui offririons pour la préserver de tout envahissement. (Bravos unanimes.)

» ..... Et ne vous inquiétez pas! Ne vous humiliez pas de ce mot, citoyens de l'Italie libre! Le temps a éclairé la France, et lui a donné en raison, en sagesse, en modération, ce qu'elle eut autrefois en impatience de gloire et en soif de conquêtes. Nous ne voulons plus de conquêtes qu'avec vous et pour vous..... »

Mazzini répondit à ces offres formelles de l'épée de la France par quelques paroles de cœur, et ajouta : « ..... L'Italie, nous l'espérons, saura se suffire à elle-même!... Au nom des intérêts généraux de la démocratie européenne, au nom de cette politique de liberté, d'égalité, de progrès, que vous avez proclamée pour le monde, nous comptons sur votre appui moral, qui est et doit être désormais beaucoup plus puissant que l'appui de la force et que l'autorité des armes..... »

Le tribun comme le roi, tous deux mus par des sentiments divers, exprimaient une pensée identique!

III

Lamartine avait tenu au général Pepe, la veille de son départ pour Naples, le même langage qu'à l'association italienne. C'est le général qui l'a fait connaître dans ses Mémoires : « Lamartine, se rendant au conseil, me dit, en présence de deux vieux généraux, que la France était prête à envoyer cent mille hommes en Italie pour soutenir la cause de l'indépendance. Je lui répondis que trente mille hommes suffiraient pour réunir en un faisceau les troupes sardes, napolitaines, et le petit nombre de soldats que pourraient fournir la Toscane et les États romains. »

IV

Mazzini arriva à Milan le 8 avril. Il y exprima les sentiments et les idées qu'il avait exprimés à Paris. Plusieurs patriotes voulant fonder un journal destiné à combattre les illusions du Gouvernement provisoire lombard, et à démontrer l'avantage de s'adresser à la France républicaine plutôt qu'au Piémont et aux princes hostiles à leurs principes, Mazzini s'opposa à cette politique, la déclarant inopportune.

La plupart des républicains ajournaient leurs désirs, et volaient au combat. « Dans les États romains, » dit Farini, « les républicains étaient peu nombreux, les mazziniens l'étaient encore moins, et la majeure partie et des uns et des autres avaient laissé toute brigue politique pour aller défendre la fortune de l'Italie. Un grand nombre de journalistes, parmi lesquels on cite

avec honneur le Bolonais Berti-Pichat, avaient quitté la plume pour le fusil. »

En Toscane, Montanelli, ses amis et tous ceux que nous avons cités, s'étaient faits soldats de cette cause sacrée. Cette conduite était aussi noble qu'habile.

Sertori, à Milan, ayant conseillé, malgré ses amis, la forme républicaine, et Cesare Levi, à Venise, ayant attaqué Charles-Albert, tous deux soulevèrent l'opinion publique, furent en butte à des attaques violentes, et, par là, donnèrent de la force à leurs adversaires, qui les déclaraient coupables de chercher à affaiblir un roi combattant les Autrichiens !

Gioberti, qui conservait l'influence de son génie, s'était également empressé, dans des lettres publiées, datées de Paris 25 février, de persuader à ses amis la nécessité de l'union de tous les Italiens et de l'accord avec les gouvernements, afin de ne pas rompre l'œuvre merveilleuse de trois années. Il les suppliait d'agir avec prudence, et de ne pas oublier ce que l'on devait aux trois princes réformateurs, Pie IX, Léopold, Charles-Albert. Il louait la France, le peuple de Paris, la République si libérale, si généreuse. Il la vantait comme une alliée indispensable et favorable. Il ajoutait : « En résumé, l'expérience de la république est dangereuse. Laissons nos voisins seuls l'essayer, afin que nous puissions, si elle ne réussit pas, les aider au besoin, au lieu d'être les compagnons de leur mésaventure. »

V

Nous avons exposé les germes de division qui existaient, et les efforts, les sacrifices du parti républicain

pour établir la concorde et l'unité. Mais il y avait quelque chose de plus dangereux encore que les rivalités, les fausses positions, les hésitations des princes et les luttes de principes : c'était cette illusion absolue dans laquelle se complaisait l'Italie entière.

La promptitude de la victoire, la valeur des Italiens, leur énergie, leur audace, la démoralisation des Autrichiens, leur retraite précipitée, avaient ébloui les imaginations. Après les résultats prodigieux déjà obtenus, ce qui restait à entreprendre paraissait facile. Si des populations sans armes, sans liens, avaient triomphé d'une armée formidable, que ne pourraient-elles obtenir avec l'aide des troupes régulières du Piémont ?

M. Bixio, chargé d'affaires de France à Turin, écrivait à son gouvernement : « Le ministre sarde, M. Pareto, paraissait parfaitement rassuré sur les chances et l'issue de la guerre. Il doutait à peine que l'armée sarde ne battît l'Autriche dans les plaines de la Lombardie, et ne s'inquiétait presque en aucune façon d'un échec possible. Cette sécurité singulière m'alarmait au dernier point. J'ai demandé à M. Pareto s'il avait une réserve prête en cas de défaite. Il me répondit que d'ici à quelques jours il se proposait de la convoquer. J'insistai. Je demandai de plus si la population piémontaise tout entière était sur pied, en éveil, prête à être armée en cas d'invasion. Ce langage étonna et ne fut point compris..... Ce qui frappe le plus ici, c'est le contraste de l'audace de l'entreprise et de l'insuffisance des moyens. »

M. Bixio écrivait encore le 7 avril : « Malheureusement il règne à Milan comme à Turin la plus folle et la plus dangereuse confiance. Dans les ministères, dans

les salons, dans les rues, on ne voit, on n'entend que des gens à qui la question de l'indépendance de l'Italie ne paraît qu'une de ces questions historiques dont il est suranné de s'occuper. Dans l'opinion générale, l'Autriche n'est plus qu'un fantôme et l'armée de Radetzki une ombre. »

Charles-Albert partageait ces illusions. Cette foi aveugle, unie dans son âme à la crainte de la République et à son ambition, achève de donner l'explication de sa politique et de sa conduite. On comprend pourquoi, certain de vaincre par ses propres forces, il dédaigna les levées en masse, les moyens insurrectionnels, le concours des volontaires, la ligue italienne, les armées des autres princes, l'aide de la France. On comprend pourquoi il temporisa; pourquoi il attendit, pour secourir la république vénète, d'y être appelé comme souverain.

VI

Un brillant fait d'armes des troupes piémontaises vint compléter cet éblouissement des esprits. Les Autrichiens, appuyés sur Peschiera et Mantoue, étaient maîtres de la ligne du Mincio. Établis sur les deux rives, ils possédaient les ponts et les passages de Goïto, Valeggio, Monzambano. Le 8 avril, le roi entreprit de forcer ces passages. L'avant-garde, commandée par le général Bava, attaque vivement Goïto, où l'ennemi s'était fortifié en coupant les chemins et en occupant les maisons, d'où il faisait un feu des plus meurtriers. Mais tout obstacle cède à l'intrépidité des tirailleurs du bataillon Royal-Novi, placés en tête de la colonne et soutenus par quelques pièces d'artillerie. L'ennemi,

forcé d'abandonner sa position, passe le fleuve, fait sauter le pont miné d'avance; mais un parapet reste intact; les tirailleurs s'élancent hardiment sur ce débris fumant encore, et s'emparent de l'artillerie qui les foudroyait. Le Mincio était forcé.

Les Autrichiens se retirèrent vers Mantoue.

Le lendemain, une colonne sous les ordres du général Broglia, de la division Sonnaz, fait taire le feu des batteries autrichiennes établies de l'autre côté du Mincio; entre Monzambano et Valeggio elle rétablit un pont de service avec l'aide des populations, et, grâce aux tirailleurs et à l'artillerie, elle effectue son passage jusqu'au point où l'armée autrichienne s'était postée. Le 11, l'armée piémontaise était maîtresse des ponts et des passages du Mincio; Radetzki avait refusé la bataille et se repliait sur Vérone.

Le roi adressa à ses soldats, fiers de leurs succès, une proclamation qui les félicitait de leur bravoure.

Radetzki expliqua sa retraite en ces termes :

« N'ayant jamais eu l'intention de défendre avec vigueur la ligne du Mincio, qui nous aurait coûté des soldats dans des engagements partiels sans résultat aucun, j'ai fait exécuter à l'armée un mouvement rétrograde pour lui donner quelque repos. — Restant maître des deux forteresses de Mantoue et de Peschiera, il dépend de moi à chaque instant de repasser le Mincio sans grand déploiement de forces et sans sacrifices, en attaquant l'ennemi dans des circonstances favorables. J'espère que la troupe a confiance en moi, et qu'elle me suivra avec ardeur, avec joie, quand je la mènerai à l'ennemi. »

Le langage belliqueux et triomphant du roi expri-

mait la foi dans la victoire. Les explications embarrassées du maréchal révélaient l'hésitation dans la défaite. Cette affaire d'avant-garde fut célébrée par toute l'Italie comme un présage certain de l'expulsion des Autrichiens.

Radetzki, troublé, mais non découragé, se demandait si, maître encore d'une position redoutable, il parviendrait à gagner le temps nécessaire pour réaliser ses projets : raffermir ses troupes ébranlées, approvisionner ses quatre places de guerre, recevoir des secours, des munitions, une seconde armée.

VII

Mais si l'Italie s'était levée avec enthousiasme contre l'étranger, l'Autriche n'était pas restée froide pour une cause où l'honneur de ses armes était engagé, où l'intégrité de ses possessions était menacée, où les intérêts de son commerce et de son industrie étaient compromis. Dès que le gouvernement eut appris l'insurrection de ses belles provinces italiennes et la retraite du maréchal, il prit la résolution, malgré les difficultés qui absorbaient les forces de l'empire, d'envoyer immédiatement en Lombardie et en Vénétie de nouvelles troupes. Il ordonna la formation de quatre-vingts bataillons de mille hommes, le départ le plus rapide des régiments disponibles de la garnison de Vienne, et la formation d'un corps d'armée qui, sous les ordres du feld-maréchal Nugent, prit aussitôt position sur les bords de l'Isonzo.

Ensuite il fit appel au sentiment patriotique de l'empire et de l'Allemagne, cherchant à opposer sang à sang,

race à race, nationalité à nationalité. Cette invocation aux rivalités des peuples n'avait pas besoin d'être faite pour être sentie. Dès le 27 mars, on lisait dans les journaux et sur les murs de Vienne :

« .....Debout ! En Italie ! Quoi ! nous devrions abandonner non-seulement la Lombardie, mais encore cette admirable Venise et son immense matériel de guerre ! nous devrions renoncer à frapper un coup dans le but de conserver à la marine de l'Allemagne régénérée cette reine de la mer Adriatique ? Nous qui, après une révolution accomplie par nous-mêmes et par nous seuls, avons offert aux Vénitiens la liberté et une main fraternelle ! nous, qui leur avons donné, avec confiance, jusqu'à ces armes qu'ils ont aussitôt traîtreusement tournées contre nous, nous devrions nous laisser chasser hors de ce pays, honteusement, sans combat, et stigmatisés comme des lâches par l'Europe entière ! N'écoutons pas l'*ultra-libéral* allemand qui n'a jamais élevé la voix pour dire qu'on reprenne à la France l'Alsace et la Lorraine, ces provinces allemandes...

» Est-ce donc des chaînes que nous apportons à l'Italie ? Est-ce que le coup qui a frappé Metternich n'est pas parti du cœur même de l'Autriche, d'une main allemande ? Est-ce qu'il n'a pas été frappé pour la liberté des Italiens aussi bien que pour la nôtre ?

» Respect pour la nationalité ! Respect pour la liberté des Italiens ! Nous accordons cela du plus profond de notre cœur. Mais la séparation violente, totale de la Lombardie et de la Vénétie d'avec l'Autriche serait la ruine de cet empire... »

VIII

Le peuple et l'Allemagne avaient entendu ce cri d'alarme. « Dès le matin, » dit une feuille publique, « le peuple, à Vienne, arrache les affiches du théâtre italien, qui sera fermé pour éviter des démonstrations tumultueuses. Les corps de volontaires grossissent d'heure en heure. Dans toutes les rues, on voit des jeunes gens, parfois des enfants de quinze à seize ans, mais recrutés pour la plupart dans les derniers rangs de la population ouvrière, portant à leurs chapeaux ornés de fleurs cette inscription : *Volontaires pour l'Italie !* »

Leur nombre dépassa bientôt cinq mille. Tout concourait à exalter les passions des Allemands : la gloire des armes, l'affront reçu, l'intérêt, la nécessité du travail, la conservation d'un port maritime, la grandeur de l'empire, l'amour de la patrie, la voix du sang! Au cri italien le cri allemand avait répondu. Certes il était des hommes, tels que le poëte Henri Streglitz, qui, plaçant la justice au-dessus de la raison d'État et des préjugés de race, reconnaissaient aux autres le droit d'indépendance qu'ils réclamaient pour eux; mais c'était le petit nombre, et leur parole sage et loyale n'était pas écoutée.

Le Tyrol est divisé en provinces italiennes et en provinces allemandes. Lorsque les peuples se touchent, on les croirait plus disposés à la fraternité. Le plus souvent c'est malheureusement le contraire. Dès que le Tyrol allemand vit que le Tyrol italien voulait proclamer son indépendance, il jeta son cri de guerre ;

« Hommes d'Allemagne ! le Tyrol, cette forteresse de

rochers, est menacé! La nouvelle Italie veut établir ses limites à la Malserhaide et sur le Brenner. Le territoire d'Eisak et la belle vallée de l'Estsch (l'Adige) doivent devenir italiens. Le château du Tyrol et la maison de Hofer, italiens!... Nous prenons les armes; nous abandonnons femmes, enfants, nos champs non ensemencés, et nous courons défendre la frontière et chaque pouce de terre allemande. Envoyez-nous des balles et de la poudre; nous ne manquons pas d'hommes pour repousser l'ennemi; nous ne voulons pas céder un pouce de terrain! »

Ce n'était plus l'Autriche seule contre l'Italie, c'était l'Allemagne entière. A Francfort, dans la Diète générale des représentants (19 avril), comme dans la Commission des Cinquante et dans celle des Dix-Sept, les délégués de l'Autriche portaient les plus graves plaintes contre les Italiens, « qui ne cessaient de proférer les cris de *Mort aux Allemands! Dehors les barbares!* » Si la Commission des Cinquante écartait la proposition d'une déclaration catégorique au roi de Sardaigne contre toute invasion du territoire italien, elle décidait, à l'unanimité, un appel aux Tyroliens, confiant à leur dévouement les intérêts et l'honneur de l'Allemagne, ainsi que l'intégrité du sol de la patrie contre les tentatives et les efforts de l'ennemi.

Le Tyrol faisant partie de la Confédération germanique, l'Allemagne révolutionnaire saisissait cette occasion de marquer ses sympathies pour la cause de l'Autriche en Lombardo-Vénétie. La polémique sur cette question prit un caractère de plus en plus passionné, haineux. On remontait aux siècles les plus éloignés pour justifier la possession allemande de la Lom-

bardie. On fouillait les documents historiques et les traditions de famille. Enfin, grâce à la diplomatie de l'Autriche et aux tendances patriotiquement ambitieuses des chefs du parti libéral, cette guerre devint aussi nationale en Allemagne qu'elle l'était en Italie.

IX

Les gouvernements de Milan et de Venise cherchaient à calmer ces haines de race et à établir la distinction entre l'oppression des princes et les relations des peuples.

Évoquant la fraternité contre les vieilles traditions de discorde, le gouvernement de Milan adressait aux Allemands ces paroles conciliatrices :

« Chaque peuple a son droit d'indépendance et de liberté. Vous mettez avant tout l'indépendance et les intérêts de la grande patrie allemande ; nous aussi, nous mettons avant tout l'indépendance et les intérêts de la grande patrie italienne.

» Nous nous sommes levés en armes contre le gouvernement, non contre le peuple autrichien, pour nous racheter de l'opprobre et des douleurs de trente-quatre années du despotisme le plus abject.....

» Nous vous honorons! et nous ne pouvons pas croire que des liens de race et de langage vous fassent méconnaître les titres sacrés du malheur et du droit!... Serrez cette main que nous vous offrons avec le sentiment d'une amitié fraternelle!... »

Tommaseo, au nom des Vénitiens, en termes touchants et remplis d'une douce poésie, s'efforçait d'éveiller les sympathies non-seulement des Allemands, mais

encore des Croates et des Slaves. Rien de plus émouvant que son appel à ces peuples :

« ..... Distinguons l'Autriche de l'Allemagne! A la véritable, à la grande Allemagne, associez-vous comme à une sœur!

» ..... La grande famille slave se réveille et se reconnaît elle-même! ses membres épars et déchirés se rejoignent! un sang nouveau y circule! O Croates méprisés par l'Autriche, haïs par l'Italie comme instruments de tyrannie, le monde ne vous connaît pas!... Peu savent que depuis dix ans vous luttez, dans votre pays, pour vos droits, votre langue, vos traditions et la dignité de votre âme. Le monde ne sait pas que vous avez été les premiers à secouer le joug de Metternich! vous, que vos autres compagnons d'esclavage regardent comme un troupeau!

» ..... Croates, qui êtes encore en Italie à verser le sang italien! délivrez-vous de cette infamie! déposez ces armes honteusement cruelles? La Croatie vous réclame! votre patrie a demandé énergiquement à Vienne que vous sortiez d'Italie, et que vous cessiez d'être bourreaux et victimes!...

» Croates! Bohêmes! Polonais! vous tous qui êtes comprimés sous le joug de la pesante Autriche, levez-vous!... Mais ne méprisons pas ceux qui nous méprisent! ne haïssons pas nos ennemis! compatissons au contraire à leurs malheureuses victoires précédentes! et compatissons à leur chute précipitée!

» Et toi, Pologne malheureuse, tu ne pourras voir surgir en toi une vie véritable, si tu n'aimes pas ton impitoyable bourreau, la Russie, également ta sœur! Ils sont peu nombreux ceux qui te tourmentent. Mais

le pauvre peuple russe gémit, lui aussi, et porte au fond de son âme la punition d'une tyrannie qui n'est pas la sienne...

» ..... Debout, Croates! Bohêmes! Polonais! faites de vos chaînes des épées, et de votre joug une arme de défense! Vous, si longtemps courbés sous le bâton autrichien, levez-vous! vous vaincrez en paraissant! Levez-vous sans haine et sans crainte! le Dieu des nations est avec vous!... »

Un prêtre, Antonio Maria Pasini, écrivait dans l'*Indipendente* : « Il est douloureux que le beau et sacré cri de *Vive l'Italie!* soit accompagné de cet autre cri : *Mort aux Allemands!* Que le peuple enfin apprenne à distinguer entre Allemand et Autrichien!... qu'il sache que l'Allemagne aussi s'éveille aujourd'hui, demandant compte à son gouvernement, réclamant des réformes et la liberté!... Quant aux Autrichiens, n'ont-ils pas secoué, eux aussi, le joug de l'odieux oppresseur du peuple? Oui, l'insurrection de Vienne a été le premier signal de notre affranchissement!... Un peuple ne doit plus, ne veut plus être maître d'un autre peuple!... Qu'on ne lance plus de malédictions contre les peuples, mais contre ceux qui les oppriment et qui flattent le despotisme et la tyrannie, quels qu'en soient l'état, la patrie et l'idiome. »

Ces appels à l'humanité et à la fraternité germeront un jour! mais, dans ce trouble des révolutions, ils se perdaient, et n'apportaient aucun adoucissement à la guerre. Les nationalités entraînaient avec elles leurs vertus et leurs passions.

X

L'Autriche pouvait donc espérer, par le soulèvement de l'Allemagne contre l'Italie, résister, lutter, triompher peut-être; mais, au moins autant que Charles-Albert, le gouvernement impérial redoutait l'intervention de la République française; il reculait devant ce fantôme de tous les trônes, et il préférait négocier.

En réponse à cette pensée, exprimée par lord Ponsomby au comte Fiquelmont : « ...... L'Italie pourrait devenir l'occasion d'une guerre générale. Le gouvernement de la République française aura besoin d'une guerre pour se soutenir; nous désirons que vous ne lui en donniez pas l'occasion en Italie!... » le comte Fiquelmont écrivait, le 5 avril, au comte Dietrichstein, avoir dit à lord Ponsomby : « Milord, dans les mains de l'Angleterre est le sort de l'Italie. Vous êtes, aujourd'hui, la seule puissance qui y possédiez de l'influence. Cette influence y est d'autant plus grande, qu'elle y est seule. Le renversement si facile de Louis-Philippe, l'établissement d'une république en France, ont inspiré une véritable épouvante. On craint le secours autant qu'on craindrait l'hostilité.

» ..... Un commissaire impérial va partir pour l'Italie, muni de pleins pouvoirs pour négocier une réconciliation sur les bases les plus larges, qui sont une suite naturelle et voulue du nouveau système politique adopté par l'Autriche... Appuyer la position de la cour d'Autriche dans les limites de ses possessions italiennes, serait tout autant conforme aux intérêts de l'Angleterre qu'à ceux de l'Autriche. »

XI

L'intervention possible de la République française, qui inquiétait l'Angleterre, effrayait l'Autriche, terrifiait le roi de Piémont, serait-elle réclamée par la République vénète? Sa situation était différente; elle n'avait ni les mêmes antipathies ni les mêmes craintes. Mais (nous en donnerons les preuves), retenue par les susceptibilités nationales et sans doute par une noble fierté, elle préféra le patriotique concours des armes sardes, romaines, napolitaines, et ne fit que remercier la France de ses sentiments d'amitié, se réservant seulement d'y recourir plus tard s'il en était besoin.

Le président du conseil, Manin, avait annoncé, le 28 mars, au vicomte Palmerston l'avénement de la République, comme respect des traditions, obéissance au passé et nécessité des choses. Le vicomte avait répondu, le 3 avril, au consul général Dawkins : « de communiquer avec le Gouvernement provisoire toutes les fois que le service le demandera, et d'expliquer qu'en agissant ainsi vous ne préjugez, en aucune manière, la décision que prendra le gouvernement britannique sur la reconnaissance du gouvernement qui peut s'établir d'une manière permanente à Venise, soit autrichien, soit italien! »

Cette froideur du gouvernement anglais devenait encore plus saillante par un fait alors remarqué : « Dans l'église Saint-Marc, au service funèbre pour les âmes des citoyens morts en combattant pour l'indépendance italienne, tous les consuls des puissances étrangères

avaient été invités, et s'y étaient rendus, à l'exception des consuls d'Angleterre et de Russie. »

XII

Le gouvernement provisoire de la République vénète adressait, le 28 mars, au ministre des affaires étrangères de la République française cette missive :

« Ce n'est pas par les formules de la vieille diplomatie que nous débuterons, en adressant à la République française nos remercîments fraternels. Elle a plaint nos malheurs ; elle a félicité notre réveil ; elle nous a promis un appui dont nous avons beaucoup à espérer et rien à craindre. Le temps des interventions usurpatrices est passé, et ce ne serait pas un secours dangereux qui nous viendrait d'un pays où Lamartine est ministre.

» Venise est pleine des souvenirs des anciennes relations de l'Italie avec la France : une ville alors valait un royaume. Les temps sont changés, mais les idées et les sentiments n'en sont peut-être que plus purs et plus nobles. Les malheureux savent aimer. Il est bon quelquefois d'être opprimé pour mieux sentir la véritable grandeur.

» Nous faisons des vœux pour la prospérité et la gloire de la France ; nous lui tendons la main avec un sentiment de reconnaissance que le temps ne rendra que plus fort. »

Tommaseo écrivit à Lamartine :

« Lorsque nous nous sommes rencontrés à Paris, vous poëte et orateur illustre, et moi réfugié obscur, nous ne pensions pas que nous devions un jour nous

trouver ministres de deux Républiques. La conformité des positions n'enlève pas la grande inégalité des mérites, mais me rend plus hardi à vous adresser cette parole fraternelle! Vous aimez l'Italie et la défendiez malheureuse. Nos joies sont donc les vôtres. Nous honorons dans la nation française cet instinct de générosité courageuse qui la fait aspirer aux grandes choses comme à son élément nécessaire, et déjà nous savons que votre cœur est avec nous, et nous vous en remercions de cœur. »

A cette lettre personnelle, Lamartine répondit par une lettre personnelle, aussi belle de forme et de sentiments :

« Cher et illustre citoyen :

» Si je n'ai pas encore à vous répondre au nom de la République, je m'empresse du moins de vous exprimer, comme citoyen, les félicitations que m'inspire la nouvelle et glorieuse situation de votre patrie. J'ai été heureux du souvenir que vous avez porté à mon nom au milieu des graves préoccupations dont vous êtes entouré. Votre pensée est tombée juste, car aucun cœur en Europe ne renferme plus d'amour que moi pour l'Italie, et plus d'admiration et d'enthousiasme pour Venise en particulier. Permettez-moi d'y joindre mon attachement pour vous et pour les hommes généreux qui portent, des Alpes à l'Océan, la liberté sur leurs mains réunies. »

Après l'épanchement de ces deux nobles âmes, citons les documents officiels. Le 8 avril, le consul général de la République française, M. Lemperani, arrivé le jour

même à Venise, écrivait au ministre des affaires étrangères :

« J'avais demandé à voir M. Manin, président de la République. C'est tout le Gouvernement en corps qui m'a reçu. M. Manin a bien voulu me dire que j'étais attendu avec impatience ; que, sans douter des dispositions de la République française à l'égard de sa jeune sœur de l'Adriatique (je cite les propres termes de M. Manin), on n'en aimait pas moins à recevoir à ce sujet quelques assurances directes.

» Quoique parti sans instructions spéciales, je n'ai pas hésité à répondre à M. Manin que la nouvelle de l'émancipation des provinces vénitiennes avait été accueillie en France, par le Gouvernement provisoire, comme par la nation entière, avec la plus vive sympathie ; qu'il n'y avait point de pays en Europe dont l'indépendance fût plus chère à la France que celle de la nation italienne ; que l'on pouvait compter sur ses sentiments ; que le monde entier savait que les affections de la France, quand elle possédait elle-même la liberté de ses mouvements, ne sont jamais stériles.

» M. Manin m'a dit alors qu'il espérait que les efforts réunis des différents États de l'Italie, que l'ardeur qui animait les populations de la Péninsule suffiraient pour chasser l'ennemi de l'Italie ; qu'au besoin on aurait recours à l'héroïque générosité de la France ; que dès à présent, cependant, on aurait été heureux de voir quelques bâtiments de la marine française se montrer dans l'Adriatique, et qu'il me priait même instamment, monsieur le ministre, de vous en faire la demande au nom de son Gouvernement. »

Le président du conseil de la république vénète, en-

traîné par l'opinion générale, espérant que l'Italie pourrait se suffire à elle-même, n'exprima qu'un désir; et ce désir fut satisfait dans le plus court délai possible.

XIII

La flotte, commandée par l'amiral Baudin, chargée de soutenir l'honneur du pavillon de la République française et la politique libérale de son Gouvernement, ayant dû mettre ses forces au niveau de celles de l'Angleterre qui augmentait son escadre dans la Méditerranée, n'avait pu appareiller de Toulon que vers le milieu d'avril. Le jour même de son arrivée à Livourne, à la fin de ce mois, l'amiral recevait de M. Bixio, à qui M. Lemperani avait communiqué le désir du gouvernement vénète, une lettre qui lui disait : « ..... Trois bâtiments à vapeur anglais croisent dans l'Adriatique. L'un d'eux est à l'ancre dans le port de Venise..... Dans cet état de choses, je ne sais, monsieur l'amiral, quelles sont vos instructions, je ne sais dans quelles limites il vous est possible d'intervenir militairement; mais, quoi qu'il en soit, je viens vous inviter, de la manière la plus pressante, à envoyer sur-le-champ dans l'Adriatique le nombre de bâtiments que vous jugerez convenable, pour y montrer les couleurs françaises.... »

L'amiral Baudin répliqua, le 3 mai :

« J'ai reçu avant-hier, à Florence, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 27 avril..... J'expédie aujourd'hui même pour le port de Venise la frégate à vapeur *l'Asmodée*, de 450 chevaux, et je donne au capitaine Ricaudy qui la commande l'ordre de se tenir prêt..... J'en envoie une autre stationner à

Cività-Vecchia, et je pars ce soir pour Naples avec tout le reste. »

M. Bixio donna sur-le-champ avis de sa lettre à l'amiral, au Gouvernement français, par dépêche télégraphique du 27 avril, et à M. Lemperani le même jour. On ne pouvait mettre plus d'empressement et plus de zèle.

« La frégate française à vapeur de guerre *l'Asmodée,* » dit le *Mémorial vénète* de P. Contadini, « le 10 mai, arriva au port. L'esquif porta aussitôt à terre deux officiers, qui, montés sur la Piazzetta, furent accueillis avec les signes de la plus vive sympathie du peuple, par les cris de *Viva l'Italia! Viva la Francia!* »

L'Asmodée représentait dans l'Adriatique la flotte française, qui, stationnant dans le golfe de Naples, n'était éloignée que de quelques journées. Ces forces étaient donc suffisantes. Le brave capitaine Ricaudy, les officiers, l'équipage, surent tenir haut et ferme l'honneur du drapeau français. Ils déployèrent dans cette mission ce courage froid et cette noblesse de caractère, l'un des plus brillants apanages de la marine française. L'appui moral, le seul réclamé par Manin, ne s'était pas fait attendre, car *l'Asmodée* précédait à Venise l'arrivée de la flotte napolitaine qui n'eut lieu que le 16, et celle de la flotte sarde que le 22.

XIV

Malgré toute la réserve du gouvernement vénète, qui s'était borné à prévoir le cas où l'Italie pourrait avoir besoin du secours de la France, ce gouvernement souleva contre lui des reproches, des plaintes, des récri-

minations. « Eh quoi ! » s'écriait avec indignation *la Patria* de Florence, « le gouvernement vénitien implore le secours de la France, oubliant que la résurrection et la renaissance de l'Italie se résument dans ces mots sacramentels : *L'Italia farà da se!* Ces paroles sont le symbole de foi de tous les Italiens ; et faut-il qu'aux premiers jours de la lutte nous proclamions à la face de l'Europe et du monde que l'Italie est condamnée, par une déplorable fatalité, à chasser ses oppresseurs étrangers avec le secours et par l'épée d'autres étrangers, destinés peut-être à leur tour à devenir des oppresseurs ?

» Aujourd'hui il ne suffit plus de tenir un langage italien, si ce langage est démenti par des actes anti-italiens. Si Venise ne s'était point isolée de la Lombardie et du Piémont, elle n'en serait pas réduite à chercher des secours au dehors..... L'ennemi campe toujours sur les rives de l'Adige, mais nous ne voulons pas douter de la victoire, et cette victoire doit être due exclusivement, absolument, aux armes italiennes. L'assistance étrangère rendrait éphémère et illusoire notre indépendance. Aujourd'hui et toujours l'Italie doit faire par elle-même ! »

Montanelli, l'un des héros et des historiens de cette époque, qui reconnaît avec loyauté cette faute d'avoir repoussé les offres de la France, cite une lettre, plus expressive encore, écrite au même journal, de Milan, le 5 avril, par Massari : « ..... Les magnanimes paroles dans lesquelles se résume la résurrection italienne : *L'Italia farà da se,* ces magnifiques paroles qui sont le premier article de foi du symbole politique de tout bon Italien, ne signifient donc rien pour le gouvernement

vénitien ? Quel vertige, quel délire a frappé l'esprit des ministres de la République vénitienne ? Nous ne trouvons pas de paroles assez sévères pour blâmer leur conduite..... Dites si vous voulez être de vrais Italiens, ou si ce nom sacré d'Italie, tant de fois prononcé et invoqué par vous, ne fut que le manteau impérial avec lequel vous vouliez couvrir aux yeux de vos concitoyens, aux yeux de l'Europe, les haillons de vos mesquineries, de vos petites ambitions municipales ! Dites-le franchement ; il n'est plus temps de se cacher. Personne ne croit plus à vos paroles, quand vos actes anti-italiens les contredisent manifestement. »

Délivrer sa patrie et se voir accuser aussi cruellement de n'être mû que par ambition personnelle, devait blesser profondément le gouvernement vénitien. Aussi, pour démontrer l'erreur et l'injustice de l'attaque, il fit insérer dans la *Gazette officielle* une réplique, qui rappela avec dignité M. Massari à la modération et aux convenances, lui reprochant de n'avoir pas su distinguer le subjonctif conditionnel des autres temps du verbe, et d'avoir voulu interpréter ce sentiment : « que le secours venu d'un pays où Lamartine était ministre ne serait pas un secours dangereux, » comme une demande d'intervention directe et immédiate.

XV

Le Gouvernement provisoire lombard, si généralement dévoué à Charles-Albert, avait encore été plus réservé vis-à-vis de la France. Cependant, dans le premier moment, les canons autrichiens fumant encore, le 27 mars, il avait adressé au Gouvernement provisoire

de la République française une lettre pour lui annoncer : les cinq jours de lutte de Milan, sa victoire, la retraite des Autrichiens, l'aide du roi de Sardaigne accourant en personne avec ses troupes : « Dans cet état de choses, nous nous sommes abstenus de toute question politique; nous avons solennellement déclaré, à plusieurs reprises, qu'après la lutte ce sera à la nation de décider sur ses destinées.

» A cause de cela, nous n'avons pas encore cherché à nous faire reconnaître par le Gouvernement provisoire de la République française ; nous attendons d'être un gouvernement avec une forme quelconque pour nous adresser à l'Europe. Maintenant nous ne sommes que le gouvernement de l'urgence et de la nécessité.

» Cependant, puisque nous envoyons l'un de nos citoyens les plus honorables, M. Louis Porro, à Toulon, pour faire un achat d'armes, nous avons cru pouvoir adresser au Gouvernement provisoire de la République française cette expression de notre respect et de notre sympathie.

» C'est à ce gouvernement, qui a déclaré si solennellement vouloir venir en aide à toutes les nationalités opprimées et en hâter la délivrance ; c'est au gouvernement de la nation la plus brave et la plus généreuse du monde, de trouver le moyen de nous aider dans des circonstances si difficiles. »

Malgré le peu de précision de cette lettre sans portée politique, comme elle l'avouait, c'était une lettre au gouvernement de la République francaise. Cela suffit pour motiver une explosion de colère dans l'âme de Charles-Albert. Nous en trouvons la preuve incontestable dans une dépêche de sir Abercromby à lord

Palmerston, datée de Turin, 14 avril 1848 : « Le Gouvernement provisoire de Milan avait envoyé au Gouvernement provisoire de France une adresse pour lui demander assistance. Aussitôt Charles-Albert gourmande vertement le gouvernement de Milan, et lui intime l'ordre de retirer immédiatement sa demande d'assistance à la République française et de protester contre tout acte qui aurait pour objet l'intervention d'une puissance étrangère quelconque. Par suite de cette admonestation, le marquis de Brignolles, à Paris, renouvela à M. Lamartine l'assurance formelle, non-seulement de la part du gouvernement sarde, mais encore de la part des autres gouvernements italiens, que toute l'Italie repoussait toute intervention étrangère. »

XVI

Nous avons fait connaître ailleurs, avec détail, les conférences du Gouvernement provisoire de la République française sur les affaires extérieures ; nous n'en donnerons ici que le résumé.

Le manifeste du ministre des affaires étrangères, adopté à l'unanimité comme base de politique, renfermait cette déclaration très-nette : « .... La République ne déclarera la guerre à personne.... mais nous le disons hautement : si l'heure de la reconstruction de quelques nationalités opprimées en Europe ou ailleurs nous paraissait avoir sonné dans les décrets de la Providence... si les États indépendants de l'Italie étaient envahis, si l'on imposait des limites ou des obstacles à leur transformation intérieure, si on leur contestait à main armée le droit de s'allier entre eux pour consoli-

der une patrie italienne, la République française se croirait en droit d'armer elle-même pour protéger ces mouvements légitimes de croissance et de nationalité des peuples. »

Pour soutenir cette politique élevée et digne de la France, Lamartine avait demandé : l'organisation d'une commission de défense nationale ; la création de trois corps d'armée (60 000 hommes au pied des Alpes, 120 000 hommes sur le Rhin, 20 000 hommes aux Pyrénées) ; le rappel d'une partie de l'armée d'Afrique ; l'envoi d'une flotte dans la Méditerranée. Sur la demande de cette commission présidée par François Arago, le Gouvernement avait voté tous les crédits nécessaires, 114 millions, pour élever l'effectif des troupes à 532 000 hommes. Le ministre des finances, malgré la crise et la pénurie du Trésor public, avait résolûment engagé sa responsabilité, au nom de l'honneur et des intérêts du pays.

Le Gouvernement provisoire de la République française écoutait, comme écho venu de Paris, le cri de délivrance de tous les peuples de l'Europe ; il suivait avec une anxieuse sympathie les phases de leur affranchissement ; il attendait l'heure et le cri de l'Italie ; il préparait publiquement son intervention.

XVII

La seule pensée de l'apparition d'une flotte de la République française devant Gênes et de la formation d'un corps d'armée sur la frontière des Alpes fit tressaillir le gouvernement de Charles-Albert.

Dans la première entrevue de M. Bixio avec M. de

Pareto, les premiers mots du ministre sarde furent pour témoigner l'effroi de l'arrivée prochaine de la flotte française... « Suivant lui, » dit M. Bixio dans sa dépêche du 29 mars, « la présence de cette flotte devait déterminer à Gênes une insurrection républicaine qui, dans les circonstances suprêmes où se trouve l'Italie, porterait la division dans les esprits, qui n'ont jamais eu plus besoin de s'entendre contre l'ennemi commun; c'est à sa prière que je vous ai adressé hier, monsieur le ministre, par la voie télégraphique, la demande d'un changement d'itinéraire de la flotte. »

M. Bixio écrivait le 31 : « ... Le gouvernement sarde est entièrement absorbé par des préoccupations personnelles; le ministre des affaires étrangères, que je vois tous les jours, ressent plus de frayeur de la contagion des idées républicaines que des armées de l'Autriche, et le corps d'armée de Radetzki l'intimide moins que la présence prochaine, annoncée par les journaux, des troupes de la République sur le Var. »

Le marquis de Pareto écrivait à lord Abercromby, le 30 : « J'ai vu M. le chargé d'affaires de France, M. Bixio, qui m'a annoncé que probablement une escadre française d'évolution sortirait de Toulon et viendrait évoluer sous peu sur les côtes d'Italie et probablement devant Gênes. Comme on pouvait craindre que l'apparition de cette flotte excitât quelque mouvement dans la population, j'ai demandé à M. Bixio s'il serait possible qu'elle passât outre...

» ..... Il m'a annoncé en même temps que le Gouvernement provisoire avait donné l'ordre de faire revenir plusieurs régiments de l'Algérie, et que ces troupes allaient être cantonnées dans le département du

Var; j'ai fait alors l'observation que je ne saurais pas comprendre quel but on pouvait se proposer en prenant une pareille détermination.

» ..... J'ai écrit à M. le marquis de Brignoles pour qu'il engage le Gouvernement provisoire à tenir ce rassemblement de troupes éloigné de la frontière, afin qu'il ne puisse venir dans l'esprit de nos populations que la France veut s'entremêler, de quelque manière que ce soit, dans nos affaires, car nous tenons à ce qu'on sache absolument que l'Italie veut — *fare da se.* »

XVIII

Telles étaient les inquiétudes, les réclamations du gouvernement piémontais, lorsqu'on apprit à Turin, le 1er avril, que des colonnes de Savoisiens mêlés de Français se dirigeaient de France sur la Savoie, pour y proclamer la République ou la réunion à la France. Cette échauffourée, à laquelle s'étaient opposées les autorités françaises, échoua misérablement et ne produisit en Piémont qu'une impression passagère. Lamartine prouva, par les dépêches et les ordres expédiés, que les commissaires du Rhône et de l'Isère avaient tout fait pour l'empêcher. Il fut facile à M. Bixio d'éclaircir cette triste affaire; il écrivait, le 7 avril : « L'émotion pénible causée ici par la prise de Chambéry a fait place à la joie, dès qu'on a su que la garde nationale avait suffi pour chasser les insurgés. Les ministres et le public sont maintenant bien convaincus que le Gouvernement de la République n'a pas excité ce mouvement, et que s'il avait voulu intervenir, même indirectement, la lutte aurait été bien autrement sérieuse... » Aussi M. Bixio,

activement secondé par M. F. Mornand, commissaire délégué peu après, le 28, put-il intercéder et obtenir du gouvernement piémontais un décret d'amnistie complète pour les captifs.

La politique de Charles-Albert, antérieure à cette tentative insensée, n'en fut pas modifiée. Cette politique, on le sait, était dictée non-seulement par la crainte de perdre une couronne, mais aussi par l'ambition d'en conquérir une autre plus brillante : celle d'un royaume de la haute Italie. Charles-Albert croyait toucher à ce but désiré. Le pourrait-il, s'il ne triomphait qu'avec le concours de la République française? Et s'il la *laissait* intervenir pendant la lutte, ne lui *laissait*-il pas le droit d'intervenir après la victoire! C'était une des raisons principales qui lui faisaient repousser cette intervention avec une insistance poussée jusqu'à la colère.

Mais la France pouvait-elle se soumettre aux convenances de Charles-Albert? Ne devait-elle pas consulter tout d'abord les intérêts de l'Italie et de l'humanité, la cause sainte des peuples? Ne devait-elle pas prendre au sérieux cette invocation, quoique voilée, du Gouvernement provisoire lombard? N'était-ce pas un appel suffisant? S'il existait entre les provinces à affranchir et le Piémont une communauté de race, n'existait-il pas entre elles et la République une communauté de principes? La République française, pour les secourir, n'avait-elle pas les mêmes droits que la royauté sarde? Ces droits n'étaient-ils pas constatés par les Milanais eux-mêmes? « Cette persistance, » dit M. Cattaneo, « à s'opposer à ce que la République française s'immisçât dans nos affaires, était une raison pour qu'elle eût à s'en occuper et une preuve certaine qu'elle y avait

un intérêt direct. Toute générosité, toute sympathie à part, la France devait empêcher que les ressources de l'Italie vinssent tomber dans les mains de ses ennemis... Eh bien, ses ennemis sont les nôtres... Nous sommes l'avant-garde du peuple français! »

XIX

Pour les nations, il y a de ces heures propices que Dieu semble avoir préparées et qu'elles doivent savoir saisir; si elles les laissent passer, alors pour elles une longue nuit et de longues souffrances. Le Gouvernement provisoire de France entendait sonner une de ces heures pour l'Italie. L'Allemagne rêvait son unité, poursuivait son indépendance, proclamait sa liberté. Non-seulement chacun de ses royaumes opérait sa révolution; mais, dans l'empire même d'Autriche, les Italiens n'étaient pas les seuls à vouloir leur affranchissement. La Hongrie, la Bohême, la Galicie, la Croatie, chaque race cherchait à se reconnaître et à se joindre. La République française offrait à tous ces peuples, à toutes ces nationalités, à toutes ces races, des secours contre l'oppression. Pouvaient-ils trouver mauvais qu'elle vînt en aide aux Italiens, non contre d'autres peuples, mais contre des armées qu'eux-mêmes chassaient de leurs villes, comme instruments d'une tyrannie anéantie? La raison était pour l'Italie, pour la France accourant à sa voix. L'Angleterre elle-même, absorbée par les insurrections chartistes et irlandaises, était entravée et cherchait sa voie dans un horizon obscurci. Lamartine, avec le coup d'œil rapide d'un homme d'État, vit le moment marqué par la Providence; interprétant les

demi-confidences du gouvernement de la Lombardie comme l'expression d'un vœu contenu seulement par l'influence et la présence du roi de Piémont, il soumit au Gouvernement provisoire de la République française cette lettre significative, tracée à l'instant même sur la table du conseil, et adressée au chargé d'affaires à Turin :

Présidence du conseil des ministres.

« Paris, le 11 avril 1848.

» Monsieur,

» Les événements d'Italie nous inquiètent assez pour nous faire penser à l'éventualité de la descente d'un corps d'observation en Piémont, avec le consentement préalable du gouvernement sarde, *ou même en devançant au besoin cette demande.* Ne communiquez point ces inquiétudes au gouvernement de Turin, mais tâchez de savoir, par voie de conversation, ou autrement par voie indirecte, *si, dans le cas d'une marche d'un corps d'armée française par la Savoie, les forts qui se trouvent sur la route de la Maurienne, comme Brumont et autres, feraient feu sur nous.* »

Cette dépêche, adoptée à l'unanimité par les membres du Gouvernement, fut aussitôt expédiée par courrier extraordinaire.

La réponse ne se fit pas attendre.

« Turin, 15 avril 1848, trois heures du matin.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

Le chargé d'affaires de la République française à M. le ministre des affaires étrangères.

« Les événements de Milan et de la Savoie et la re-

traite des Autrichiens devant l'armée sarde ont donné à l'esprit public un très-haut degré de confiance et d'excitation.

» L'intervention de la France en Italie, sans que son concours soit réclamé et au mépris des protestations souvent répétées, serait regardée par tous les partis comme un acte de déloyauté indigne de la France.

» Il n'y a en Savoie que quatre mille soldats, mais les forts sont armés et les commandants, avertis par un exemple récent, se défendraient avec énergie. Ils seraient soutenus par les populations, que la constitution, la différence d'impôts et un succès récent rendent en ce moment anti-françaises. »

« A sept heures du matin.

» Peschiera vient, dit-on, de capituler. (Ce bruit fut démenti le lendemain.)

» L'intervention française en ce moment serait sans doute le signal de la guerre générale, et ferait certainement sur l'Italie l'effet qu'a produit sur l'Espagne la surprise de 1808.

» Il y va de l'influence et de l'honneur de la République. »

En communiquant cette dépêche au conseil, Lamartine ne put s'empêcher de s'écrier : « Ils sont aveugles et fous. »

Le 20 avril, M. Bixio confirmait ses renseignements dans une lettre profondément raisonnée :

« ... Le caractère essentiel du mouvement qui agite l'Italie, ce qui le distingue de tous les mouvements antérieurs, c'est qu'il est avant tout italien.

» Chaque parti croit seul être appelé à le diriger, à

concentrer dans un effort suprême les efforts épars qui, abandonnés à eux-mêmes, seraient stériles; mais personne n'a l'idée de substituer la France à l'Autriche.

» Il faut qu'on le sache bien en France : si l'armée des Alpes passe les Alpes sans être appelée ici par les événements, les intérêts et les cœurs, c'en est fait pour bien longtemps de l'influence de la France et des idées françaises en Italie.

» Dans toute l'Italie du nord, comme à Florence, comme à Rome, comme à Naples, partout, si ce n'est peut-être dans quelques clubs de Milan, on ne veut de l'appui militaire de la France que le jour où il aura été constaté, par une défaite éclatante, que l'Italie seule est impuissante à rejeter les Autrichiens au delà des Alpes. Jusque-là, l'orgueil national se flatte que l'armée sarde, soutenue par les contingents de Rome et de Naples et par les volontaires toscans et lombards, suffira à conquérir, à reconstituer l'Italie.

» Si la France intervient avant l'heure marquée par l'effroi public, on criera dans toute l'Italie : La France, dont nous n'avions pas besoin, est venue uniquement pour donner satisfaction à l'esprit militaire qui déborde chez elle; elle ne veut pas faire nos affaires, mais les siennes. Elle avait dit dans son programme qu'elle ne voulait pas de conquêtes; elle a menti! elle veut l'héritage de l'Autriche. Voilà sa vieille politique qui reparaît, la politique insensée qu'elle a répudiée dans son Manifeste, et qu'elle reproduit dans les faits.

» Voilà ce qu'on dira à coup sûr dans l'Italie entière, et ce qui soulevera dans tous les cœurs une haine implacable, une haine d'Italie. »

M. Bixio, après avoir examiné les difficultés de pé-

nétrer en Italie, les difficultés d'y vivre, continue : « ..... Je ne sais ce qui pourrait pousser l'armée française à franchir immédiatement la frontière. Si quelque impérieuse nécessité l'exige, que les destins s'accomplissent ! Mais ne serait-il pas possible de temporiser ? Encore quelques jours, et l'heure de l'intervention va sonner !

» Établi avec 40 000 hommes de troupes qui ne sont pas démoralisées, comme on se plaît à le répéter, car les Croates ne sont pas plus capables de démoralisation que d'élan ; établi, dis-je, à Villafranca, entre le triangle des forteresses dont Peschiera occupe la pointe et dont Vérone et Mantoue forment la base, sa ligne assurée sur la vallée de l'Adige et le pays vénitien, dans une profonde position militaire, sur un champ de manœuvres dont il connaît tous les plis, Radetzki, comme je vous l'ai dit dans mes précédentes dépêches, attend l'armée piémontaise. Ou on l'attaquera dans le champ qu'il a choisi, ou on temporisera encore, et il reprendra l'offensive à l'arrivée des quatre-vingts bataillons qu'il attend de Vienne.

» L'armée sarde, composée de braves soldats et de bons officiers, mais sans général, sera forcée ou de prendre une offensive qui, dans ces circonstances, laisse bien peu de chances de succès, ou de se mesurer un peu plus tard avec une armée dont la supériorité numérique sera écrasante.

» Qu'un échec ait lieu ! L'appel à la France est général. Les Français ne sont plus des conquérants, mais des sauveurs ; on comprend qu'il faut que les sauveurs vivent ; on s'impose volontiers tous les sacrifices ; et l'armée de la République trouve autant de facilités

morales et matérielles qu'auparavant elle rencontrait d'obstacles.

» Ajoutez l'attitude de cette armée devant l'Europe, devant l'histoire ; ce n'est plus l'armée de la conquête, c'est l'armée de la fraternité, c'est l'armée de ce magnifique manifeste qui a déjà suscité la régénération des peuples !... »

XX

Toutes les offres de concours faites à l'Italie par le Gouvernement provisoire de la République française étant repoussées comme inutiles ou dangereuses, ce Gouvernement dut se renfermer dans les limites du programme qui servait de guide à son ambassadeur. Ne point pénétrer en Italie sans y être appelé ; préparer une puissante armée afin d'être prêt à voler à son secours au premier cri de détresse (et ce cri, suivant les prévoyances, ne devait pas se faire attendre longtemps !) ; était-il une politique plus loyale, plus généreuse, plus habile, plus grande, et qui fût plus nettement tracée ? Il n'est plus permis de le penser, devant les documents restés inconnus jusqu'à ce jour, et sans lesquels on ne pouvait se rendre un compte exact des événements.

Cette politique était tellement logique et sensée que des instructions datées du 19 avril, adressées par le ministre des affaires étrangères à M. Bixio, se croisaient avec son remarquable rapport du 20 avril, répondant d'avance et d'une manière conforme aux questions posées. Aussi put-il sur-le-champ écrire à Lamartine, le 25 : « J'ai trouvé occasion de renouveler à

M. Pareto les assurances, que je lui avais données en toute circonstance de l'intention bien arrêtée du Gouvernement de la République de n'intervenir dans les affaires de la Péninsule que le jour où la cause de l'indépendance serait en péril et le concours de notre armée invoqué. Ces assurances ont été accueillies avec une satisfaction manifeste. »

Enfin, pour compléter nos citations, et devançant de quelques jours les événements, le ministre sarde, interpellé sur la présence de l'armée des Alpes à la frontière, portait à la tribune cette déclaration :

« ..... Je puis assurer les députés et tout le pays que la meilleure harmonie existe entre le gouvernement de la France et celui de S. M. le roi de Sardaigne. L'armée française n'entrera pas, à moins que nous ne l'appelions. » Et il ajoutait avec présomption : « Et comme nous ne l'appellerons point, elle n'entrera pas. »

XXI

Accusés par les uns de n'avoir pas voulu intervenir en Italie, de lui avoir refusé l'épée de la France, d'avoir renié leur manifeste, d'avoir limité leur politique à des paroles sonores, le Gouvernement provisoire et le ministre chargé de le représenter auprès des nations étrangères furent accusés par les autres d'avoir au contraire, par des intrigues secrètes et d'astucieuses provocations, cherché à soulever les partis républicains, les passions anarchiques en Italie, afin de s'y faire appeler pour y semer des républiques et contreminer les projets de Charles-Albert.

Les faits ont suffisamment répliqué aux premiers.

Non, ce n'est pas l'épée de la France qui a manqué à l'Italie pendant la durée du Gouvernement provisoire et de la Commission exécutive; c'est l'Italie qui a refusé de s'en servir, ou du moins le roi qui alors présidait à ses destinées.

Quant aux attaques des derniers, peu de mots suffiront. Le Gouvernement français ne partageait pas les illusions des Italiens. A ses yeux, l'Italie fractionnée, divisée, ne pouvait résister à l'Allemagne. Il croyait à l'insuccès de l'armée piémontaise; et Lamartine, chaque jour, au conseil, en analysait, en démontrait les causes probables. Le Gouvernement français avait donc la conviction que l'Italie se verrait contrainte d'invoquer le secours de la France, dans un délai peu éloigné, dès que Radetzki aurait reçu les renforts partis de Vienne. Pourquoi donc aurait-il eu recours à des moyens déloyaux pour amener un état de choses qui lui paraissait être dans la logique inévitable des faits?

« Il serait facile », écrivait M. Bixio le 27 avril, « d'ici à quelques jours, de se faire appeler par l'Italie; une panique à Milan, un bruit de traité suffiraient. » La question posée, il combattait cette politique comme impuissante, désastreuse, n'aboutissant qu'à laisser les baïonnettes françaises isolées en face de l'Europe. Il fallait abandonner les événements à leur cours. Le chargé d'affaires annonçait également avoir peu foi dans les forces du parti révolutionnaire. La correspondance du ministre des affaires étrangères ne décèle nulle trace d'une action ténébreuse tramée dans le mystère, mais, à chaque page, les preuves du contraire. La loyauté du but était conforme à la franchise des moyens.

Quant à la minorité du Gouvernement provisoire de la République française, elle eût certes désiré, comme la majorité, voir la Lombardie, à l'exemple de la Vénétie, préférer la forme républicaine. Mais elle sut respecter les vœux des peuples de l'Italie. On ne voit, dans les actes, dans les rapports, dans les aveux, dans les confidences les plus intimes de cette époque, aucun indice qu'elle ait cherché à précipiter les événements désirés par elle si ardemment. Sa foi absolue dans la force des circonstances explique son inaction. Selon elle, rien ne pouvait arrêter le mouvement dans son essor. L'impulsion étant donnée, quelques jours plus tôt, quelques jours plus tard, les peuples, non-seulement en Italie, mais dans l'Europe entière, étaient successivement emportés vers la République.

L'influence de certains clubistes de France sur les démocrates italiens ne s'apercevait également nulle part. Les démocrates italiens avaient trop d'orgueil national pour recevoir leurs inspirations d'hommes auxquels ils se croyaient supérieurs par le dévouement aux intérêts de leur patrie.

En résumé, les démocrates italiens ont fourni d'abondants matériaux sur cette époque; on n'y rencontre aucune main française qui ait fouillé leur intérieur.

CHAPITRE HUITIÈME.

Charles-Albert presse le vote du peuple lombard. — Embarras du gouvernement provisoire de Milan. — La République à Venise; obstacle à l'ambition de Charles-Albert. — Modération du gouvernement de la République vénète. — Mesures d'intérêt général à Venise. — Correspondance; accord des gouvernements lombard et vénète. — Les destinées des deux peuples seront fixées après la victoire. — La République vénète reconnue par Charles-Albert sans condition. — Méfiances mutuelles des partisans du roi et des républicains. — Le gouvernement piémontais cherche à limiter la guerre à la terre ferme et demande une trêve maritime. — Plaintes des Vénitiens. — Durando se rapproche de l'armée piémontaise et s'éloigne de la frontière du Frioul. — Le roi n'envoie au secours de la Vénétie que 112 artilleurs. — Murmures contre l'inaction du roi. — Le général Nugent menace le Frioul. — Les provinces vénètes s'éloignent du gouvernement de Venise pour se rapprocher de Charles-Albert. — Le gouvernement de Venise invoque les secours de toute l'Italie, envoie des délégués au camp de Charles-Albert. — Charles-Albert ne doit pas seul porter la responsabilité de son inaction. — Entraves de la diplomatie. — Correspondance. — Inexpérience de Charles-Albert et de ses généraux. — Charles-Albert ne coupe pas les routes du Tyrol. — Les volontaires dans le Tyrol, non soutenus; leurs échecs. — Nugent pénètre dans le Frioul le 16 avril. — Prise d'Udine. — Résistance d'Osoppo. — Progrès du corps d'armée de Nugent. — Blocus de Venise. — Charles-Albert donne ordre à Durando de s'opposer à Nugent. — Durando en face de Nugent sur la Piave. — Situation de l'armée de Charles-Albert et de l'armée de Radetzki. — Envahissement de Peschiera. — Combat de Pastrengo.

I

Charles-Albert, sollicité par ses partisans, conseillé par ses flatteurs, languissant d'atteindre son but, voyant cette couronne si près, n'eut plus la force d'attendre la victoire pour s'en saisir, et résolut de précipiter la décision du peuple qui devait la poser sur sa tête.

Pourquoi le roi hésiterait-il? disaient ses amis. Il a

donné une constitution et de larges réformes, rompu les traités, commencé la lutte avec l'Autriche, consacré ses trésors à la guerre! Il s'expose, se livre, s'il est vaincu, aux fureurs d'un ennemi sans pitié; il met en jeu, pour délivrer l'Italie, et son sang, et sa vie, et son trône. N'est-ce pas assez? Laissera-t-il quelques républicains, infime partie de la nation, poursuivre leur trame, répandre l'idée d'une république unitaire embrassant dans son étendue non-seulement la Lombardie, la Vénétie, mais la Toscane, Rome, Naples et le Piémont lui-même? Et s'il est vainqueur, que lui réservera-t-on? quelques froids remercîments! puis la méfiance, la calomnie, l'ingratitude! On ne lui fera que la moindre part dans le succès! Ce sera l'armée et le peuple qui auront conquis l'indépendance! A eux, la reconnaissance; à lui, rien! La situation est fausse, il faut se prononcer. Toute irrésolution nuira à l'action. S'il n'est pour les Lombards qu'un allié, qu'ils le disent! s'ils le reconnaissent pour roi, qu'ils le proclament! Le salut de l'Italie le veut!

Dès son arrivée à Lodi, Charles-Albert fit écrire à M. Casati, président du Gouvernement provisoire de Milan : « Sa Majesté considère qu'au peuple seul qui, avec tant de valeur, a su si récemment se délivrer du joug étranger, appartient le droit sacré de déterminer la forme de son propre gouvernement; et, pour cela, le désir de Sa Majesté est que le Gouvernement provisoire procède, dans le plus bref délai possible, à la convocation de cette Assemblée élective qui devra souverainement décider des futures destinées de ces belles provinces italiennes. Sa Majesté désire aussi que l'Assemblée émane d'un système d'élection très-large et

très-libéral, de manière que ses décisions puissent être regardées comme étant réellement la plus sincère expression de la volonté nationale. »

Cette précipitation parut aux opposants une rupture des conventions. Le Gouvernement provisoire, qui les avait ainsi formulées dans sa proclamation du 22 mars : « Nos destinées seront discutées et fixées par la nation lorsque notre cause sera triomphante, » pouvait-il si promptement les oublier? Le roi, qui les avait confirmées par ces paroles du 23 mars : « Nous venons vous offrir l'assistance que le frère attend du frère et l'ami de l'ami, » et par celles du 31 : « Je viens sans condition..... » pouvait-il si rapidement les effacer? De là des plaintes amères : Manquer ainsi à la trêve jurée sur les barricades, à un pacte sacré! n'est-ce pas une indigne violation, une honte? L'Autrichien ne souille-t-il pas encore de sa présence le sol de la patrie? Le roi l'a-t-il chassé? Pourquoi donc cette hâte? Demander à la nation de se prononcer lorsque les populations sont sous la crainte d'être abandonnées, livrées à l'armée de Radetzki, mais c'est lui ôter toute liberté du choix, c'est exercer sur son vote une pression absolue! Ce n'est plus un consentement qu'on lui demande, c'est un ordre qu'on lui dicte! Que Charles-Albert attende au moins que la victoire lui donne la couronne! Vainqueur, il la tiendra, non de la peur, mais de l'admiration et de la reconnaissance publiques. Vaincu, il échappera au ridicule d'une ambition déçue non légitimée par le succès! Enfin, pourquoi mendier la récompense avant le service rendu?

Le Gouvernement provisoire de Milan, placé entre la volonté formelle de Charles-Albert, les instances

des royalistes, ses propres tendances qui le portaient à les satisfaire, et les promesses données, les engagements pris, les reproches des républicains, hésitait à céder immédiatement, y préparait les esprits, et cherchait à se rendre populaire par des mesures agréables au peuple. De là, moyens termes, indécisions, excellentes intentions, mais pas une de ces résolutions hardies, pas un de ces actes qui sauvent les nations. Il gouvernait et il obéissait. Il organisait l'administration, et la prédisposait à se fondre dans celle du royaume de Sardaigne. Il avait à faire d'énormes dépenses pour le salut public, et il comptait autant sur les recettes du Piémont que sur les siennes. Il avait à pourvoir, par un traité, aux subsistances des troupes sardes, tandis que le roi s'était obligé à payer le matériel de l'armée. De là, des tiraillements incessants! Il faisait ce qu'il se préparait à défaire; traçait ce qu'il allait effacer; prenait pour ministre de la guerre un général piémontais; fusionnait les soldats lombards avec les soldats sardes; s'efforçait pour le bien et commettait des fautes inhérentes à la position; ignorait s'il était chef d'un État indépendant ou sujet d'un roi; enfin, d'une confiance absolue dans le roi auquel il se livrait sans réserve, il perdait la prévoyance, l'initiative qu'il eût dû conserver, et qui lui firent défaut au dernier jour.

Il maintenait et justifiait son influence par des décrets qu'il croyait utiles : il abolissait la taxe personnelle, la loterie, les droits sur la navigation des canaux, une partie des droits sur les vins du Piémont, sur le papier timbré; supprimait les délégations en les concentrant dans les congrégations; dissolvait les tribunaux; autorisait les congrégations et les nouveaux pré-

sidents à destituer les employés incapables; appelait à lui les députés des provinces; préparait les lois électorales; ordonnait des enrôlements volontaires, des levées d'hommes; ouvrait un emprunt de 24 millions, sans intérêt. Le patriotisme des habitants répondit en partie à cet appel financier; mais le crédit était affaibli et les recettes abaissées par les réductions d'impôt; le gouvernement se crut dans l'obligation de suspendre le payement des intérêts du *Monte*, — dette publique.

On ne peut que gémir sur les divisions qui furent si fatales à l'Italie. Mais ne trouvent-elles pas leur explication, sinon leur excuse, dans le but différent que chacun, avec bonne foi, se croyait le droit de poursuivre, dans cet esprit de parti qui colore les mêmes faits de nuances si diverses, dans la faiblesse de l'humanité? Ainsi, Charles-Albert est roi, il agit comme un roi peut agir. Il a l'ambition que tout autre monarque aurait eue à sa place. Ses partisans ont la conviction que seul il est capable, avec l'armée du Piémont, de fonder un régime constitutionnel, à leurs yeux le seul durable, et de délivrer l'Italie. Les républicains se méfient du roi, doutent de sa puissance, de son habileté, de ses succès, et n'ont foi qu'en leurs principes. Tous poursuivent l'unité, l'indépendance italiennes : le premier, sous sa domination; les seconds, dans une monarchie libérale et représentative; les derniers, dans la République, seule forme où la justice et la souveraineté du peuple puissent, selon eux, être une vérité.

II

Mais si la politique du roi et de ses conseillers peut s'expliquer en Lombardie, peut-elle s'excuser vis-à-vis

de Venise? C'est aux révélations de l'histoire à le dire.

A Venise, la proclamation spontanée de la République contrariait les vues, les espérances de Charles-Albert. Cet exemple, dangereux pour la Lombardie, et si proche, l'obsédait. Devant lui, à Milan, il n'avait qu'un provisoire d'un jour, facile à absorber; à Venise, s'élevait, contre son ambition, un gouvernement indépendant et les traditions de plusieurs siècles. Il fallait donc effacer le passé, briser le présent, assouplir ce pays. Un moyen s'offrait : le livrer à son impuissance pour la lui démontrer; l'abandonner sans secours, en proie aux difficultés, pour se faire désirer; le laisser quelque temps face à face avec l'armée autrichienne, pour se faire appeler! Ce moyen fut-il employé par Charles-Albert sans qu'il s'aperçût que chaque pas fait contre Venise par l'ennemi était un pas fait contre lui-même?

III

L'exemple donné par le gouvernement de la République vénète était en effet un péril pour la Monarchie. Manin et les autres membres du pouvoir maintenaient l'ordre dans la liberté, élevaient le peuple par la générosité des idées, le grandissaient par la noblesse des sentiments. Les familles autrichiennes restées à Venise étaient respectées; les steamers qui venaient de Trieste, sauvegardés. Aucun trouble, aucun tumulte, aucune clameur! La probité régnait dans l'administration, la moralité dans les actes, la loyauté dans les rapports, la netteté dans les ordres; la modération, unie à la fermeté, réprimait toute pensée d'anarchie.

Le consul anglais, peu favorable à la cause vénitienne,

en portait témoignage dans les lettres adressées à son gouvernement.

Manin et ses collègues avaient vu avec regret s'éloigner dans la nuit du 25 mars, sur le brick anglais *la Reliance,* frété pour Trieste, le duc et la duchesse de Bordeaux, la duchesse de Berri et le comte Lucchesi Palli. Ils eussent désiré que la présence des chefs de la famille des Bourbons vînt attester, devant l'Europe, et leur hospitalité et le calme de la cité.

Une telle République devait être admirée par les hommes et aimée de Dieu. Pie IX lui envoyait cette bénédiction écrite de sa main : « Dieu bénisse Venise en la délivrant des maux qu'elle craint, et que, dans les ressources infinies de sa toute-puissance, il daigne conserver à son peuple le bonheur qu'il mérite ! »

Le gouvernement crut devoir faire au peuple des concessions que les nécessités financières ne permettaient peut-être pas, mais que les nécessités politiques exigeaient impérieusement. Il suspend la loterie; supprime la taxe personnelle; réduit d'un tiers le prix du sel; abolit le timbre sur les journaux; libère le travail du contrôle sur le coton, sur les fils et sur les manufactures de coton mêlé ou non mêlé à d'autres matières; affranchit de tous droits et taxes les barques armées pour la pêche, même lorsqu'elles se bornent à acheter le poisson dans l'Adriatique; concède aux États sardes l'abolition de toute surtaxe sur les vins de cette provenance; permet la libre entrée des blés, farines, riz et autres farineux, et en défend l'exportation; fixe la taxe postale des journaux à cinq centimes; adoucit les peines fiscales, en supprimant l'arrestation pour les contraventions; ordonne la mise sous séquestre des

biens de l'archiduc Regnier et du duc de Modène ; rassure les intéressés sur le payement des pensions et sur la situation des monts-de-piété, dont il prend la direction ; réforme les tribunaux ; substitue la justice aux inquisitions policières ; laisse à la presse toute liberté, n'exigeant des auteurs que leur signature et le dépôt ; proclame la liberté religieuse, en déclarant égaux en droits civils et politiques tous les citoyens de quelque religion qu'ils soient ; plein de déférence pour Pie IX, autorise la correspondance libre et directe entre les évêques et le souverain pontife ; remplace la congrégation centrale par un conseil composé de trois délégués par province, qu'il appelle autour de lui pour le 10 avril, donnant ainsi satisfaction à la Vénétie ; efface enfin du code militaire la peine du bâton et des verges, qui répugnait aux mœurs policées de l'Italie et à la dignité d'hommes libres.

Ces détails donnent une idée de l'importance, de la rapidité des travaux du gouvernement républicain, et de son esprit sage et progressif. Mais les obstacles à vaincre étaient plus considérables encore que les travaux accomplis. Des difficultés nouvelles, inattendues, l'attendaient à chaque pas, dans la guerre avec l'Autriche, dans ses préparatifs de résistance, dans ses rapports avec les puissances étrangères, dans ses relations avec la Lombardie, avec le roi de Piémont, avec les forces romaines, avec les autres princes italiens, avec les provinces mêmes de la Vénétie. Jamais gouvernement n'eut, à son origine, à briser plus d'entraves ; mais il avait la volonté, la foi, le dévouement.

IV

Les premières relations avec la Lombardie furent cordiales, sympathiques. Elles devaient l'être. Entre ces deux pays rivés à la même chaîne, il y avait communauté de souffrances et de but. Cependant il y eut tout d'abord des nuances dans le langage.

Le gouvernement de Milan écrivait, le 25 mars, à la *cité de Venise :*

« ..... Nous sommes dans la plus vive anxiété de connaître votre sort. Faites que promptement nous en soyons informés; cependant nous vous exprimons la confiance que, dans votre organisation nouvelle, vous aurez pensé à l'unité italienne. *Indépendance et unité!* tels doivent être les mots solennels qui résument tous les vœux et toutes les intentions de la nation. »

Le même jour, le gouvernement vénète écrivait aux *Lombards,* auxquels il donnait le saint nom de frères :

« ..... Dans nos mouvements, qui concordent si heureusement et à la même heure, on ne peut que voir la main de Dieu et le signe sacré de l'union de nos destinées futures. Le même jour, 18 mars, se constituait la garde civique à Milan et à Venise. Le même jour, 22 mars, les autorités autrichiennes capitulaient à Milan et à Venise !... Ce que nous avons fait ici et ce que nous faisons ne préjuge en rien l'avenir. Notre cause est la vôtre et celle de toute l'Italie. Nos discordes et nos ambitions municipales, qui furent l'origine de tant de malheurs, ayant cessé désormais, nous ouvrirons l'ère nouvelle sous les auspices d'une paix plus glo-

rieuse que nos antiques combats. Nous invoquons votre aide; nous vous offrons la nôtre, quoiqu'elle ne vous soit pas nécessaire, et nous aimerons à entendre simplement de vous quelles sont les résolutions que la riche, belle et loyale Lombardie doit prendre pour fixer ses destinées futures. »

Le gouvernement de Milan répliquait :

« ..... Vos pensées sur la nationalité sont les nôtres. Vous verrez que, dans nos espérances et dans nos désirs, nous avions devancé ce que vous avez fait.

» De votre affection nous étions assurés. Nous étions assurés qu'aucun sentiment municipal ne pourrait s'emparer de ceux qui ont élevé autour du lion de Saint-Marc la bannière tricolore.

» Lorsque nous étions encore au milieu de l'agitation de notre grande lutte, nous avons déclaré que, nous constituant en gouvernement provisoire, nous voulions pourvoir aux nécessités du moment, et qu'après le triomphe de notre cause la nation déciderait.

» Vous avez cru devoir vous en référer aux traditions de votre glorieux passé; vous avez voulu de nouveau faire résonner aux oreilles des Vénètes un nom qui fut toujours dans leurs cœurs.

» Vous avez rendu un digne hommage à dix siècles de l'histoire vénète.

» Mais ce qui nous assure l'accord unanime dans lequel vous serez avec nous sur la grande question de l'unité, fondement de l'indépendance, c'est votre déclaration que, l'étranger chassé, vous penserez, d'accord avec nous, à opérer ce qui sera utile au profit commun, à la gloire commune.

» ..... *Vive l'Italie! Vive Venise! Vive Milan!* »

Cette correspondance, échangée sous l'émotion de la délivrance, intéresse d'autant plus vivement qu'elle exprime les premières pensées des deux gouvernements. Elle est claire. Le gouvernement de la République vénète fera tous les sacrifices que nécessiteront l'avenir, l'unité, l'indépendance de l'Italie. Le gouvernement de Milan en prend acte et ajourne la question après la victoire. Sur de telles bases, l'accord est complet; et, s'il n'y est rien changé, il n'y a pas de divisions possibles.

V

Les rapports avec le Piémont sont aussi nettement définis.

Le consul de Sardaigne, le 22 mars au matin, avait, nous l'avons déjà dit, conseillé à Manin de proclamer la République. C'était en effet la déclaration formelle de la complète séparation de la Vénétie d'avec l'Autriche, premier pas vers l'accomplissement des vœux de Charles-Albert. Le gouvernement de Venise avait ensuite reçu les proclamations désintéressées de Charles-Albert, qui accourait « comme fidèle et loyal allié ».

Le Gouvernement provisoire de la République annonçait sa Constitution aux États de Sardaigne, comme à ceux de Naples et de Toscane :

« La nouvelle République vénète déclare assez la raison de son origine et ses intentions avec la bannière qu'elle élève, où l'antique lion est entouré des couleurs italiennes qui le protégent comme symbole de la paix.... Non-seulement la République entend conserver la paix avec tous les États italiens en observant tous les droits, mais resserrer avec eux la ligue fraternelle de laquelle

la ligue douanière ne sera qu'un signe et qu'un effet..... L'Italie, distincte dans ses gouvernements divers, est une dans notre pensée..... »

En réponse à cette lettre, le 11 avril, le consul général de Sardaigne, M. A. Faccanoni, présenta au gouvernement de la République la communication d'une dépêche du roi qui le reconnaissait officiellement.

Le 31 mars, M. de Pareto avait écrit au président de la République : « ..... Le gouvernement de Sa Majesté ne peut se dispenser d'envoyer ses congratulations au gouvernement provisoire de Venise sur son avénement aux affaires, et de lui offrir, avec ses relations de bonne amitié, les secours matériels nécessaires pour arriver à la complète indépendance de l'Italie; ces secours et ces relations que, selon l'expression sublime de Charles-Albert, le frère doit au frère, l'ami à l'ami. » Il accréditait ensuite auprès de la République M. Lazzaro Rebizzo. Lié intimement avec plusieurs membres du gouvernement de Venise, M. Lazzaro était, le 13 avril, à son poste.

Le 8 avril, à son arrivée à Castiglione delle Stiviere, le roi reçut un délégué du gouvernement vénète qui lui demandait un général pour organiser et diriger l'armée de la République. Le roi promit le concours du général de la Marmora, qui se rendit, le 14, à Venise, et y fut accueilli par les plus vives acclamations.

La République vénète était donc en rapports officiels avec Charles-Albert. Si dans les relations il n'y avait pas d'arrière-pensée, l'union intime de la Monarchie et de la République devait puissamment contribuer à l'affranchissement de l'Italie.

Malheureusement, le roi de Sardaigne avait des

désirs, et les républicains de la Vénétie éprouvaient des craintes !

A peine arrivés près de Vérone, territoire vénète, les partisans de Charles-Albert exprimaient déjà leur surprise de ce que le pays pour lequel le roi venait combattre avec ses fils et son armée ne s'empressât pas de lui confier en échange la direction de ses destinées. L'œuvre n'était pas accomplie qu'ils parlaient déjà d'ingratitude. Les républicains de la Vénétie paraissaient s'étonner de ce qu'oubliant sitôt les promesses royales, les amis, les conseillers de Charles-Albert songeassent à servir son ambition plus que la cause italienne. Aucun acte n'avait été commis que déjà ils témoignaient des soupçons et des inquiétudes.

Aussi, de part et d'autre, méfiance mutuelle ! La politique indécise du gouvernement piémontais, ses lenteurs, furent interprétées par les Vénitiens comme symptômes d'abandon.

Le gouvernement sarde avait fait faire des démarches par l'entremise de l'ambassadeur russe, à Munich, « pour limiter le conflit avec l'Autriche aux hostilités de terre ferme, et pour le maintien des relations de commerce maritime entre les deux pays dans le *statu quo* actuel ». Ces propositions avaient été acceptées par l'Autriche ; ce qui n'empêchait pas la flotte autrichienne de se préparer à bloquer Venise, et la flotte sarde de lui porter secours.

Cette trêve maritime, portée à la connaissance des Vénitiens par une circulaire piémontaise, était motivée sur ce que « il n'était pas échappé au gouvernement de Sa Majesté que la plus grande partie des équipages et des officiers de la marine militaire autrichienne étaient

des Italiens, et que dans une guerre essentiellement italienne, ayant pour seul but de chasser les étrangers de l'Italie, il était généreux de ne pas combattre des Italiens ».

Ces raisons ne parurent pas sérieuses; aussitôt des murmures! N'y avait-il donc pas et n'y a-t-il pas encore des Italiens dans l'armée autrichienne? Cette cause d'affaiblissement pour l'ennemi sur terre, n'en sera-t-elle pas une sur mer? Qui sait ce qu'il en adviendra? Pourquoi donc empêcher la lutte maritime qui sera peut-être une occasion favorable de rallier une partie de la flotte autrichienne; et comment peut-on renoncer à attaquer Trieste, à opérer des débarquements utiles en Istrie et en Dalmatie : diversion puissante, qui détournera du Frioul le corps d'armée de Nugent prêt à y pénétrer? Au surplus, se fier à des promesses peu sincères, n'est-ce pas laisser Venise exposée aux attaques subreptices des vaisseaux ennemis? De ces réflexions naissaient des accusations que le temps n'a pu faire taire encore.

Un motif plus grave donna lieu à des reproches plus amers. Le général Durando était à la tête de l'armée romaine à Bologne, et il n'avançait pas; on l'attendait, et il ne traversait pas le Pô. Les jours s'écoulaient, il restait immobile; les instances les plus pressantes de se hâter lui étaient adressées, mais vainement. Ses soldats, ses volontaires lui demandaient d'être menés au combat, il paraissait sourd à leur voix. Faut-il donc tant de jours, disait-on avec colère, pour organiser des troupes qui viennent dans des provinces amies? Avec 12 000 hommes et une artillerie suffisante, le général ne doit-il pas courir en Vénétie, passer de ville en ville,

rallier les croisés, improviser une armée en masses considérables, s'avancer au-devant de l'ennemi et lui couper la marche et la retraite ?

Le 18 avril seulement, Durando se décide à envoyer le capitaine d'état-major Aglebert, en qualité de commissaire des troupes pontificales auprès de la République, annoncer son intervention militaire et le passage du Pô par l'armée romaine, réclamer des subsides et une somme de cent mille livres. Le gouvernement s'empresse de les lui concéder. L'espérance et la joie sont dans tous les cœurs. Mais bientôt succède une consternation profonde; au lieu du secours si désiré, si opportun, on apprend, tout à la fois, qu'un corps d'armée autrichien est en pleine marche sur le Frioul, et que l'avant-garde des troupes pontificales, loin de se porter de ce côté, prend la direction opposée vers Ostiglia et Badia, afin de se rapprocher de Mantoue et de Legnago. Durando est Piémontais! On attribue ces retards, cet abandon, aux ordres de Charles-Albert plutôt qu'aux ordres de Pie IX. Le général semble déserter la Vénétie, dénuée de secours, pour aller se joindre à l'armée piémontaise, en forces plus que suffisantes.

Le général Zucchi, commandant à Palma-Nova, avait réclamé des artilleurs; sa demande transmise au roi, il en avait obtenu 112 hommes. Là se bornait le concours de Charles-Albert au delà de l'Adige.

Autres faits, autres plaintes. Le roi de Naples avait annoncé, dans ses proclamations, communiquées par son consul à Venise, M. Campana, qu'il se disposait à concourir, avec ses forces de terre et de mer, à la délivrance de la Vénétie, que, dans ce but, il avait fait des propo-

sitions de ligue italienne au roi de Piémont, et que ce roi ne voulait pas les accepter.

L'inaction, devant l'ennemi, de Charles-Albert, qui ne savait profiter ni de l'élan de ses troupes, ni de l'ardeur révolutionnaire des volontaires, ni du découragement des Autrichiens, était un problème difficile à résoudre pour ces esprits ombrageux, croyant tout possible parce qu'ils aspiraient à tout.

Au lieu de trouver une explication dans l'ordre naturel des choses, qui ne permet pas aux hommes ordinaires ces traits de promptitude et d'audace qu'osent seuls et que seuls font réussir les hommes de génie, on se livrait à des rumeurs. Les amis du roi ne le laissaient pas sans défense, et rejetaient à leur tour le blâme sur ces accusateurs injustes, qui ne tenaient compte ni du temps ni des choses, qui déversaient une critique insensée sur le sauveur de la patrie. On put lire dans les feuilles publiques une polémique passionnée, soutenue avec un égal acharnement. Diverses villes, comme Padoue, se mêlèrent au débat. La discussion s'étendit jusque sur les principes constitutionnel et républicain. Les cercles, les associations furent mis en présence; chacun vantait son système. Les plus sages regrettaient des troubles et des divisions funestes; le gouvernement de la République laissait la liberté à tous, mais s'efforçait de rappeler les esprits au calme et à l'union.

Plus de doute bientôt sur le retour offensif des Autrichiens. On apprend que Nugent, après avoir recueilli les troupes sorties de Venise et les avoir mêlées à de nouveaux régiments et à de nouvelles recrues, avait réuni environ 13 000 hommes et soixante pièces de canon, et qu'il se préparait à passer l'Isonzo, menaçant

Udine et Palma-Nova. Alors on vit les provinces de terre ferme, plus exposées, se rapprocher de plus en plus de Charles-Albert, diriger vers lui leurs espérances, leurs prières. Si le roi de Piémont n'avait eu en vue que ce résultat, sur ce point il avait réussi; mais la frontière restait dégarnie.

VI

Le gouvernement de Venise ne cessait de témoigner aux provinces la sollicitude la plus vive, et leur demandait une confiance réciproque au nom du salut commun. Il tenait le pouvoir d'une main ferme, mais il comprenait que, dans un état de guerre aussi violent, il fallait laisser à chaque province sa large part d'initiative, le libre usage des recettes et des fonds disponibles. Il leur distribuait, autant que possible, des armes, des munitions. Il cherchait à les tenir ralliées au centre commun. Il prêchait les sacrifices, offrait sa vie comme exemple, rappelait à l'unité, demandait de ne pas créer des séparations dont l'ennemi profiterait, et suppliait d'expulser de ce beau pays privilégié du ciel la discorde, la malédiction, qui se respirent dans l'air et circulent avec le sang.

Ces exhortations patriotiques étouffaient des dissensions prêtes à naître, apaisaient les esprits. Mais l'ennemi s'avançait, et chacun de ses pas portait les habitants de certaines cités, entraînés par l'urgence de la défense, vers le roi qui les avait délaissés.

Le 10 avril, la Consulte, composée de trois députés de chaque province, entourait le Gouvernement provisoire de ses avis, et préparait la loi électorale. Dans

cette première séance, le président Giacomo Busoni faisait observer avec amertume que Trévise n'avait pas envoyé de délégués. Le 20, le comité de Vicence adressait directement à Charles-Albert une supplique en termes humbles et élogieux.

VII

Udine, menacée, renouvelle à tout moment ses demandes de secours à Venise. Le gouvernement de la République envoie courrier sur courrier au camp de Charles-Albert, pour l'éclairer sur le péril de la situation, adresse ses instances les plus vives au général Durando, pour qu'il accoure défendre la ligne de l'Isonzo ouverte à l'ennemi, et qu'il oppose à une armée régulière les forces d'une armée régulière : « Il s'agit ici de l'honneur du nom piémontais et pontifical, de l'honneur du nom italien. Si nous abandonnons à leur seul courage les braves habitants du Frioul, qui ont si bien mérité de la patrie, si on laisse le champ libre aux cruautés de l'ennemi, ne donne-t-on pas lieu à l'Europe de penser que, dans ce mouvement mémorable, l'Italie a manqué d'entente et de bon vouloir ? »

Dans cette détresse, le gouvernement de la République en appela à tous les peuples d'Italie, et spécialement aux Milanais. Le gouvernement de Milan répliqua qu'il envoyait dépêche sur dépêche au roi; qu'il instituait une commission de défense de la Vénétie; qu'il invitait un bataillon de 500 volontaires, formé à Paris par l'association nationale italienne, commandé par le brave général Antonini, arrivé le 23 avril à Pavie, de se porter immédiatement en Vénétie sur un bateau à

vapeur disposé à cet effet pour descendre le Pô. Le Gouvernement provisoire de Milan, ayant laissé la direction à Charles-Albert, ne pouvait faire ni plus vite ni mieux pour prouver ses sympathies à Venise.

VIII

Le danger était de plus en plus pressant. L'Isonzo est passé par l'ennemi. Chaque ville prépare sa défense; chaque citoyen aiguise ses armes, accumule ses munitions et saisit le fusil. Le général La Marmora improvise l'organisation des volontaires vénètes. Mais le courage et la résolution de mourir ne suffisent pas. Il faut obtenir du roi le corps d'armée de Durando. Seul il peut soutenir une lutte sérieuse. Deux démarches décisives sont résolues par le gouvernement vénète : le 20, le commandant Aglabert court prévenir Durando de l'attaque prochaine de Nugent; dans la nuit du 22 au 23, M. Paleocapa, ministre de l'intérieur et des travaux publics, part pour le camp de Charles-Albert, « avec mission de presser, de nouveau et avec instance, l'envoi des secours réclamés par le Frioul, et d'obtenir la réparation du mal résultant du défaut de concours qu'on était fondé d'attendre du général Durando, qui déjà se dirigeait sur Ostiglia ». Ses instructions, prévues pour le cas où il lui serait demandé si les Vénitiens étaient disposés à abandonner la forme républicaine et à constituer un seul État de l'Italie septentrionale, étaient de répondre : « que l'assemblée convoquée déciderait souverainement, et que le Gouvernement provisoire se tiendrait à ses ordres. »

Ainsi le gouvernement de la République, par l'indis-

pensable nécessité de la défense, se trouvait entraîné sur la pente insensible où s'était trouvée la Lombardie; il se voyait contraint d'appeler l'armée et la flotte sardes, et les troupes auxiliaires des princes alliés placées sous les ordres de Charles-Albert. La prompte arrivée de l'armée et de la flotte napolitaines pouvait seule changer cette situation. Mais, à ce moment suprême, le général Pepe n'avait pas encore quitté Naples; et le premier pas vers la constitution d'un royaume de la haute Italie était fait. La politique de Charles-Albert et de ses adhérents, si ce fut leur politique, eût été couronnée d'un plein succès, mais le moyen lui-même était un premier et funeste échec. Négligence ou calcul! laisser les frontières ouvertes et la Vénétie livrée à l'invasion fut un fait déplorable, dont les conséquences devaient peser cruellement sur les destinées de l'Italie.

IX

Charles-Albert ne doit pas porter seul la responsabilité de sa lenteur et de ses indécisions. Il n'avait pas que l'Allemagne à combattre : il avait en face de lui, autour de lui, la diplomatie anglaise qui le comprimait, l'étouffait. L'Angleterre avait été longtemps son soutien contre l'Autriche; l'Angleterre devait encore être son refuge en cas de revers; car, à aucun prix, il ne voulait se jeter dans les bras de la République française. Il devait donc d'autant plus prêter l'oreille à ses avis qu'il s'en éloignait davantage. Cette condescendance obligée était le prix des services passés et des services futurs. Rien n'est plus clairement démontré par la correspondance.

« Depuis mon arrivée à Turin, » écrit le chargé d'affaires de France, le 20 avril, « la sécurité que témoignait le gouvernement sarde sur l'issue d'une guerre où toutes ses ressources sont engagées, où son existence est remise au destin d'une bataille, était pour moi un sujet d'étonnement et d'inquiétude. L'état de défiance dont on ne s'est pas écarté un instant à l'égard de la République ne s'expliquait pas suffisamment pour moi..... Une indiscrétion vient de me révéler ce secret..... L'Angleterre, tout en blâmant vivement la levée de boucliers du roi, a déclaré que *l'intégrité du territoire sarde* était une nécessité européenne, et que tant que la guerre resterait italienne, tant que la République n'interviendrait pas, les Autrichiens victorieux s'arrêteraient au bord du Tessin..... Cette assurance, que lord Ponsomby avait déjà donnée à Vienne à l'envoyé sarde, M. Ricci...., a été depuis renouvelée en termes si formels, que le ministère est ici convaincu que l'Angleterre tiendra parole. »

Charles-Albert, garanti par l'Angleterre de la perte de ses États, se voyait pressé par elle d'accéder à un armistice demandé par l'Autriche; pouvait-il répondre par un refus désobligeant, sans examiner ni délibérer?

« Mon cher lord Palmerston, » écrivait, le 15 avril, le comte Dietrichstein, « vous avez vu par la dépêche du comte de Fiquelmont, en date du 5 de ce mois, dont je vous ai remis copie, que mon gouvernement a pris la résolution d'expédier un commissaire impérial dans le royaume lombardo-vénitien, avec la mission d'y négocier une réconciliation sur les bases les plus larges, qui sont une suite naturelle et voulue du nouveau système politique adopté par l'Autriche. Cette

œuvre de pacification toutefois ne pourra pas s'accomplir, aussi longtemps que les deux parties belligérantes se trouvent en présence et à la veille d'une collision. C'est donc avant tout une suspension d'hostilités qu'il s'agirait d'obtenir, et l'atteinte de ce but me semble devoir être puissamment facilitée par l'influence conciliatrice que vous jugerez à propos de faire valoir à cet effet auprès des diverses cours italiennes.

» En vous rendant au vœu que je me permets de vous exprimer par ces lignes, vous contribuerez par vos bons offices à écarter les chances d'une guerre générale qui menacerait de sortir d'une collision sur le sol de l'Italie. »

Cette demande accueillie par l'Angleterre, lord Minto se rendait de Rome au camp de Charles-Albert, où se trouvait monseigneur Corboli, légat du pape ; tandis que le commissaire plénipotentiaire de l'Autriche, le comte de Hartig, se transportait à Gorizia, d'où il adressait, le 19 avril, un manifeste de conciliation aux Lombardo-Vénitiens, leur promettant de satisfaire aux besoins de liberté et aux désirs de nationalité.

X

L'historien n'a plus qu'à laisser les documents officiels poursuivre ce récit. « L'arrivée de lord Minto, » dit le chargé d'affaires de France, « la présence de monseigneur Corboli au quartier général, l'attitude de Radetzki, les retards évidemment calculés de Durando, l'insignifiance ridicule des contingents toscans et napolitains, l'irrésolution notoire de Charles-Albert, tout cela doit donner les plus sérieuses inquiétudes. Je soup-

çonne des menées communes de l'Angleterre, de l'Autriche et de Rome..... »

Il écrivait, le 27 avril : « Tous mes soupçons sont confirmés et éclaircis ce matin. Il est aujourd'hui avéré que l'Autriche, l'Angleterre et Rome s'entendent pour arranger à leur manière, à l'exclusion de la République, les affaires de la Péninsule.

» Lord Minto est parti de Rome pour Turin, à la réception d'une dépêche qu'un bâtiment à vapeur autrichien, expédié de Trieste, avait apportée à Ancône. Il m'a fait viser avant-hier son passe-port pour la France, mais ce n'est pas en France qu'il ira, c'est au camp; il y retrouvera Mgr Corboli, et sinon les émissaires officiels, du moins les instructions, l'esprit et l'ultimatum de l'Autriche.

» M. Abercromby est venu lire au ministère sarde une note de lord Palmerston, dans laquelle la levée de boucliers du Piémont est traitée d'impolitique et presque d'insensée, dans laquelle on engage le roi Charles-Albert à s'arrêter à moitié route. On essaye de l'intimider, et on finit par lui déclarer nettement qu'il n'a rien de mieux à faire que d'écouter les propositions que M. Hartig va lui transmettre, et préalablement de consentir à un armistice qui permette de discuter ces propositions.

» La volonté de l'Angleterre est manifeste; elle veut à tout prix empêcher l'intervention de la République. Elle veut que les affaires d'Italie s'arrangent de gré à gré avec l'Autriche et au moyen de concessions réciproques... Peut-être le prix de la trahison offert au roi de Sardaigne est-il l'adjonction à ses États de Parme et de Modène...

» Je suis assuré que le ministère piémontais ne se prêtera pas à cette infamie. Les ministres ont envoyé M. Balbo, leur président, au quartier général, et se sont expliqués nettement à ce sujet par une dépêche énergique au roi, dans laquelle ils lui ont offert leur démission au double cas où celui-ci croirait devoir ou bien traiter avant la dernière expulsion des Autrichiens, ou bien signer un armistice qui permettrait à Radetzki de recevoir les renforts qu'il attend.

» Je crois aussi que le jour où de pareils pourparlers seraient connus du pays, l'esprit public se soulèverait de telle sorte que c'en serait fait à toujours de la maison de Savoie.

» Cependant, il est certain qu'aujourd'hui on parlemente. »

Oui, on parlementait au camp de Charles-Albert, et Charles-Albert paraissait irrésolu, puisque le conseil des ministres croyait nécessaire de prendre des déterminations aussi énergiques. Le roi résistera-t-il à cette influence délétère qui l'obsède ? S'arrêtera-t-il, dans la voie où il est lancé, devant l'Angleterre qui promet et conseille ? On le placera entre la crainte de la guerre européenne, de la République française, et l'espérance de l'adjonction à son royaume des duchés de Parme, de Modène, de la Lombardie peut-être. Laissons raconter le dénoûment de cette négociation par celui-là même qui en était le rapporteur officiel auprès de la France.

« Tout ce que je vous ai mandé des manœuvres de l'Angleterre, de Rome et de l'Autriche, était parfaitement vrai ; mais les criminelles connivences dont j'avais soupçonné le roi de Sardaigne n'existent pas. A la réception des dépêches expédiées par les ministres, por-

tant, de la part de l'Angleterre, offre d'une médiation qui lui garantissait non-seulement l'intégrité de ses États, mais l'adjonction des duchés de Parme et de Modène, au cas où il consentirait à se retirer de la lutte, Charles-Albert pour toute réponse a refusé tout armistice, fait connaître au gouvernement les propositions qu'il recevait, et déclaré, de la façon la plus formelle, qu'il ne traiterait que lorsqu'il n'y aurait plus un Autrichien sur le sol de l'Italie.

» Charles-Albert, déjà depuis longtemps, passait pour l'homme de la situation. Depuis cet acte, il est devenu aux yeux de tous l'homme indispensable.

» Le Gouvernement provisoire de Milan, jusque-là divisé, s'est déclaré nettement et de la manière la plus ostensible, à l'exception d'un seul de ses membres, M. Guerrieri, pour l'adjonction à la monarchie constitutionnelle piémontaise... »

Charles-Albert avait franchi ce cercle fatal de la diplomatie anglaise; mais les causes de ces irrésolutions n'étaient pas détruites. Il était roi; il n'était pas général. Roi, il ouvrait volontiers l'oreille à toutes les flatteries, à toutes les idées, à toutes les opinions, à celles principalement qui l'avaient si longtemps absorbé et qui l'absorbaient encore; il ne pouvait avoir perdu en quelques jours les habitudes puisées dans un long despotisme; et les nécessités de son salut personnel n'avaient pas cessé de dominer sa conscience religieuse. Général, l'expérience lui manquait; il avait la bravoure et non le génie de la guerre; la volonté, non l'initiative; l'instinct, non la science; la hardiesse du soldat, non l'audace du chef; son armée soupçonnait son insuffisance, et ses ennemis la devinaient.

Son armée elle-même était composée d'officiers supérieurs dont trente-quatre années de paix n'avaient pas favorisé les talents militaires; de jeunes officiers qui s'étaient consumés dans les loisirs des garnisons, braves comme le sont les Piémontais et les Savoisiens, mais inhabiles; de soldats non accoutumés aux grandes manœuvres. « On était entré en Lombardie, » dit Cattaneo, « sans même être pourvu de cartes militaires. » Il fallait donc suppléer à ce qui manquait par des études et des tâtonnements; et le temps se perdait.

XI

Un grand nombre d'officiers distingués ont dressé, à cette époque et depuis, des plans de campagne pour l'armée piémontaise. Ils diffèrent sur l'ensemble; ils sont unanimes en ce qui concerne le Tyrol italien et le Frioul, les deux seules voies par lesquelles l'armée autrichienne, renfermée entre ses quatre forteresses, pouvait recevoir ses ravitaillements. Clore les vallées qui descendent des montagnes dans la plaine, couper les routes du Tyrol, fortifier la ligne de l'Isonzo, rendre impossibles les communications avec l'Allemagne, c'était contraindre l'armée autrichienne à battre en retraite pour se soustraire à une ruine complète. Le roi ne parut pas le comprendre.

Radetzki, qui, lui, comprit le péril, détacha sur-le-champ de son armée des renforts importants afin de conserver Roveredo et Trente, tandis que Nugent se pressait pour reconquérir le Frioul.

Au début, le Tyrol italien, prêt à se soulever, n'avait besoin que de l'appui de quelques bataillons; toutes les

places et forteresses du Frioul, au pouvoir des habitants, devenaient avec de faibles secours la base d'une défense formidable. Charles-Albert négligea le Tyrol, dans la crainte de se compromettre vis-à-vis de la Confédération germanique; et, dans des vues politiques malheureuses, laissa le Frioul sans autre secours que les artilleurs envoyés au général Zucchi. Ce qui eût été si facile, si peu coûteux, les premiers jours, devint, lorsque le roi le voulut, hérissé d'impossibilités. L'histoire va nous démontrer combien il fallut s'épuiser en efforts pour regagner le temps perdu et atténuer une faute irréparable.

XII

Les volontaires lombards que nous avons vus, maîtres de Salo et du lac de Garde, pousser une reconnaissance jusque sous Peschiera et prendre la résolution d'opérer une diversion dans le Tyrol, entreprirent, avant leur départ, le 10 avril, un coup de main qui, heureux d'abord, eut des conséquences funestes. Sur l'ordre de faire une descente au delà des lignes autrichiennes, ils débarquent à l'improviste à Lazize, surprennent les magasins à poudre, près de Peschiera, et font quelques prisonniers. Animés par ce premier succès, ils courent jusqu'à Castel-Novo, sur la route de Vérone, où tenaient garnison 200 soldats autrichiens; en quelques heures, ils s'y établissent; aidés par les habitants, ils barricadent la route, le bourg également. Mais le 11, 3 000 Autrichiens, sous les ordres du général major de La Tour-et-Taxis, les attaquent, emportent successivement les barricades, malgré une résis-

tance vigoureuse, et les obligent de se replier; le bourg tombe au pouvoir d'un ennemi sans pitié, qui brûle, pille et massacre. Les Italiens perdirent 4 à 500 des leurs dans ce revers. Cette expédition, poussée trop avant par l'audace extrême des volontaires et le dévouement aveugle de la population, fut un sacrifice inutile.

Loin de se ralentir, l'ardeur des volontaires redouble; ils pénètrent dans le Tyrol au nombre de 2 000, divisés en deux principales colonnes, sous les ordres d'Arcioni et de Manara.

Arcioni marche le premier, arrive le 13 avril à Stenico, attaque, le 14, au pont des Sarche, 600 Autrichiens venus à sa rencontre, et les repousse dans le château de Toblino, d'où, le 15, il les déloge. De Stenico il dominait la vallée de la Sarca et menaçait de tourner Riva, à l'extrémité du lac de Garde; trop faible pour s'emparer de Riva et se porter en avant, après une pointe jusqu'à Vezzano, il se replie sur Stenico. Manara était à Tione; il force sa marche et rejoint Arcioni à Stenico, le 18.

Le colonel autrichien qui, à Trente, commande la brigade envoyée de Vérone, a désarmé les citoyens, mis la ville en état de siége, ordonné l'arrestation des chefs les plus importants du parti italien, et organisé contre les Tyroliens italiens les Tyroliens allemands, qui se sont formés en compagnies avec une énergie égale à celle des assaillants. Les Autrichiens ainsi préparés se portent au-devant des colonnes.

Le 19, le combat s'engage : Manara occupe la droite, Tibaldi le centre, Arcioni la gauche. La lutte dure trois heures; Manara et Tibaldi résistent vigoureusement, mais les compagnies d'Arcioni sont contraintes de céder

à des forces supérieures. Les impériaux occupent Sélémo ; les volontaires se retirent sur Tione. Pendant ce temps, des escarmouches avaient lieu sur d'autres points, avec des péripéties diverses, mais sans résultat positif.

Les volontaires, arrivés à Tione le 20, y reçurent, du général Allemandi, l'ordre de battre en retraite pour être réorganisés, « ne devant rien faire, » leur écrivait-il, « sans le concours de l'armée piémontaise, et ce concours lui ayant été refusé ». Le général avait demandé à Charles-Albert deux bataillons et quatre pièces d'artillerie que celui-ci n'avait pas cru pouvoir détacher de ses opérations sur le Mincio. Cette expédition, non soutenue, eut pour conséquence de compromettre inutilement ceux des habitants qui étaient le plus dévoués à la cause italienne. Les volontaires accusèrent le colonel Zobel, Allemand, d'avoir eu la cruauté de faire fusiller dix-sept prisonniers.

Rappelés à Brescia et à Bergame, les volontaires s'y rendirent avec la pensée de se rejeter dans la lutte ; mais aux reproches d'indiscipline et d'insuccès, aux propositions de se fondre dans les corps réguliers piémontais, un certain nombre mécontents répondirent par des cris de *Vive l'Italie! Vive la République!* et se dispersèrent. La plupart, comprenant qu'il fallait, en face de l'ennemi, se plier aux exigences de la situation, restèrent au camp et ne cessèrent de se montrer avec courage et hardiesse aux postes les plus périlieux, là où l'on payait de son sang.

Les volontaires n'étaient pas vus avec faveur par les généraux de Charles-Albert, qui ne faisaient rien pour les encourager et qui ne surent pas utiliser suffisam-

ment leur ardeur et leur audace. Ils avaient les qualités et les défauts de tout corps franc : entraînement et indiscipline, bravoure impétueuse et découragement subit, dévouement sans calcul et résistances sans raison à l'autorité. Ne pouvant les astreindre à des lois militaires trop absolues pour eux, on pouvait les soumettre à des règlements consentis ; on l'essaya ; mais ils se plaignirent de ce que ce fût sans aucun des témoignages de sympathie qu'un péril et un but communs doivent entretenir sur le champ de bataille.

Les Croisés, en Vénétie, avaient également éprouvé un échec à Montebello. Une colonne assez forte, composée en majeure partie d'étudiants de Padoue, de Vicence, de Trévise, et de quelques Lombards, s'était avancée sur la route de Vérone, escarmouchant contre les détachements ennemis, dans les journées des 4, 5 et 6 avril ; le 7, ils s'étaient battus avec succès pendant plusieurs heures et s'étaient établis sur la colline de Sorio ; mais le 8, attaqués par des masses supérieures, tournés dans leur position, faute de surveillance, de tactique, d'obéissance suffisante aux ordres donnés, ils s'étaient vus, après des prodiges de valeur et la perte de 50 des leurs, obligés de se retirer en désordre sur Vicence, où ils causèrent une panique momentanée. 200 environ s'étaient dirigés sur Arsignano. 28 prisonniers, conduits à Vérone, furent, par les ordres de Radetzki, traduits devant un conseil de guerre, condamnés à la peine de mort, mais, au moment où sonnait l'heure de l'agonie, rendus à la liberté. Le 11, ils étaient de retour à Vicence.

Cette rencontre était une nouvelle preuve du courage aveugle des volontaires, de la nécessité de les soutenir

par des troupes régulières; elle devait aussi démontrer que, si les troupes régulières sont quelquefois battues par les habitants à l'intérieur des villes, dans les rues étroites où chaque barricade devient une forteresse et chaque maison un asile, elles ont, en rase campagne, la supériorité infaillible que la science et la discipline donnent toujours aux corps organisés.

XIII

Nugent, à la tête de 13 000 hommes environ, avec soixante à soixante-dix bouches à feu, passa l'Isonzo le 16 avril; pressé de se joindre le plus promptement possible à Radetzki, il n'avait pu réunir un corps d'armée plus considérable. Il avait à s'emparer des places de guerre, des défilés, des ponts; à traverser le Tagliamento, la Livenza, la Piave, enfin la Brenta. Durando, précisément ce jour-là, appelé par le roi, faisait passer le Pô à une partie des troupes pontificales, se dirigeant, du côté opposé, vers Ostiglia. Nugent eut la chance de trouver le Frioul sans autre protection que celle de quelques compagnies, organisées par le général Zucchi, qui ne pouvait abandonner Palma-Nova, et sans autre défense que celle des Croisés, des gardes civiques, des habitants, dont le patriotisme et le courage ne suffisaient pas pour arrêter une armée. Aussi sa marche fut-elle rapide.

Le 18, il se porta sur Palma-Nova, et somma la place de se rendre. Voyant la résistance énergique de Zucchi, il laisse, pour l'envelopper, quatre bataillons sous les ordres du général Schwarzenberg, appuie à droite, et se dirige sur Udine. Les 17, 18 et jours suivants,

les volontaires d'Udine, de Bellune, du Frioul, de la Vénétie, lui disputent vainement les passages et les positions. Leur courage est impuissant devant le nombre. Le rappel des volontaires de Bellune à la défense de leur ville les affaiblit encore. Udine est entourée le 21. La population, interrogée si elle veut capituler ou combattre, répond par des cris de guerre. L'attaque commence à quatre heures et dure jusqu'à sept. Pendant ces trois heures une pluie de bombes et de boulets tombe sur la ville sans que la population en soit émue. Mais dans la nuit, l'archevêque, le président du comité, le podestat, jugeant toute résistance inutile, écoutent les propositions larges et faciles de Nugent. Le président du comité avait transmis à Durando un appel pressant; interprétant son absence comme un refus de concours ou comme une impossibilité, il désespère du salut de la ville et accepte une capitulation favorable, signée le 22. La ville est occupée, le 23, par les Autrichiens. Des accusations de trahison accueillirent cet acte de prudence, de faiblesse ou de nécessité.

La petite ville d'Osopo, assiégée à son tour, mieux défendue, opposa un refus persistant à toute conciliation, et soutint la lutte avec une bravoure inébranlable. Bellune et les habitants du Cadore repoussèrent toutes les attaques. Cette race de montagnards, fière et belliqueuse, placée entre le Frioul et le Tyrol, bloquée de toutes parts, se défendit vaillamment. Les nombreuses tentatives faites contre eux sur sept points différents, échouèrent devant leur fermeté. Ne pouvant les vaincre, les Autrichiens se bornèrent à les cerner.

Nugent était, le 27, sur le Tagliamento. Dix-sept arches du grand pont avaient été brûlées; il emploie

trois jours à les réparer et à fourrager la contrée pour former un convoi considérable de vivres, destiné à l'armée de Radetzki. Le 30, le principal corps de ses troupes passe le fleuve, sans rencontrer de résistance. Le quartier général est établi à Pordenone. Le général Welden longe les vallées supérieures pour protéger la droite. La Piave pouvait présenter de grandes difficultés; le pont en partie détruit, les torrents grossis par les pluies, retardent la marche de l'armée. Nugent établit, le 3 mai, son quartier général à Conegliano. Désormais la Piave, Trévise et Vicence, peuvent seuls opposer quelques obstacles à sa jonction avec Radetzki.

Tandis que les Autrichiens se fortifiaient dans le Tyrol et s'avançaient dans le Frioul, peu soucieux des promesses diplomatiques, ils dénonçaient, le 23 avril, le blocus de Venise, et le soutenaient avec leurs forces maritimes, augmentées des bateaux à vapeur de la compagnie du Lloyd, formant un total de trois frégates et quatre bricks.

XIV

Durando ne pouvait fermer les yeux à l'évidence, ni les oreilles aux cris de détresse qui lui venaient du Frioul et de la Vénétie. Il se sentait retenu par la nécessité d'organiser des forces suffisantes, jugeant l'entreprise plus difficile qu'on ne le pensait. Il était aussi arrêté par les ordres de Charles-Albert et par les hésitations du Pape.

M. Fiquelmont écrivait, le 3 mai, au comte Dietrichstein : « ..... Les troupes pontificales ont eu l'ordre de passer le Pô. Cet ordre, auquel le Pape a résisté

le plus longtemps possible, vient de rompre nos relations diplomatiques..... »

Charles-Albert a reçu, dans la nuit du 22 au 23 avril, l'envoyé de Venise, le ministre Paleoccapa, qui est venu invoquer son concours et lui ouvrir la perspective désirée. L'invasion du Frioul semble le réveiller. Il donne l'ordre à Durando de s'opposer à la marche de Nugent, et à la flotte sarde de se rendre à Venise.

Durando avait déjà, le 23, détaché, sur l'appel de Venise, la division Ferrari ainsi que trois bataillons de ligne. Sur l'ordre du roi, le 24, il s'avança, avec toutes ses troupes, au-devant de Nugent. Ferrari était à Rovigo, le 28, avec 7 000 hommes, suivi par Durando, à la tête de 10 000 hommes. Le 29, toutes les troupes pontificales réunies aux volontaires étaient rassemblées, ou sur le point de l'être, à Trévise, où le général en chef leur adressa une proclamation belliqueuse. La Marmora, qui avait organisé des colonnes de volontaires vénètes, établissait son quartier général à Spesiano, à quelques milles de Conegliano.

Enfin, les ennemis se trouvaient en présence. La Piave seule les séparait. Les uns avaient la discipline, les autres avaient l'ardeur patriotique et le pays avec eux. Les forces étaient égales.

Avec l'habileté, l'activité et le dévouement, il y avait encore espérance, sinon de recouvrer le temps et le terrain perdus, du moins de couper le passage à Nugent et d'empêcher sa jonction avec l'armée principale; résultat immense. En même temps on annonçait le départ des troupes et de la flotte napolitaines. Devaient-elles apporter avec elles et le nombre et la victoire?

XV

Charles-Albert, après le succès des 8 et 9 avril, où il s'était rendu maître des ponts et passages du Mincio, avait établi son quartier général à Volta, sur la rive droite, tandis qu'une brigade, sur la rive gauche, occupait Valeggio. Il possédait tout le cours du fleuve.

Radetzki, qui avait eu un moment la velléité d'accepter la bataille, le 8, et qui avait changé de système, le 9, s'était posté à Villafranca, sous la protection de Vérone et de l'Adige, ne songeant qu'à se concentrer, à se ravitailler, persistant à éviter le combat jusqu'à l'arrivée des renforts attendus, ne voulant pas exposer les destinées italiennes de l'Autriche au hasard d'une journée.

Charles-Albert s'était borné à faire deux tentatives : l'une, le 13, contre Peschiera, tentative sans résultat, où il avait montré un courage personnel héroïque, et après laquelle il avait ordonné l'investissement régulier de la place; l'autre, le 19, contre Mantoue, qui avait également échoué.

Dégagé des entraves diplomatiques, il se résolut enfin à l'action. Après avoir transmis à Durando l'ordre de marcher à la rencontre de Nugent, il ordonna un mouvement général en avant, dans le double but de compléter l'investissement de Peschiera, en séparant cette forteresse de l'armée autrichienne, et de dominer le cours supérieur de l'Adige. C'était à la fois isoler Peschiera et Vérone en se rendant maître du lac de Garde et des deux routes principales du Tyrol. Il comprenait tard, mais il comprenait enfin la nécessité de

couper les communications de l'armée autrichienne avec l'Allemagne.

XVI

Il commandait à une armée de 60 à 70 000 hommes, ainsi divisée : le premier corps, 20 à 25 000 hommes, sous les ordres du général Bava; le deuxième corps, 20 à 25 000 hommes, sous les ordres du général de Sonnaz; la réserve, de 10 à 12 000 hommes, sous les ordres du duc de Savoie, premier fils du roi; l'artillerie, sous les ordres de son second fils. Le 10e de ligne napolitain était arrivé au camp, et avait pris rang dans l'armée. Les troupes et les volontaires toscans formaient un corps de 5 à 6 000 hommes, commandé par d'Arco-Ferrari, qui, après avoir traversé le Pô le 17 avril, campait à Montanara et Curtatone, en observation devant Mantoue. Les troupes romaines et modénaises, conduites par Durando, opposées à Nugent, complétaient le chiffre indiqué.

Radetzki avait 40 à 45 000 hommes, avec garnison obligée dans les quatre forteresses, plus les 13 000 hommes de Nugent, arrêtés sur la Piave et encore séparés. Il avait pris position sur la sommité des hauteurs en avant de Vérone, protégeant aussi Peschiera contre le blocus. D'Aspre, avec le deuxième corps, appuyait sa droite, formée par la brigade Sigismondi, sur Pastrengo, suivant la crête des collines qui couvrent les communications du Tyrol, et occupait avec sa gauche, formée par la brigade Wollgemuth, Pacengo et Cola. Le premier corps d'armée, sous le commandement de Wratislaw, échelonné derrière la gauche

de d'Aspre, avait son front de bataille dans la direction de Sandra, San-Giustina, Sona et Somma-Campagna, et coupait ainsi, avec sa droite, la route de Peschiera à Vérone.

XVII

L'armée piémontaise commença son mouvement en avant dans la matinée du 26 avril. Le premier corps, par le pont de Goïto, le second, par les ponts de Monzambano et de Borghetto, défilèrent, la droite en tête, sur la gauche du Mincio. Le premier s'arrêta à Roverbella, le deuxième à Villafranca, laissant en arrière la quatrième division, qui devait achever le blocus de Peschiera, déjà entrepris, sur la rive droite, par une brigade. Ce mouvement menaçait la gauche de l'ennemi.

Le premier corps de l'armée autrichienne, qui formait le second échelon de la ligne de bataille, se voyant menacé sur sa gauche, fit un mouvement en arrière. Il abandonna les hauteurs et forma, avec les brigades Taxis, Rath, Schaaffgostche et Lichtenstein, une ligne entre Bussolengo et Santa-Lucia. Le général d'Aspre conserva ses positions.

Le 27, les Piémontais restèrent dans l'inaction. Le 28, la tête de colonne du deuxième corps conversa à gauche et occupa les hauteurs de San-Giustina et de Palazzolo; tandis que le général Bès, avec la quatrième division, pour compléter l'investissement de Peschiera, marchait sur Cola et Pacengo, et venait se heurter contre la gauche de d'Aspre. D'Aspre, se voyant compromis par la présence de l'ennemi à Giustina et à Palazzolo, se serra sur sa droite, se concentrant à Pastrengo.

Le jour même, Bava suivit le mouvement de la troisième division et occupa les hauteurs de Custosa, de Somma-Campagna et de Sona. La réserve se maintint derrière le centre de la ligne, à Guastalla et Oliosi; la cavalerie campa à San-Giorgio in Salice.

Bès avait accompli l'investissement de Peschiera, et la troisième division s'était déployée jusqu'à Sandra, d'où elle conservait ses communications avec lui.

Le 29, le général autrichien Taxis attaqua vivement les Piémontais à Sandra, mais, après six heures d'un combat furieux, il fut vigoureusement repoussé.

D'Aspre, concentré à Pastrengo, pesait sur la gauche de l'armée piémontaise. Le roi se décide à l'attaque. A cet effet, il donne l'ordre à Sonnaz, renforcé par la réserve et la brigade Regina du premier corps, de marcher sur Pastrengo. La troisième division, soutenue par la brigade des Gardes, quitte San-Giustina. Le général Aviernoz, avec les brigades Cuneo et Regina, part de Sandra, tandis que Bès, avec la brigade Piemonte, part de Cola. L'armée est en mouvement.

La troisième division s'élance sur l'ennemi, le chasse de colline en colline. La gauche, retardée par des accidents de terrain, arrive au pied des collines qui dominent Pastrengo et commence à monter. Les Autrichiens les attendent résolûment et les reçoivent avec une décharge à brûle-pourpoint. Les Piémontais vacillent; mais trois escadrons de carabiniers, chargeant opportunément, sont bientôt suivis par toute la ligne, qui enlève et couronne les hauteurs.

Radetzki était venu sur les lieux mêmes. Il cherche, pour soutenir d'Aspre, à porter la gauche de sa ligne au secours de sa droite, mais vainement, parce qu'une

de ses colonnes, sur le chemin de Vérone, est arrêtée par la mitraille, chargée par une brigade de cavalerie et repoussée. Une autre colonne, qui marchait dans le même but, se heurte, à Sona et à Somma-Campagna, avec le premier corps de l'armée piémontaise, et se voit obligée de se retirer. D'Aspre, ne recevant pas les secours attendus, se détermine, après de très-grandes pertes, à abandonner la position. Un bataillon de chasseurs, descendu du Tyrol, prend position à Pontone et protége la retraite sur Vérone.

Le même jour, l'ennemi avait tenté une sortie de Peschiera, et avait été vivement refoulé.

XVIII

L'armée piémontaise avait obtenu une victoire glorieuse sur l'armée autrichienne, l'avait rejetée sur Vérone, et s'était rendue maîtresse de toute la rive droite de l'Adige. Après ce succès, sa position était fort belle : elle occupait toutes les crêtes des collines qui s'étendent de Pastrengo à Custosa; une division bloquait complétement Peschiera; le bataillon du 10e napolitain était à Goïto; et les Toscans, observant Mantoue, étaient retranchés à Montanara et à Curtatone.

Radetzki étendit son armée le long d'une courbe formée par les villages de Chievo, Croce-Bianca, San-Massimino, San-Lucia et Comba, dont Vérone présente la concavité. D'Aspre était à Croce-Bianca, et Wratislaw à San-Lucia. Le maréchal conservait la rive gauche de l'Adige, et par conséquent la route directe du Tyrol.

L'historien militaire Pisacane, quoique peu favorable au parti albertiste, approuve le roi de n'avoir pas pour-

suivi ses avantages sur d'Aspre, au risque de s'exposer à un retour offensif, sans probabilité de succès plus importants. L'historien Farini, favorable à Charles-Albert, rapporte l'affirmation des hommes de guerre, qui prétendent que le roi ne retira pas de sa victoire les avantages qu'il pouvait et qu'il devait en obtenir. Deux heures de jour restaient encore; il avait le temps d'arriver sur l'Adige aussi rapidement que l'ennemi en retraite, de le harceler, de le jeter dans la vallée, de lui couper les communications, et de remporter une victoire complète.

Le roi passa la nuit à San-Giustina. Le jour suivant, il se transporta à Bussolengo, occupé par la division Broglia, poussa jusqu'à Pontone, et eut la joie de voir la rive droite de l'Adige entièrement dégagée de l'ennemi.

La bataille avait duré six heures. Les Italiens s'étaient comportés avec bravoure et discipline, et avaient perdu peu des leurs. Les généraux avaient montré de la résolution, le roi du courage et de la présence d'esprit. Les Autrichiens avaient perdu 1 200 hommes tant morts que blessés, et 4 à 500 prisonniers.

XIX

Cette bataille, qui prit le nom de Pastrengo, eut en Italie le retentissement qu'elle devait avoir. Ce fut un bonheur unanime. La victoire donnait à Charles-Albert une situation supérieure, affaiblissait l'opposition, décidait ses partisans en Lombardie, à Modène, Parme et Plaisance, à presser son élection comme souverain.

Sa flotte partait pour protéger Venise. Les princes italiens, ses rivaux, se voyaient forcés par leurs peuples de mettre leurs troupes au service de son ambition, désormais liée au succès de la cause italienne. Charles-Albert était à l'apogée de sa fortune.

CHAPITRE NEUVIÈME.

Au moment du succès, la réaction commence à Florence, à Rome, à Naples.—Le gouvernement toscan comprime le mouvement national. États pontificaux : Le pape entouré par des influences hostiles à la guerre italienne; agitation à Rome; le Ghetto; indécision de Pie IX; conseils; l'Allemagne catholique contre le pape; menaces de schisme; les ministres luttent contre ces influences; adresse des ministres à Pie IX pour solliciter de lui une politique précise; Pie IX garde le silence; son discours dans le Consistoire secret du 29 avril; il renie la guerre italienne et désavoue le passé; stupéfaction; manifestation; Pie IX se trouble; démarche des délégués de la diète italienne présents à Rome; démission des ministres; palliatif; la parole de Pie IX a perdu son efficacité; la crise continue; adresses du Sénat, de la garde civique; Mamiani chargé de former un ministère; son programme; agitation causée en Italie par l'allocution du 29 avril; Pie IX essaye une mission conciliatrice; sa lettre à l'empereur d'Autriche; influence de Pie IX perdue. — Le Gouvernement provisoire français arrêté dans son intervention par la volonté presque générale de l'Italie.

I

L'armée piémontaise et lombarde a deux fois remporté l'avantage sur l'armée autrichienne. Le premier choc des armes, le premier bruit du canon, loin de surprendre des troupes qui n'ont pas encore vu le feu, les ont animées et transportées. Les fautes, les lenteurs, peuvent donc être effacées! L'espoir de la délivrance de l'Italie brille d'une lueur nouvelle. Rome, Florence, ont à peine commencé des efforts incomplets; Naples est encore en arrière. Lorsque leurs bataillons, en rangs épais et grossis par le patriotisme, déborderont dans les provinces envahies, et que les flottes sarde et napolitaine apparaîtront dans l'Adriatique, balayant les quelques navires de l'Autriche et menaçant Trieste, cette parole « L'Italie peut se suffire à elle-même! »

sera donc une vérité prouvée par les faits; et l'Europe assistera à ce sublime spectacle d'un peuple qui brise ses chaînes, et qui reprend sa place dans le monde. Malheureusement, au moment où l'Italie entrevoit cet horizon et croit toucher le port, à Florence, à Rome et à Naples, les passions s'agitent, les partis vaincus réagissent, les intrigues se croisent, les intérêts de province, les rivalités de contrée, les jalousies des princes se font jour, les conseils de la diplomatie pèsent sur les âmes timorées. Le refus du roi de Piémont d'adhérer à une ligue italienne, est sourdement interprété, paraît couvrir une ambition menaçante, fournit un prétexte et crée des obstacles. Léopold, Pie IX et Ferdinand louvoient, résistent, reculent. Pauvre Italie!

II

A Florence, le grand-duc, bien loin de porter son armée à l'effectif primitivement annoncé, avait cherché à faire rétrograder la légion de volontaires. « Un beau jour, » dit Montanelli, « il la déclarait dissoute. Ces courageux jeunes gens, ayant eu connaissance, à Reggio, de ce décret funeste, au milieu des applaudissements de la brave population de cette ville, déclarèrent, par une proclamation signée de tous, que non-seulement ils ne retourneraient pas en arrière, mais que si le gouvernement s'obstinait à ne pas vouloir les envoyer en Lombardie, ils iraient à leurs frais et d'eux-mêmes. Cette protestation fit annuler le décret, sans pour cela qu'on abandonnât l'espérance de parvenir au but par d'autres moyens... Le gouvernement toscan n'envoyait aucun renfort d'hommes ni d'argent; il se bornait à

lever deux mille hommes sur les rôles de 1849, à augmenter d'un tiers, pour une année seulement, le poids de ses droits de ville, à soumettre à un léger prélèvement la paye des employés, à ouvrir un emprunt volontaire de six cent mille écus... Tout cela, peu de chose en proportion de ce que la patrie réclamait..... Les caisses de munitions n'étaient pas encore arrivées lorsqu'on se trouva face à face avec l'ennemi, et les volontaires dormaient sans manteau, à ciel ouvert, dans l'air malsain des Marais de Mantoue. »

III

A Rome surtout, les menées se multipliaient dans l'ombre. La translation du pouvoir, des mains cléricales aux mains laïques, ne s'opérait pas sans tiraillements, sans résistances ouvertes ou cachées. Les cardinaux ne pouvaient être favorables à des institutions qui les dépossédaient de l'autorité temporelle. Il en était bien quelques-uns, hommes de conciliation, qui cédaient à l'empire des circonstances ou aux vœux de la patrie; mais beaucoup ne cessaient d'agir contre la révolution, les uns inspirés par leur foi, leurs principes, les autres poussés par la cupidité, le regret des positions perdues, la soif des places et des richesses. A eux venaient se joindre les sectaires sanfédistes, qui survivaient à leur défaite, et redoutaient que le flambeau de la justice vînt jeter la lumière dans les ténèbres de leur passé. Tous ces serviteurs déchus d'un pouvoir rétrograde, unis par l'intérêt, favorisaient les démarches des ambassadeurs d'Autriche, de Russie et d'Angleterre contre l'indépendance nationale.

Les chefs du mouvement, qui voyaient se nouer des intrigues secrètes, et le peuple, qui les sentait sans les voir, s'agitaient pour les combattre. Les chefs se réunissaient dans les cercles, le peuple sur les places publiques. Les cercles commençaient à exercer une autorité sérieuse et devenaient l'expression de l'opinion publique; les ministres eux-mêmes y puisaient quelquefois leurs inspirations, cédaient à leur influence.

Au-dessous des cercles et du peuple, erraient dans les rues ces bandes de vagabonds et de mendiants paresseux, habitués à vivre d'aumônes à la porte des couvents, trompant la charité publique, faciles à soudoyer, disposés au mal, convoitant le trouble parce qu'ils en espéraient profit. Un jour, le 11 avril, on les vit soudain, sans cause, empruntant aux ouvriers de Lyon leur cri de détresse, se précipiter sur les places publiques, et réclamer du pain ou du travail. La garde civique accourue en arrêta quarante, qui furent trouvés munis d'argent. Quelques-uns avouèrent avoir été payés, et dirent en quelle monnaie et par qui. L'instruction judiciaire commença. Elle compromettait des gens haut placés. Le conseil des ministres voulait poursuivre, mais le ministre de la police conseilla de cesser l'instruction, et l'attentat resta impuni.

Les chefs parfois précipitaient les événements. Le pape songeait à soulager de leur fardeau de honte et de boue les juifs internés dans un quartier de Rome, le Ghetto. S'il ne pouvait leur accorder les droits politiques dans un État où il était impossible à un fils d'Israël de devenir ministre du souverain pontife de la religion chrétienne, il voulait du moins les relever de leur état d'abjection. Bravant les préjugés et quoiqu'on

fût dans la semaine sainte, il prit la résolution de faire abattre les murs et les portes du Ghetto. On le sut dans la ville; et Ciceruacchio, chef populaire, accourant avec les siens, commença la nuit même la démolition; de telle sorte que le fait parut s'accomplir par eux plutôt que par la volonté du pape.

IV

Pie IX vivait, au milieu de toutes ces passions, toujours de plus en plus indécis. On a vu, par son désaveu, combien la proclamation de Durando l'avait ému. Nous avons cité les preuves de l'action de l'Autriche sur ses résolutions. Aux raisons déjà données, qui influençaient son âme, on en ajoutait de nouvelles, adressées et au prince italien et au chef de l'Église.

Les raisons politiques, que l'on faisait valoir auprès du prince, ne manquaient ni de logique ni de puissance. Pourquoi, lui insinuait-on, le roi de Piémont refuse-t-il d'envoyer, comme le roi de Naples et le grand-duc de Toscane, des délégués à la Ligue italienne? Pourquoi, à des propositions si naturelles, veut-il substituer seulement une alliance militaire? N'est-ce pas la démonstration la plus évidente qu'il veut s'emparer de toute l'Italie? Favoriser de tels projets, c'est vouloir la ruine de votre souveraineté; c'est, de vos propres mains, dépouiller l'Église du pouvoir temporel sur une des plus belles et des plus glorieuses parties de l'Italie. Charles-Albert veut substituer son autorité à la vôtre. Voilà son but, son unique but! Ce n'est pas la délivrance de l'Italie qui anime son âme, jusqu'à ce jour indifférente à l'oppression de la patrie, c'est l'appât

de couronnes nouvelles. Il veut la Lombardie, la Vénétie, Parme, Plaisance, Modène, la Sicile!... Où son ambition s'arrêtera-t-elle?

Mais si Charles-Albert vise à la monarchie absolue, quel est le vœu des partisans du mouvement avancé? N'est-ce pas de fonder une république unitaire en Italie? N'est-ce pas encore, pour le pape, la dépossession de la ville éternelle, la ruine, la mort?

Des deux côtés, il y a péril égal.

Dans ces convulsions, on ne voit que désordre et discorde. Naples même, jusque-là alliée si pieuse et si fidèle, Naples n'a-t-elle pas fait pressentir son désir d'occuper la forteresse d'Ancône? N'est-ce pas un indice du réveil de ses vieilles prétentions, que des bouleversements, survenant en Italie, pourraient donner l'espoir de réaliser?

Il n'est que temps de vous arrêter sur la pente de cet entraînement fatal : le précipice est là, béant devant vous! Vous n'avez que trop fait déjà pour l'indépendance de l'Italie, pour la liberté, le progrès. Songez à ne pas dépasser les limites de la sagesse et de la prudence!

On ajoutait, s'adressant au chef de l'Église : S'il n'était question que de la perte du pouvoir de prince, peu importerait sans doute à votre cœur, dénué de cette ambition qui dévore les autres; mais c'est l'Église que vous allez compromettre. Elle vous a confié le dépôt sacré de son autorité, et vous allez le livrer! Laisserez-vous donc les clefs de saint Pierre tomber de vos mains affaiblies? Et l'on déroulait devant son cœur troublé le sinistre tableau des haines qui commençaient à surgir en Autriche, en Allemagne, contre le nova-

teur, contre le réformateur! Dès que le bruit s'était répandu qu'il prenait part à la guerre, les malédictions s'étaient élevées contre lui, l'amour s'était changé en fiel, la foi en blasphème. Les évêques et les ecclésiastiques de haut rang lui faisaient dire par le nonce et par l'ambassadeur d'Autriche que l'on parlait sérieusement d'une séparation de l'Église. On le menaçait ouvertement d'un schisme, ce déchirement moral et matériel de la papauté.

V

Les ministres du 10 mars lisaient dans cette conscience affectée et luttaient péniblement contre les obsessions qui l'assiégeaient. Non-seulement ils avaient à vaincre ces incertitudes douloureuses du souverain pontife, ils avaient encore à surmonter les embarras de la crise : ils pourvoyaient aux difficultés financières en ordonnant, à l'imitation de la France, que les billets de banque devinssent monnaie légale; ils hâtaient les lois de réforme et les règlements préparatoires de la Constitution; ils fixaient au 18 mai les élections des députés. Mais s'ils parvenaient à dominer, à aplanir les obstacles politiques, ils ne savaient plus comment lutter contre le trouble persistant de la raison de Pie IX. Convaincus qu'une indécision prolongée aboutirait à une catastrophe; que le seul moyen de conserver l'autorité du pape, c'était de poursuivre la guerre de l'indépendance; qu'y renoncer, c'était exposer la sécurité de l'État et l'avenir de la souveraineté ecclésiastique, ils résolurent de provoquer de Pie IX une détermination nette. Confirmés dans cette pensée par M. Rossi, d'accord avec le

président du conseil, le cardinal Antonelli, qui, quoique cardinal lié personnellement à l'obédience du saint-père, avait soutenu cette résolution avec autant de chaleur que ses collègues, les ministres signèrent à l'unanimité la déclaration dont nous donnons le résumé :

« Alors qu'eut lieu l'insurrection lombarde, un esprit ardent de nationalité s'éveilla ! Partout un cri d'armes, un rassemblement de milice, un élan pour combattre l'étranger! Le gouvernement de Votre Sainteté cherche à régulariser et à diriger le mouvement, tout désordre évité. Jusque-là le gouvernement peut expliquer le fait de cette façon : que les troupes et les légions de volontaires allaient garder les frontières pontificales; cela ne suffit pas au sentiment national. L'armée, arrivée aux frontières, demande à les franchir.

» Une fois encore on peut détourner une explicite déclaration de guerre en répondant, suivant les intentions de Votre Sainteté, que l'on fasse dans la gravité des circonstances ce qui serait nécessaire à la sûreté et au bien de l'État. En réalité, cette instruction donnée aux généraux était bien l'autorisation de passer le Pô, et d'entrer en Lombardie. Le ministère ne le dissimula ni au pays, ni à Votre Sainteté.

» Mais depuis, vainement, ou par l'organe du président du Conseil, ou directement, les soussignés ont demandé à Votre Sainteté de préciser ses pensées sur la guerre et sur la règle politique à suivre. Cette déclaration est indispensable à la sécurité de l'État. De cet acte suprême dépend l'avenir. Nous l'attendons avec anxiété, et nous vous présentons quelques considérations.

» Chef de l'Église, ou prince de ses États! Au pre-

mier titre, Votre Sainteté tirera ses inspirations de Dieu et de sa conscience. Dans la partie temporelle, au-dessous de la première, il est de notre devoir d'examiner. Trois solutions se présentent :

» Ou Votre Sainteté consent à ce que ses sujets fassent la guerre ;

» Ou elle déclare absolument qu'elle ne veut pas que la guerre soit faite ;

» Ou enfin elle déclare que, tout en voulant la paix, elle ne peut empêcher que la guerre soit faite.

» Sur la première question, le ministère considère la guerre comme un mal, mais comme le seul moyen de hâter, pour l'Italie décomposée, une paix durable qui ne pourra surgir que de la juste conquête de sa nationalité.

» Sur la seconde solution, le ministère a la ferme opinion que le pouvoir temporel du saint-siége en serait gravement compromis ; on ne peut, sans frémir, songer aux réactions, aux désordres, qui en résulteraient à Rome et dans les provinces.

» Reste la troisième hypothèse : déclarer Votre Sainteté contraire à la guerre, mais ne pouvant l'empêcher. C'est affirmer l'anarchie ! C'est détruire l'autorité morale du pouvoir, entraîner tous les maux que causerait la seconde solution : le refroidissement des princes ; le découragement des volontaires retournant dans leurs foyers ; la honte pour le souverain, s'ils restent au camp ; le lien d'amour et de dévouement brisé, peut-être pour toujours ; l'interprétation maligne de l'étranger, qui dira que c'est une fourberie fondée sur les mots : car le gouvernement déclare empêcher, et il fournit des armes, des munitions, des généraux. Il ap-

prouve donc secrètement une guerre qu'il repousse ouvertement.

» Et les troupes soldées et les volontaires qui, après cette déclaration, resteraient au delà du Pô, se trouveraient entièrement privés de ces droits que, même dans les guerres les plus furieuses, alors qu'elles ont été préliminairement déclarées, le droit des gens leur accorde! Mais ces hommes seraient traités en bandits, assassins, quoique sujets pontificaux, sous le commandement de généraux choisis par Votre Sainteté, portant vos couleurs : la bannière, la croix!

» Les soussignés présentent humblement ces considérations à Votre Sainteté, et, profondément inclinés, baisent le pied sacré de Votre Béatitude.

» Rome, 25 avril 1848.

Les très-humbles et très-dévoués sujets :

» Antonelli, Rechi, Minghetti, Aldobrandini, Simonetti, Pasolini, Sturbinetti, Galetti. »

Soumettre à Pie IX de telles questions et réclamer de lui une décision, c'était, pour les ministres, déposer le pouvoir dans ses mains, prêts à le reprendre si la réponse était conforme à leur politique, résolus à se retirer si elle était contraire. Le pape parut s'émouvoir en lisant cet écrit, mais il n'y fit aucune réponse.

VI

Un jour, un ami des ministres leur rapporta que l'ambassadeur de Russie, M. Boutenieff, et celui d'Autriche avaient témoigné, confidentiellement, quelque satisfaction de ce qu'on attendait du pape un acte favo-

rable à l'Autriche. Un des ministres s'en ouvrit franchement par écrit au saint-père. Pie IX persista dans un silence absolu; et, sans en avoir informé ni les ministres, ni le cardinal Antonelli, ni même son propre neveu qu'il aimait beaucoup, il prononça, le 29 avril, en consistoire secret, l'allocution suivante.

Pie IX traite de calomniateurs ceux qui prétendent, chose horrible à dire, qu'il s'est écarté des traces de ses saints prédécesseurs et de la doctrine de l'Église; ceux qui prétendent, surtout dans les régions autrichiennes de l'Allemagne, que le pontife, par des émissaires ou par d'autres moyens, a excité les Italiens aux changements survenus dans les choses publiques; ce qui donne occasion aux ennemis de la religion catholique de jeter dans les âmes le sentiment de la vengeance, et de leur inspirer la haine du saint-siége.

Pour ôter tout prétexte à ces manœuvres iniques, il croit devoir expliquer la série des événements.

Il expose l'historique des faits depuis la papauté de Pie VII, parle du memorandum de 1831 et des concessions de Grégoire XVI, et rappelle le premier acte de son pontificat, l'amnistie et les transports de joie dont il dut modérer l'exaltation.

« Tout le monde connaît les commotions publiques en Italie, hors de l'Italie; si quelqu'un veut prétendre que la voie a été ouverte à de tels événements par les actes que notre amour et notre bienveillance pour nos peuples nous ont inspirés au commencement de notre règne sacré, celui-là se trompe et ne peut rien nous imputer de semblable... Quant à ceux qui ont abusé de nos bienfaits, nous leur pardonnons et demandons avec supplication à Dieu, père des miséricordes, de détour-

ner de leurs têtes, dans sa clémence, les châtiments qui attendent les hommes ingrats.

» L'Allemagne ne peut s'élever contre nous parce qu'il nous a été impossible de contenir l'ardeur de nos sujets qui ont uni leurs efforts aux efforts des autres peuples italiens. Les autres princes d'Europe, dont les armées étaient plus puissantes, n'ont pu s'opposer au soulèvement de leurs peuples.

» Dans cet état de choses, nous n'avons voulu cependant donner d'autre ordre à nos troupes, envoyées aux frontières, que celui de protéger l'intégrité et la sécurité de l'État pontifical.

» Cependant plusieurs manifestent le désir de nous voir, d'accord avec les autres peuples et princes de l'Italie, déclarer la guerre à l'Allemagne, c'est pourquoi nous jugeons que notre charge nous impose le devoir de dire clairement et nettement, dans votre assemblée, que rien n'est plus éloigné de nos desseins, à nous qui, dans notre indignité, tenons sur la terre la place de Celui qui est l'auteur de la paix, et qui, remplissant le devoir de notre apostolat suprême, embrassons toutes les races, tous les peuples, toutes les nations dans un égal amour.....

» Nous ne pouvons nous empêcher de répudier ici, à la face de toutes les nations, les desseins perfides de ceux qui, dans les journaux ou dans les libelles, proposent de mettre le pontife romain à la tête d'une République nouvelle, formée de tous les peuples de l'Italie. »

Pie IX recommande ensuite la soumission aux princes et la concorde. Il repousse toute idée d'ambition et proteste contre ceux-là qui veulent l'entraîner au milieu

du tumulte des armes par l'appât d'une plus grande domination temporelle : rien ne lui serait plus doux que de réconcilier les âmes des combattants.

Il déplore cette coutume si funeste de mettre au jour de méchants libelles, où l'on fait une guerre abominable à la très-sainte religion et aux bonnes mœurs, où l'on attise le feu de la discorde et des perturbations civiles, où l'on attaque les biens de l'Église et tous ses droits les plus sacrés, où les hommes les plus vénérables sont déchirés par de fausses accusations, etc.

Il offre, en terminant, ses prières à Dieu, pour qu'il daigne protéger et réunir les peuples dans les liens de la concorde et de la paix.

VII

Cette déclaration solennelle était un désaveu. Ce fut un véritable coup de foudre pour la cause de l'indépendance italienne. Ainsi Pie IX, murmurait-on, l'idole des peuples! le prince réformateur! le pontife initiateur! qui remplissait tous les cœurs de foi et d'espérance, ranimait au fond des consciences les croyances religieuses, relevait les opprimés, tendait une main aux faibles! lui, qui dans toutes les proclamations, pétitions, lettres, missives, publications, était invoqué! lui, dont le saint nom, inscrit sur toutes les bannières, inspirait tous les courages et s'exhalait, avec le dernier soupir, des lèvres des citoyens mourant sur le champ de bataille! lui, dont le saint nom était lié à ceux de liberté, d'indépendance de la patrie! lui, adoré comme le régénérateur de l'Italie! il désertait et passait à l'ennemi! il reniait son passé, ses paroles et ses actes! il s'excu-

sait de ses bons sentiments! il se reprochait d'avoir été trop loin dans les réformes, et refusait son concours contre l'étranger qui envahissait la Péninsule!

A Rome, une stupéfaction générale s'empare des esprits. On refuse d'en croire ses yeux et ses oreilles. Puis la stupéfaction se change en indignation! l'irritation couve! une sourde colere! des spasmes de fureur contenus! Le ministère donne sa démission; la garde civique sous les armes s'empare de la cité; les cercles se remplissent de citoyens accourus en hâte; la multitude se précipite sombre et menaçante, sur les traces de ses chefs, Ciceruacchio, Sterbini, Pier-Angelo Fiorentino et autres, et attend d'eux le mot ou le geste. Le bruit d'un acte de cruauté commis par les Croates dans le Frioul ajoute à l'effervescence. Un jeune peintre, parti peu auparavant de Rome, revêtu de l'uniforme de la garde nationale romaine, fait prisonnier par les Autrichiens, a été trouvé pendu à un arbre, avec cette inscription sur la poitrine : *Ainsi sont traités les soldats de Pie IX*. Le spectre de ce volontaire de la cause italienne, victime consacrée, semble apparaître comme une réponse sanglante à l'allocution de Pie IX. Les esprits sont saisis de pitié, de terreur! Tous les courroux mal éteints, toutes les vieilles haines se réveillent contre les prêtres, eux les séides de la tyrannie, les amis de l'étranger, les ennemis de leur patrie. « Il faut en finir avec ces traîtres! » s'écrient les plus animés. « Réduisons le pape au rôle d'évêque, sa seule mission! Saisissons le pouvoir! Sauvons Rome des cardinaux! Sauvons l'Italie des Allemands! »

Comme aux époques les plus graves de la vie des peuples, ce n'est pas le désordre qui descend dans la

rue; c'est la Révolution avec sa marche mesurée, son pas irrésistible. Les cercles la dirigent. La garde civique est maîtresse de la cité. Les portes de la ville sont fermées. Les cardinaux suspects sont consignés dans leur demeure. Le cardinal Della Genga, qui voulait sortir, est ramené chez lui. Le bruit court que Pie IX a voulu partir. On veille! La population entière, debout et résolue, parle d'instituer un gouvernement provisoire. Les princes et les ducs romains influents intercèdent comme médiateurs. Les Doria, Rignano, Corsini, s'épuisent en démarches. Mamiani, de retour de l'exil, devenu l'homme de la situation par ses souffrances, ses talents, son patriotisme, sa réputation méritée, accepte des cercles la mission de conciliateur; et la journée du 30 avril est donnée à Pie IX pour qu'il change d'avis, *perche mutasse consiglio;* en attendant, les lettres adressées aux cardinaux sont saisies à la poste et portées au Capitole. Rome semble une ville mise en état de siége par le peuple contre le prince.

Le pape se trouble, paraît ne pas comprendre que sa lettre ait pu enfanter cette tempête, parle d'ingratitude, menace de quitter Rome et d'abandonner la ville à ses passions.

Peu à peu cependant les esprits se modèrent; de part et d'autre, les hommes les plus influents comprennent qu'il faut détendre une telle situation pour éviter les plus grands malheurs. Des démarches sont faites auprès du souverain pontife pour l'éclairer et le ramener. Conserver le pape à la cause italienne, paraît aux hommes sages d'une importance capitale. Les conseillers du pape, Pie IX lui-même, sentent qu'il ne faut point pousser la Révolution à ses dernières extrémités.

VIII

Les délégués de la Ligue italienne ne pouvaient rester spectateurs de cette crise sans chercher à y intervenir. Ils adressèrent à Pie IX cette protestation sous forme de supplique :

« Les représentants protestent hautement contre l'interprétation donnée à l'allocution du saint-père par le consistoire des cardinaux. La nationalité est l'œuvre de Dieu et non des hommes. La cause de la justice et de la vérité doit être défendue et proclamée par celui qui représente sur la terre la vérité incarnée. C'est ce qu'a fait le saint-père comme chef d'une religion de justice et de vérité. Aussi nous, et le peuple italien que nous représentons, nous sommes sûrs de vous avoir toujours parmi nous et devant nous dans les voies de la justice, de la religion et de la liberté.

» Nous le proclamons comme envoyés de la Lombardie, de Venise, de la Sicile, certains de l'approbation de nos gouvernements et de l'assentiment de nos peuples. Prosternés devant vous, bienheureux Père, nous vous demandons très-humblement votre bénédiction. Nous vous la demandons pour le Lombard, pour le Vénitien, pour toute l'Italie ! »

Les ambassadeurs du Piémont et de la Toscane faisaient également des démarches pressantes. L'envoyé de France offrait ses bons offices. Les ministres ne sortaient pas du Quirinal. La journée du 30 se passa en pourparlers. La nuit, on chercha les moyens de transaction ; on poursuivit une combinaison ministérielle, qui pût désarmer la situation, sans espoir d'en vaincre

toutes les difficultés. On s'épuisait en efforts pour donner à l'allocution une interprétation qui satisfît les vœux de la nation et le désir du saint-père, en le faisant le médiateur de la paix, tout en revendiquant l'indépendance de l'Italie. On eut même, un instant, la pensée d'un voyage du pape à Milan; ce voyage et une sommation aux Autrichiens de rendre à l'Italie la paix et la liberté, devaient exercer sur l'issue de la guerre une influence considérable, et effacer le mauvais effet de l'allocution. Pendant ces hésitations et ces délibérations, les chefs du peuple impatient commençaient à hâter les événements. Les mots de trahison étaient murmurés; un ministère pur de tout ecclésiastique était réclamé. Enfin, dans l'impossibilité de former un nouveau conseil, on décida que les ministres démissionnaires conserveraient provisoirement leurs portefeuilles, annonçant dans la gazette officielle du 1er mai que « le ministère avec son président, unanime, aujourd'hui comme par le passé, sur toutes les questions, s'occuperait, avec un cœur italien, des moyens qui, dans la situation actuelle des choses, étaient, en conscience, indispensables au bien de l'État et de la cause italienne ».

IX

Ce palliatif n'était plus suffisant; l'irritation était permanente. Le soir, sans en donner connaissance aux ministres, Pie IX essaya de faire entendre au peuple sa voix, jadis si puissante sur les cœurs, de réveiller les sympathies et l'amour par une invocation touchante.

Nous regrettons de ne pouvoir donner complet ce plaidoyer, où le pape épanche l'amertume de son âme,

ses vives douleurs, et les tiraillements de sa conscience.

Il dit tous ses efforts, toutes ses peines pour le bien de la nation, ses prières à Dieu pour son bonheur. Il explique et atténue la portée mal interprétée de son allocution : Les grands événements survenus en Europe avaient inspiré le dessein de faire de l'Italie une nation unie, compacte, capable de rivaliser avec les premières nations ; l'Italie soulevée courut aux armes ; les soldats et volontaires romains furent bénis et pourvus de chefs, avec les instructions pour s'arrêter aux frontières.

« Personne n'ignore nos paroles dans la dernière allocution, où nous disons qu'il nous répugne de déclarer aucune guerre, mais où nous protestons en même temps que nous sommes dans l'impuissance de mettre un frein à l'ardeur de cette partie de nos sujets que transporte, à l'égard des autres Italiens, l'esprit de nationalité. Et ici nous ne voulons pas vous laisser ignorer que nous n'avons en aucune façon négligé dans ces circonstances les soins de père et de souverain, et que nous avons pourvu de la manière la plus efficace à la plus grande sûreté possible de ceux de nos fils et sujets qui, sans que nous l'eussions voulu, se trouvaient déjà exposés aux vicissitudes de la guerre. »

Cette explication se résume en ceci : il n'ordonne pas la guerre ; il la laisse faire, tout en désirant la paix.

« O mon peuple ! » s'écrie Pie IX, « que t'ai-je fait ? Ces malheureux (qui rêvent des victimes sanglantes) ne voient-ils pas, sans parler de l'excès énorme dont ils se souillent et du scandale incalculable qu'ils donnent à tout l'univers, qu'ils déshonorent la cause qu'ils prétendent servir, en remplissant Rome, l'État et toute

l'Italie d'une série infinie de maux ?... O Seigneur ! sauvez Rome, votre Rome, de si grandes calamités ; éclairez ceux qui ne veulent pas écouter la voix de votre vicaire ! Ramenez-les tous à de meilleurs desseins, afin qu'obéissant à celui qui les gouverne, ils passent moins tristement leurs jours dans l'exercice des devoirs de bon chrétien, devoirs sans lesquels on ne peut être ni bon sujet ni bon citoyen. »

Mais la parole de Pie IX perdait son efficacité le jour où elle n'était plus favorable à la cause italienne. Elle ne portait plus dans les cœurs ni la persuasion ni la paix ; elle n'était plus qu'un vain son. Les méfiances, les antipathies contre le gouvernement ecclésiastique se ranimaient vivaces ; les vices du clergé, vrais ou supposés, étaient exagérés ; ses opinions passées, son inquisition barbare, son despotisme impitoyable, étaient des souvenirs qui irritaient une population exaspérée. Aussi cette proclamation, qui n'affirmait pas la guerre de l'indépendance, si elle la tolérait, et semblait rejeter sur le peuple et sur l'Italie les causes des troubles et des maux de la patrie, au lieu de calmer les passions, les surexcita. « Et le souverain pontife, » dit Farini, « qui, par amour de la paix, avait délibéré de ne point participer à la guerre italienne, sinon autant qu'il croirait pouvoir concilier les parties belligérantes, trouvait dans ses États une guerre plus périlleuse que celle qu'il avait voulu éteindre. »

Le pouvoir restait donc sans force. Le ministère se sentait désarmé. Le Sénat transmettait, de sa pleine autorité, les fonctions de la magistrature à la garde civique. Les cercles donnaient l'impulsion, rédigeaient des programmes, gouvernaient. Les patrouilles de la

garde civique circulaient, partageant l'émotion publique, et la régularisaient sans la comprimer.

X

Ce moment est le plus important de l'histoire moderne de la papauté; c'est celui où Pie IX, après avoir fait, le premier des princes d'Italie, un pas en avant dans la voie des libertés et de l'indépendance de l'Italie, fait, le premier, un pas en arrière. De là, la séparation du pape et du peuple romain dans les aspirations, dans le but; de là, les conséquences fatales dont on n'entrevoit pas encore la fin au moment où nous écrivons.

Une solution précise, d'une haute sagesse et de conciliation, fut alors présentée à Pie IX par le Sénat et le Conseil de Rome après une délibération mûrement réfléchie, dans la séance extraordinaire du 3 mai.

« Nous ne vous demandons pas, » est-il dit dans cette adresse, « à vous, nonce de la paix, de provoquer à la guerre le peuple romain; nous vous prions seulement de ne pas nous empêcher de pourvoir à la guerre, par l'intermédiaire de ceux à qui vous voudrez confier la direction des affaires temporelles. Nous ne vous demandons pas de faire taire l'inspiration de votre cœur, ni de renoncer à l'horreur que doit avoir un prêtre pour une guerre entre croyants; seulement, veuillez pourvoir à la tranquillité de l'Italie entière et éloigner tout soupçon que votre jugement solennel ait proclamé injuste la guerre des Italiens pour le salut de la patrie commune. Saint-Père, proclamez la justice et le droit de l'Italie entière à revendiquer son indépendance et sa nationalité. Cette parole suffira pour calmer

les esprits et empêcher l'interprétation que l'étranger donnerait à votre manière de voir sur notre cause. Tous, nous vous serons reconnaissants, si, dans la mansuétude de votre cœur et sans suspendre les opérations militaires, vous réussissez, par des conseils pacifiques, à terminer la question, sur la base d'un complet éloignement des Autrichiens, de l'indépendance et de la nationalité de l'Italie. Nous vous serons reconnaissants de présider une diète d'Italiens, pour régler la marche intérieure. Nous bénirons constamment le nom du grand pontife qui aura béni et sauvé la patrie commune. Ces vœux, Saint-Père, vous prouveront que nous n'attendons que de vous seul notre bonheur. Nous implorons, pour nous, pour les milices citoyennes et pour la ville, votre bénédiction apostolique. »

Cette ligne de conduite, loyalement acceptée par le pape et par les cardinaux, eût épargné à l'Italie, à Rome, à l'Église, de grands malheurs. Expression de la pensée des patriciens les plus modérés, cette adresse était signée par MM. Tomasso Corsini, Marc-Antonio Borghese, Filippo-Antonio Doria, Clemente Laval, Della Fargua, Carlo Armellino, Vincenzo Colonna, Francesco Sturbinetti, Antonio Bianchioni, Ottavio Scaramuchi.

Le langage du peuple, plus rude et plus sévère, exprimait les mêmes vœux. Quinze cents personnes, députées par tous les cercles au Casino des négociants et protégées par la garde civique armée, adoptaient, sous la présidence du professeur Francesco Orioli, une adresse ainsi conçue : « Le peuple romain, qui se fait un devoir de respecter la conscience très-timorée du Saint-Père, et qui, d'un autre côté, ne veut pas de

terme moyen et d'expressions équivoques et insuffisantes, cesse toute instance pour que de la bouche de Sa Sainteté sorte une déclaration de guerre solennelle et catégorique. Le peuple romain désire et il demande à Votre Béatitude un ministère réellement libéral, qui ait pouvoir de poursuivre et aider la guerre nationale, et par toute sorte de moyens. »

Enfin, la garde civique remettait son programme politique au comte Terenzio Mamiani, désigné par l'opinion publique pour former le nouveau ministère : concourir à la reconnaissance et à la reconstitution des nationalités démembrées et foulées aux pieds; s'unir d'amitié avec les peuples libres, et conserver avec les gouvernements absolus les seules relations que réclament la paix universelle et les intérêts du commerce; avoir foi en soi-même et non dans l'assistance et les promesses d'aucun étranger; provoquer un pacte nouveau et un nouveau traité solennel entre les peuples; ne transiger jamais avec l'Autriche, et ne signer la paix que lorsque les Alpes traceront les frontières d'Italie, du Varo au Brennero et du Brennero au Guarnero, etc... Plus de dissimulation et de déception! Modération et courage!

XI

Devant l'opinion publique si unanimement prononcée, Pie IX pensa ne plus pouvoir résister; il céda. Mamiani s'occupa de former un ministère. La ville rentra dans le calme; les cardinaux reçurent leurs lettres sans que le secret en eût été violé; ils furent délivrés de la surveillance. Le Pape donna mission à Farini de stipuler avec le roi de Sardaigne un accord tendant à lui con-

fier le commandement des troupes romaines. Farini, successeur de Mgr Corboli rappelé à Rome, était également chargé d'étouffer les désordres survenus dans les provinces, sur le chemin qu'il avait à parcourir.

Le 4 mai, le ministère, accepté ou toléré par le Pape avec un programme libéral et national, fut constitué sous la présidence du cardinal Ciacchi, qu'en son absence suppléait le cardinal Orioli. Il était composé de MM. le comte Giovanni Marchetti; le comte Terenzio Mamiani (à l'intérieur); Pasquale da Rossi, professeur; Giuseppe Lunati, avocat; le prince Filippo Doria-Panfili; don Mario Massimo ducca di Rignano; et Del Galetti, maintenu à la police sur le désir des cercles.

Le programme, inséré dans la *Gazette* du 6, exprimait : un hommage aux ministres prédécesseurs; l'intention, non de contenir, mais d'augmenter l'ardeur du pays pour la sainte cause italienne, de guérir les plaies profondes de l'indigence, de l'abaissement et de l'ignorance, et d'élever la nation au plus haut rang en initiant chacun aux principes sociaux et politiques que le siècle impatient demande à la science moderne.

Après la parole, l'action! Le ministère ordonnait la formation immédiate d'un corps de réserve de six mille hommes.

XII

L'allocution avait produit dans les provinces la même irritation. A Bologne surtout, les vieux griefs contre l'autorité pontificale, étouffés par la popularité de Pie IX, réapparaissaient. Cette popularité disparue, on y parlait d'organiser un gouvernement provisoire; il ne fallut

rien moins que l'influence du cardinal Amat, celle du sénateur Zucchini, l'arrivée de Farini, annonçant sa mission auprès de Charles-Albert, et la nomination du nouveau ministère, pour empêcher l'explosion de la colère publique.

Farini n'hésita pas à faire connaître à Pie IX, par une dépêche du 5 mai, la vérité tout entière sur ce qui se passait dans la Romagne : « ..... Je ne veux pas taire à Votre Sainteté qu'il reste un doute dans les esprits, d'autant plus dangereux que c'est le doute que la cause italienne ne soit pas vigoureusement aidée par le gouvernement de Votre Sainteté. Avec un ministère qui inspire confiance, aide ou laisse aider la guerre, l'ordre se maintiendra. Dans le cas contraire, tout est possible; et même il est très-probable qu'on tente ici d'établir un gouvernement provisoire au nom de Votre Sainteté, avec la pensée de faire cette guerre que Votre Sainteté a déclaré ne pas vouloir faire. L'exemple de Bologne serait probablement suivi par la Romagne entière. »

Cette lettre d'un délégué du Pape, appréciateur modéré des circonstances, possédant un sens sûr, un cœur droit, s'exprimant avec une franchise digne et hardie, indique nettement la situation et prouve que Pie IX ne pouvait ignorer rien de ce qui se déroulait autour de lui, loin de lui, et des tristes effets de son allocution.

XIII

Toute l'Italie en avait été profondément affectée. En Lombardie, en Vénétie, au camp de Charles-Albert,

dans les armées, ce fut une douleur, une indignation, un cri de fureur. L'effet produit sur les volontaires romains eut des suites désastreuses. La commotion fut d'autant plus forte que l'exaltation pour le saint-père avait été plus vive. Plus haut avait été élevé le nom de Pie IX, plus rapide fut la chute ! Les Croisés, qui portaient son image sur leur cœur et la croix sur la poitrine, se sentirent atteints dans leur foi et dans leur espérance. Ce fut pour eux un sinistre présage et un premier revers. Ceux-là qui rêvaient l'unité de l'Italie sous un seul roi, et ceux qui la désiraient sous une république, furent les seuls qui virent sans regret l'affaiblissement de Pie IX et l'évanouissement de son prestige.

Pie IX avait commis une grande faute, en enlevant ce prestige à son autorité. C'était une force immense à conserver pour son œuvre de médiation. Effacer des cœurs italiens les sentiments de reconnaissance et d'affection, c'était agir contre le but même qu'il voulait atteindre.

Et lorsqu'il tenta plus tard cette mission, qui relevait de l'essence même de son caractère sacré, de la douceur de son esprit, de sa position de chef du catholicisme, il avait perdu toute puissance sur les Italiens et sur les Autrichiens, qui, les uns et les autres, pouvaient l'accuser de versatilité. Il essaya pourtant ; et à cet effet, le 12 mai, il fit transmettre, par le cardinal Antonelli, des instructions explicatives et atténuantes à Farini, en lui donnant communication d'une missive adressée, le 3, à l'empereur d'Autriche, et dont il le chargeait de remettre copie à Charles-Albert, avec une lettre pour ce roi.

La missive du Pape à l'empereur était ainsi conçue :

« Majesté,

» Ce fut toujours une coutume que de ce saint-siége on prononçât une parole de paix au milieu des guerres qui ensanglantaient le sol chrétien. Aussi, dans l'allocution du 29 avril écoulé, tout en disant que notre cœur paternel répugne à faire une déclaration de guerre, nous avions expressément annoncé notre ardent désir de contribuer à la paix. Qu'il ne soit donc pas désagréable à Votre Majesté que nous invoquions sa piété et sa religion, en l'exhortant, avec une paternelle affection, à faire cesser une guerre qui, sans pouvoir reconquérir à l'empire les esprits des Lombards et des Vénètes, traîne avec elle la funeste série de calamités qui l'accompagnent ordinairement, et qui sont certainement par Sa Majesté abhorrées, détestées.

» Qu'il ne soit pas désagréable à la généreuse nation allemande que nous l'invitions à déposer toute haine, et à convertir en relations utiles d'amical voisinage une domination qui ne serait ni noble ni heureuse, si elle s'appuyait uniquement sur le fer.

» Aussi nous avons la confiance que la nation, honnêtement fière de sa propre nationalité, ne mettra pas son honneur à de sanglantes tentatives contre la nation italienne, mais le mettra plutôt à la reconnaître noblement pour sœur, puisque toutes deux sont nos filles très-chères à notre cœur, se contentant chacune d'habiter dans ses frontières naturelles avec des traités honorables et avec la bénédiction du Seigneur.

» Nous prions instamment le distributeur de toutes lumières et l'auteur de tous biens qu'il inspire à Sa Ma-

jesté de saints conseils, tandis que, du plus profond de notre cœur, nous donnons à elle, à Sa Majesté l'impératrice et à l'impériale famille la bénédiction apostolique. »

Cette invocation était digne. Mais pouvait-elle exercer quelque influence sur l'empereur d'Autriche, et atténuer en Italie la sensation produite par l'allocution? « Charles-Albert, » dit Farini, « répondit à la lettre que je lui remis, mais il ne fit pas signe d'avoir confiance en la politique que le pontife voulait suivre. L'opinion publique ne favorisait pas l'idée d'une médiation pontificale. »

XIV

Aucun tableau n'est nuancé de couleurs plus vives, d'incidents plus variés, de mouvements plus rapides, de combats dans les cités plus éclatants, de traits de courage plus sublimes, de défaites plus retentissantes, de triomphes plus enivrants, de joies, de cris d'enthousiasme des peuples plus délirants, d'hésitations des princes plus inquiètes, de démarches de la diplomatie plus actives, d'intrigues plus mystérieuses, de regrets plus amers, d'élévations et de chutes plus surprenantes, d'espérances plus intenses, d'illusions plus complètes, que l'histoire des révolutions d'Italie depuis le 24 février 1848, jour où la République française fut acclamée à Paris, jusqu'au 5 mai 1848, jour où le Gouvernement provisoire de cette République déposa ses pouvoirs dans le sein de l'Assemblée constituante.

Les révolutions d'Italie prennent alors un essor que rien ne peut contenir. Venise s'affranchit, renaît, proclame la République; Milan brise le cercle de fer et de

feu qui le dévore, se délivre, et invoque le Piémont; la Lombardie, la Vénétie sont soulevées; l'expulsion des Autrichiens est le cri des peuples; les princes sont entraînés malgré eux.

Charles-Albert a préparé ses armements contre la République française, et c'est en Lombardie qu'il s'élance à la tête de son armée, rêvant un royaume de la haute Italie, et justifiant son ambition par la nécessité d'empêcher la proclamation de la République dans les provinces insurgées et même dans ses propres États. Il pose le principe que l'Italie doit tout faire par elle-même et repousse l'intervention de la France, offerte par le Gouvernement provisoire. L'Italie, fière de ses triomphes, adhère à ce principe avec enthousiasme. Mazzini le tribun et Charles-Albert le roi, sous des inspirations contraires, ont la même pensée. Charles-Albert, pour rester seul maître des destinées de l'Italie du Nord, n'admet pas les propositions de ligue italienne; n'accepte des princes alliés que le concours de leurs troupes; dédaigne les efforts des volontaires; avance lentement; ne ferme pas le Frioul aux Autrichiens, afin de forcer la Vénétie à recourir à son assistance; ne s'empare pas du Tyrol, par crainte de la Confédération germanique; et laisse ainsi les voies ouvertes aux renforts attendus par Radetzki.

Radetzki concentre son armée, en retraite sur tous les points, dans le quadrilatère formé par Peschiera, Vérone, Mantoue, Legnago, entre le Mincio et l'Adige, les Alpes et le Pô; il se fortifie dans cette position, et appelle à lui les secours de l'Allemagne. L'Autriche évoque contre le sentiment national italien le sentiment national allemand. L'Allemagne et l'Italie, divi-

sées toutes deux en États multiples, qui toutes deux aspirent au même but, l'unité et la liberté, cédant à des passions de race, se ruent l'une sur l'autre : l'Italie avec le droit, l'Allemagne avec la force; la première pour conquérir son indépendance, la seconde pour conserver sa domination.

Les secours allemands affluent dans le Tyrol, d'où les volontaires italiens sont repoussés; Nugent pénètre dans le Frioul. La République vénète a barricadé ses villes, levé ses citoyens, organisé la résistance; mais sans force régulière, sans général, privée de sa flotte par un incident funeste, bloquée dans ses ports, elle appelle tous les peuples et tous les princes d'Italie à son aide, et invoque celui même qui rêve son absorption. Le roi de Naples arrivera-t-il, avec sa flotte et son armée, assez tôt pour agir à son tour sur les destinées de l'Italie?

Charles-Albert, après avoir refusé, aux insistances de la diplomatie, l'armistice, oppose à Nugent les troupes pontificales commandées par Durando; cherche à s'emparer des routes du Tyrol; remporte une première victoire à Pastrengo; investit Peschiera; rejette les Autrichiens sur la rive gauche de l'Adige. Ce premier succès lui donne une puissance nouvelle. Il n'a plus qu'à se recruter et à ramasser ses forces. Un effort encore! et l'armée autrichienne se retire sur les Alpes, et l'Italie est délivrée; Charles-Albert réalise son rêve de royauté!

XV

Mais devant cet avenir, quatre obstacles se lèvent : les illusions des Italiens, les rivalités des princes, les

divisions des partis, les efforts de la diplomatie.

Les Italiens espèrent, sans secours étranger, achever la victoire commencée, affranchir leur patrie.

Charles-Albert veut le triomphe sans partage! Le Piémont poursuit une absorption générale. La Toscane convoite une part des duchés. Rome redoute l'ambition sarde, et craint Naples pour Bologne et Ancône. Naples se voit arracher la Sicile par la maison de Savoie. Les princes s'épient, se tendent des piéges, et sont prêts à se dévorer.

Les partis ont ajourné la solution de leurs destinées après la victoire. Mais Charles-Albert se méfie des républicains; les républicains se méfient du roi. Charles-Albert accélère le dénoûment; les républicains invoquent la foi des traités. Partout soupçons, préventions, déchirements. Les réactionnaires, de leur côté, ne se lassent pas d'agir dans l'ombre. Secondés par la diplomatie, ils affaiblissent le bon vouloir du grand-duc de Toscane; guettent un retour de fortune chez le roi de Naples; obsèdent le Pape et arrachent à sa conscience timorée le démenti de sa conduite passée.

L'Angleterre, qui, avant les journées de Février, favorisait dans la Péninsule le mouvement libéral contre l'Autriche, s'unit à cette puissance contre l'influence révolutionnaire de la France. La Russie combat le progrès; ses ambassadeurs suivent dans leur retraite les ambassadeurs autrichiens. Il n'y a plus dans la diplomatie étrangère qu'une pensée : empêcher l'intervention de la République française en Italie. Sous l'impression de cette politique délétère, Léopold limite à 5 000 hommes ses troupes auxiliaires; Ferdinand médite une trahison; Pie IX signe un abandon, recule

devant son œuvre. De là, troubles, confusions dans les esprits. La foi dans le souverain pontife est ébranlée; la sainte cause dont il était l'âme reçoit de lui sa plus rude atteinte; la diplomatie se crée des difficultés à elle-même, et provoque l'intervention de la France, contre laquelle elle déploie tant d'activité.

XVI

Les illusions, les rivalités, les divisions, la diplomatie, obstacles éternels au triomphe de la démocratie, céderont-elles devant les efforts du patriotisme? Qui l'emportera dans cette Italie, si belle, si grande et si malheureuse? l'étranger ou la nation? l'oppression ou la délivrance? Les martyrs seront-ils enfin affranchis, ou l'aigle à deux têtes dévorera-t-il toujours sa proie? Une race sera-t-elle à jamais l'esclave d'une autre race? La pensée, la lumière, la volonté, seront-elles éternellement comprimées par la force? Les armées sont en présence. A aucune autre époque l'Italie ne fut si près de la victoire : son heure va-t-elle sonner?

A ce moment solennel, le Gouvernement provisoire de la République française déposait ses pouvoirs dans le sein d'une assemblée élue par le peuple tout entier. Il avait suivi, jour par jour, avec un œil inquiet et avec les sympathies du cœur, les combats, les succès de chaque ville de l'Italie. Prêt à secourir les nationalités opprimées, il organisait une armée, et réunissait au pied des Alpes de nombreux bataillons, pour les franchir au premier appel. Il avait pressé le gouvernement piémontais d'accepter ses offres désintéressées, et de livrer passage aux soldats de la France. Il n'avait

rien moins fallu pour l'empêcher d'agir qu'un refus obstiné, et cette déclaration : « Que l'intervention française ferait certainement sur l'Italie l'effet produit sur l'Espagne par la surprise de 1808. » Mais il léguait aux gouvernements qui lui succéderaient une armée organisée, et l'obligation de répondre au premier cri venu de ce peuple de frères, dont le sort est désormais lié à celui de la France par des nœuds que le despotisme peut briser momentanément, mais que la liberté, un jour, saura resserrer à tout jamais!



CHAPITRE DIXIÈME.

Durando et Nugent en présence dans le Frioul; position respective des deux corps d'armée. — Nugent s'empare de Bellune et de Feltre. — Affaire de Cornuda; retraite des Italiens. — Effet de l'allocution du 29 avril sur l'armée romaine; démoralisation. — Le général Ferrari à Trévise; panique; dispersion des volontaires; courageuse défense de Trévise.—Campement avantageux de Durando à Piazzola; manœuvres de Nugent pour le déplacer; Durando quitte Piazzola pour venir au secours de Trévise. — Nugent passe par Piazzola et opère sa jonction avec Radetzki; il attaque Vicence. — Manin, Tommaseo, le général Antonini accourent de Venise; combat; les Autrichiens repoussés.— Les armées de Charles-Albert et de Radetzki en présence. — Combat de Santa-Lucia. — Faute grave de n'avoir ni coupé les routes du Tyrol et du Frioul, ni secouru la Vénétie; reproches au roi. — Vénétie : Deux partis; mesures défensives; dons volontaires; arrivée de la flotte napolitaine, de la flotte sarde; Manin presse la venue de l'armée napolitaine. — Royaume des Deux-Siciles : Naples; deux volontés : le roi, la nation; temps perdu pour le départ de l'armée; mauvais vouloir du roi; réunion du parlement pour le 15 mai; question du serment; protestation; agitation de Naples; commencement de barricades; négociations; le roi cède; les députés interviennent sans succès; les citoyens et les troupes en présence; lutte commencée; combat; les députés se rassemblent; démarches; le roi commande personnellement les troupes; tentatives de conciliation des représentants de la France; derniers efforts des Suisses à l'approche de la nuit; triomphe des troupes; lazzaroni; sac, pillage, incendie; aveux pris dans les pièces justificatives des colonels suisses; attitude courageuse des députés rassemblés; leur protestation; proclamation explicative du roi; changement de ministère; réprobation générale contre les Suisses; malédictions contre le roi; la diète suisse, conséquences fatales de la journée du 15 mai pour l'Italie; situation de l'armée napolitaine et du général Pepe; l'armée rappelée obéit au roi; la flotte rappelée obéit avec regret.

I

Nous avons laissé en présence le corps d'armée de Nugent et les troupes commandées par Durando et Ferrari : les Autrichiens, enhardis par la prise d'Udine et le facile passage du Tagliamento, animés par la

vengeance; les Italiens, tardivement accourus, mais ardents de patriotisme. Tandis que Nugent occupait, le 3 mai, la rive gauche de la Piave, son quartier général à Conegliano, et que Welden parcourait les vallées supérieures, Durando plaçait La Marmora avec 3 000 volontaires vénètes à Speziano, en avant de Trévise, pour garder le bas fleuve, et se transportait, avec 7 000 hommes, à Montebelluno, pour être en position de remonter ou de descendre la Piave et de soutenir les points menacés.

Nugent appuya sur sa droite, et, le 5, enleva Bellune, qui céda devant des forces supérieures. Feltre, le 7, se rendit, sans résistance, à l'avant-garde autrichienne commandée par Culoz. La veille, la colonne Ferrari, forte de 10 000 hommes et de dix pièces de canon, était rassemblée à Trévise. Durando lui ordonna de se porter à Montebelluno, qu'il quittait le 7, pour s'avancer sur Feltre. Apprenant le sort de cette ville, il ne jugea pas opportun d'y attaquer l'ennemi; et, le voyant maître des cours supérieurs de la Piave, il se rejeta sur Primolano, pour défendre le passage de la Brenta.

Durando se trouvait en ce moment, par la jonction de la colonne Ferrari, à la tête de 20 000 hommes, dont 7 000 de troupes régulières, 13 000 gardes civiques et volontaires. Il garda sous ses ordres directs 4 500 hommes de troupes de ligne, en céda 2 500 à Ferrari, qui réclamait contre une séparation absolue des forces régulières et des volontaires, et qui la regardait comme un affaiblissement.

Durando, dont le but était d'empêcher la jonction de Nugent avec Radetzki, échelonna son corps d'armée

sur la Brenta et sur la Piave inférieure. Il laissa à Primolano le colonel Casa-Nova avec 1 500 hommes, se rendit avec 3 000 à Bassano, et chargea Ferrari de garder les passages de Poderoba et de la Piave inférieure. Ferrari posta le général Giudotti, avec 2 500 hommes, au pont de la Priula.

Le 8, Nugent, en ligne à Conegliano, poussa son avant-garde vers le pont de la Priula, et vers Cornuda, où il y eut, le soir même, quelques coups de fusil échangés par les avant-postes.

Ferrari prévint Durando de la gravité de la circonstance, le laissant juge et maître de ses résolutions, et se porta avec 3 000 hommes sur Cornuda, le point menacé. En effet, dans la matinée du 9, à cinq heures, une brigade autrichienne attaque vigoureusement les forces romaines. Les volontaires, qui reçoivent le baptême du feu, résistent avec une bravoure admirable; ils soutiennent pendant dix heures, sans faiblir, le choc terrible de l'ennemi. Durando était attendu à chaque minute, et les Italiens, comptant sur son concours, comptaient sur la victoire. Mais le secours n'arrive pas; l'ennemi au contraire est renforcé d'une seconde brigade. Les Italiens, à trois heures de l'après-midi, sont réduits à opérer leur retraite sur Montebelluno.

Durando avait eu le matin, à quatre heures, l'avis de Ferrari. Hésitant jusqu'à neuf heures, il s'était enfin mis en route, mais sur le point d'arriver, il reçut un exprès du colonel Casa-Nova qui se croyait aussi menacé, revint sur ses pas et reprit position à Bassano.

Les conséquences de ce contre-temps furent funestes! L'inaction de Durando suscita des plaintes d'autant plus vives, que là où l'on espérait le succès on avait subi

un échec; après les plaintes, les murmures éclatèrent. Le courage l'emportait! crient les plus exaltés; le général a fait défaut, à lui seul doit être imputé ce déplorable revers. Il y a de sa part incapacité ou abandon! A ces accusations succèdent des transports de colère : méfiance chez les uns, effroi chez les autres. Le trouble s'empare des esprits, les imaginations s'irritent jusqu'à la fureur, la discorde règne. Vainement Ferrari veut maintenir ses troupes à Montebelluno; il est entraîné par la foule indisciplinée jusqu'à Trévise. Giudotti est également forcé de s'éloigner du pont de la Priula.

A ce moment, l'allocution papale du 29 avril se répand, et assombrit le tableau déjà si sombre. Les gardes civiques, les volontaires se voient reniés, abandonnés, se livrent au désespoir, et ne rêvent plus que trahison. Le hasard fait tomber, au milieu de cette panique et de ces spasmes furieux, un des plus cruels directeurs de la police de Modène, conduit à Trévise avec deux individus soupçonnés d'espionnage et saisis dans les environs. Toutes les haines, toutes les vengeances se concentrent sur eux. Jetés dans ce tourbillon terrible, ils ne peuvent fuir. Le sang coule; et l'horreur d'une scène épouvantable vient s'ajouter au désastre.

II

Nugent, maître de la Piave, s'avança sur Trévise, et, le 11, somma la ville de se rendre. Ferrari, impatient de réparer le mal et de prendre sa revanche, sort au-devant de l'ennemi avec les volontaires, les troupes de ligne et l'artillerie. Déjà l'avant-garde a chassé quelques détachements autrichiens et fait des prison-

niers, lorsqu'une batterie ennemie se découvre et commence à foudroyer les forces romaines. Ferrari et ses officiers veulent en vain les entraîner sur les canons pour les enlever. Une panique les saisit; le cri de *trahison!* s'élève; et la fuite s'effectue avec une telle rumeur et soulève des nuages de poussière tels, que les Autrichiens eux-mêmes, croyant à l'arrivée de forces supérieures, reculent un instant effrayés. Le malheureux Ferrari, n'exerçant plus d'empire sur cette foule démoralisée, laisse, le 12, ses troupes d'élite, environ 4 000 hommes, dans Trévise, et se retire sur Mestre et Venise avec les débris des légions romaines et des volontaires.

Trévise, résolue à se défendre, repoussa noblement la sommation de Nugent. Le duc Lante Montefeltro fut chargé du commandement de la place. La légion formée à Paris, complétée à Milan, sous les ordres du général Antonini, nommé, dès son arrivée à Venise, commandant supérieur de cette cité et de ses forteresses, accourut à Trévise. Des sorties heureuses, où se déploya le courage des Italiens venus de France et de Milan, et des Romains qui avaient voulu rester, ranimèrent les esprits. Giudotti, froissé dans son honneur par des reproches adressés à sa retraite de la Priula, combattit en soldat et mourut en héros.

Nugent resta devant la place jusqu'au 17, battant l'estrade, ravageant les environs, jetant l'épouvante, concentrant ou éparpillant ses troupes, cherchant enfin par tous les moyens à attirer Durando, qui, après la défaite de Cornuda, avait campé à Piazzola sur la Brenta, à l'abri du fleuve, coupant ainsi aux Autrichiens les passages de Fontaniva et de Padova, les seuls par

lesquels ils pouvaient joindre l'armée de Radetzki. Durando restait immobile dans cette forte position, réunissant toutes ses troupes disponibles. Mais le 16, craignant sans doute de voir se renouveler les accusations dont on ne cessait de l'accabler depuis l'affaire de Cornuda, appelé par le péril dont on disait Trévise menacé, il se décida à abandonner sa position pour voler au secours de cette ville par le chemin de Mogliano.

Mais Nugent, qui recevait de Radetzki ordre sur ordre de lui amener ses renforts, voyant le succès de sa ruse, laissa subitement Trévise, dans la nuit du 17 au 18, tourna par l'autre route, passa la Brenta à Citadella et à Piazolla même, et, le 20, menaçait Vicence. Son but était atteint, lorsque, tombé malade, il fut remplacé par le général La Tour-et-Taxis. Durando, apprenant cette contre-marche, se reporta de Mogliano à Mestre pour prendre le chemin de fer et courir à Vicence. Mais, entre Radetzki et Nugent, il n'y avait plus d'obstacle. 18 000 hommes, des convois considérables de toute sorte réunis pendant la marche, venaient accroître les forces autrichiennes. Palma-Nova, Osopo, Pieve di Cadore, restaient assiégés par le corps de réserve de Welden, qui se grossissait chaque jour de soldats venant d'Allemagne et du Tyrol allemand.

III

Durando et Ferrari avaient complétement échoué. Les volontaires romains, désespérés, se dispersèrent, chacun suivant les tendances de son esprit. Les uns, déterminés, se rendirent à Mestre, à Padoue, à Trévise,

à Vicence, se groupant autour de Durando, qui conservait ses troupes régulières, ou se jetèrent dans Venise avec Ferrari. Les autres repassèrent le Pô, allant au sein de leur famille cacher la honte de leur défaite, qu'ils attribuaient, non à leur faiblesse, mais à la trahison des généraux et à l'abandon de Pie IX. Cette retraite de la lutte n'était cependant pas absolument sans excuse. Les lettres particulières venues de Rome donnaient lieu de croire que les Romains, désavoués par le souverain pontife, étaient en dehors du droit des gens, et que, prisonniers, ils seraient considérés comme assassins et fusillés. Cette crainte paraissait tellement fondée, que Durando, pour la détruire, dut, par un ordre du jour daté de Piazzola, communiquer la proclamation du 6 mai du nouveau ministre de la guerre, Sotto Doria, et une dépêche officielle de Farini, annonçant que les troupes romaines étaient directement placées sous les ordres de Charles-Albert, « afin qu'elles fussent traitées selon les droits et coutumes de la bonne guerre ».

Durando avait donné lieu à deux reproches graves. Du premier était venu le second. Retenu par Pie IX, appelé par Charles-Albert à Ostiglia, on ne pouvait lui imputer sa marche tardive dans le Frioul; mais, prévenu à temps par Ferrari, il n'avait pas soutenu à Cornuda des volontaires non encore habitués au feu. De là un échec, au lieu d'un succès probable qui eût exalté son armée et donné la confiance à de jeunes soldats. Sensible à une accusation suivant lui injuste, désireux d'en éviter une seconde, il s'était laissé aller à quitter la position de Piazzola, qu'il eût dû garder. Il fut enfin blâmé d'avoir échelonné ses troupes au lieu de les

grouper, ou du moins de ne pas les avoir concentrées à propos. Ferrari ne sut pas ou ne put pas maîtriser ses volontaires. Ne pas pouvoir ou ne pas savoir est une faute à la guerre! Quant aux volontaires qui désertèrent en face de l'ennemi, il n'est point pour ceux-là de justification.

IV

Vicence, à vingt-cinq milles de Vérone, sur la grande voie de Milan, est le centre de trois routes principales qui conduisent, par la vallée de la Brenta au cours supérieur de l'Adige, par Trévise au Frioul, et par Padoue à Venise et à Rovigo. Vicence n'est qu'une ville ouverte, mais sa situation lui donnait une telle importance que les Autrichiens pour s'en emparer, les Italiens pour la défendre, devaient tenter de rudes efforts. Des barricades improvisées en étaient les seules fortifications; mais derrière ces barricades étaient debout trente mille citoyens avec un courage puissant, une résolution inébranlable. Le 20 mai, Durando n'avait pu encore y envoyer qu'une avant-garde sous les ordres de Gallieno. Ce jour-là, vers deux heures, cinq à six mille Autrichiens signalent leur approche par l'incendie de quelques maisons. Leur attaque furieuse sur trois points, Santa-Lucia, Porta-Padova et Porta-San-Bartolo, rencontre une défense plus énergique. Quatre heures d'un feu soutenu ne peuvent ébranler la bravoure des assiégés. Les habitants, la garde civique romaine, les volontaires, rivalisent d'élan et d'audace. Le coup de main de l'ennemi échoue devant cette résistance héroïque. Le général autrichien établit son

camp près de la ville, à l'Ormo, sur la route de Vérone, et se borne à faire passer son convoi de bestiaux, de vivres, de munitions, de bagages.

Le 21 au matin, Manin, Tommaseo et le général Antonini, avec mille hommes déterminés, se sont élancés sur la voie du chemin de fer et arrivent à Vicence, presque en même temps que les troupes de Durando. Antonini, impatient de déloger l'ennemi, fait, dès l'après-midi, une sortie vigoureuse. Il n'en résulte qu'une perte compensée. Le général marque de son sang ce combat; une blessure au bras droit nécessite une amputation immédiate. Le comité provisoire de Vicence, présidé par Fogazzaro, a noblement fait son devoir. Manin et Tommaseo ont inspiré cette foi que donne toujours la présence des chefs dans le péril.

Les Autrichiens parurent s'éloigner le 22. Radetzki, qui s'était avancé au-devant du corps d'armée après s'être assuré de l'arrivée du convoi qu'il désirait si ardemment, exprima ses regrets que le coup de main sur Vicence n'eût pas réussi, et donna l'ordre au général La Tour-et-Taxis de retourner à l'attaque avec 18 000 hommes et 40 pièces de canon.

Durando n'avait que 10 000 hommes; mais, secondé par son adjudant-major, le marquis d'Azeglio, il avait eu le temps, dans la journée du 22, de prendre ses dispositions et d'organiser ses forces avec autant d'intelligence que de promptitude. Il avait soif de réparer des fautes qu'il croyait n'avoir pas commises et qu'il rejetait sur les hasards de la guerre. Les légions romaines, les troupes régulières, les Suisses, les Vénètes, les Italiens venus de Paris, les Vicentins, tous étaient mus par une noble émulation. Les femmes, les vieil-

lards, les enfants mêmes, semblaient animés d'une vive ardeur.

Le soir, la ville illuminée paraissait respirer l'air d'une fête plutôt que l'air ensanglanté des batailles.

Tout à coup, dans la nuit du 23, vers onze heures, l'attaque des Autrichiens se déploie avec impétuosité à San-Agostino, San-Felice et Porta-San-Bartolomeo, le gros de l'armée se tenant sur la grande route de Vérone. Ils enlèvent la première barricade du côté de Vérone, et occupent la caserne San-Felice, malgré une résistance désespérée. Mais ils ne peuvent pénétrer plus loin. Sur plusieurs points à la fois, ils livrent l'assaut; partout ils sont repoussés, laissant partout le sol couvert de morts et de blessés. Les bombes, les fusées, les boulets vomis par les bouches à feu, pleuvent sur la ville; et la lueur de l'incendie éclaire ce spectacle terrible. Les habitants courent éteindre les flammes et bravent les boulets. Toute la nuit, jusqu'à neuf heures du matin, le combat se soutient des deux côtés avec une égale énergie. Mais les Italiens ont fait des prodiges de valeur. Les Autrichiens, désespérant de s'emparer d'une ville aussi vaillamment défendue, abandonnent l'attaque après des pertes considérables, et se retirent le soir sur Montebello. Couverts du sang ennemi, glorieux de leur succès, ivres de joie, les Italiens célébrèrent une victoire qui grandissait la patrie.

V

Radetzki, après le combat de Pastrengo, avait été resserré dans un cercle de plus en plus étroit. Les Autrichiens s'étaient retranchés devant Vérone dans les

villages de Chievo, Crocebianca, San-Massimo, Santa-Lucia et Tomba. Les Piémontais avaient occupé toutes les crêtes des collines depuis Pastrengo jusqu'à Custosa. Le 10e de ligne napolitain était à Goïto; et les Toscans, à Montanara et à Curtatone, observaient Mantoue.

Charles-Albert, après avoir délibéré avec ses généraux, avait résolu de contraindre l'ennemi à une bataille. Le 6 mai, les Piémontais, divisés en trois brigades et en brigade de réserve, descendent des hauteurs dans la plaine, et s'avancent sur Santa-Lucia, San-Massimo et Crocebianca. Devant eux se dressent mille obstacles, des ouvrages de fortification de toutes sortes. Ils attaquent avec une rare intrépidité ces positions retranchées et vaillamment défendues par les Autrichiens. Après une lutte acharnée, ils parviennent à s'emparer de Santa-Lucia. Mais la marche des brigades avait été irrégulière, et « les ailes du corps d'armée, qui devaient coopérer à l'enlèvement des positions avancées en les prenant de flanc, n'ayant pu arriver à temps, il en était résulté un nombre proportionnellement plus considérable de morts et de blessés piémontais ».

Les Autrichiens se retirèrent sous la protection des murs de Vérone. Le maréchal, qui ne voulait pas accepter la bataille avant l'arrivée de Nugent, se maintint sur la défensive. San-Massimo et Crocebianca n'ayant pas été enlevés par les Italiens, Charles-Albert se trouva dans le plus grand embarras à Santa-Lucia. Il ne pouvait se tenir dans cette position conquise par tant de sacrifices. « *Che facciamo* (que faisons-nous)? » demanda-t-il à ses généraux; il n'y avait pas de réponse possible. L'armée piémontaise à son tour dut songer à la

retraite. Mais Charles-Albert ne voulut pas l'effectuer sans avoir recueilli tous les blessés. Alors on retourne aux anciennes positions, lentement, bravement. L'ennemi, qui avait occupé de nouveau Santa-Lucia, cherche à rompre cette manœuvre ; soudain le duc de Savoie, à la tête de la brigade Cuneo, s'élance sur les Autrichiens, les chasse une fois encore de Santa-Lucia, les refoule sous Vérone plus loin qu'à la première attaque. Ce brillant fait d'armes permit à l'armée italienne de se retirer sans être inquiétée.

Les Autrichiens avaient déployé autant de bravoure que les Piémontais. Des deux côtés il y eut des pertes sensibles. Charles-Albert, aussi courageux soldat que faible capitaine, n'avait cessé de s'exposer aux postes les plus périlleux. Il rétablit son quartier général à Somma-Campana. Dans ce combat, sans résultat décisif, suivant les uns, le roi et ses généraux méritaient le blâme d'avoir, sans plan bien arrêté, versé un sang inutile; suivant les autres, le roi avait bien fait d'essayer ses jeunes troupes, de les enhardir, de les accoutumer à l'ennemi, et de prouver la supériorité des Piémontais sur les Autrichiens, qui n'avaient pas osé lutter en rase campagne.

Quoi qu'il en fût, revers ou succès, il n'en résultait pas moins que Radetzki avait refusé le combat, qu'il laissait Peschiera investie et pressée de plus en plus, sans pouvoir faire aucune tentative pour la délivrer.

Mais l'arrivée du corps d'armée de Nugent avec des munitions, les bataillons descendant du Tyrol rassemblés par les soins de l'archiduc Jean, changeaient complétement la face des choses. L'armée de Radetzki, jusque-là inférieure en nombre, se trouvait élevée au

chiffre de l'armée de Charles-Albert. Les forces étaient égales.

VI

Le roi de Sardaigne put apercevoir alors les conséquences de sa mauvaise politique ou de sa fausse tactique. Il devenait clair, aux yeux de tous, que l'ordre donné plus tôt à Durando, et quelques milliers de bonnes troupes jetés à temps dans le Frioul, soutenant par leur discipline l'ardeur des volontaires, eussent suffi pour empêcher l'invasion de la Vénétie et l'arrivée des renforts. « Maintes fois, » dit Farini, « Durando avait réclamé des secours à Charles-Albert, lui déclarant avec fermeté que sans cela il ne ferait que retarder la jonction de Nugent avec Radetzki, mais qu'il ne pouvait ni le vaincre ni défendre Vicence et les villes environnantes. Les généraux piémontais ne croyaient pas que sans un grave péril on pût affaiblir l'armée pour secourir Durando et la Vénétie; et, malgré la vivacité des demandes et le noble désir exprimé par le duc de Savoie de s'y rendre lui-même, les Romains restèrent seuls à la défense de la Vénétie. » Farini ajoute encore : « Après que Nugent fut réuni à Radetzki, le péril de ces abandonnés fut si manifeste et tant de fois signifié par Durando, que le roi, à mon instance, avait pourvu à ce que les Romains se rendissent sur le Mincio et sur le Pô, à la droite de l'armée piémontaise; mais les cités vénètes se plaignaient hautement de cette menace d'abandon. Beaucoup mêlaient leurs lamentations à celles de certains Lombards et à des calomnies de toute sorte, répandant le bruit que le roi Charles-Albert, Durando, Azeglio, voulaient laisser

la Vénétie exposée aux ravages de l'ennemi, pour la punir d'avoir proclamé la République, et avoir retardé l'union avec le Piémont..... »

Si Durando, le marquis d'Azeglio, le délégué de Pie IX, tous amis de Charles-Albert, exprimaient aussi vivement leurs sentiments, que devaient dire et penser ceux qui ne lui étaient pas dévoués, qui, luttant pour sauver le Frioul et la Vénétie, voyaient succomber ville par ville, homme par homme? Ils persistaient à demander comment, en détachant des forces suffisantes, lorsque Radetzki ne pouvait sans péril éloigner un homme de ses forteresses, on n'avait pas cerné Nugent dans sa marche, au passage des fleuves, devant les cités défendues, au milieu d'une population soulevée, comment on n'avait pas écrasé un corps d'armée qui apportait à l'ennemi l'égalité de forces? Ne pouvant imputer à négligence un délaissement dont dépendait l'issue de la guerre, ni l'attribuer à une faute stratégique, suivant eux trop grossière pour être involontaire, ils en trouvaient l'explication dans des causes politiques, dans le désir du roi de se faire offrir une couronne par une république dont le nom seul lui apparaissait comme un obstacle et un danger. Ces soupçons semblaient confirmés par les partisans mêmes du monarque, qui s'empressaient de publier partout qu'il n'y avait pas d'autre moyen de sauver la Vénétie que de lui en donner la souveraineté. La rumeur publique prêtait au marquis d'Azeglio un mot barbare, impossible dans la bouche d'un homme qui exposait bravement sa vie à Vicence : « Comment voulez-vous qu'un roi vienne en aide à une république? »

On allait plus loin encore : on accusait Charles-

Albert de ne rechercher la souveraineté de la Vénétie qu'afin de la sacrifier, dans des négociations avec l'Autriche, pour obtenir la Lombardie et les duchés de Modène, Parme et Plaisance. Ce bruit, qui ajoutait aux douleurs de l'abandon l'apparence d'une trahison infâme, prit une telle intensité, que le Gouvernement provisoire lombard, qui travaillait à la fusion des deux peuples, crut devoir faire, auprès du roi, une démarche officielle pour lui donner l'occasion de démentir hautement une pensée aussi indigne, « et de rassurer par une seule parole la population vénitienne, comprise nécessairement dans l'œuvre de la libération complète de l'Italie ».

Charles-Albert saisit avec satisfaction la circonstance, déclarant « que la guerre ne finirait que lorsque l'ennemi aurait évacué toute partie du sol italien, et, quant à lui, qu'il ne déposerait pas les armes avant que l'Autriche eût repassé les Alpes ». Il devait concentrer tous ses efforts devant Vérone : « Vérone prise, le pays de Venise serait libre ! »

Le 23 mai, il faisait appel à la confiance des Vénètes : « Autant notre intention de pousser jusqu'au bout notre entreprise est irrévocable, autant votre confiance doit être entière pour seconder nos vues et nos efforts; car tous nous ne voulons que délivrer entièrement la patrie commune du joug de l'étranger..... »

VII

Avec le péril augmentait le nombre de ceux qui avaient la conviction que Charles-Albert, « l'épée de l'Italie », pouvait seul la sauver. Dès la prise d'Udine et

le passage du Tagliamento, le 29 avril, cinq députés des provinces de Padoue, Vicence, Trévise, Rovigo et Bellune, avaient exprimé au gouvernement lombard le désir de l'union et de l'indivisibilité de la Lombardie et de la Vénétie, et adressé la demande d'une assemblée unique, pour décider du sort de la Lombardo-Vénétie. Mantoue, Vérone, Udine, au pouvoir de l'ennemi, n'avaient pu s'associer à ces vœux. Ces députés, afin de faire bien comprendre toute la portée de leur démarche, avaient envoyé copie de leur missive au ministre de la guerre et de la marine, pour la présenter à Charles-Albert. Le ministre sarde Franzini s'était empressé d'en donner communication au roi et de l'approuver.

Le Gouvernement provisoire lombard avait soumis, le 5 mai, cette proposition au gouvernement de Venise. Manin répondit, le 12, par une franche et complète adhésion à cette solution réservée à une assemblée nommée par la nation entière. La Consulte des provinces vénètes unies y donna son assentiment.

Ces démarches devaient rester à l'état de symptôme, car déjà le roi, ses ministres et le Gouvernement provisoire lombard songeaient, pour atteindre leur but, à un mode plus expéditif que la convocation et les délibérations d'une assemblée. Venise sentait de plus en plus ce rapprochement des provinces vers le Piémont, et pourtant elle leur envoyait tous les secours d'hommes et d'argent dont elle pouvait disposer. Elle était à Trévise, elle était à Vicence, au moment du danger. Mais, nous le répétons, ce danger même, agissant sur des esprits effrayés, parlait, en faveur d'un roi qui les avait délaissés, plus haut que leurs sympathies pour une

République qui n'avait cessé de les aider dans leur détresse. Manin, Tommaseo, continuaient de lutter avec fermeté, mais avec tristesse, contre ces entraînements de la peur. Ils eussent désiré que l'avenir, quel qu'il fût, se décidât avec plus de grandeur et de dignité, et non sous la pression de timides influences. Ils renfermaient dans leurs âmes cette douleur aiguë de voir la Vénétie, la République, emportées par lambeaux, et ils redoublaient d'efforts et d'audace. Secondés par les hommes de cœur, encourageant Venise par des proclamations brûlantes, ils persévéraient avec une rare ténacité dans la mission pénible que le peuple et Dieu leur avaient confiée.

VIII

Au comité de défense était substitué, le 3 mai, un conseil de guerre, dont le président, le général Armandi, remplissait les fonctions de ministre de la guerre. On établissait un comité de surveillance. On prenait les mesures les plus rapides pour répondre à la déclaration de blocus par la flottille autrichienne. On poursuivait les enrôlements volontaires, ne croyant pas à la possibilité d'une conscription obligatoire. Antonini, qui venait de payer de son sang l'honneur de commander la cité et les forts, inspirait, par l'exemple, le dévouement à ses soldats. Les émigrés venus de Paris, les vainqueurs des rues de Milan, étaient toujours prêts à combattre. La Masa, à la tête de quelques Siciliens arrivés le 14 mai, apportait de l'extrémité de l'Italie, ainsi que quelques volontaires napolitains, leurs drapeaux, gage de l'unité de la patrie aimée. Ferrari

rassemblait les débris de ses colonnes romaines, qui, épurées des faibles et des timides, aspiraient à se venger, et se sentaient renaître en touchant la ville sacrée. Le gouvernement de la République, après avoir épuisé ses ressources à la défense des provinces et de Venise, décrétait un impôt forcé de dix millions de lires à cinq pour cent, avec caution de 29 456 actions du chemin de fer de Venise à Milan, devenu propriété nationale. La province vénitienne devait seule verser la moitié de cette somme.

Les dons volontaires étaient considérables. Dans les églises, sur les places publiques, des prêtres, tribuns de Dieu et de la patrie, Gavazzi, Ugo Bassi, Tornielli, attiraient les populations; ils enflammaient les cœurs; passionnaient les âmes; élevaient les idées; faisaient tressaillir, gémir, pleurer, évoquant les martyrs, les blessés, les mourants; maudissaient les oppresseurs; réprouvaient les égoïstes et les lâches; exaltaient les dévouements; honoraient les héros; affirmaient la victoire; montraient la félicité de l'Italie délivrée; déployaient la bannière aux trois couleurs, sanctifiée par la foi, glorifiée par le succès, achetée par le sang, transportée sur le sommet des Alpes; et, au nom de l'Homme-Dieu crucifié pour le rachat de l'humanité, prophétisaient la résurrection de l'Italie. La foule écoutait avec ivresse. L'or, l'argent, le cuivre, les bijoux, les diamants, les bagues, les boucles d'oreilles, versés dans les mains des dames quêteuses, ou déposés sur des estrades ornées des emblèmes nationaux, produisaient des résultats dont l'importance était accueillie par des applaudissements frénétiques. Tandis que le plus pauvre se dépouillait de sa dernière obole, quel-

ques généreux citoyens donnaient l'exemple de sacrifices considérables. Les frères Giovanelli offraient 60 000 livres, la Maison Trèves 100 000.

Noble vengeance des violences commises par les soldats de Nugent sur des femmes et sur des enfants! le gouvernement sauvegardait et soignait les prisonniers, veillait à la sûreté de la fille de ce général, et du vieux maréchal Bianchi, gardés en otage à Trévise.

IX

Venise tournait ses regards vers la mer. Malgré le blocus, c'était là qu'elle plaçait son espérance. Elle attendait le pavillon de la République française comme symbole d'indépendance, témoignage de sympathie, promesse éventuelle. Elle attendait la flotte napolitaine, la flotte sarde, comme secours italien, secours immédiat. Elle les avait désirées, elle les avait demandées. Nous avons dit que ce fut le pavillon de la République française, porté dignement par l'*Asmodée*, qui parut le premier, le 10 mai, accueilli par la joie la plus expansive et par les cris de *Vive la France! Vive l'Italie!* L'*Asmodée* représentait la flotte française, voisine, dans les eaux de Naples et de Sicile, avec des forces imposantes.

La flotte napolitaine arriva le 16, composée de cinq frégates à vapeur, de deux frégates à voiles et d'un brick, sous le commandement de l'amiral de Cosa. Ce fut une fête italienne et un épanouissement public! Sa seule présence avait dispersé la flottille autrichienne. Le son des cloches, la musique de la garde civique, les gondoles couvertes de monde et ornées, les rives et les

quais peuplés d'une foule impatiente et curieuse, les drapeaux aux fenêtres, les cris de bonheur, les vivat, les acclamations à Naples et à l'Italie, les applaudissements aux officiers de la flotte qui venaient en députation, les transports d'une allégresse générale, tout annonçait l'émotion d'un peuple qui voyait dans cette apparition renaître la souveraineté de l'Adriatique pour l'Italie, et le présage assuré de son indépendance.

Quelques jours après, le 22, la flotte sarde était en vue de Venise, composée de huit voiles, sous le commandement du contre-amiral Albini. Le 23, dans la matinée, en exécution d'instructions du gouvernement piémontais communiquées au parlement de Turin, les deux flottes, s'unissant à trois navires vénitiens sous les ordres du contre-amiral Bua, cherchèrent à entourer la flottille autrichienne et à s'en emparer. Mais les navires autrichiens, aidés par les bateaux à vapeur du *Lloyd*, parvinrent à se réfugier à Trieste. Les rôles étaient changés : c'était l'escadre italienne qui menaçait et bloquait à son tour les forces et le pays autrichiens.

X

L'apparition des flottes et la victoire de Vicence ravivèrent les espérances de Venise. Un incident inespéré vint y ajouter encore. On apprenait qu'à la suite d'un nouveau mouvement révolutionnaire à Vienne, le 16, l'empereur, l'impératrice et la famille impériale, avaient fui, la nuit, en secret, pour se réfugier à Innsbruck, et qu'une agitation extrême régnait dans cette capitale.

Le sort de la Vénétie n'était donc pas encore compromis. L'armée piémontaise, en force égale à l'armée

autrichienne, était devant Vérone et Mantoue, et cernait Peschiera. Charles-Albert pouvait vaincre Radetzki. Si l'ennemi était maître d'Udine, de Bellune, de Feltre, on savait que Palma-Nova, Osopo, Pieve de Cadore, résistaient à des attaques réitérées. Trévise, Padoue, Rovigo et Vicence, étaient défendues par une population déterminée et par les 10 000 Romains et Suisses de l'armée de Durando, épurés par les revers, fortifiés par le combat et par la gloire. Enfin, on attendait la prochaine arrivée de l'armée napolitaine, forte de 14 000 hommes, sous les ordres du général Pepe, auquel Manin avait écrit, le 11 mai, pour lui apprendre les échecs subis et les espérances fondées : « ..... Dans ces périlleuses et graves circonstances, nous invoquons, de toute l'ardeur de nos prières, l'aide des généraux napolitains qui marchent sous vos ordres; qu'ils volent à notre secours, avec leurs forces de terre et de mer, s'ils veulent acquérir la gloire immortelle de nous avoir sauvés, et d'avoir sauvé en même temps la cause de l'indépendance italienne!... » Le 20, le 23, nouvelles lettres, nouvelles instances plus pressantes encore!

Dans les secours attendus de Naples, il n'y avait pas seulement, pour Manin, Tommaseo et les républicains vénètes, l'importance et la nécessité de ces secours; il y avait encore des raisons politiques du plus haut intérêt. Le succès par la flotte et par l'armée sardes, c'était le salut, la délivrance de l'Italie, mais c'était aussi l'absorption de la République par un royaume de la haute Italie, la renonciation à de vieux et pieux souvenirs, aux antiques splendeurs du Lion de Saint-Marc; et cependant ils appelaient de tous leurs vœux, de toute leur âme, les secours sardes, prêts à

en accepter les conséquences. Le succès par la flotte napolitaine, par les armées de Rome et de Naples, c'était également le salut et la délivrance; de plus, c'était la faculté de choisir la forme du gouvernement, le meilleur mode de parvenir à l'unité par une confédération des peuples de l'Italie, la stipulation obligée des intérêts de la patrie commune.

L'armée napolitaine apportait aussi le moyen de prendre à revers l'armée de Radetzki. Toutes les aspirations, toutes les impatiences étaient donc portées de ce côté. On calculait les jours, les heures, les minutes; on suivait, par la pensée, les bataillons dans leur marche trop lente, à Ancône, à Bologne; on les pressait avec l'ardeur d'une nation qui défend ses foyers. On apprenait enfin que Pepe, à Bologne, après avoir échangé des lettres avec le roi de Piémont, et lui avoir envoyé le brave capitaine Ulloa pour concerter un plan de campagne, avait donné ordre, le 22, à la première et à la seconde brigade de la première division, de partir pour Ferrare avec une excellente batterie de six pièces. L'armée napolitaine allait en effet franchir le Pô, lorsqu'un événement inattendu, fatal, vint changer la situation, détruire les projets, frapper au cœur l'Italie, et briser les espérances de l'infortunée Vénétie.

XI

A Naples, comme à Rome, il y avait deux volontés : celle du prince, celle de la nation; deux intérêts : celui du pouvoir absolu, celui de l'affranchissement; deux tendances : l'une autrichienne, l'autre italienne. Ferdinand, tout en concédant à la pression de l'opinion pu-

blique la constitution du 29 janvier, les modifications du 3 avril, la formation du ministère Troja et l'envoi de secours en Vénétie, ne cessait de travailler dans l'ombre à regagner le terrain perdu, louvoyait avec les nécessités, et n'avançait que pour chercher les moyens de reculer. L'allocution du Pape, du 29 avril, avait causé une vive allégresse à la cour de Naples. Les députés napolitains à la Ligue italienne avaient quitté Rome après cette allocution. On affirme que Pie IX, dans les derniers jours difficiles d'avril, avait eu, un moment, la pensée de se réfugier auprès du roi Ferdinand, et que les partisans du despotisme s'étaient empressés d'accueillir ce projet, qui leur eût assuré le concours du chef de l'Église pour une restauration dans les deux pays.

Le départ de la flotte et de l'armée avait rencontré des obstacles. « J'insistai, » dit Pepe, « afin qu'on organisât promptement l'armée, et dans des conditions telles qu'elle pût décider du salut de l'Italie. Le roi, de son côté, était résolu à tout faire pour qu'elle restât numériquement faible, manquant de tout, et incapable, en somme, d'apporter un puissant concours à la cause italienne. Il serait long, ennuyeux, de retracer les odieuses et viles manœuvres auxquelles eurent recours le roi, les courtisans, les officiers supérieurs et les généraux eux-mêmes, pour s'opposer à l'organisation de l'armée. »

Un fait grave, qui fera comprendre la difficulté de la position pour Pepe et pour le ministère lui-même, c'est que le roi de Naples s'était réservé en tout temps le commandement direct de l'armée et de la marine. Il avait installé l'état-major dans son palais, donnait ses

ordres sans contre-seing de ministre, et maintenait cette situation anticonstitutionnelle malgré les observations de Saliceti. Du reste il avait, de longue date, par nécessité et par goût, consacré ses soins, ses trésors, à l'instruction et au bien-être de l'armée. Les généraux, les officiers, les soldats, tenaient tout de lui, position, avenir, fortune. Il pouvait compter sur leur concours; l'intérêt commun les liait, plus encore que la reconnaissance.

XII

Pepe avait perdu un mois en luttes incessantes pour obtenir l'expédition des troupes. Le 4 mai seulement il parvenait à quitter Naples. Il eût désiré le débarquement de l'armée à Venise; le roi s'y était opposé. La marche des troupes à travers les États romains était lente. Les officiers semblaient avoir des instructions secrètes pour ne point se hâter. Le roi dissimulait à peine sa répugnance; il la colorait cependant de certaines apparences, et tandis qu'un jour il se laissait aller à dire au conseil que la guerre de l'Italie contre l'Autriche était injuste, il envoyait auprès de Charles-Albert un délégué, Pietro Leopardi, homme honnête et libéral, pour négocier une alliance offensive et défensive, « afin que, par l'union des deux plus puissantes et plus nombreuses armées italiennes, la victoire devînt plus rapide et plus sûre ». Simultanément il faisait reprocher au colonel du 10e de ligne d'avoir passé le Pô, concédait au ministère l'envoi de la flotte à Venise, et transmettait à l'amiral de Cosa un pli qu'il ne devait ouvrir qu'en mer, et dans lequel il lui était recommandé de ne pas attaquer la flotte autrichienne.

Enfin, les instructions remises à Pepe étaient ainsi conçues :

« Je dois prier Votre Excellence, en ce qui touche la conduite de l'armée si dignement confiée à Votre Excellence, de se borner à la réunir sur la rive droite du Pô, et d'attendre là les instructions du gouvernement sur la part active qu'elle devra prendre dans la guerre engagée pour délivrer l'Italie de l'étranger. — Les dispositions ont été prises pour que, sans aucun retard, une convention soit arrêtée entre les princes italiens, laquelle déterminera la part que notre armée devra prendre dans la lutte.

» *Le ministre de la guerre et de la marine :*

RAFAELLE DEL GIUDICE. »

Et comme le roi de Piémont se refusait à toute ligue italienne, il fallait que Pepe se maintînt en deçà du Pô, ou qu'il prît sur sa responsabilité d'outre-passer ses pouvoirs lorsqu'il voudrait se rendre en Vénétie; ce que, dans son patriotisme, le général avait certes l'intention de faire; mais le roi avait placé auprès de lui le général Statella et d'autres officiers supérieurs, dont l'obéissance lui était assurée.

Cette duplicité du roi était d'autant plus funeste, qu'elle était connue de l'armée, de Naples, de tout le royaume. De là, des défiances et des accusations; dans les cercles, des conversations passionnées; dans les conciliabules, des projets; à la cour, des intrigues, des préparatifs secrets, des mots d'ordre donnés aux chefs militaires, aux commandants des forts, aux colonels des régiments suisses. Le ministère, libéral, mais placé entre les exigences de la ville et les résistances du pa-

lais, affaibli dans la confiance publique par cela même qu'il siégeait dans les conseils du roi, sans influence sur le roi à qui il avait été imposé par les événements, attaqué par les ministres tombés, décrié par les aspirants au pouvoir, entouré de solliciteurs mécontents dont le nombre était immense, le ministère était sans force, et cependant il vivait, parce qu'il était un intermédiaire indispensable entre la nation et le monarque.

XIII

Tel était l'état des esprits et des choses dans le royaume de Naples, lorsque les députés élus arrivèrent des provinces pour la convocation des Chambres, dont l'ouverture était fixée au 15 mai.

Le 13, d'après le statut constitutionnel et le manifeste du 3 avril, les listes de présentation par les colléges électoraux ayant été consultées, les noms de cinquante pairs furent publiés dans un décret. Le même jour, le programme de la cérémonie qui devait inaugurer les travaux parlementaires dans l'église Saint-Laurent fut affiché. L'article 12 disait : « La messe terminée, le roi se lèvera, et, tenant sur le livre du saint Évangile la main droite, il renouvellera, en présence des Chambres réunies, en nombre légal, le serment déjà donné pour l'observation du statut constitutionnel. Dans le moment où Sa Majesté se lèvera, les pairs, les députés et les autres assistants à la cérémonie se lèveront de même. Le ministre de grâce et de justice recevra le serment de Sa Majesté, et en dressera un procès-verbal qui se conservera dans les archives de la secrétairerie d'État. — Article 13. Immédiatement

après, les pairs et les députés prêteront le serment. A cet effet, après que ledit ministre aura lu la formule, les secrétaires portant, dans le circuit, le livre du saint Évangile aux députés à leur place, chacun d'eux imposant la main droite dira : Je le jure ! »

Ce programme ne portait la signature d'aucun ministre. Son apparition fut accueillie par les critiques et les murmures d'un certain nombre de députés. Pourquoi avait-on omis, dans le serment, le manifeste du 3 avril, et surtout la clause ainsi conçue : « Article 5. Dès que le Parlement sera ouvert, les deux Chambres, d'accord avec le roi, auront la faculté de reviser le statut, surtout en ce qui concerne la Chambre des pairs. » Cette omission n'était-elle pas intentionnelle ? Ne voulait-on pas revenir sur cet engagement ? La forme absolue du serment n'emportait-elle pas la violation de ces droits consentis ? N'était-ce pas retirer au Parlement le pouvoir constituant ? Une fois liés par ce serment, les députés ne pourraient plus ni modifier ni fonder !

D'autres allaient plus loin. Pourquoi un serment, un serment quelconque, à une constitution qu'on avait le droit non-seulement de corriger, mais même d'annuler ? Quelle contradiction ! N'était-ce pas porter atteinte à la souveraineté de la nation ? Quelques-uns reprochaient aux ministres l'absence de leur signature, et les accusaient d'avoir soulevé intempestivement cette question épineuse. La défiance et le mécontentement en augmentaient.

Beaucoup jugeaient la prestation de serment d'un point de vue entièrement opposé. A leurs yeux, s'y arrêter un seul instant était une puérilité ! On créait des embarras sans motifs sérieux. Prêter serment au sta-

tut constitutionnel n'était nullement supprimer le manifeste du 3 avril. Ne l'avait-on pas cité d'ailleurs dans le décret de nomination des pairs, signé par le roi? Le droit était acquis : le passer sous silence n'était pas le nier. Et si par hasard c'était un piége, pourquoi y tomber? Ceux qui croiraient engager leur conscience n'auraient qu'à s'abstenir; les autres prêteraient seuls le serment. On s'expliquerait ensuite. Mais, au début, faire naître des divisions, c'était inaugurer sinistrement le régime parlementaire!

Ces arguments étaient émis de part et d'autre avec passion dans les réunions, et soulevaient d'orageuses discussions. Le 14, les députés, rassemblés au palais de Monte-Oliveto en séance préparatoire, choisirent pour président d'âge le vénérable archidiacre Luca de San Calle Cagnazzi, savant économiste, et pour vice-président Vincenzo Lanza, célèbre professeur et médecin distingué.

Les débats se renouvelèrent plus vifs. Le programme, le serment, l'église, le lieu de la cérémonie, tout fut soumis à des critiques acerbes; le serment surtout fut longuement contesté et enfin repoussé. On négocia avec les ministres pour changer la formule; les ministres négocièrent avec le roi. Des députations allaient de la Chambre au ministère, du ministère au palais. Les députés insistaient; le roi résistait. Cette résistance enracinait les soupçons. De là des réclamations plus pressantes. Le roi temporisait, répondait par des formules équivoques. Les députés les repoussaient avec irritation.

XIV

La nouvelle de cette déplorable scission se répand. La ville, depuis longtemps mécontente et défiante, est alarmée, soulevée. Les colères sourdes, amassées dans les cœurs, sont prêtes à éclater. Ici, il ne s'agit pas seulement de la question du serment; le mauvais vouloir du roi ne paraît plus douteux; il faut enfin exiger de lui des garanties sérieuses; s'il ne cède pas volontairement, il faut le contraindre; le Corps législatif doit se déclarer constituant; les Suisses doivent être licenciés; et les forts et les postes consignés à la garde nationale. La nuit venue, un commencement de barricades, rue de Tolède, vient donner aux faits la sombre couleur d'une bataille. Les débats, tombés dans les rues de Naples, se transforment en pavés et en armes. Ces barricades, selon les uns, sont élevées par les agents provocateurs d'un monarque qui s'est préparé de longue main et rêve un coup d'État; il fait descendre sur la place publique la provocation préméditée du serment. Il faut se garder de tomber dans cette embûche grossière. Selon les autres, du haut du balcon du palais de la cité, quelques chefs populaires donnent l'impulsion; on les désigne, on a confiance en eux; il faut les suivre. Le sort des combats doit prononcer. Les gardes nationaux arrivent de tous côtés, forment des groupes. Les barricades se multiplient.

Les députés apprennent avec regret ces préludes de lutte. Quelques-uns se demandent s'ils n'ont pas été trop loin et s'ils pensaient marcher vers d'aussi terribles extrémités. Les ministres, inquiets, accourent et sup-

plient la Chambre de passer outre, de songer à l'Italie! La majorité persiste. Les ministres sollicitent le roi en lui offrant leur démission. Le roi refuse. Il s'est assuré des troupes, des régiments suisses; il se croit une force suffisante pour réprimer le mouvement et dominer la situation; il repousse toute proposition. La nuit entière se passe en négociations. Avec le jour qui se lève, les perplexités redoublent. De part et d'autre, on s'apprête au combat. La rue de Tolède est garnie de gardes nationaux, de citoyens aux fenêtres et derrière les barricades. La garde nationale est convoquée, consignée dans ses quartiers. Les troupes napolitaines et les Suisses prennent position devant le palais et sur le Largo del Castello. Les députés attendent avec anxiété la décision royale.

Enfin le matin (15 mai), le roi, fiévreusement agité, doutant de l'issue de la bataille, hésite, cède à des instances réitérées, et signe un décret par lequel il concède: l'ouverture des Chambres pour deux heures de l'après-midi, dans le local de l'université des études; l'annulation des articles 12 et 13 du programme; une nouvelle formule du serment qui sera prononcé seulement après la vérification des pouvoirs, et qui spécifie la révision et la modification de la constitution, conformément à l'article 5 du programme du 3 avril.

Ce décret, aussitôt communiqué à la Chambre des députés, détend la situation. L'espérance renaît. On respire. Avec la cause vont tomber les effets. Il n'y a plus de motifs de lutte. M. Lanza, qui préside, fait sur-le-champ afficher une proclamation où il demande au peuple la destruction des barricades, afin que le parlement puisse s'ouvrir paisiblement. Des députés courent

à la rue de Tolède. Le général commandant la garde nationale, Gabriel Pepe, s'y rend également. Les concessions du roi sont annoncées. Tout doit rentrer dans l'ordre. Plus de combats! plus de sang inutile! Les uns accueillent ces paroles avec empressement, et se retirent; d'autres écoutent silencieusement, demeurent immobiles, gardent leurs armes. Les barricades restent debout. Le général, les députés s'épuisent en exhortations, en prières; tous les efforts sont inutiles. Les ordres écrits du parlement ne sont pas obéis. Le nombre des gardes nationaux et des citoyens armés diminue; mais un petit nombre, exalté, fanatisé, inflexible, garde le poste choisi derrière les barricades et aux fenêtres. En face sont les troupes, les Suisses! Ils ne reçoivent pas du roi, qui a le commandement direct, l'ordre de se retirer, et demeurent aussi, l'attitude menaçante, le fusil chargé au bras. Cette situation se maintient jusqu'à onze heures et demie. Une étincelle, et le feu éclate! Alors, comme toujours en circonstances semblables, deux coups partent; deux blessés! Les troupes ripostent. Le combat est commencé. Ce n'est pas seulement le sort de Naples, du royaume des Deux-Siciles, qui va se décider dans la rue de Tolède, c'est l'avenir de l'Italie!

D'où sont partis ces coups de fusil? de patriotes impatients d'une lutte décisive, ou d'agents provocateurs envoyés par le prince, qui connaît par ses espions le petit nombre des combattants, et qui compte sur dix mille hommes, dont quatre régiments suisses, pour étouffer la révolution dans le sang? Dieu le sait! Mais, soit excès d'audace chez les défenseurs des barricades, soit provocation royale, les conséquences en seront

fatales à la liberté et à l'indépendance italiennes.

Bientôt la bataille s'engage sur différents points. Les citoyens, des fenêtres et des barricades, envoient la mort aux assaillants. La fusillade attire une partie de ceux qui s'étaient éloignés. Les régiments suisses reçoivent l'ordre d'attaquer sur quatre points : à la barricade San-Fernando, où le feu est le plus meurtrier, à Santa-Brigida, à San-Giacomo, à Vica-Concezione. Une pluie de balles renverse, en peu de temps, six officiers et trente-cinq grenadiers. Les Suisses se battent pour le roi qui les paye, par devoir de soldats, sans conviction, sans passion, mais bravement et de sang-froid. Militaires de bronze, rien ne les fait plier. L'assaut est livré et repoussé avec même vigueur. Les morts et les blessés tombent des deux côtés, frappés en face. Les gardes nationaux, les jeunes gens, sans expérience des armes, font des prodiges de valeur. Hardis, impétueux, d'abord novices au feu, en une heure ils luttent en héros! Les victimes sont spontanément remplacées par les survivants. Vainement les Suisses veulent pénétrer dans les barricades. Le plomb, le fer, les pavés, les arrêtent.

Le roi, dès le début, a fait arborer sur son palais le pavillon rouge. Sur les châteaux forts ce drapeau de sang apparaît, signal convenu d'avance. Les bombes foudroient la ville. Le commandant du fort Saint-Elme, le général Michel Angielo Roberti, n'obéit pas à l'ordre donné. Il ne brûle que de la poudre et n'envoie que de la fumée. Il sait qu'après la lutte il sera destitué, et il n'hésite pas entre le soin de sa fortune et le respect de la cité. Les heures lentement s'écoulent; et le combat se soutient avec la même intensité. Les Suisses appellent à leur aide l'artillerie. Le canon tonne. Les boulets

traversent les barricades sans les abattre. Succède ensuite la mitraille. Les barricades et les maisons sont criblées ! Rien ne peut ébranler leurs intrépides défenseurs. Pendant plus de quatre heures, on se bat sans succès de part ni d'autre. La victoire flotte incertaine.

XV

Les députés, qui, le matin encore, espéraient la pacification, et dont une partie s'étaient vêtus de noir pour la cérémonie, se rendent au Monte-Oliveto. La séance est ouverte sous la présidence du vénérable Cagnazzi, « qui répand sur le jeune parlement l'ombre sainte de ses quatre-vingts ans ». Les premières délibérations se ressentent de l'inquiétude et du trouble des premiers moments. La Chambre, indécise, n'ose pas saisir vigoureusement le pouvoir, convoquer les bataillons de la garde nationale consignés dans leurs quartiers, transmettre par des proclamations la vie légale à la résistance. Des députés reçoivent mission d'aller aux informations. Deux commissions sont nommées, pour se rendre l'une auprès du roi, l'autre auprès de l'amiral Baudin et du chargé d'affaires de France, M. Levraud. Peu après, un garde national, M. Capone, sans prononcer une parole, dépose sur le bureau un boulet ramassé dans une rue. Ce langage muet fait tressaillir. L'assemblée se décide à nommer un Comité de salut public, composé de cinq membres, pour sauver Naples du carnage. Les uns proposent de se retirer à Capo di Monte, d'autres de distribuer des largesses aux lazzaroni, que les agents de Ferdinand cherchent à soudoyer et à déchaîner contre la bourgeoisie. Délibérations inu-

tiles et stériles ! Le combat engagé, on ne pouvait plus que s'y jeter !

XVI

Le roi était dévoré par les inquiétudes d'une lutte plus opiniâtre qu'il ne s'y attendait. La pâleur de son visage décelait les déchirements de son âme, et pourtant il repoussait fiévreusement les sollicitations des ministres et des députations qui réclamaient une trêve. Le cœur rempli de l'amertume des concessions arrachées et des humiliations subies, il croyait saisir la victoire ; et, malgré ses angoisses, il ne pouvait y renoncer. A la soif de la vengeance s'unissait la soif de recouvrer le pouvoir despotique. Il comptait sur la bravoure des Suisses, sur les lazzaroni qu'il faisait recruter par l'appât du sac et du pillage, sur les canons des forts ; et il répondait aux instances des ministres : « La besogne est commencée, il faut la finir ! » Le corps diplomatique, sans excepter lord Napier, ministre d'Angleterre, qui, avant le 29 janvier, soutenait le parti libéral, se rendit auprès du roi, et ne trouva pas un seul mot pour la cessation de cette lutte sanglante. Seuls, un délégué de la légation de la République française et un capitaine de vaisseau, délégué de l'amiral, vinrent au nom de la France faire entendre des paroles dictées par les droits de l'humanité.

XVII

Le jour baissait. Le combat durait depuis huit heures. Les soldats voyaient avec anxiété s'étendre les ombres de la nuit. S'ils ne parvenaient, avant l'obscurité, à une

victoire complète, ils ne pouvaient plus espérer la victoire. Les dalles des rues étaient inondées de leur sang et couvertes de leurs cadavres. Ivres de poudre, ils tentent un effort suprême; ils forcent les portes, pénètrent dans les maisons, tirent des fenêtres; les deux premières barricades enlevées, ils attaquent les autres avec furie. Les citoyens sont épuisés d'hommes, de munitions; ils n'offrent plus au torrent qui déborde que leur poitrine, et ils tombent! ils meurent! mais en mourant, ils ont réhabilité le nom napolitain, la bravoure napolitaine. Que chacun, quelle que soit son opinion sur cette lutte, les respecte dans leur martyre : ils ont prouvé qu'à Naples aussi on savait se battre, se dévouer et mourir!

Les Suisses sont maîtres du centre de la rue de Tolède; la garde royale déblaye les barricades de Monte-Oliveto et de Spirito-Santo, ce qui leur permet d'occuper le Largo del Mercatello; toute la rue de Tolède est en leur pouvoir. Avec la victoire commence le sac et l'incendie; le soldat se rue comme sur une ville prise d'assaut. Les lazzaroni, oiseaux de proie après la bataille, lancés sur la bourgeoisie et la noblesse, accourent par bandes en criant : *Vive le roi!* Le tableau des atrocités commises est tel que notre plume se refuse à le peindre, et que nous en laissons la description aux historiens italiens. « La soldatesque, » dit Pepe, « abusa de la victoire avec une rage de cruauté incroyable. La barbarie était devenue de la fureur. Au milieu du dix-neuvième siècle, une cité d'Italie, florissante et civilisée, vit des horreurs dignes de Néron, des monstruosités exécrables; et l'Europe, représentée par ses escadres, contempla ce sanglant spectacle, impassible

et l'œil sec! Massacres, sacs, fusillades! enfants, vieillards, femmes égorgés! rien de tout cela, à la honte de l'humanité, ne fut épargné... La malheureuse Naples fut livrée à toutes les tortures. La lie de la populace couronna l'œuvre en se gorgeant, avec les soldats, de viols et de rapines... Tous les soldats de la garde nationale pris les armes à la main furent fusillés!... La nuit du 15 mai, la plus belle ville d'Italie présentait un spectacle que la plume a horreur de décrire : les palais en feu, la rue de Tolède et les rues adjacentes jonchées de cadavres mutilés et sanglants, les gémissements des mourants étouffés par les cris obscènes de la populace! de tous côtés les traces fumantes des ravages de l'artillerie; deuil et atrocité partout! dans toutes les familles, l'inquiétude, la douleur; dans tous les cœurs, la crainte, l'épouvante!... »

Les prisons et les cachots se remplirent d'habitants pris en masse et au hasard.

XVIII

Ce funèbre récit paraîtrait l'exagération d'un parti vaincu, s'il n'était pleinement confirmé par le parti vainqueur. On en trouve l'aveu dans les documents fournis par les partisans du roi. Un correspondant de *l'Univers* écrivait à ce journal : « ... Plusieurs de nos compatriotes ont éprouvé de grandes pertes, car dans la fureur du combat et dans l'ivresse des premiers moments qui ont suivi la victoire, on n'a pas su contenir le soldat, et il y a eu quelque chose comme le sac d'une ville prise d'assaut. Les vaincus exagèrent naturellement, mais la vérité est encore bien déplorable. »

L'agent général de la Confédération suisse, M. G. Meu-

ricoffre, disait dans une dépêche adressée à son gouvernement : « ... Des scènes de pillage ont eu lieu, dans lesquelles plusieurs de nos ressortissants établis ici ont eu à souffrir... »

Enfin, on lit dans une lettre justificative, signée le 7 juin, par les quatre colonels des régiments suisses : « ... Sans doute, des désordres de divers genres ont dû se commettre; des personnes innocentes ont pu être maltraitées, tuées même; on aura dévasté sans nécessité, dérobé beaucoup d'objets. Les soussignés, leurs officiers, de même que les soldats sous leurs ordres, déplorent tous bien sincèrement de pareils excès commis par des individus des régiments suisses. » Après avoir exprimé l'espoir que tous les hommes bien pensants et justes ne voudraient pas appliquer à la généralité du corps la responsabilité de ces actes, ils ajoutent : « Pour ce qui concerne le pillage qui eut lieu pendant et après le combat, tout en en convenant, nous ne pouvons cependant porter un jugement sur sa nature, sur son étendue, mais nous osons assurer qu'il serait injuste d'en attribuer une trop large part aux soldats; car il est de notoriété publique qu'une troupe nombreuse de pillards, profitant de l'occasion, entrèrent dans les maisons restées ouvertes, forcèrent les magasins, et les vidèrent. A qui appartenait-il de faire cesser ces désordres? Ce n'était certainement pas à la troupe dont la mission était de réprimer la révolte, mais bien à d'autres forces qui, chacun le sait, ne se trouvèrent pas sur les lieux... »

Dans ses intéressants Mémoires, Montanelli compare la victoire du roi à Naples et celle du généreux peuple à Milan.

XIX

Avec l'imminence du péril, l'attitude des députés était devenue de plus en plus solennelle et digne. La menace de la mort était sur leur tête; et, fermes à leur poste pendant le sac de la ville, ils attendaient et délibéraient avec gravité, lorsqu'un capitaine suisse, la tête couverte, l'épée nue et tachée de sang, pénètre dans la salle, et somme au nom du roi les députés de se retirer. M. Cagnazzi répond avec fermeté qu'il lui plaise de sortir, que l'Assemblée délibérera sur ce qu'elle a à faire. L'officier interdit s'incline et se retire. Avant de se séparer, les représentants de la nation rédigèrent cette énergique protestation :

« La Chambre des députés, réunie en assemblée préparatoire à Monte-Oliveto, tandis qu'elle se livrait aux travaux et à l'accomplissement de son mandat sacré, se voyant attaquée, avec une infamie inouïe, par la violence des armes royales, dans la personne inviolable de ses membres, lesquels représentent la souveraineté de la nation, proteste en face de la nation même, en face de l'Italie dont l'œuvre de résurrection providentielle sera troublée par cet excès néfaste, en face de toute l'Europe civilisée, aujourd'hui réveillée par l'esprit de liberté, contre cet acte d'aveugle et incorrigible despotisme, et déclare qu'elle ne suspend ses séances que parce qu'elle y est contrainte par la force brutale; mais loin d'abandonner l'accomplissement de ses devoirs solennels, elle ne fait que se disperser momentanément pour se réunir de nouveau où elle pourra, afin de prendre ces délibérations qui sont réclamées par les

droits du peuple, par la gravité des circonstances, par les principes de l'humanité et de la dignité nationale foulées aux pieds. »

Quatre-vingt-dix-huit députés étaient réunis, mais un certain nombre étaient sortis pour remplir diverses missions. Soixante-sept signèrent cette protestation du droit contre la force. MM. Pietro Leopardi, Girolamo Ulloa, Giuseppe Massari, que leurs fonctions tenaient éloignés du royaume, envoyèrent publiquement leur adhésion. Après la signature de cet acte suprême, le vénérable président rappela le capitaine, lui demanda ses ordres écrits, lui consigna la protestation et déclara la séance suspendue. Puis les représentants se retirèrent, protégés par la gendarmerie, à travers les vociférations des bandes de lazzaroni qui criaient dans leur délirante ivresse : « *Mort à la Constitution! Vive le roi! Viva la santa fè.* »

L'Italie put reprocher aux députés, qui avaient soulevé une question de forme, avant d'être assurés de forces nationales suffisantes pour la faire prévaloir, d'avoir fourni au roi l'occasion d'un coup d'État; mais elle exprima son admiration pour les représentants, qui, loin de fuir le péril, semblaient l'attendre, délibéraient pendant le massacre, et rédigeaient une protestation contre le despotisme, à la lueur de l'incendie, au milieu de l'orgie d'une foule en démence. De semblables exemples dans les annales d'un peuple le grandissent à la hauteur des nations dignes de posséder la liberté et le gouvernement parlementaire. Les députés représentaient la noblesse éclairée, la bourgeoisie intelligente, l'université, le commerce, l'industrie, la garde nationale et la jeunesse, succombant sous la brutalité

de la monarchie absolue, du lazzarone ignorant et du soldat soudoyé.

Une partie des députés alla dans les provinces tenter d'y soulever les populations. Une autre partie se réfugia à bord de l'escadre française, ainsi qu'un nombre considérable d'habitants et d'étrangers qui fuyaient, éperdus, ces horribles scènes de vol et de tuerie.

XX

Le roi protesta de la loyauté de sa conduite devant le pays, devant l'Italie, devant les puissances européennes : le serment n'avait été qu'un prétexte soulevé par les députés pour se former en assemblée constituante, désarmer le pouvoir royal et proclamer sa déchéance; lorsqu'il avait cédé sur la formule, on avait dressé des barricades; derrière ces barricades étaient des républicains qui voulaient la chute du trône; il avait déjà rappelé les Suisses, il allait rappeler la garde royale, lorsque les insurgés avaient tiré contre les troupes. Il disait, dans sa proclamation du 16 mai : « ... On a vu élever des barricades, au milieu des rues, dans le but criminel de susciter une collision de nature à renverser l'ordre et à faire couler le sang des citoyens. Il est vraiment déplorable qu'une partie de cette garde nationale, établie pour protéger la sûreté et la tranquillité des familles, ait non-seulement prêté la main à une perturbation si fâcheuse, mais qu'elle ait même attaqué les troupes royales, qui, voyant des camarades tomber sous le feu inattendu d'armes fratricides, ont dû faire usage du droit sacré de la défense, et, par un mouvement de juste indignation qu'il n'était pas en

leur pouvoir de réprimer, s'élancer d'un commun accord pour repousser la force par la force. »

Le roi congédia le ministère Troja, en forma un autre, dont M. Bozzelli fut l'inspirateur et le prince de Cariati le président, prononça le licenciement de la garde nationale, et basa la dissolution de la Chambre des députés sur ce considérant : « Ayant appris, par les documents authentiques, que, le 15 mai, jour de funeste mémoire, ceux qui avaient été élus pour former une partie du parlement se sont attribué la qualité d'unique assemblée représentative de la nation, et ont choisi un président ; qu'ils ont délibéré et nommé un Comité de salut public, sous la dépendance absolue duquel devait être placée la garde nationale, etc... »

Pour désarmer les provinces dont on redoutait le soulèvement, il s'empressa de publier cette proclamation :

« Profondément affligé de l'horrible événement du 15 mai, notre plus vif désir est d'en affaiblir autant que possible les conséquences. Notre très-ferme et immuable volonté est de maintenir la Constitution du 10 février sans tache et pure de tout excès ; laquelle, étant la seule compatible avec les vrais et présents besoins de cette partie de l'Italie, sera l'arche sainte sur laquelle doit s'appuyer l'avenir de nos très-aimés peuples et de notre couronne.

» Les Chambres législatives seront, dans peu, convoquées de nouveau, et la fermeté, la sagesse, la prudence, que nous attendons d'elles, nous aideront vigoureusement dans toutes les parties des choses publiques qui ont besoin de sages et utiles réformes. Reprenez donc vos occupations accoutumées. Fiez-vous,

avec l'effusion de l'âme, à notre loyauté, à notre religion, à notre sacré et spontané serment; et vivez dans la pleine certitude que la plus incessante préoccupation de notre esprit est d'abolir au plus tôt, avec l'état exceptionnel et passager dans lequel nous nous trouvons, et autant qu'il nous sera possible, le souvenir du funeste malheur qui nous a frappés. »

Le roi fit suivre cette proclamation d'un décret qui établissait le cens, pour les électeurs à douze ducats, pour les éligibles à cent vingt, et de deux ordonnances qui convoquaient les colléges électoraux au 15 juin, et l'ouverture des Chambres au 1er juillet.

Pouvait-on penser que ces promesses volontaires après la victoire, que ce serment librement affirmé, que cette convocation des Chambres n'étaient qu'un leurre, et ne recevraient pas d'accomplissement? Aussi l'opinion publique se laissa égarer! Cette question du serment, subtilement embrouillée, ne fut pas comprise. L'émotion causée par la répression fut atténuée; et les tentatives insurrectionnelles sur plusieurs points purent être promptement étouffées.

XXI

Nous avons fait nos efforts pour rester impartial dans le récit de ce drame lugubre, et nous avons cité les déclarations et les protestations des deux partis. Mais quelles que soient ses préoccupations politiques, aucun homme de sens et de cœur n'hésitera à flétrir l'atrocité de la répression. Dans les guerres civiles malheureusement, la destruction, les blessures, la mort, prennent une trop large part. Les haines sont trop haineuses, les

vengeances trop vengées, et les victimes trop nombreuses. Du moins après le combat, et même pendant le combat, que les lois de la guerre, sinon celles de l'humanité, soient respectées! que les blessés soient relevés, non assassinés! que les prisonniers soient gardés ou jugés, et non lâchement fusillés! Que le pillage sauvage, le vol, le viol, l'incendie, soient maudits par tous, maudits au nom de Dieu! maudits dans le passé, maudits dans l'avenir! Que les hommes honnêtes de tous les partis soient d'accord pour stigmatiser ces hontes, ces plaies, ces horreurs, ces crimes, quels que soient ceux qui les couvrent, peuples ou princes! Ennoblissons nos douleurs, nos déchirements civils, autant que faire se peut. Pendant la bataille si nous cédons à la fatalité qui nous pousse, après la bataille ne nous avilissons pas dans le sang. Aussi, ce qui doit peser à toujours sur Ferdinand, ce qui s'attachera à son nom, le poursuivra dans l'histoire, ce n'est pas la lutte du 15 mai, pendant le jour : à chacun ses opinions, soit! mais c'est le sac de la ville! c'est le soldat massacrant et volant! c'est le lazzarone déchaîné comme une bête fauve pour la curée! c'est l'incendie autorisé, excité! c'est l'égorgement des enfants, des femmes, des vieillards! c'est cette saturnale de destruction se ruant sur cette belle cité durant la nuit; que dis-je, la nuit! tout le 16 mai encore! c'est Ferdinand jouissant de sa vengeance et de son triomphe, laissant l'orgie s'épuiser d'elle-même, apparaissant dans les rues, lui, le roi, avec la reine, pressant de leurs mains souveraines les mains sanglantes des Suisses et les mains ignobles et souillées des lazzaroni!

XXII

Le vice-amiral Baudin, commandant l'escadre française, et le chargé d'affaires de France, M. Levraud, étaient divisés d'opinion; ils devaient l'être sur les limites de leur intervention. Malgré ces divergences, ils tombèrent d'accord pour adresser au roi pendant le combat la demande d'une trêve, en termes fermes et dignes, pour offrir aux proscrits un asile, et pour protéger les nationaux, avec menace d'employer la force si, à une heure indiquée, satisfaction complète et garantie assurée n'étaient pas données.

XXIII

L'Italie apprit ces sinistres nouvelles avec toutes les démonstrations du désespoir, avec tous les élans de la colère. Il y eut un soulèvement de l'opinion, un cri de fureur contre Ferdinand, une acclamation de sympathie pour les victimes et pour les proscrits! Malédiction, anathème partout! On alla plus loin : dans les principales villes où résident les consulats de Naples, les armoiries royales furent violemment arrachées, brisées, traînées dans la boue. A Gênes, l'écusson fut brûlé sur la place habituelle des exécutions publiques, aux cris de : Mort à Ferdinand, mort au roi infâme!

XXIV

Les Suisses partagèrent cette réprobation universelle. Les détails de leur victoire étaient tellement atroces

qu'ils excitèrent l'indignation de leurs propres concitoyens, qui se débattaient vainement contre la responsabilité du sang qui rejaillissait sur eux. M. James Fazy, chef du parti radical à Genève, se fit, à la séance de la diète du 26 mai, l'interprète des sentiments de la Suisse entière : « La diète ne peut rester impassible en présence des nouvelles déchirantes qui sont parvenues de Naples. Ces nouvelles font jouer aux troupes suisses qui se trouvent au service de cette puissance un rôle qui, s'il se confirmait, jetterait un voile sur la gloire que la Confédération s'était acquise dans ces derniers temps. Il importe que la diète prononce une réprobation, et une réprobation éclatante, contre le rôle qu'ont joué dans ce drame effroyable nos milices capitulées. La Suisse serait déshonorée si elle pouvait, par son silence, sanctionner les scènes horribles dans lesquelles les soldats suisses ont figuré d'une manière si déplorable..... »

Les capitulations suisses remontaient à 1827, et avaient été conclues les unes pour vingt-cinq, les autres pour trente ans. La Confédération avait quatre régiments au service du roi des Deux-Siciles : un régiment de Lucerne et des cantons primitifs, un du Valais, un de Soleure et Fribourg, un de Berne. Une enquête fut ordonnée, à la presque unanimité, par le grand Conseil de Berne, pour procéder contre le quatrième, celui qui avait le plus souffert, et pour rappeler au besoin les milices. Le Directoire fédéral, dans la séance du 5 juin, envoya à Naples deux délégués extraordinaires, avec mission de dresser une instruction. Le général Thiard, ministre plénipotentiaire de la République française près la Confédération, ayant cru devoir recommander

au Directoire de faire rentrer ces quatre régiments, le président Franck répondit que, tout en étant d'accord avec le représentant de la France quant au principe, il repoussait toute immixtion d'un État étranger dans les affaires de la Suisse. Une motion, faite dans le Conseil exécutif de Berne, de proposer au grand Conseil le rappel du régiment bernois et le payement des pensions convenues dans la capitulation, fut repoussée en ce qu'elle eût coûté 300 000 francs par année au canton assez peu disposé à se charger des obligations du roi de Naples.

L'enquête ne pouvait pas, ne devait pas aboutir. Elle n'était qu'une apparence de satisfaction donnée à l'opinion publique. La question d'argent dominait toutes les autres considérations. La Suisse, disaient les hommes de cœur de cette contrée, devait-elle continuer de vendre à l'étranger le sang de ses enfants? devait-elle, pays de liberté, pays républicain, servir à prix d'or les princes contre les peuples? devait-elle persévérer dans un système qui transformait les fiers enfants de l'Helvétie en condottieri du despotisme, au profit des monarques les plus hostiles à la Suisse elle-même, à ses principes, à ses intérêts politiques? Ils blâmaient ces vieilles coutumes, débris de la barbarie des siècles écoulés, et ils les repoussaient comme une honte nationale. Aussi pour calmer leur conscience révoltée, pour affaiblir les malédictions des peuples, ils montraient leurs volontaires courant au secours de la Lombardie, et les phalanges à la solde de Pie IX luttant et mourant sous les murs de Vicence pour sauver l'Italie. Ils parvenaient ainsi à atténuer les faits, mais ils ne pouvaient se laver de ces traditions sauvages, de ces

contrats sauvages qui avaient abouti au sac de Naples.

La Suisse se montrait d'ailleurs très-réservée dans ses rapports officiels avec le Piémont et avec la France, et se renfermait dans une politique d'isolement. A une dépêche du 6 avril, par laquelle le gouvernement sarde lui demandait un traité d'alliance offensive et défensive, la diète répondait par des témoignages de sympathie, par des raisons plus ou moins spécieuses, mais enfin par un refus. Le dernier considérant de ce refus était assez singulièrement motivé : c'était la prévision qu'en présence de l'affaiblissement de la monarchie autrichienne le roi de Sardaigne resterait victorieux.

La diète fermait également l'oreille aux propositions d'alliance avec la France. La Révolution de Février avait sauvé la Suisse et son parti radical d'une intervention étrangère qui se préparait, et le parti radical et la Suisse refusaient à cette Révolution leur concours dans les cas éventuels de guerre générale entre les peuples et les princes. Le sentiment d'égoïsme, prudent peut-être, mais étroit, avait prévalu malgré l'opposition d'un certain nombre de membres de la diète.

XXV

L'épée des Suisses, à Naples, avait frappé l'Italie au cœur. Au moment où les destinées de la Péninsule allaient être décidées dans les plaines de la Lombardie; lorsque la Vénétie, envahie, pliait et tournait ses regards vers l'armée napolitaine; lorsque Charles-Albert, comptant sur ce concours pour contre-balancer les renforts de Nugent, transmettait à Pepe l'invitation de se réunir à la droite de l'armée sarde; lorsque le

gouvernement de Milan déléguait son secrétaire Correnti auprès de ce général pour le remercier et le seconder; lorsque Manin écrivait au roi de Naples pour lui faire la description des fêtes de Venise à l'arrivée de sa flotte, et lui témoigner la reconnaissance publique; lorsque enfin Pepe avait enjoint à la première division de marcher en avant, ce fut à ce moment, le 22 mai, que parvint à Pepe l'ordre fatal de faire rétrograder les troupes et de retourner à Naples.

Ainsi, après le 15 mai, le premier sentiment de Ferdinand fut l'abandon de l'indépendance italienne; la désertion de cette cause que, dans sa proclamation du 7 avril, il appelait sacrée; la fuite loin de ces contrées qu'il appelait le champ d'honneur de la nation. Cet acte, cette date néfastes resteront inscrits dans les annales de l'Italie comme la malédiction d'un peuple sur la mémoire d'un roi.

Pepe, saisi de tristesse, croyant d'abord ne pas pouvoir résister à des ordres précis et absolus, se démit du commandement dans les mains du général Statella; mais, raffermi par les démonstrations de la garde nationale et de la population de Bologne, il le reprit. Statella, forcé de se soumettre, quitta l'armée, et faillit, en traversant la Toscane, être tué par le peuple qui brûla sa voiture de voyage. Pepe put maintenir son commandement quelques jours; mais bientôt il fut abandonné par la majeure partie de l'armée, qui, sous l'influence des officiers, voulut obéir au roi et rapporta à Naples ses drapeaux flétris. Le brigadier La Halle, contraint de suivre malgré lui ce mouvement rétrograde, ne supporta pas la pensée qu'on pût le croire capable d'une désertion en face de l'ennemi ; il se tua d'un coup

de pistolet. Plusieurs officiers, sous-officiers et soldats, s'arrachant à la surveillance de leurs camarades, ne voulurent point partager le déshonneur de cette retraite, et se réfugièrent à Bologne, auprès des troupes fidèles à leur général.

Pepe conservait encore, le 30, une division d'infanterie, une de cavalerie et une batterie avec une compagnie de sapeurs. Mais le 10 juin, au passage du Pô, il eut l'amer chagrin de se voir abandonner par l'infanterie et par la cavalerie. De 14 000 hommes qu'il commandait, il n'avait plus que 3 000 hommes environ : deux bataillons de volontaires napolitains, auxquels s'était joint un bataillon de volontaires milanais conduits par César Correnti et ses deux jeunes frères; un bataillon de volontaires bolonais; une batterie de campagne; une compagnie de sapeurs, qui avait passé le Pô sous ses yeux; et le second bataillon d'éclaireurs, commandé par le major Ritucci. Ce nombre allait encore se trouver réduit. Quelques centaines de soldats d'élite et les volontaires, débris trié par l'amour de la patrie, devaient seuls soutenir, dans la guerre de l'indépendance, la gloire des armes napolitaines.

XXVI

La flotte avait également reçu les ordres de retour, le 24 mai. Aux premières rumeurs qui circulèrent à Venise, l'envoyé du roi de Naples, Pietro Leopardi, transmit au gouvernement de la République vénète une lettre au contre-amiral Cosa, commandant l'escadre, qui lui enjoignait de demeurer dans les eaux de Venise, en vertu des instructions signées par le roi,

qu'il avait en ses mains, « afin que l'Italie fût à toujours purgée de l'étranger ». Mais les ordres nouveaux, directement adressés de Naples au contre-amiral, devenaient trop positifs. De Cosa obéit avec douleur ; cependant il obéit, et s'éloigna le 11 juin. Ainsi, de toutes ces voiles resplendissantes, de ces bannières aux belles couleurs, de ces transports de deux peuples, de cet enthousiasme délirant, de cette espérance fondée, de ces félicitations, de ces actes de grâce, il ne restait plus que regrets et déceptions. Quelques jours avaient suffi pour dissiper le météore brillant et trompeur, qui n'était formé que des paroles et des promesses de Ferdinand.

Ce roi livrait la Vénétie à l'influence piémontaise, et l'Italie à l'invasion autrichienne.

CHAPITRE ONZIÈME.

L'abandon de Pie IX et du roi de Naples soulève des murmures contre les princes. — Lombardie : Les partisans de Charles-Albert précipitent le vote pour la fusion avec la Sardaigne; protestation des républicains contre le vote avant la victoire; agitation à Milan; tentative avortée contre le Gouvernement provisoire lombard; dépouillement du scrutin d'annexion; vote presque unanime; même résultat dans les duchés et dans les provinces vénètes de terre ferme; les délégués font appel au gouvernement de Venise. — Venise : Convocation de l'assemblée vénète au 18 juin; opinions diverses.—Lombardie-Vénétie : Charles-Albert hostile aux volontaires; siége de Peschiera; Radetzki reprend l'offensive; combat de Curtatone et de Montanara; glorieuse résistance des Toscans; épisode Montanelli; les Toscans écrasés par le nombre; Radetzki retardé; armée piémontaise prévenue; combat de Goïto; prise de Peschiera; défaite et retraite des Autrichiens; Charles-Albert à Peschiera; marche de Radetzki sur Vicence; conseil tenu par le roi et ses généraux; l'armée piémontaise s'empare de Rivoli et de la Corona; Vicence assiégée par Radetzki; lutte héroïque; capitulation de Durando et de son corps d'armée; Radetzki s'empresse de retourner à Vérone; Padoue, Trévise au pouvoir des Autrichiens; tentative infructueuse de Charles-Albert sur Vérone; Venise cernée par terre; blocus de Trieste par la flotte sarde; protestation des consuls étrangers; Venise craint d'être livrée par un traité de Campo-Formio; républicains et albertistes en présence à Venise; appel de Manin et de Tommaseo au roi de Piémont, et aux autres gouvernements italiens, pour les consulter sur un recours à la France. — Recours à la France repoussé à Rome, à Florence, en Sicile. — La France attend, l'arme au bras, le jour où elle sera appelée.

I

La désertion du roi de Naples avait suivi l'abandon de Pie IX. Chez les partisans de la monarchie constitutionnelle, ce furent des gémissements et des plaintes; chez les républicains, des malédictions; dans leur courroux, ils rendaient tous les rois responsables, signalaient avec défiance les actes du grand-duc de Toscane, et portaient leurs soupçons inquisiteurs jusque sur le

roi de Piémont, qui ne luttait que pour sauver sa couronne, satisfaire son ambition, et qui sacrifierait, au premier jour, une partie de la patrie italienne pour ajouter quelques provinces à son royaume.

Les partisans de Charles-Albert, afin de mettre un terme à cette polémique, fondée en apparence, mais injuste à leurs yeux, hâtèrent le dénoûment par une solution définitive de la forme du gouvernement. Les pétitions en faveur de la réunion à la Sardaigne circulèrent à l'infini. Le duché de Plaisance se décida le premier, et 37 000 votants contre 300 prononcèrent l'annexion. Cette unanimité fut accueillie avec enthousiasme à Turin. Les duchés de Parme, Reggio et Modène se disposèrent à suivre cet exemple.

Le Gouvernement provisoire de Milan avait fait, le 12 mai, un appel à la nation. « Tout le monde, » disait-il, « convaincu qu'une victoire assurée allait couronner une guerre de courte durée, avait trouvé facile et naturel de remettre, au triomphe de la cause italienne, la discussion des destinées futures du pays. » Mais la guerre, au contraire, était compliquée, interminable; l'armement du pays, la levée, l'organisation d'une armée, les subsistances à assurer, les embarras imprévus, les menées de la diplomatie, l'invasion des provinces vénètes, enfin le péril imminent des discordes civiles, nécessitaient une détermination rapide. En conséquence, les registres, déclarés ouverts dans toutes les paroisses de la Lombardie à l'effet de recevoir les votes des populations, devaient être irrévocablement fermés le 29 mai. Tout citoyen âgé de vingt et un ans accomplis avait le droit de voter.

Les républicains publièrent, le 21, contre cet acte

qu'ils déclaraient illégal, une protestation qui se terminait ainsi : « ..... Avec ce décret, vous donnez un prétexte à l'intervention étrangère, que nous déplorons tous..... En sortant de votre neutralité, vous jetez le gant aux opinions sacrifiées... Dieu sauve l'Italie et l'arrache au danger que vous lui suscitez du côté des étrangers... Quant à nous, nous aimons la patrie commune plus que nous-mêmes; nous ne ramasserons pas le gant. Nous ne résisterons pas au nom de nos droits, parce que la résistance serait un commencement de guerre civile, et que la guerre civile, toujours coupable, le serait doublement aujourd'hui que l'étranger envahit encore nos provinces; nous espérons que nos concitoyens nous tiendront compte du sacrifice. » Suivaient quarante et une signatures, parmi lesquelles celles de MM. Guenio Bazzoni, Pompeo Ferraio, au nom de la Société de la Souveraineté du peuple; Joseph Mazzini, pour l'Association nationale italienne; Joseph Sirtori, Henri Gallardi, Hercule Porro, pour la Société républicaine; puis celles des rédacteurs des journaux *la Voix du Peuple, l'Émancipation, le Républicain, la Revue européenne*.

Dans ce débat sur les destinées du pays, les membres du Gouvernement provisoire invoquaient la nécessité, le salut public, le but, l'unité; les républicains, la parole donnée, le droit, les principes. Si les républicains se maintenaient dans les limites de leur déclaration, s'ils s'abstenaient de toute résistance, « qui serait un commencement de guerre civile doublement coupable en face de l'ennemi », non-seulement ils avaient pour eux la justice et la raison, mais ils captivaient, pour l'avenir, l'opinion publique par leur modération et par

leur sacrifice, comme ils avaient su la conquérir par leur bravoure à Milan. Malheureusement les enfants perdus du parti démocratique ne purent s'arrêter au programme tracé, et ils compromirent, par leur impatience, par leur hostilité, une situation si bien dessinée.

II

Les registres ouverts se couvraient de signatures en faveur de la réunion immédiate au Piémont. On pouvait déjà constater une immense majorité. Soudain, dans la journée du 27, on voit les murailles couvertes d'affiches où le peuple est invité à se réunir, le 29, à midi, sur la place Saint-Fidèle, pour obtenir la promesse solennelle « qu'on ne porterait pas la main sur ses destinées sans lui faire connaître, à l'avance, les conditions transitoires, d'où dépendraient en dernière analyse les conditions définitives ». Le gouvernement répond par un appel à la tranquillité et à la concorde, et par l'affirmation que toutes les garanties seront données pour maintenir les libertés conquises.

Le 28, au matin, une foule de jeunes gens et de gardes nationaux se présentent devant le palais du gouvernement, réclamant la publication d'un décret où seront assurés, l'inviolabilité de la garde nationale, la liberté de la presse, le droit d'association, le suffrage universel. Le gouvernement s'empresse d'annoncer que ces franchises seront stipulées, tout en protestant que la nation déplore ces démonstrations tumultueuses, dont l'ennemi seul peut se réjouir et profiter. Le lendemain, jour indiqué pour la manifestation, la foule re-

vient sur la place, en plus grand nombre que la veille; elle est plus animée; elle fait entendre des plaintes sur la proclamation qui précède le décret, comme insultante pour le peuple. Des chefs l'excitent; ils accusent les membres du Gouvernement provisoire, les appellent à grands cris, s'avancent au premier rang. Des clameurs surgissent; les cris redoublent. Les plus audacieux envahissent le palais. Le président Casati paraît au balcon; son extrême pâleur décèle une émotion profonde, non la faiblesse. M. Urbino, le provocateur du mouvement, se place à ses côtés, et profite du premier moment de silence pour jeter au peuple ces mots : « Le Gouvernement provisoire en masse donne sa démission. » De la foule, devenue plus compacte par l'arrivée de citoyens accourus de tous côtés, partent des interpellations. M. Casati dit au peuple que « le gouvernement ne l'abandonne pas et ne l'abandonnera jamais; que le décret est la base inaltérable des libertés de la nation ». Des acclamations et des murmures s'élèvent simultanément. Les applaudissements dominent. M. Casati ajoute quelques paroles, auxquelles le peuple répond par des vivat. La masse s'est prononcée. La garde nationale vient défiler sous les balcons du palais. Le mouvement est étouffé. Urbino est arrêté; les autres meneurs se dispersent; et le Gouvernement provisoire sort de cette épreuve triomphant et plus puissant.

Cette tentative parut intempestive et impolitique au plus grand nombre des républicains. Mazzini la désapprouva. Charles Cattaneo dit « qu'Urbino fut désavoué ouvertement par toute l'opposition, avec laquelle il n'avait formé aucun lien ». Suivant cet historien, « il

rendit un véritable service au gouvernement, en lui faisant retrouver des sympathies qu'il avait déjà perdues ». Le bruit courut que des listes d'un nouveau gouvernement provisoire, composé de républicains, avaient été distribuées dans les cafés. La convocation faite deux jours à l'avance prouvait le complot. Des arrestations furent ordonnées; le gouvernement était entraîné, par sa victoire même, à sévir et à réagir. Comme il advient toujours en semblables circonstances, la démocratie, par ses divisions, perdit de sa force. L'opinion publique se souleva contre une pareille diversion. On accusa l'Autriche de ne pas y être étrangère, et la presse dévouée à Charles-Albert fit remarquer que, le même jour, Radetzki était sorti de ses lignes pour attaquer l'armée italienne.

Le dépouillement des registres donna 561 002 voix pour la fusion immédiate avec le Piémont, contre 681 pour l'ajournement. Le Gouvernement provisoire publia le résultat : « ..... Le peuple lombard a décidé, à la presque unanimité, la proposition suivante : ... Nous, soussignés, obéissant à la suprême nécessité que l'Italie entière soit délivrée du joug étranger, et dans le but principal de continuer la guerre de l'indépendance avec toute l'efficacité possible, comme Lombards dans l'intérêt de ces provinces, comme Italiens dans l'intérêt de toute la nation, nous avons voté pour l'immédiate réunion des provinces lombardes aux États sardes, décidant également que, d'après la base du suffrage universel, il sera convoqué, dans les susdits pays et dans tous ceux qui ont adhéré à cette réunion, une commune Assemblée constituante, qui sera appelée à discuter et à établir les bases et les formes d'une nouvelle monar-

chie constitutionnelle, sous la dynastie de la maison de Savoie. »

Les délégués lombards se rendirent à Turin, pour se concerter avec le ministère et les Chambres sur les mesures à prendre.

III

Les habitants des duchés de Parme et Guastalla ayant aussi voté leur annexion à la Sardaigne, le ministère proposa, dans la séance de la Chambre du 1er juin, d'étendre à ces duchés le décret, du 27 mai, relatif à la jonction du duché de Plaisance, qui s'était prononcé antérieurement. Les députés de Parme assistaient, dans la tribune diplomatique, à cette séance; ils furent accueillis par des applaudissements enthousiastes, et répondirent à cet accueil en exprimant leur vive satisfaction « de se voir placés sous les auspices d'une nation puissante qui s'appellerait le royaume de la haute Italie ».

IV

Le Gouvernement provisoire de Modène et Reggio publiait, « conformément aux bases mentionnées dans les votes, et suivant la proclamation du 3 mai de la commune de Reggio, et celle du 10 de Modène, l'incorporation des duchés aux États sardes, ainsi qu'à toutes les autres provinces italiennes qui pourraient également, par la suite, opérer leur jonction avec le Piémont dans l'intention de fonder un royaume constitutionnel de la haute Italie, sous le gouvernement de la maison de Savoie ».

Cet acte de réunion, présenté aux députés sardes, le 5 juin, fut reçu avec le même enthousiasme.

V

L'impulsion était donnée; elle fut suivie par les provinces vénètes, libres de l'étranger, Padoue, Vicence, Trévise, Rovigo. Des registres y avaient été ouverts dans toutes les paroisses, sans le consentement préalable du gouvernement de Venise. Les votes y furent presque unanimes.

Le 31 mai, avant la publication des résultats et l'envoi à Milan des délégués chargés de s'entendre sur les moyens d'opérer la fusion, les députés des Comités, MM. Leoni, Tecchio, Perazzolo et Cervesato adressèrent un dernier appel au gouvernement de la République à Venise.

Après leurs remercîments sur la déclaration de l'indivisibilité des destinées de la Vénétie et de la Lombardie, ils reconnaissaient que le sort des deux pays ne devait être fixé qu'après le triomphe de la cause, par une assemblée constituante; mais ils motivaient leurs actes sur la nécessité, encore plus impérieuse pour les provinces vénètes que pour toute l'Italie : « L'opinion publique avait donc commandé le scrutin. Avant de dépouiller un vote, non douteux, qui pouvait détacher la terre ferme de Venise, ce qui serait un malheur public et un prétexte pour l'étranger; avant de laisser Venise, cette perle précieuse, reine de l'Adriatique, séparée d'un État puissant qui comprendrait les territoires sardes, les duchés, les provinces vénètes, assez fort pour sauvegarder la Péninsule de l'invasion étran-

gère par ses propres moyens, assez considérable pour peser dans la balance politique de l'Europe, ils s'adressaient au gouvernement de Venise qui resterait en dehors, s'il persistait à se maintenir dans la forme républicaine, non soutenue par le vœu de la nation, non favorisée par la diplomatie, répugnant à la cause et aux intentions des princes qui aidaient à purger la patrie de l'étranger. »

Ils priaient Venise d'envoyer à Milan, pour faire partie d'une commission de fusion, un délégué, dont l'absence serait déplorable, et de vouloir bien répondre avant le 3 juin, un plus long retard pouvant entraîner de grands désastres; persuadés, d'ailleurs, que Venise saurait immoler ses propres opinions au triomphe de la nationalité italienne.

Le gouvernement de la République répondit par la convocation, au 18 juin, d'une assemblée constituante, et par la mission, donnée à son ministre près le Gouvernement provisoire de Milan, M. Carducci, de le représenter dans la commission indiquée.

Les considérants du décret témoignaient une résignation pénible, mais digne. Ce n'était pas sans déchirement que Venise se sentait peu à peu absorbée dans la sphère de la monarchie sarde, et qu'elle se voyait précipitée par une série de catastrophes vers ce dénoûment. La République, si fière de son passé, obligée d'abandonner son nom, sa foi, sa loi, son avenir, à un monarque qui, au dernier jour, la livrerait peut-être, s'agitait dans des convulsions dernières et douloureuses. Chacun, librement, épanchait son âme, et versait avec effusion ses sentiments, ses désirs, ses convictions; partout, dans la ville, délibérations des cercles, pro-

testations, interpellations, adresses, pétitions, suppliques, affiches, cris tracés sur les murailles; c'était le choc perpétuel des opinions les plus diverses! Les uns ne rêvaient la délivrance que par l'épée du roi et par l'unité; les autres voulaient le salut de la République par la République; et, si elle devait mourir, ils voulaient qu'elle mourût debout, les armes à la main, et non qu'elle se suicidât par un vote; ceux-ci, balançant de bonne foi le pour et le contre, consultant leur conscience troublée, n'osaient se prononcer; ceux-là, adorant la République comme une idole, l'offraient en sacrifice sur l'autel de l'Italie. Enfin, le 3 juin, le peuple éperdu, apprenant cette mise en demeure des comités provinciaux, tremblant pour la République, accourut en tumulte sous les fenêtres de Manin, demandant à grands cris sa présence. Manin parut, désapprouva cette manifestation, et, dévorant ses propres inquiétudes, rappela que le meilleur moyen de servir la cause républicaine était de maintenir religieusement l'ordre et la tranquillité; sa parole aimée calma les esprits; et la foule se dispersa en silence.

VI

Charles-Albert touchait de la main la couronne de la haute Italie. Mais, en se faisant le dépositaire d'une couronne avant de l'avoir conquise sur l'Autrichien, d'un territoire avant d'en avoir expulsé l'étranger, des destinées de nouveaux peuples avant de les avoir délivrés, ne prenait-il pas l'engagement inviolable de ne plus transiger et de les défendre jusqu'au dernier souffle de sa vie? La réalisation trop prompte de ses vœux ne nuisait-elle pas au succès final? N'eût-il pas été plus

puissant, s'il avait été moins pressé? Il avait donné l'unité à son action, mais il avait justifié la jalousie des princes et leur abandon de la cause italienne, et il avait étouffé l'initiative et l'impulsion des peuples.

Contradiction singulière : Il voulait précipiter l'Italie sur l'Autriche, et il comprimait ses élans; accroître ses bataillons, et il en éloignait les plus audacieux; invoquer le patriotisme, et il en éteignait l'ardeur. Héritier des révolutions encore palpitantes, il en profitait, et il se privait de cette force révolutionnaire, feu violent qui s'étend, s'étend toujours, et décuple la puissance d'une nation contre l'étranger; de cette force révolutionnaire, qui avait pris sans canons les forteresses, dispersé sans combats les régiments, fait désarmer des soldats par des citoyens désarmés, vaincu sans généraux les plus habiles généraux, et réduit à 45 000 une armée de 70 000 hommes. Avec cette force habilement dirigée, il pouvait achever l'œuvre, soulever de nouvelles masses, enfanter de nouveaux bataillons, enflammer ses soldats, et refouler les Autrichiens au delà des Alpes; mais pour s'en servir, il ne fallait pas en avoir peur; et Charles-Albert, ses ministres, s'en épouvantaient!

Les ministres faisaient publier, par le consul sarde à Marseille, « que les compagnies de volontaires venant de l'étranger sans autorisation, étant un embarras pour l'armée régulière et un danger pour les campagnes, seraient repoussées, à quelque nation qu'elles pussent appartenir ». Étrange aveuglement! contre lequel protestait hautement la glorieuse participation à la défense de Trévise et de Vicence de la colonne venue de Paris, sous les ordres d'Antonini.

Le colonel Giacomo Durando, qui avait remplacé le général Allemandi dans le commandement des volontaires lombards-piémontais, avait recueilli les débris qui avaient survécu à l'indiscipline, au mécontentement et à la dispersion, après les tentatives dans le Tyrol. Il était parvenu à en réunir 6 000 des plus déterminés. Trop faibles pour renouveler une pointe jusqu'à Trente et s'emparer de l'Adige supérieur, ils avaient reçu mission de se tenir sur la défensive, et de garder la ligne du Tyrol, en occupant les hauteurs qui dominent les vallées du versant lombard. Ils eurent quelques brillantes escarmouches avec des détachements ennemis, insuffisants de leur côté pour forcer les passages. Le 22 mai cependant, un corps de 3 000 Autrichiens voulut enlever le pont del Cafforo, pour faire des excursions jusque dans la contrée limitrophe de la province de Brescia. Ce coup de main vint échouer devant la bravoure des volontaires. Par ces actions d'éclat ils démontraient qu'ils étaient bien de ceux-là qui avaient vaincu à Milan, et ils prouvaient ce que, soutenus et bien commandés, ils eussent pu faire!

Les Autrichiens, en pleine révolution à Vienne, ne craignaient pourtant pas, eux, d'avoir recours à l'enthousiasme et aux passions de la jeunesse. L'archiduc Jean organisait lui-même les volontaires allemands dans le Tyrol; et le premier bataillon de volontaires viennois était parti, le 10, pour rejoindre l'armée, aux acclamations de toute l'Allemagne.

VII

Après le combat de Santa-Lucia, Charles-Albert était resté inactif, attendant des batteries de siége pour

l'attaque de Peschiera. Cette place, située sur la pointe méridionale du lac de Garde, à l'endroit où le Mincio prend son cours, était assez bien fortifiée et défendue par deux mille Croates, commandés par le vieux général Ratt; les munitions étaient abondantes, mais les vivres manquaient. Le duc de Gênes, second fils du roi, avait la direction du siége; le génie était confié au général Chiodo; l'artillerie, au général Rossi. La division Federici formait le corps assiégeant; les batteries furent montées le 15, et achevées dans la nuit du 17 au 18. Le feu, commencé le 18, contrarié par des torrents de pluie, fut suspendu et repris. La tranchée fut enfin ouverte. Le 26, Charles-Albert, craignant quelque tentative de Radetzki, qui venait de recevoir les renforts de Nugent, somma la garnison de se rendre, lui offrant une capitulation honorable. Les assiégés, qui jusque-là avaient opposé une fière résistance, quoique dépourvus de vivres et réduits à un quart de ration, refusèrent, mus par l'espérance d'un prompt secours. Les Piémontais, dans l'impossibilité d'un coup de main, se virent forcés de poursuivre le siége régulier.

VIII

L'armée piémontaise gardait ses positions à Santa-Giustina, Sona, Somma-Campagna et Villafranca; les Toscans et quelques Napolitains, à Curtatone et à Montanara; le 10ᵉ de ligne napolitain, à Goïto.

Radetzki, à qui la lenteur de Charles-Albert avait permis de reformer une armée égale en nombre à celle du roi, changea de système. De l'immobilité il passe à l'action, de la défensive à l'offensive. Son plan est mûri

et bien conçu. Laissant Vérone suffisamment protégé, il conduira son armée à Mantoue, écrasera les Toscans de l'autre côté du Mincio, à Curtatone et à Montanara, tournera l'armée piémontaise, la cernera entre le Mincio et l'Adige, lui coupera ses lignes de jonction avec la Lombardie et le Piémont, et la forcera à mettre bas les armes ou à se défendre dans une position désavantageuse, tandis qu'un corps détaché, descendant de Rivoli par Lasise, cherchera à ravitailler Peschiera.

Le 27, après midi, le maréchal met son plan à exécution. Il laisse 15 000 hommes à Vérone et devant Vérone pour tenir en échec les Piémontais, et divise le reste de ses forces en trois corps : quinze bataillons, huit escadrons, trente-six bouches à feu, sous le général Wratislaw; dix-sept bataillons, huit escadrons, trente-six bouches à feu, sous le général d'Aspre; le corps de réserve, onze bataillons, vingt-huit escadrons, soixante-dix-neuf bouches à feu, sous le général Wocher. Cet ensemble s'élève à 30 000 hommes, cent cinquante bouches à feu. Les trois brigades, passant par trois voies différentes, arrivent à Mantoue le 28 au soir.

Le 29, vers dix heures, les trois divisions sortent de Mantoue, détachent la brigade Sombschen pour garder la route de Governolo à Borghetto, placent à la réserve la brigade Wohlgemuth, et débouchent, en rangs serrés, sur Curtatone, Montanara, San-Silvestro.

La colonne toscane-napolitaine, sous les ordres du général Laugier, qui n'a pris le commandement que peu de jours auparavant, ne compte que cinq à six mille hommes, et doit soutenir seule cette formidable attaque. Le général Bava, qui, le 28, soupçonnant les mouvements de l'ennemi, avait fait espérer des secours

à Laugier, change d'avis, le 29, et lui envoie un ordre de battre en retraite, qui ne parvient pas à temps. L'armée piémontaise paraît prise au dépourvu. Les Toscans doivent être écrasés par des forces cinq fois supérieures. Cependant ils n'hésitent pas, font résolûment face à l'ennemi et soutiennent ce choc terrible avec une bravoure désespérée. Pendant plus de trois heures ils résistent et font des prodiges de valeur. Laugier soutient l'ardeur de ses troupes par l'exemple et par la parole. Les cris de *Vive l'Italie!* donnent de la force au plus faible et du courage au plus timide. Les tirailleurs se battent à découvert; « ils veulent montrer leur poitrine à l'ennemi ». Le bataillon des écoliers se porte là où le péril est le plus grand; ils tombent sans plier et meurent en héros! Le savant professeur de géologie Léopold Pilla expire en criant « qu'il n'a pas encore assez fait pour la patrie! »

Le major piémontais Beraudi, avec deux compagnies seulement de volontaires florentins, arrête une brigade entière pourvue d'une puissante artillerie. Le major est frappé en pleine poitrine; et les siens disputent encore le terrain pied à pied. Les Napolitains font merveille! Mais le nombre des Autrichiens augmente sans cesse, et menace de tourner les Italiens. A Montanara, peu à peu la masse les enveloppe et les déborde. A Curtatone, une grenade fait sauter un caisson de poudre; plusieurs artilleurs toscans sont tués et leur feu est éteint. Deux pièces sont ravivées. Bientôt tout effort est inutile. Laugier n'ose ordonner la retraite, que l'inexpérience de ses troupes peut changer en déroute. Enfin il faut s'y décider; et, en effet, le désordre se met dans les rangs. A Curtatone, au passage d'un pont, la foule se presse. La

compagnie de Malinchini, ferme à la tranchée, dérobe à l'ennemi cette confusion et l'empêche d'en profiter.

Épisode émouvant! Une quarantaine de volontaires, entraînés par Montanelli, se précipitent en avant, courent à travers les cadavres à un moulin voisin, et là opposent aux Autrichiens une défense désespérée. Les balles pleuvent sur ce bataillon sacré et le déciment. Tour à tour ils succombent; et les cartouches, glorieux héritage de celui qui meurt, sont partagées par les survivants. Le groupe héroïque, réduit peu à peu, se serre autour du drapeau italien. Pietro Parra, jeune homme plein d'avenir, est frappé. Montanelli se jette sur celui qu'il chérissait comme un frère, écoute de sa main la dernière pulsation du cœur, et n'embrasse plus qu'un cadavre. Il saisit le fusil de son compagnon d'armes pour le venger, se sent l'épaule gauche traversée par une balle, fait de vains efforts pour résister et combatttre encore, et perd le sentiment en criant à ses amis, qui, ne voulant pas se séparer de lui, se laissent prendre par les Autrichiens : « Vous témoignerez que je suis tombé en regardant l'ennemi. »

Les Toscans et les Napolitains étaient vaincus et mis en déroute. Douze cents seulement se retirèrent en bon ordre à Marcaria, sur l'Oglio; six cents se replièrent sur Goïto. Le reste était pris, blessé, tué ou dispersé. Mais le sang versé n'avait pas été inutilement répandu; le dévouement de tant de victimes n'avait pas été stérile. Le combat de Curtatone et de Montanara, malgré la défaite des Italiens, leur avait été moins fatal que la victoire même aux Autrichiens. Leur résistance avait retardé de plusieurs heures la marche de Radetzki; huit cents de ses soldats étaient restés sur le champ de

bataille, et la journée du 29 s'était passée à vaincre, à rallier ses bataillons et à reprendre des dispositions nouvelles que la lutte avait rendues indispensables. Radetzki ne pouvait donc plus surprendre l'armée piémontaise, désormais sur ses gardes, qui avait eu le temps de prendre ses mesures et de se concentrer. L'armée piémontaise, en effet, mal renseignée, n'avait reçu que le 28 au soir quelques avis sur la marche des Autrichiens. Le 29 seulement, à l'aube du jour, une partie des troupes avait pu partir pour Volta; et ce ne fut que le 30, assez tard, qu'elles purent se mettre en ligne à Goïto.

IX

Le jour où se livrait le combat de Curtatone et de Montanara, 5 à 6 000 Autrichiens descendaient de Rivoli avec un convoi destiné à ravitailler Peschiera, et attaquaient les positions qui s'étendent de Calmasino au lac de Garde. Le général Bès, avec deux bataillons de la brigade piémontaise, une compagnie de tirailleurs et quelques volontaires de Pavie, les repoussa jusqu'au delà de Cavaglione, et fit échouer cette tentative.

X

Radetzki campa le soir, avec son avant-garde, à une heure de marche au delà de Curtatone, sur la route de Goïto; le premier corps d'armée à Curtatone et à San-Silvestro; le second, plus à gauche et en ligne; le corps de réserve, derrière le premier corps. Le 30, l'armée autrichienne marcha en avant, remontant le Mincio. Le maréchal, avec 25 000 hommes, s'avança contre Goïto; d'Aspre, avec 10 000, sur Ceresara pour pren-

dre les Piémontais en flanc, leur couper les routes et les rejeter sur le Mincio.

Ce ne fut qu'à une heure après midi que l'armée piémontaise put se trouver en ordre de bataille. Ne laissant autour de Peschiera que les forces indispensables pour suivre le siége et le couvrir, elle était enfin parvenue à se concentrer au nombre de 22 000 hommes. La gauche était appuyée sur Goïto défendu par de nombreuses pièces de canon et par le 10e napolitain. La brigade Casale à droite de Goïto, un peu en arrière, occupait les hauteurs de Somenzari; la brigade Cuneo, encore plus en arrière, s'était déployée parallèlement à la route qui conduit de Goïto à Brescia. En seconde ligne se tenait la brigade Aosta. Un régiment des gardes était placé en réserve derrière l'aile droite. Un autre régiment des gardes s'était un peu replié pour soutenir l'extrémité de la ligne, que l'ennemi pourrait déborder. Un régiment de cavalerie surveillait les routes de Solarolo et de Ceresara. L'artillerie en position sur le front de la ligne, la cavalerie et l'artillerie de réserve au second plan, étaient prêtes à soutenir les points menacés. L'armée formait ainsi une ligne en biais dont Goïto était la pointe. Telles étaient les dispositions prises par le général Bava, à qui était confié le commandement général.

L'ennemi n'ayant pas été aperçu dans des reconnaissances faites vers Gazzoldo et Sacca, Bava commence à douter d'une attaque aussi tardive. Déjà il a donné l'ordre à une partie des troupes de bivouaquer, à une autre partie de se replier sur Volta; et le roi s'est mis en route pour retourner à Vallegio, où il a établi son quartier général, lorsqu'à trois heures et demie l'armée

autrichienne arrive en masse, ouvrant le feu sur toute la ligne. L'avant-garde, sous les ordres de Benedeck, exécute un mouvement d'attaque contre Goïto; la brigade Wohlgemuth s'avance, tenant la gauche de Benedeck, la brigade Strassoldo, à la gauche de Wohlgemuth, cherche à déborder l'armée piémontaise pour la jeter sur le Mincio. Si les 10 000 hommes commandés par d'Aspre arrivent sur le champ de bataille, par Ceresara, ce résultat, calculé et espéré par Radetzki, lui paraît infaillible. Cinq fois les Autrichiens s'élancent sur Goïto; cinq fois ils sont repoussés. Le général Bava a fait dresser sur l'autre rive du Mincio une batterie de quatre pièces, qui prend de flanc les assiégeants et qui sème dans leurs rangs le carnage et la mort. Mais, tandis que sur ce point les Italiens triomphent, Wohlgemuth parvient à enfoncer un bataillon de la brigade Cuneo, prend les autres par le côté et les fait reculer. Le régiment des gardes fait aussi un mouvement rétrograde devant Strassoldo, qui l'attaque de front. Le péril est imminent.

En ce moment, Bava reçoit l'avis que l'ennemi improvise un pont au-dessus de Goïto, pour prendre l'armée à revers. Le général serait-il donc dans la nécessité d'ordonner la retraite? Il ne le pense pas; et négligeant cet avis d'un fait possible mais non probable, il ne songe qu'à soutenir sa droite, où la première et la seconde ligne culbutées laissent la troisième recevoir le choc. L'artillerie piémontaise, malgré les difficultés du terrain, parvient, des hauteurs de Sommenzari, à ouvrir un feu roulant. Ainsi protégée, la brigade Aosta, qui, la dernière en ligne, se trouve maintenant la première, marche en avant. Le duc de Savoie rallie les

bataillons de la brigade Cuneo, seconde le mouvement de la brigade Aosta, et charge l'ennemi à la baïonnette. La cavalerie Nizza menace la gauche de Wohlgemuth. Le régiment des gardes s'élance sur les Autrichiens, et les force à rétrograder à leur tour. Tout à coup le bruit se répand de la reddition de Peschiera. Les esprits s'exaltent; les cris de *Vive l'Italie!* retentissent; les tambours battent la charge. Il est sept heures. Radetzki, désespérant de l'arrivée d'Aspre, ordonne la retraite sur toute la ligne, laissant 3 000 hommes sur le champ de bataille, blessés, morts ou prisonniers. Les Piémontais ont perdu 1 000 hommes environ; le roi et le duc de Savoie ont été légèrement blessés. L'armée italienne, fière de sa victoire, ivre d'enthousiasme, pousse des cris de joie, et adresse ses acclamations à Charles-Albert, roi d'Italie.

XI

Radetzki se replia à quelques milles sans être inquiété. D'Aspre, qui devait décider du sort de la journée, n'avait rencontré aucun obstacle, mais la longueur du circuit avait exigé plus que le temps prévu; il n'arriva que la nuit à Ceresara, et il y campa.

Une pluie torrentielle, la nuit du 30 et le jour suivant, rendit les chemins impraticables aux deux armées: elles restèrent deux jours en présence et dans l'inaction.

Le maréchal avait manqué son opération. La marche de ses troupes avait été trop lente. Après la défaite des Toscans, il avait perdu la soirée du 29 et la matinée du 30. S'il eût exécuté son mouvement plus rapidement, il était à Goïto avant l'armée piémontaise, qui n'y arriva que successivement et ne fut en ordre de bataille que vers

midi. Le départ de d'Aspre pour Ceresara eût dû être combiné de manière à conduire à temps ses 10 000 hommes sur le champ de bataille.

Si le maréchal méritait ces critiques, on reprocha à Charles-Albert et à ses généraux d'avoir été trop tardivement renseignés sur le plan de l'ennemi; d'avoir laissé écraser les Toscans, soit en ne les soutenant pas, soit en ne leur transmettant pas à temps l'ordre de se replier; de n'avoir pas su profiter, le 30, de l'élan de l'armée, pour poursuivre vigoureusement l'ennemi; de n'avoir point, Peschiera étant prise, précipité sur-le-champ toutes ses troupes sur l'armée autrichienne, qui, hors du centre de ses forteresses, eût été entièrement perdue si elle avait été vaincue une seconde fois; enfin, au lieu de presser la victoire, d'être allé, le 1er juin, la célébrer à Peschiera.

La prise de Peschiera et le combat de Goïto produisirent en Italie une sensation plus vive encore que celle des premiers succès. L'armée piémontaise venait de triompher, avec des forces inférieures, des Autrichiens, malgré leurs renforts et leur nombre. L'imagination poétique des Italiens voyait déjà l'ennemi hors du territoire, et l'indépendance de la patrie recouvrée. L'horizon apparaissait plus brillant et l'avenir plus assuré. Malheureusement ce n'était pas encore la réalité!

XII

Charles-Albert laissa s'écouler le 2 et le 3 juin sans attaquer Radetzki. Le 3, il a rassemblé, entre Volta et Goïto, 40 000 hommes et 90 bouches à feu, dans l'intention de le repousser sur Mantoue.

Mais le maréchal, ayant appris la reddition de Peschiera, les événements de Vienne, et la concentration des troupes piémontaises, quitte subitement, dans la nuit du 3 au 4, ses positions entre Goïto et Curtatone, se retire sur Mantoue en ravageant le pays, se dirige le 5, sur Legnago, laisse une partie de ses troupes pour dissimuler sa marche, et arrive le 6, avec les archiducs, son état-major et le gros de l'armée, à Montagnana, sur la route de Padoue. Il a transmis au général Welden l'ordre de descendre du Tyrol avec les 15 000 hommes qu'il a réunis, et de marcher sur Vicence.

Durando, après la courageuse défense des 20 et 24 mai, était resté dans cette ville avec ses 10 000 hommes. Il y célébrait la victoire de Goïto, lorsqu'il apprend la présence de Radetzki à Montagnana. Cette présence est d'abord interprétée par la population comme l'indice d'une nouvelle défaite de l'armée autrichienne près de Mantoue; mais, le 8 au matin, l'avant-garde de Radetzki paraît. Durando voit le péril; il ne peut se décider à abandonner une ville qui s'est si vaillamment défendue, et à se replier sur Padoue ou sur Trévise. Il annonce successivement à Charles-Albert l'arrivée de l'ennemi à Montagnana et autour de Vicence; il espère résister quelques jours; l'armée piémontaise victorieuse délivrera Vicence. Telle est la pensée de Durando.

Le 9 juin, Welden descend d'un côté, Wohlgemuth vient de l'autre, d'Aspre par la route de Padoue, Wratislaw par celle de Vérone; le maréchal complète le cercle. Vicence est enveloppée. 40 000 hommes, cent dix-huit bouches à feu, vont livrer un nouvel assaut à cette ville héroïque, qui n'a que ses barricades ensanglantées pour remparts, et, pour défense, que

10 000 hommes de troupes romaines, suisses, volontaires de toutes les cités, ses braves habitants et trente-huit pièces d'artillerie. Doit-elle succomber ?

Pour la surprendre, Radetzki, qui, après avoir échoué dans son premier plan, a changé ses dispositions, et tente un coup plus chanceux et plus hardi que le premier, s'éloigne encore de ses lignes de l'Adige et de son centre d'action. S'il réussit, il répare les échecs subis devant cette ville, compense la défaite de Goïto, achève la conquête de la Vénétie, et, après avoir détruit le corps des Toscans, anéantit celui des Romains. S'il échoue, s'il est suivi par l'armée piémontaise qui le serre contre Vicence, il laissera le sort d'une bataille décider l'avenir de l'Italie.

Que faisaient Charles-Albert et ses généraux pour déjouer la tactique et les projets ennemis ? Le 4 juin, ils pouvaient passer facilement sur la rive gauche du Mincio, se jeter sur la route de Legnano et joindre l'armée autrichienne. Ils se bornèrent à pousser une reconnaissance jusqu'à Curtatone et Montanara. Là se présentèrent à leurs yeux les traces douloureuses de la dévastation et du carnage de toute la contrée occupée par les Autrichiens, « les maisons forcées et saccagées, les églises profanées, les tabernacles brisés, les vases sacrés dérobés, et les offrandes pieuses des fidèles enlevées. L'épouvante partout. »

Charles-Albert, persuadé que l'ennemi ne songeait qu'à regagner Vérone, reprit ses anciennes positions. Le 7, il apprit que le maréchal s'éloignait de l'Adige.

Franzini, ministre de la guerre, lui écrivait « que s'il se transportait à Peschiera pour attaquer Rivoli, il craignait que Durando ne fût menacé dans Vicence;

qu'il le priait de rassembler le conseil des généraux, afin de décider le meilleur moyen de lui porter secours; que ce moyen serait peut-être de profiter de certains accords avec quelques conjurés de Vérone pour produire sur l'Adige une diversion, qui rappellerait forcément le maréchal Radetzki ».

Le conseil des généraux, présidé par le roi, prit la résolution de s'emparer de Rivoli, sauf à passer ensuite, avec le second corps, sur la rive gauche de l'Adige, tandis que le premier corps serait dirigé sur Vérone. Deux jours s'étaient écoulés dans les irrésolutions et les délibérations. Malgré les pressants avis de Durando sur le péril qu'il courait, on persista dans la décision arrêtée. Le 10, deux divisions marchèrent sur Rivoli, l'une par Garda, l'autre par Pastrengo. Quatre mille Autrichiens défendaient Rivoli; mais ils levèrent le camp, et se retirèrent précipitamment sur le Tyrol, sans être poursuivis. Le 11, le duc de Gênes s'empara de la Corona, n'y rencontrant aucune résistance sérieuse.

En résumé, le roi, après avoir perdu dix jours en marches, contre-marches, hésitations, conseils, avait étendu ses lignes outre mesure au lieu de les concentrer, avait négligé de s'assurer de Vérone alors sans défense, n'avait pas suivi les Autrichiens sous les murs de Vicence, et abandonnait cette ville et Durando aux derniers périls.

XIII

Vicence est dominée par une série de collines descendant du Tyrol, que l'on appelle Monti-Berici et dont les plus rapprochées sont Bella-Vista, Rambaldo et

Bericocolo. Durando confia la défense de cette importante position au colonel Massimo d'Azeglio, et, en second, au colonel Enrico Cialdini, avec deux bataillons suisses, des volontaires vicentins, et 1 300 hommes de la légion Gallieno. Sur le mont Bericocolo était une batterie de six pièces; à la Rotonda di Palladio et sur la route de Barbarono, la garde civique de Faenza, colonel Pasi, et les étudiants de Rome, colonel Ceccarini; à la porte Padova, la légion du colonel del Grande Romano, composée d'un bataillon de volontaires romains et d'un bataillon de volontaires des Marches d'Ancône; à la porte Santa-Lucia, les volontaires du Basso-Reno, colonel Rossi; aux portes San-Bartolo et Santa-Croce, le sixième bataillon de ligne pontifical, lieutenant-colonel Mellara; à la porte Castello, les chasseurs de la ligne. La réserve était formée de deux bataillons suisses, des carabiniers, de la cavalerie et de l'artillerie suisse de campagne. Les voies ouvertes étaient coupées par des barricades; les portes, fortifiées. C'était un ensemble de toutes les forces, de tous les courages, que le devoir et les circonstances avaient concentrés dans cette cité, où les habitants étaient appelés à donner une nouvelle preuve de leur dévouement à la patrie italienne.

A la pointe du jour, dans l'ombre du crépuscule, de la tour la plus élevée, on voyait, sans les distinguer, des masses noires, compactes, s'accumuler, envelopper la ville par toutes les routes, à toutes les portes. L'ennemi débordait. Le feu commence à quatre heures, sur les collines, par une attaque de tirailleurs. La colonne commandée par Culoz s'élance avec impétuosité vers les hauteurs, qui sont défendues avec une égale vigueur. Wratislaw se précipite sur la Rotonde, mais vainement;

il est forcé de recourir à l'artillerie, et se heurte à la porte, où se livre un combat acharné. Au même moment, d'Aspre charge, par colonne et en masse, la barricade de la porte Padova, et se brise en efforts inutiles contre la bravoure des Italiens. Sur tous les points, la lutte est ouverte, furieuse, sanglante; c'est un cercle de fer et de feu dévorant. Général, officiers, volontaires, soldats, habitants, reçoivent, sans broncher, ce formidable assaut qui menace de tout engloutir. Pendant six heures on se bat. Les Autrichiens ne font que des progrès insensibles. Là où le choc des armes est le plus terrible, c'est sur les collines. Les Italiens et les Suisses, refoulés de Bella-Vista et de Rambaldo, se concentrent sur le Bericocolo. L'artillerie habilement dirigée par les Suisses et la mousqueterie des volontaires vomissent la mort dans les rangs des assaillants. Les cadavres s'entassent, le sang coule par torrents. Des deux côtés on sent que cette dernière colline est la clef de la situation. Les Autrichiens tentent un nouvel assaut. Douze mille hommes de troupes fraîches montent au pas de charge. Les Italiens et les Suisses résistent en désespérés. Prodiges de valeur, dévouements sublimes, sont impuissants contre ce flot impétueux qui envahit les hauteurs. Officiers et soldats succombent. Le major Gentiloni de Filottrano, jeune homme de grand avenir, meurt. Le valeureux colonel Cialdini est grièvement blessé. Le commandant de l'artillerie est renversé par un coup de mitraille à la jambe. Le colonel d'Azeglio couvre la retraite avec les plus intrépides, essaye un dernier effort à l'église del Monte, et blessé, tombe à son tour.

Durando donnait partout des ordres, et non des en-

couragements superflus. Aucun n'avait besoin d'entendre la voix du chef; sa présence suffisait. Il apprend la retraite de d'Azeglio, court à la réserve, dit aux Suisses de voler à son secours, et lui-même, à la tête d'une colonne, cherche à contourner les collines; mais les rangs des Autrichiens sont tellement épais, que les Italiens sont obligés de céder et de se resserrer dans la ville. L'ennemi, maître des hauteurs, les couvre de batteries; et bientôt obus, grenades, bombes, boulets, pleuvent sur la cité. La résistance, concentrée derrière les portes et les barricades, n'en est que plus vive; le péril accroît l'audace dans les cœurs et ne les émeut pas; la nuit vient ajouter l'horreur des ténèbres à toutes les horreurs du combat.

Depuis trente-six heures, les Italiens sous les armes, épuisés par la soif, par la faim qu'ils n'ont pas eu le temps d'assouvir, par les fatigues, par le sang versé, ne sentent pas leur courage épuisé. Mais tant de sacrifices pourront-ils sauver la ville ? Après la perte des hauteurs, elle ne sera bientôt plus que décombres. L'artillerie des Suisses est en partie démontée. Faut-il exposer Vicence à tous les désastres d'une ville prise d'assaut ?

Le général examine avec douleur, mais avec sang-froid, cette situation funeste. Il n'a ni promesse ni espoir de secours de Charles-Albert. Il peut obtenir une capitulation honorable pour les habitants et pour son armée; il y songe. Vers six heures du soir, il annonce au comité de défense ses résolutions et lui donne un quart d'heure pour réfléchir. Le comité repousse, au nom de la cité, toute capitulation. Le général accueille cette réponse comme le délire du patriotisme et prend

sur lui d'arborer la bannière blanche. A cet aspect sinistre, naît du désespoir une crise terrible : les cœurs se révoltent; des transports de colère s'emparent des esprits; les volontaires, les habitants préfèrent mourir. La bannière, criblée de balles, tombe; et le feu recommence partout avec rage. Mais Durando voit le danger certain, la défense impossible. Il peut encore sauver la ville et l'armée d'une destruction complète; il accepte la responsabilité de la capitulation, fait relever la bannière blanche, et envoie des parlementaires au camp ennemi.

Les Autrichiens ont admiré la valeur avec laquelle Vicence, ville ouverte, a été défendue, pendant seize heures, contre des forces si supérieures; ils redoutent une diversion de l'armée piémontaise sur Vérone, et sont pressés de conclure : ils accordent les conditions les plus honorables. Le traité est signé à six heures du matin, le 11, au nom du général Durando, par le colonel Albéric; au nom du maréchal Radetzki, par le lieutenant général de Hess : « Les troupes pontificales sortiront de la ville, avec tous les honneurs de la guerre, pour se rendre au delà du Pô ; l'engagement est pris par elles de ne pas servir contre l'Autriche pendant trois mois. Le général Durando recommande vivement les habitants de la ville et de la province au maréchal, qui promet de les traiter, sous le rapport des événements passés, d'après les principes bénévoles de son gouvernement. »

A l'heure dite, les troupes pontificales et les bataillons de volontaires, drapeaux déployés, tambours battant, sortirent de la ville entre les cohortes autrichiennes. Les membres du comité de défense, un

nombre considérable de Vicentins mêlés aux rangs italiens, mornes et désespérés, abandonnèrent la ville qu'ils avaient sanctifiée, aimant mieux fuir leurs propres foyers que de retomber sous la servitude étrangère. L'armée autrichienne, qui avait combattu avec grand courage, donna des témoignages de respect au courage qui avait succombé.

Le soir même, la brigade Culoz et le premier corps d'armée s'empressaient de regagner Vérone; le second corps resta à Vicence. Une colonne de dix compagnies de la réserve, malgré les efforts héroïques des montagnards qui ont tenu longtemps les communications interrompues, a attaqué et pris Cadore, centre principal de l'insurrection. Le 9 juin, d'autres colonnes, expédiées pour étouffer la résistance dans la vallée de la Brenta, se sont rendues maîtresses de la route entre Bassano et Trento; mais un bataillon autrichien descendu du Tyrol par la vallée d'Arsa, subitement attaqué dans sa marche, a été obligé d'effectuer une prompte retraite. Pour réparer cet échec, une brigade du second corps partit de Vicence, le 12, et ouvrit les communications avec Roveredo. D'Aspre, s'étant ainsi rapidement assuré de toute la partie supérieure de la Vénétie, marcha sur Padoue et Trévise.

XIV

Padoue, grande et riche cité, de 50 000 habitants, est entourée de vieilles murailles et de terrains marécageux. Les habitants et les débris des volontaires romains, réorganisés au nombre de six mille environ, sous les ordres du général Ferrari, pouvaient la défendre

vingt-quatre heures contre un coup de main, mais non plusieurs jours contre un siége régulier. Cependant le comité provisoire du département décrétait, le 12, la résistance et un appel aux citoyens. Ferrari, mandé à Rome pour faire son rapport sur les défaites de Cornuda et des plaines de Trévise, n'était pas encore de retour. Pepe était arrivé à Rovigo avec les 3 000 hommes restés fidèles après le passage du Pô. Quelques officiers romains, délégués par Padoue, vinrent le prier de prendre le commandement d'une garnison disposée à une défense obstinée; mais il était tellement indispensable de consacrer au salut de Venise les forces qui survivaient, et si évident que les laisser dans Padoue c'était les livrer pour le stérile honneur d'une résistance impossible, que, simultanément, Pepe et le gouvernement de la République invitèrent tous les citoyens en état de combattre à se retirer dans Venise, dernier refuge de l'indépendance vénète.

Dans la nuit du 12 au 13 juin, les volontaires vénètes et romains, obéissant à cette double invitation, quittèrent Padoue et Badia. Le même jour, 13, Pepe, avec les siens, s'embarquait à Chioggia pour Venise, où il accepta l'honneur du commandement. Ces cohortes complétèrent la phalange sacrée qui mérita l'admiration de l'Europe.

Le 14, les Autrichiens entrèrent dans Padoue, dont ils trouvèrent les portes ouvertes, et s'y établirent. Une partie de leur armée s'était également présentée devant Trévise, défendue par Zambeccari et 3 500 hommes. La résistance opposée une première fois avec succès à Nugent donnait l'espérance d'un second triomphe; pensée généreuse, mais non raisonnée, qui porta les com-

battants à ne point céder à l'invitation du gouvernement vénète de se replier sur Venise. A une sommation de se rendre, ils répondirent par un refus. Pendant douze heures ils soutinrent le feu avec bravoure; mais, pressés par les habitants, indécis, troublés, cernés par des forces infiniment supérieures, ne pouvant plus effectuer leur retraite, ils se virent obligés de capituler, et obtinrent, le 14, les conditions honorables accordées à Vicence. La perte de Trévise fut d'autant plus sensible aux Vénitiens, qu'ils perdaient avec elle la seule fabrique de poudre du pays.

XV

Tandis que les Autrichiens s'emparaient de Vicence, de Padoue, de Trévise, mettaient hors de combat les 10 000 hommes de Durando et les 3 500 de Zambeccari, et achevaient la conquête des provinces de terre ferme, Charles-Albert, maître des hauteurs de Rivoli, avait disposé son armée pour un coup de main sur Vérone. Cette entreprise, favorisée par un soulèvement des habitants, devait opérer une diversion, et forcer Radetzki à abandonner le siége de Vicence. Le 13 seulement, le roi était parvenu à concentrer l'armée autour de Villafranca, et il se mettait en marche à une heure après midi, poussant l'avant-garde jusqu'à Tomba. Mais là, n'apercevant aucun des signes convenus avec les habitants, apprenant la reddition de Vicence et la rentrée de Radetzki dans Vérone avec 8 000 hommes, il donna l'ordre de la retraite, et reprit ses anciennes positions. Lorsque Radetzki vit Charles-Albert revenir ainsi sur ses pas, il fut complétement rassuré sur ses

craintes que l'armée piémontaise, rassemblée, écrasât successivement les corps autrichiens détachés pendant les marches hardies qu'il venait d'exécuter; et il s'applaudit de son activité et de l'inactivité du roi.

XVI

Peu de jours après, le 24, Palma-Nova, après avoir soutenu le siége avec succès, entraîné par l'exemple plus que par la nécessité, capitula. La compagnie piémontaise conserva ses armes, mais prit l'engagement de ne pas se battre pendant une année contre l'Autriche; les Vénètes furent renvoyés désarmés dans leurs villes ; la vie, la liberté, les propriétés des citoyens furent garanties. Les signataires de cette capitulation eurent la faiblesse de laisser insérer cette clause : « La cité reconnaît s'être compromise, et se soumet elle-même, quoiqu'elle se trouve encore fournie de subsistances et de moyens de défense. » Cette concession avait été arrachée par la cupide pensée d'obtenir « le payement des dettes publiques contractées pendant le blocus, durant lequel d'innocentes familles ont perdu tout leur avoir ». A ces esprits impressionnés, l'intérêt parla plus haut que l'honneur.

XVII

De toute la Vénétie, seuls Venise et Osopo étaient libres. Les Autrichiens commençaient à enserrer Venise. Au moment même où l'on y apprenait avec douleur les chutes de Vicence, de Trévise, de Padoue, qui suivaient l'abandon et le départ de la flotte napolitaine

effectués le 11 juin, on aperçut les bannières autrichiennes à l'horizon. Bientôt le littoral entier fut occupé par les soldats de l'empereur. La crise prévue parvenait à son terme. Venise s'était préparée pour cette heure dernière ; Venise, désormais seule, était maîtresse de ses destinées. Manin et Tommaseo se demandèrent un moment s'il ne valait pas mieux combattre que délibérer, et suspendirent la réunion de l'Assemblée nationale convoquée pour le 18. Alors se développe une énergie surnaturelle ; les chefs saisissent le commandement avec vigueur ; la masse indisciplinée met la discipline dans ses rangs. Pepe parle aux yeux et aux cœurs par sa noble vieillesse et sa valeur éprouvée. Sous ses ordres, le général Antonini, à peine rétabli de la perte de son bras, reprend le commandement de la cité et des forteresses, et offre un exemple vivant du sacrifice à la patrie. Ferrari rapporte, de Rome, à Pepe le pouvoir de commander aux débris des cohortes pontificales. Chaque chef inspire le dévouement et la confiance ; chaque soldat sent tressaillir en lui les sentiments italiens. Le corps des mariniers, au nombre de 4 000, infatigable, fait un double service et sur terre et sur mer. 2 000 ouvriers travaillent dans l'arsenal avec activité à la construction des navires de guerre. Venise ajoute aux quatre millions cinq cent mille livres de l'emprunt national une surcharge de quinze cent mille livres. Venise se roidit contre la fortune adverse.

XVIII

La flotte sarde était un auxiliaire puissant. Non-seulement elle empêchait Venise d'être bloquée par mer

comme elle l'était sur terre, mais elle bloquait Trieste et la flottille autrichienne renfermée dans ce port. Lorsque les Autrichiens attaquaient les Italiens de tous côtés, les Italiens ne pouvaient-ils à leur tour attaquer les Autrichiens chez eux? N'était-ce point le droit de la guerre? Ils le croyaient; mais, à la première démonstration de la flotte sarde-vénitienne contre Trieste, les consuls avaient protesté. Seul, l'agent consulaire français n'avait réclamé qu'un délai de quarante-huit heures pour sauvegarder les intérêts des nationaux, reconnaissant « le droit évident du gouvernement sarde d'agir comme il l'entendrait contre un port transformé par l'Autriche en place de guerre ». Les consuls des États de la Confédération germanique avaient déclaré « que, Trieste faisant partie de la Confédération germanique, toute attaque contre Trieste serait par conséquent une attaque contre la Confédération ». Sur des sommations aussi positives, les contre-amiraux italiens s'étaient vus dans la nécessité de suspendre les hostilités; et ils se bornèrent, le 11, à prononcer le blocus, à dater du 15 juin pour les navires autrichiens, et du 15 juillet pour les navires des autres nations, conformément aux coutumes de la guerre. La Diète germanique, dans sa soixante-troisième séance protesta contre le blocus même, « comme de nature à violer les rapports pacifiques avec la Confédération germanique, et pouvant amener de sérieuses et déplorables complications ». Ainsi l'Allemagne révolutionnaire épousait à ce point la cause de l'Autriche, qu'elle applaudissait à l'envahissement de l'Italie par l'empire et qu'elle ne permettait aucune diversion de l'Italie contre cette puissance.

XIX

Désormais Venise, par ses propres forces, par la fortune de ses habitants, par le sang de ses enfants, par le courage des volontaires accourus à son aide, pourrait-elle délivrer la Vénétie? pourrait-elle du moins se défendre? Les uns doutaient, les autres persévéraient; ceux-là pressaient la fusion avec l'impatience fébrile que donne quelquefois le péril; ceux-ci commençaient à tourner leurs regards vers la France. Plus que jamais, les républicains ne voyaient dans les défaites et dans les prises de villes que trahison et abandon, et non inaptitude. Dans leur courroux, justifié par les malheurs publics, ils ne cessaient d'accuser le roi plus que les chances de la guerre. A leurs yeux, Charles-Albert avait délaissé l'armée romaine; Durando l'avait livrée. Il leur devenait de plus en plus évident que le roi préparait un traité de Campo-Formio. Le délégué de la Lombardie ne cessait, à son tour, de combattre ces craintes de traité honteux : « Le sort de la Lombardie et le sort de la Vénétie étaient désormais rivés l'un à l'autre. Dans la servitude des provinces vénètes, la Lombardie sentirait sa propre honte et sa propre servitude... »

Un nouveau consul de France, M. Vasseur, était arrivé à Venise le 8 juin, pour remplacer M. Lemperani, qui déjà, au nom de son gouvernement, avait donné les témoignages du plus vif intérêt à cette noble cité. Le choix de M. Vasseur par le ministre des affaires étrangères était une nouvelle preuve des sympathies de la République française. Son caractère honorable, ses

principes démocratiques, sa fermeté, son courage, promettaient à la République vénitienne un concours et un dévouement éclairés. Un brick à vapeur, d'un faible tirant d'eau, *le Brasier,* commandé par M. Passuma, venait déployer le drapeau français jusque dans le port de Venise, où *l'Asmodée* ne pouvait pénétrer. La France était donc dignement représentée par ses agents comme par ses officiers. Aussi, dès le 5 juin, convaincus que l'Italie ne pouvait se suffire à elle-même, que le concours de la République française était le salut de l'Italie entière, le triomphe de la liberté, le raffermissement du lion de Saint-Marc sur sa base, et la royauté de l'Adriatique rendue à la belle ville aux lagunes, un millier de citoyens remettaient au gouvernement une pétition pour invoquer l'aide de la France. Le 13, un garde national, M. Lorenzo Organia, provoquait de nouvelles adhésions à ces vœux. L'impulsion était donnée; le gouvernement était mis en demeure de se prononcer. Devait-il résister ? devait-il céder ?

D'autre part, les partisans de Charles-Albert se passionnaient de plus en plus, et persistaient à soutenir que le recours à un prince italien était plus rationnel et plus national. Ils expliquaient les désastres par le défaut d'unité. La division avait perdu la Vénétie; la fusion la sauverait! Le roi était vainqueur à Goïto, à Rivoli. Les Piémontais avaient montré, en rase campagne, la supériorité de leurs armes sur celles des Autrichiens. La défaite de Radetzki devant Vérone réparerait bientôt les échecs de la Vénétie. La répétition incessante de ces arguments dans la presse, dans les pétitions, sur les murailles, dans les cercles, leur donnait une force sur l'opinion publique.

Manin et Tommaseo inclinaient vers la France. Chefs de la République, obstacles vivants pour la Monarchie, ils voyaient faiblir leur influence. Sans méconnaître leurs services, on paraissait disposé à les oublier. Parmi leurs collègues mêmes couvaient des dispositions contraires aux leurs; quelques plaintes et quelques murmures commençaient à monter jusqu'à eux. Ils subissaient avec grandeur d'âme ces déceptions de la vie politique. Placés entre des opinions contraires, ils remirent au pays lui-même le soin de prononcer. Ils décrétèrent, pour le 3 juillet, la réunion de l'Assemblée nationale, un instant suspendue; et comme l'appel à la France était une question où se trouvait engagée l'Italie entière, ne se croyant pas le droit de parler seuls, ils posèrent nettement la question à l'Italie entière.

Ils s'adressèrent d'abord, le 13 juin, au Piémont. Après avoir remercié le roi du secours de ses vaisseaux et de ses armes, ils le priaient de vouloir bien dire quelles étaient les mesures prises, et quelle réponse ils devaient faire au pays, « qui leur demandait avec inquiétude si le Piémont était en mesure de porter un secours prompt et efficace aux misères communes, et si maintenant il pouvait suffire à une guerre si formidable ». Puis, faisant allusion à un traité de Campo-Formio, ils ajoutaient : « Le peuple de Vénétie, plein des souvenirs d'une immense infortune, et voyant l'invasion autrichienne s'avancer, sans obstacle, des bords de l'Adige jusqu'ici, ne peut se défendre de l'effroi que lui cause un bruit sinistre, qu'un écho invisible semble multiplier avec malignité. Il s'agit d'un acte tellement abominable et impossible, que nous ferions un crime d'en admettre la supposition. » Pour ranimer

la confiance, consoler les vaincus et maintenir ferme le courage des combattants, ils réclamaient une parole rassurante. Cette lettre ne devait pas recevoir de réponse.

Le 14, ils exposèrent aux gouvernements de Toscane, de Rome et de Sicile, les mêmes raisons et leur adressèrent les mêmes demandes de secours possible. Puis, s'exprimant en termes précis, ils disaient : « ..... Bien des gens de la Vénétie pressent notre gouvernement d'appeler le secours étranger, à d'honorables conditions; mais nous, qui voyons le danger de satisfaire comme de ne pas satisfaire à ce désir, et qui d'ailleurs ne voulons pas décider, de ce coin de l'Italie, une question qui intéresse la commune patrie, nous venons demander à chacun des États de la Péninsule une réponse claire et prompte; claire, car le temps des ambiguïtés est passé; prompte, car la nécessité nous presse. Et nous répétons qu'il ne s'agit pas seulement des provinces vénitiennes, mais peut-être des destinées du pays tout entier pour de bien longues années!... »

Le gouvernement toscan répondit le premier, 18 juin : « ..... Le parti auquel voudraient nous pousser plusieurs citoyens de la Vénétie, et dont vous avez refusé d'assumer la responsabilité avant d'avoir demandé aux gouvernements italiens si c'est chose possible que maintenant l'Italie se suffise à elle-même, ce parti est tel qu'il pourrait ouvrir pour elle une nouvelle ère de douleur, d'oppression et d'abaissement. A cette solennelle demande, faite dans un moment aussi solennel, je n'hésite pas à répondre. Oui! l'Italie peut toujours faire par elle-même, et accomplir, sans le secours de l'étran-

ger, l'œuvre glorieuse de sa régénération..... Nos ressources sont toujours grandes et nombreuses..... Il me semble évident que le projet d'appeler l'étranger doit être abandonné, du moins quant à présent, et qu'il faut attendre que les vicissitudes de la guerre, de grands et irréparables désastres de l'armée italienne, aient rendu ce secours indispensable. L'étranger, soyez-en sûr, ne se refusera jamais à vos demandes en quelque moment que vous l'imploriez. Il n'accourra que trop vite vous prêter le secours que vous invoquerez... Je vous exhorte ardemment à rejeter un expédient aussi humiliant, aussi périlleux... Qui peut dire que l'Italie, en appelant les Français, au lieu d'avoir un seul ennemi, un seul oppresseur, ne finirait pas par en avoir deux?... Vous parlez de conditions honorables : quand les étrangers occuperont vos provinces et les domineront par la force, qui pourrait donc les obliger à remplir ces conditions, s'il leur plaisait de les violer?... Combien de périls et de maux vous apporterait une intervention étrangère, et combien, en toute hypothèse, il convient au moins de différer le moment de la demander!..... »

Une telle lettre n'a pas besoin de commentaires : elle porte en soi et ses explications et ses preuves.

La réponse de Rome, le 21 juin, était plus sympathique à la Vénétie, moins blessante pour la France, mais aussi nette. « ..... Quant à réclamer les secours de l'étranger, notre gouvernement ne saurait y voir une proposition, mais plutôt un moyen pour exciter les gouvernements à hâter leurs secours. Il y voit l'expression d'une résolution désespérée que les Italiens n'adopteront jamais, tant qu'ils voudront et seront d'accord pour se suffire à eux-mêmes. »

Le président du gouvernement de la Sicile, Ruggerio Settimo, en énonçant le regret profond de ne pouvoir concourir à la défense de Venise et de la cause commune, répondait : « ..... Les Siciliens sont pleinement convaincus que dans la guerre de la liberté et de l'émancipation de l'Italie, ni l'Italie ni la Sicile ne doivent s'en reposer sur l'étranger; elles ne peuvent s'en fier qu'à elles-mêmes et se suffire à elles-mêmes. »

Avant la réception de ces répliques, Manin écrivait, le 16, à MM. Aleardi et Gor, envoyés de la République vénète auprès de la République française : « ..... Notre gouvernement, pressé par un grand nombre de citoyens d'invoquer le secours de la France, ne pouvait à lui seul décider cette grave question; d'abord, pour ne point appeler sur sa tête *les imprécations* des autres États italiens; ensuite, parce que la seule demande de ce secours pouvait *provoquer les Anglais à nous fermer la mer;* et enfin, parce que c'eût été aussi *déclarer la guerre au Piémont, que les troupes françaises auraient dû traverser en ennemies.* »

Anticipant sur l'histoire pour compléter ce récit, nous laisserons Manin rendre compte à l'Assemblée vénète, dans la séance du 4 juillet, de ses démarches et de leur motif. « ..... Toute la Vénétie était réoccupée par l'Autrichien, la seule Venise restant libre, et encore elle-même était vivement menacée par l'ennemi; il surgit dans la pensée d'un très-grand nombre de citoyens que l'Italie par elle seule ne pouvait suffire à vaincre dans cette guerre. Beaucoup de pétitions furent adressées au gouvernement, par lesquelles on entendait démontrer la nécessité de demander le secours de la France, et on insistait pour qu'il fût demandé. —

Notre gouvernement, toujours constant dans sa résolution de considérer la présente guerre comme guerre *italienne*, faite par intérêt *italien*, ne voulut pas assumer la grave responsabilité d'une démarche si importante sans avoir auparavant interpellé les gouvernements d'Italie, afin qu'ils déclarassent si véritablement les forces italiennes pouvaient suffire à l'expulsion de l'Autrichien, et sinon, qu'ils concourussent à demander, au nom commun de la nation italienne, l'alliance de la nation française. — De Sa Majesté le roi de Sardaigne, il n'y a pas encore de réponse. Les gouvernements de Toscane et de Rome ont promis de nouveaux secours, suivant leurs propres forces, mais se sont déclarés opposés à l'intervention française. — Au gouvernement de Naples, à cause de sa condition présente, on n'a pu adresser de demande... »

Tommaseo, que les désastres ne rendaient pas injuste envers le gouvernement de la République française, racontait plus tard les mêmes faits dans une invocation à la France, et s'écriait : « ..... Le remercîment avant la prière!... Le pavillon français flotte dans l'Adriatique pour protéger Venise et l'honneur de la France!... Les promesses qu'a données à l'Italie le gouvernement de la République, ou bien les hommes influents du moment, n'ont eu ni le caractère ni le semblant d'une tentation perfide; elles ont été toujours subordonnées au besoin bien constaté, à la demande explicite que l'Italie ferait d'un secours. Tant que les Italiens, ou ceux qui parlaient en leur nom, ont cru pouvoir se suffire à eux-mêmes, la France n'a montré nulle envie de s'immiscer dans leurs querelles!... Je ne rappellerai donc à la France ses promesses depuis

Février que pour la remercier de ce qu'elles n'ont jamais dépassé certaines limites... »

Les gouvernements n'étaient pas seuls à repousser l'intervention de la France. Dans les Chambres des divers États, rassemblées sous l'influence du mouvement révolutionnaire, les députés les plus sympathiques à la République française exprimaient les mêmes sentiments. Dans la séance du 21 juin, à Rome, un député adressait au ministère cette interpellation : « Est-il vrai que la République de Venise, par un exemple fatal, ait fait appel à l'intervention française pour échapper à une ruine certaine? Venise eût dû se défendre elle-même!..... » Dans la réplique du ministre de l'intérieur Mamiani, on lit cette phrase énergiquement significative : « ..... Il n'est pas de ville en Italie, il n'est pas un pouce de terrain, où l'on puisse concevoir la pensée de commettre la faute d'appeler l'étranger. La République vénitienne préférerait mille fois périr dans ses lagunes!... »

Le 22, un autre député, M. Potenziani, revenant sur la discussion de la veille, soutient « qu'il est contraire aux convenances et aux sentiments de gratitude de prononcer des paroles offensantes pour la généreuse nation française, qui a offert à l'Italie ses secours dans le cas où les forces italiennes ne suffiraient pas contre l'Autriche; c'est à elle assurément que nous aurions à recourir, si nous étions dans l'alternative d'invoquer son aide ou de retomber sous le joug abhorré de l'Autriche ».

Le député Farini répondit : « A la France il est dû quelques paroles de remercîment, mais seulement de remercîment, pour ses offres généreuses; et ces paroles

doivent faire comprendre que nous sommes loin de désirer que les armes françaises entrent en Italie pour nous sauver ;... assez et trop longtemps l'Italie a été un champ ouvert aux ambitions des puissances étrangères. » (Applaudissements.)

Dans la séance du 30 mai, à Turin, lors de la discussion de l'adresse, M. Palluel exprimait le regret de ce qu'il n'y fût pas dit un seul mot de la République française, qui s'était montrée si favorable à l'indépendance italienne, et il réclamait la reconnaissance officielle de son gouvernement. M. Valerio s'associait à ce désir : « Ne demandant pas cet acte parce que la République française a mis, tout de suite, son intervention au service de la cause italienne, mais parce qu'elle a témoigné qu'elle n'offrirait de secours qu'autant qu'ils seraient réclamés. » M. Palluel se justifiait aussitôt d'avoir eu la pensée de réclamer l'intervention française. « Car ce ne serait plus un véritable affranchissement, ce serait encore la domination étrangère sous une autre forme; et je défie qu'il y ait dans l'Assemblée quelqu'un qui la repousse plus énergiquement que moi. »

Quant à Charles-Albert, il allait dans ses répulsions jusqu'à refuser le concours d'un général français, ce général fût-il Bugeaud, si connu par son dévouement aux Bourbons. Le ministre de la guerre Franzini, chef d'état-major de l'armée, reconnaissait, avec une digne humilité qui était de la grandeur d'âme, sa propre inexpérience et celle des généraux sardes, et s'exprimait ainsi dans une séance de la Chambre des députés, le 4 juillet : « Sa Majesté, la première fois qu'elle me vit, me dit que l'Italie devait se suffire à elle-même, et qu'elle n'acceptait pas l'offre d'un maréchal français

que je proposais comme devant doubler la force et la valeur de son armée. »

Les journaux, organes de l'opinion publique, ne cessaient également de s'élever contre l'intervention de la France. Dans leur polémique, variant de forme à l'infini, la conclusion était toujours la même : confiance dans les forces de l'Italie, défiance de l'étranger; orgueil du patriotisme poussé jusqu'à l'aveuglement, refus poussé quelquefois jusqu'à l'injure! Les protestations, les lettres parvenaient par milliers au ministère des affaires étrangères, à Paris; c'était une répulsion générale.

Cette question est tellement importante et les détails en sont si peu connus, que nous avons dû les donner, sans crainte de répéter des formules toujours les mêmes, des sentiments toujours identiques. La vérité doit sortir de notre récit, évidente, incontestable. L'étude consciencieuse des documents de cette époque prouve surabondamment que ce fut l'Italie entière qui, fière de ses propres forces et de son courage, repoussa l'intervention de la République française, généreusement offerte; à l'exception de quelques républicains qui, en défiance de Charles-Albert, pénétraient mieux dans l'avenir. Ces réflexions ne sont pas un blâme. L'orgueil national est un sentiment si élevé, qu'il doit être respecté même dans ses erreurs. Le peuple qui veut s'affranchir par lui-même ou succomber, qui a assez d'énergie pour le tenter, doit être admiré, même lorsqu'il méconnaît les saintes lois de la solidarité qui existe entre les hommes et les peuples.

CHAPITRE DOUZIÈME.

Commission exécutive : Lamartine demande l'adjonction de 300 000 hommes de garde nationale mobilisée à l'effectif de 532 000 hommes; délibération secrète; politique d'intervention adoptée; discours de Lamartine à l'Assemblée constituante; offre de l'épée de la France à l'Italie; l'Assemblée adopte cette politique : pacte fraternel avec l'Allemagne; reconstitution de la Pologne indépendante; libre affranchissement de l'Italie. — Le Gouvernement provisoire de Milan répond au discours de Lamartine par la destitution de son délégué. — Lord Palmerston, pour éviter l'intervention française, presse l'Autriche et le Piémont. — Plan de pacification présenté, au nom de l'Autriche, par M. Hummelawer. — L'armée autrichienne se retire dans le Tyrol, sur les Alpes, si l'armée française entre en Italie. — Abandon de la Lombardie par l'Autriche. — Archiduc en Vénétie, avec administration séparée de l'Autriche. — Palmerston accepte le rôle de médiateur, mais seulement avec la concession aux Vénitiens d'une portion de la Vénétie.—Tentatives de conciliation par le nonce du pape repoussées. — Propositions directes du cabinet autrichien au Gouvernement provisoire lombard; refus du Gouvernement provisoire, qui ne veut pas séparer sa cause de celle de la Vénétie.—Le parlement piémontais proclame l'union de la Lombardie et des provinces vénètes; Charles-Albert repousse un traité de Campo-Formio. — Régime parlementaire inauguré : à Turin; à Rome. — Division entre Pie IX et son ministère sur le discours d'ouverture; fausse position du ministère romain. — Parlement de Sicile : élection au trône du duc de Gênes. — Parlement réuni à Naples; nombre insuffisant; dernière protestation des députés en faveur de la cause italienne; dernière promesse du roi; Constitution napolitaine passée à l'état de lettre morte. — Ouverture des Chambres en Toscane. — Venise : Assemblée des représentants; rapport Manin; Tommaseo; Castelli; Paleocapa; Manin sacrifie son opinion à l'union; vote de la fusion avec le Piémont; nouveau gouvernement; escarmouche des Vénitiens contre les Autrichiens.

I

Le gouvernement de la République française ne se laissait ni fatiguer ni rebuter par des refus et des répugnances si hautement, si aigrement exprimées. Il savait le respect dû, malgré ses injustices, à une nation jalouse

de son indépendance, luttant avec bravoure, versant son sang, épuisant ses richesses pour s'affranchir, et ne se sentait pas blessé par ces susceptibilités ombrageuses du patriotisme; il élevait sa pensée au-dessus des vaines considérations de l'amour-propre froissé, persévérait à offrir ses secours, à les préparer, et il attendait; il attendait, sans faiblesse, sans impatience, la main sur l'épée de la France, le jour où la France serait appelée.

Par ses soins, l'armée des Alpes était portée à 65 000 hommes, dont 15 000 venus d'Afrique, éprouvés par les fatigues et les combats, campaient dans les départements des Bouches-du-Rhône et du Var, prêts à entrer en Italie par le comté de Nice. L'armée régulière, organisée par les soins du ministre de la guerre, François Arago, et de la Commission de défense, composée des généraux les plus distingués, dépassait 500 000 hommes. Le ministre des finances, malgré la crise et la pénurie du Trésor, créait des ressources, ouvrait les crédits nécessaires, et satisfaisait à tous les besoins; il ne craignait pas d'engager sa popularité, sa responsabilité, dans la demande d'un impôt extraordinaire, pour mettre la République française en état de soutenir l'honneur du drapeau, secourir l'Italie, et défendre la politique généreuse tracée dans le programme du gouvernement. Une flotte puissante veillait sur les côtes de l'Italie, non loin de Venise.

II

La Commission exécutive, composée de MM. François Arago, Garnier-Pagès, Marie, Lamartine, Ledru-Rollin, à qui l'Assemblée nationale constituante avait

confié le pouvoir exécutif, le 11 mai, avait conservé les nobles inspirations et les traditions patriotiques du Gouvernement provisoire, dont ils avaient été membres. Après avoir formé le conseil des ministres de MM. Pagnerre, secrétaire général, Crémieux, Bastide, Casy, Recurt, Carnot, Trélat, Flocon, Duclerc, Bethmont, et Charras, sous-secrétaire d'État, ministre de la guerre par intérim, en attendant le général Cavaignac appelé d'Afrique, elle avait délibéré sur les révolutions accomplies, sur la situation de l'Europe, sur l'Italie, sur les destinées des peuples. Plus que jamais résolue à maintenir les principes du manifeste adressé au monde le lendemain de Février, plus que jamais déterminée à ne déclarer la guerre à personne, mais à protéger les mouvements légitimes de croissance et de nationalité des peuples, si l'heure de la reconstruction avait sonné pour eux, elle avait examiné, nation par nation, la politique à suivre, le devoir à remplir, et les moyens dont la République pouvait disposer. On fortifiait les côtes; les arsenaux étaient en pleine activité; les fabriques d'armes travaillaient incessamment, les munitions s'entassaient dans les magasins; les régiments s'organisaient; 332 000 hommes, pour lesquels les crédits avaient été ouverts, ne parurent plus suffire aux vastes idées du gouvernement. A ses yeux, ce n'était pas l'Italie seule à qui il fallait songer; il n'était pas un peuple en Europe qui ne cherchât à se créer une nouvelle vie et une liberté nouvelle. La Pologne, la Hongrie, la Bohême, l'Autriche même, la Prusse, le Hanovre, la Bavière, etc., etc., frémissaient impatientes du joug, le brisaient. Mais, exploitant les haines de race, les rois et les princes, conservant la direction et leurs

armées, précipitaient les nations contre les nations, les armées contre les peuples, et trouvaient dans les révolutions les éléments d'une réaction future. Ils avaient, pour les aider, les passions, les faiblesses, les intérêts, les coutumes, et mieux encore les jalousies de la démocratie, les exagérations du socialisme, et l'effroi qu'elles inspiraient. La Commission exécutive prévoyait donc un temps où, tour à tour, les peuples invoqueraient la République française; et ce temps ne lui semblait pas éloigné.

M. Lamartine proposa la mobilisation de 300 bataillons de mille hommes de la garde nationale; ce qui élèverait le chiffre réel de l'armée à 832 mille hommes. Derrière l'armée, six millions de gardes nationaux, disciplinés, organisés, devaient rendre la nation française invincible, et lui permettraient d'accomplir son œuvre. Ce projet fut adopté à l'unanimité.

III

La France était prête. Il était évident que, de toutes les nations, celle qui avait le plus besoin de secours immédiats, c'était l'Italie. M. Lamartine demanda à ses collègues de tenir un conseil secret, pour tracer un plan, qui serait soumis d'abord aux ministres, ensuite à l'Assemblée nationale. Dans deux séances, chacun des cinq membres de la Commission exécutive exposa ses vues et ses idées.

M. Lamartine aborda la question avec une très-grande netteté. Il avait, maintes fois, au nom de la République, offert son aide à l'Italie. L'Italie avait rejeté ses offres, et protesté énergiquement contre toute inter-

vention. L'armée sarde et l'armée autrichienne étaient en présence, égales en nombre, l'une plus puissante par l'amour de la patrie, l'autre plus puissante par la discipline. Laquelle des deux arracherait la victoire? Il le disait avec regret : le capitaine était plus habile que le roi. Radetzki triompherait de Charles-Albert! Que fallait-il faire? Marcher au-devant de la catastrophe probable! sauver l'Italie malgré elle! donner l'ordre à l'armée des Alpes de passer la frontière! ou bien attendre le jour de la défaite, jour où la France serait appelée par tous, par les peuples et par les princes? — Sauver l'Italie malgré elle, c'était donner la vraisemblance à ces accusations, si souvent répétées, contre l'esprit de conquête toujours avide et insatiable de la France! — Attendre le jour de la défaite, ne serait-il pas trop tard? M. Lamartine ne pouvait se défendre du désir violent, qu'il avouait avec franchise, de trancher la question sur-le-champ, en donnant l'ordre immédiat de franchir les Alpes. Il y voyait, tout à la fois, le salut de l'Italie, et la sécurité rendue à la France par une diversion heureuse offerte aux passions de la démagogie.

Suivant M. Ledru-Rollin, la République devait son concours à l'Italie et non au roi de Piémont. Si la mission de la République était de venir en aide à la liberté, à l'affranchissement des peuples, elle ne pouvait être de favoriser l'ambition d'un prince. La Lombardie et la Vénétie, indépendantes de la Sardaigne, avaient ses sympathies profondes; mais jamais il ne se prêterait à la formation d'un royaume de la haute Italie! Il fallait courir au premier appel de la République vénitienne. Mais la Commission exécutive se compromettrait grave-

ment vis-à-vis du peuple français, et vis-à-vis de l'Assemblée, si elle intervenait pour donner à Charles-Albert et la Lombardie et les duchés. Une République devait défendre les peuples, et non servir à l'élévation d'un monarque. M. Ledru-Rollin penchait vers l'idée de faire passer les Alpes à l'armée, avant d'avoir été appelé, mais avec toute réserve en ce qui concernait le roi sarde.

MM. Arago et Marie répugnaient à la pensée de pénétrer en Italie avant d'y être appelé. De quel droit intervenir pour des nations contre leur volonté? De quel droit les sauver malgré elles? Faire franchir les Alpes à l'armée malgré les protestations de l'Italie, ce serait méconnaître tous les principes, et jeter un défi à l'opinion publique en Europe. Quels ordres donner à nos soldats? Si un simulacre de résistance leur était opposé, feraient-ils feu sur les Italiens, lorsqu'on prétendrait aller à leur secours? Notre premier pas laisserait-il l'empreinte du sang italien? Et si les Piémontais, entraînés sur l'Adige par les nécessités de la guerre, confiants dans la parole française, laissaient devant nous la frontière dégarnie, notre armée irait-elle prendre sa place à côté d'une armée indignée contre nous? Où serait l'accord nécessaire pour le succès? quelle contenance serait la nôtre? Nous qui protestons contre l'oppression, nous porterions avec nous l'oppression! Le drapeau de la République, au lieu d'être le symbole de la liberté, couvrirait un détestable abus de la force! Les Italiens se trouveraient entre les Autrichiens et les Français, voyant des deux côtés des étrangers, et ne sachant plus où sont les alliés, où sont les ennemis! Et les peuples de l'Europe, que penseraient-ils de cet acte

arbitraire, réprouvé même par les Italiens? Le jour où l'armée française non réclamée passerait les Alpes, l'influence de la Révolution française serait perdue dans le monde entier, et l'honneur de la République compromis! On aurait mérité l'opprobre parmi les nations, la malédiction de l'Italie! En résumé, si le patriotisme italien s'illusionnait sur ses forces, nous devions le respecter jusque dans son aveuglement. Intervenir sans être appelé, c'était violer la loi et le droit.

M. Garnier-Pagès était frappé par la grandeur de ces derniers arguments. Il y cédait, tout en affirmant la nécessité de faire passer promptement les Alpes à l'armée, dans l'intérêt de la République, de l'Italie, des peuples de l'Europe. La République avait un surcroît de vie et de force qu'il fallait épancher au dehors si on ne voulait pas qu'il la dévorât au dedans. On serait, sous peu, obligé de choisir entre une guerre glorieuse dans les plaines de la Lombardie, ou une lutte sanglante et néfaste à l'intérieur! Le sang versé pour affranchir l'Italie affermirait la République; le sang versé dans la guerre civile l'affaiblirait. Il ne pouvait croire à une opposition sérieuse de l'Italie, lorsqu'on viendrait la sauver. Le passage seul des Alpes par l'armée française ferait battre en retraite l'armée autrichienne, et l'Italie délivrée exprimerait sa reconnaissance et non sa haine. Les peuples de l'Europe verraient que les promesses de la France pour défendre leur nationalité et leur liberté ne sont pas des paroles vaines, mais des réalités! Quant à la crainte exprimée par M. Ledru-Rollin de paraître vouloir favoriser l'ambition de Charles-Albert, M. Garnier-Pagès ne s'y arrêtait pas. La France ne devait pas, ne pouvait pas entrer dans ces détails, dans ces débats

de la vie intérieure des peuples; c'était à eux à faire acte de souveraineté, à choisir la forme de gouvernement qui leur conviendrait, à se diviser, à se réunir, à s'unifier comme bon leur semblerait. Il suffisait de savoir que les suffrages seraient librement exprimés et non violentés! Pour lui, il avait assez de foi dans la force des principes et des progrès de la raison humaine, pour être convaincu que dans un temps plus ou moins court, plus ou moins long, les peuples choisiraient la forme qui facilite le mieux leur développement : la forme républicaine.

Lamartine pensait que la France en effet ne pouvait s'opposer à la volonté du peuple italien d'unir ou de séparer ses destinées; cependant, en homme d'État, il devait prévoir les résultats de la constitution d'un royaume puissant, s'alliant plus tard à l'Autriche contre la France, maître des passages des Alpes, des portes de France, en vertu des traités de la seconde invasion, et les livrant aux armées ennemies. Il était donc impossible de consentir à la concentration de plusieurs États de l'Italie, sans réclamer ce qui nous avait été laissé même par les premiers traités de 1814, une ligne de frontières non offensives, mais défensives pour les deux nations, qui assurât à chacune, par des limites loyalement établies, une sécurité complète. Ce n'était là qu'un vœu légitime, trop légitime pour être un instant contesté par des peuples auxquels on apporterait l'indépendance!

Lamartine, revenant à la question d'intervention, reconnut qu'il fallait ajourner le désir d'agir immédiatement, mais qu'il convenait de saisir la première occasion de déclarer à la tribune, hautement, la vo-

lonté bien arrêtée du gouvernement, qui serait sans aucun doute partagée par l'Assemblée nationale.

IV

Les ministres adoptèrent à l'unanimité la politique de la Commission exécutive, et Lamartine profita d'une interpellation de M. d'Aragon, dont le noble cœur sympathisait avec toutes les infortunes, avec tous les patriotismes, pour porter à la tribune, le 23 mai, la déclaration des principes qui avaient inspiré le Gouvernement provisoire dès les premiers jours, et qui inspiraient tous les membres du gouvernement en ce moment solennel [1].

Lamartine, repoussant d'abord, avec une chaleureuse indignation, certains bruits répandus à dessein par d'autres que par M. d'Aragon, s'écriait :

« Non, il n'est pas vrai, comme on l'a répandu, qu'il y ait eu, à l'égard de l'Italie, la moindre entente contre la liberté italienne, la moindre intelligence, même confidentielle, entre le ministre des affaires

[1] Le 15 mai, Manin disait, dans ses instructions, à MM. Aleardi et Tommaseo Gor, envoyés de la République vénète près la République française :

« Il est important que la République française reconnaisse officiellement le Gouvernement provisoire de la République vénète... Il est vrai que la lettre de M. Lamartine à Tommaseo, l'envoi d'une frégate, la réponse faite à MM. Zanardini et Nani, chargés d'acheter les armes pour Venise, *constituent quelque chose de plus qu'une reconnaissance tacite*.

» Ce qui serait plus important que cet acte même, ce serait que la France fît entendre aux peuples la promesse, aux princes l'avertissement formel que jamais elle ne souffrira, au delà des Alpes, un nouveau traité de Campo-Formio, un nouveau partage de la Pologne. »

Le 23 mai, Lamartine prononçait cette déclaration.

étrangères de la République française et l'Autriche. C'est là une de ces calomnies dont on a cherché à flétrir la politique du Gouvernement provisoire.

» Mais quand le voile tout entier pourra être déchiré, vous verrez que cette calomnie tombera avec tant d'autres, et rendra leur véritable caractère aux actes que nous avons accomplis... (Très-bien! très-bien!)

» Avons-nous mis un sceau sur nos lèvres? avons-nous caché nos sentiments à l'Europe à l'égard de l'Italie? désavoué en quoi que ce soit nos principes de liberté, ou nos désirs, ou notre volonté d'indépendance pour elle? Non; vous savez ce que nous avons dit : le respect des nationalités, nos principes, le droit et en même temps la volonté des peuples, nous empêcheront d'aller faire nous-mêmes la liberté des autres peuples. Pour leur gloire, pour leur bonheur, pour la solidité même de leurs institutions, il faut que ces peuples les achètent et les cimentent avec leur propre sang.

» Voilà la vérité. Mais si ces peuples étaient trop faibles dans leurs droits légitimes, dans ce droit de renaissance des nationalités italiennes qui est aussi légitime, permettez-moi de le dire, qu'une série de siècles, et que toutes les pages de l'histoire l'attestent; si cette indépendance, si ce droit étaient attaqués, la France est là, elle est au pied des Alpes, elle est armée; elle vous déclare tout haut, à vous ses amis, à vous ses ennemis, qu'à votre premier signal elle franchira les Alpes et viendra vous tendre cette fois-ci la main libératrice de la France. Comme à un autre temps qu'elle déplore, mais dont nous avons eu le courage et la gloire de nous repentir, elle avait tenté de vous enchaîner à la gloire, la France aujourd'hui vous tend la

main, mais pour vous enchaîner à la liberté. (Applaudissements.)

» On disait que, par condescendance pour l'Europe, nous n'osions pas déclarer franchement nos sentiments, nous cachions des actes timides devant des paroles douteuses; que l'Italie ne cessait de nous appeler, et que nous traitions avec l'Autriche pour empêcher l'unité italienne. Eh bien, vous allez voir!

» Dès les premiers jours, nous avons fait communiquer aux puissances italiennes la volonté ferme d'intervenir au premier appel qui nous serait fait, et, par un acte conforme à cette déclaration, nous avons réuni à l'instant, au pied des Alpes, d'abord une armée de 30 000 hommes, puis une armée qu'en peu de jours nous pouvons porter à 60 000 combattants, et elle y est encore. Nous avons attendu un appel de l'Italie; nous l'avons attendu; et, sachez-le bien, malgré notre profond respect pour l'Assemblée nationale, si ce cri eût traversé les Alpes, nous n'aurions pas attendu votre aveu, nous aurions cru accomplir d'avance votre volonté, vos prescriptions, en nous portant au secours des nationalités italiennes. (Très-bien! très-bien!)

» Mais voici quelques lignes de correspondance avec différentes cours ou avec les représentants des différentes nationalités insurgées, dans leur droit, en Italie, qui vous prouveront que non-seulement nous n'avons pas été appelés, que non-seulement ce cri de détresse et d'appel aux armées françaises n'a pas été poussé au delà des Alpes, mais qu'au contraire nous avons reçu de toutes parts, des meilleurs patriotes italiens...., et si je ne craignais pas de commettre des indiscrétions en les nommant à cette tribune, vous vous inclineriez

vous-mêmes devant l'autorité de ces noms républicains....; nous avons reçu le conseil, que dis-je? la supplication de ne pas faire intervenir un soldat français, avant l'heure, avant le moment, avant l'appel, dans la cause de la résurrection italienne dont ils voulaient légitimement avoir tout l'honneur, et dont nous aurions été glorieux d'avoir le danger.» (Bravo! bravo!)

M. Lamartine cita les pièces diplomatiques dont quelques-unes ont déjà été reproduites, preuves incontestables de cette politique grande et généreuse : « En voici une autre, dit-il, de l'envoyé de la Lombardie :

« Je vous prie de vouloir bien déclarer demain... » (Cette lettre était écrite hier au soir, sachant que je devais parler aujourd'hui sur les affaires de l'Italie.) « Je vous prie de vouloir bien déclarer demain, publiquement, ce qui est vrai, que nous, *moi et le représentant de Venise,* nous sommes opposés, par sentiment national, à toute intervention française; que les sympathies de la France étant pour nous, qui avions secoué le joug des Autrichiens, *elle serait intervenue, même contre l'avis du roi de Sardaigne, si nous l'avions demandé.* Il est par trop cruel d'avoir agi comme nous l'avons fait, même contre notre propre opinion, et d'être continuellement accusés, nous républicains, d'avoir appelé vainement le secours des étrangers, ainsi que le répètent les feuilles à gages du Piémont et les albertistes en masse. »

» Vous voyez que quatre ou cinq des puissances italiennes refusaient également notre concours. J'espère, et nous devons le croire, que l'Italie n'en aura pas besoin; mais que les amis de l'Italie se rassurent, si ce cri de détresse dont je vous parlais tout à l'heure venait

à se faire entendre, si les circonstances le rendaient nécessaire et légitime, la France interviendrait à son mode et à son heure. Dans aucun cas, l'Italie ne retombera sous le joug qu'elle a si glorieusement secoué. (Très-bien! très-bien!) Dans aucun cas, la France ne manquera à cette fraternité pour 26 millions d'hommes, qui a été sa loi dans le passé et qui est son devoir pour l'avenir.

» Je ne veux pas m'expliquer davantage aujourd'hui; j'ai mes raisons pour cela : les événements vous les diront; mais il y a un mot que je puis dire avec certitude de n'être démenti par aucun événement et par aucun reproche sorti de l'Assemblée nationale ou du pays; c'est que, soit que la France intervienne, soit qu'elle n'ait heureusement pas à intervenir en Italie, l'Italie sera libre, et la sécurité des frontières françaises sera pourvue. » (Applaudissements.)

La réticence de Lamartine est expliquée par la détermination, arrêtée en conseil secret, par la Commission exécutive, de franchir les Alpes au premier cri de l'Italie!

V

Jamais langage plus loyal et plus élevé ne sortit de la bouche d'un homme d'État, d'un homme de génie, au nom du gouvernement de l'un des premiers peuples de l'Europe. Ce discours, cet exposé fidèle, fit sur l'Assemblée une impression profonde. La conviction fut dans tous les esprits. La France ne pouvait ni dire ni faire mieux. Dans cette mémorable séance, la politique étrangère fut examinée sous toutes ses faces. La reconstitution de la malheureuse Pologne, la situation de

l'Allemagne régénérée, secouant son antique linceul de despotisme, brisant ses fers rouillés par le temps, marchant aussi vers la lumière et le progrès, furent sérieusement discutées. Ces questions furent renvoyées au comité des affaires étrangères de l'Assemblée, pour formuler en quelques mots la politique de la France.

Le lendemain, M. Drouyn de Lhuys, président du comité, présenta le résultat de ses délibérations :

« L'Assemblée nationale invite la Commission exécutive à continuer de prendre pour règle de sa conduite les vœux unanimes de l'Assemblée, résumés dans ces mots : Pacte fraternel avec l'Allemagne; reconstitution de la Pologne indépendante et libre; affranchissement de l'Italie. »

L'unanimité des Représentants acclama cette déclaration.

L'Assemblée nationale, à peine réunie, jetait à l'Europe sa première pensée de politique extérieure, sans menace et sans crainte. Elle répondait par un cri de fraternité aux doutes de l'Allemagne, aux gémissements de la Pologne, aux répulsions de l'Italie! Que l'on compare les discours des hommes influents de la France et de l'Italie à cette époque, les journaux de ces deux nations, et que l'on juge où les sympathies étaient les plus vives et les plus réelles. L'Assemblée constituante s'éleva à la hauteur du peuple qu'elle représentait; elle en exprima les sentiments avec bonheur. Ce peuple se grandit et s'abaisse, se relève et se courbe, s'agite et se repose, s'enorgueillit et s'humilie; mais, quelles que soient ses joies ou ses défaillances, ses victoires ou ses défaites, dans la prospérité comme dans l'adversité, il a toujours au cœur un sentiment d'amour pour le peuple

qui souffre, dans ses veines du sang pour l'affranchir, dans ses mains une épée pour le sauver.

VI

Le Gouvernement provisoire de la Lombardie répondit au discours de Lamartine et au vote de l'Assemblée constituante par la destitution de son délégué près le gouvernement français, M. Frapolli, déjà démissionnaire, parce qu'il était considéré comme l'auteur de cette lettre lue à la tribune, où il était dit : « La France serait intervenue *même contre l'avis du roi de Sardaigne,* si la Lombardie et la Vénétie l'avaient demandé. »

La politique de l'Assemblée constituante et de la Commission exécutive était nettement tracée : La France, l'arme au bras, attendait l'appel des peuples. L'Italie, l'Europe le savaient !

VII

L'Autriche et l'Angleterre ne doutaient pas de cette politique, objet de leurs préoccupations constantes. Rien n'est plus curieux que leurs correspondances, rien n'est plus significatif. Je dois en donner les extraits les plus intéressants pour compléter le récit.

Le marquis de Normanby écrivait, le 4 mai, au vicomte Palmerston, avoir fait des observations à M. Lamartine, sur l'intervention française, « mal reçue par les Italiens eux-mêmes..... Quelle que fût la nature de la demande, M. Lamartine devait prendre garde à ce que les Français ne fussent pas regardés là comme des intrus mal venus..... M. de Lamartine répondit

qu'il était d'accord avec ce que j'avais avancé en ce qui concernait les sentiments de l'Italie seulement; mais qu'il était obligé de considérer la France, et tout ce qu'elle attendait et désirait. Il ajouta qu'il pouvait m'assurer que le gouvernement était sincère dans un désir unanime de ne faire aucune démarche qui ne dût concorder d'une manière permanente avec l'indépendance *complète* de l'Italie! »

Lord Palmerston, après avoir approuvé ce langage, écrivait, le 8, au vicomte Ponsomby « pour l'inviter à faire connaître au gouvernement autrichien la grande probabilité que, si les affaires ne sont pas arrangées dans le nord de l'Italie, le gouvernement français soit tenté d'intervenir. Votre Excellence requerra sérieusement le gouvernement autrichien, s'il ne serait pas plus politique et plus d'accord avec les intérêts réels de l'empire d'Autriche, qu'il en vînt à quelques arrangements avec le peuple de Lombardie pour les conditions d'après lesquelles cette province serait détachée de sa connexion avec l'Autriche, plutôt que, en vue de succès douteux et d'opérations militaires incertaines, de courir le risque d'amener une armée française dans le nord de l'Italie. »

Lord Palmerston pressait également le Piémont de négocier avec l'Autriche. Il écrivait le même jour, à sir Abercromby, à Turin : « J'ai à appeler votre attention sur la formation d'une grande armée française sur la frontière du côté des Alpes, sur l'ordre du jour publié par le général Oudinot commandant cette armée, et sur le vote de crédit de 86 millions de francs pour le service de cette force. Vous appellerez l'attention du gouvernement sarde sur toutes ces choses, comme l'in-

dication d'une entrée probable d'une armée française dans le nord de l'Italie si la guerre continue..... »

Il recommandait en même temps à sir Abercromby d'engager le Gouvernement provisoire de la Lombardie à entrer en communication avec le comte Hartig, soit pour une annexion modifiée avec l'empire, soit pour une entière séparation.

VIII

Le cabinet de Vienne, de son côté, ne cessait d'envoyer dépêche sur dépêche à Londres. Le baron Lebzeltern remerciait, le 14 mai, lord Palmerston « de la preuve non équivoque de l'intérêt avec lequel il avait accueilli la nouvelle du départ du comte Hartig, envoyé en Italie pour négocier avec les provinces insurgées ». Le ministre autrichien énonce le regret que les démarches du gouvernement britannique à la cour de Turin n'aient pu amener une suspension des hostilités « et le désir de rétablir la paix dans un pays où elle ne saurait continuer longtemps à être troublée sans risquer une conflagration générale ».

Le 21, le même ministre, après la journée du 15 mai à Vienne, insiste plus vivement encore... « Il n'y a que la Grande-Bretagne qui puisse nous tendre une main secourable..... L'avenir est menaçant. L'Allemagne s'agite! en France les partis sont aux prises, et de leur choc peut naître une explosion de nature à mettre en question la paix de l'Europe..... Dans un moment pareil, l'Angleterre peut-elle voir avec indifférence son alliée la plus ancienne et la plus fidèle s'affaisser sous le double poids d'agressions extérieures qu'elle

n'a pas provoquées, et d'embarras intérieurs qui sont toujours inséparables d'une transformation politique telle que celle que subit en ce moment notre empire? »

L'intérêt va toujours croissant!

Un plan de pacification de l'Italie avait été soumis, le 12 mai, par l'Autriche à l'Angleterre. Le baron Hummelawer fut envoyé à Londres pour en présenter les bases; il formulait, le 24, ces considérations: « ... Dans ce moment où, à l'exception de Venise et de la place de Palma-Nova, nos troupes sont maîtresses de tout le territoire vénitien; lorsque le maréchal Radetzki est sur le point de recevoir les renforts qui le mettront en état d'aller chercher lui-même l'armée piémontaise; que le Tyrol allemand est levé en masse, et le Tyrol italien parfaitement assuré; lorsque vient de paraître l'allocution du saint-père, du 29 avril, qui découvre la perfidie avec laquelle on s'est servi de son nom et de son autorité pour fanatiser le peuple; si, malgré ces circonstances qui sont plutôt en notre faveur, nous avons recours à l'amitié de la Grande-Bretagne, c'est que nous attacherions un grand prix à voir terminer sans délai cette complication.

» Le cabinet britannique doit être informé de la marche des choses en France mieux que nous ne saurions l'être. Nous regardons comme inévitable et peut-être prochain le débordement de la France. L'invasion de nos États par l'armée piémontaise et par les troupes et bandes du reste de l'Italie est faite pour attirer les Français. Si demain les Français franchissent les Alpes et viennent en Lombardie, nous n'irons pas à leur rencontre, nous resterons d'abord dans la position de Vérone et sur l'Adige. Et si les Français devaient venir

nous y chercher, nous reculerions *vers nos Alpes et vers l'Isonzo*. Mais nous n'accepterons pas la bataille, nous ne nous opposerons pas à l'entrée et à la marche des Français en Italie. Ceux qui les ont appelés n'auront qu'à essayer une fois de plus de leur domination. Personne n'ira *nous chercher derrière nos Alpes*, et nous resterons spectateurs des luttes dont l'Italie deviendra le théâtre[1]. »

Puis M. Hummelawer, songeant déjà à une union du Piémont avec l'Autriche, d'accord avec l'Angleterre, contre la France, ajoute : « Dans le cas seulement où la complication actuelle serait aplanie sous les auspices de la Grande-Bretagne, *il y aurait encore une possibilité de réunir les moyens du Piémont et ceux de l'Autriche dans un système de défense commune contre l'invasion des Français*, mais c'est uniquement sous les auspices de la Grande-Bretagne qu'une pareille idée peut être conçue, car ce n'est que la présence et l'autorité du nom britannique qui pourraient nous porter à ajouter foi à des engagements pris par les Piémontais et par les Lombards. »

IX

La communication de M. Hummelawer est le résumé historique le plus fidèle, le plus instructif de la situation : l'armée autrichienne devient chaque jour plus puissante; de la défensive elle est passée à l'attaque; elle est maîtresse de la Vénétie, Venise exceptée. Et

[1] S'il eût existé la moindre entente entre l'ambassadeur d'Autriche et Lamartine pour l'abandon de la Vénétie à cette puissance, une telle lettre eût-elle été écrite? N'est-ce pas la réfutation la plus absolue de toutes les assertions et de tous les soupçons erronés sur ce sujet?

cependant l'Autriche implore la médiation de l'Angleterre. Pourquoi ? parce que la République française est là, parce que l'armée française est prête à pénétrer en Italie. Si cette armée avance jusque sur les bords de l'Adige, l'armée autrichienne, sans combattre, abandonne l'Italie et se retire derrière les Alpes et l'Isonzo. L'Autriche, pour empêcher l'intervention française, offre les plus grands sacrifices. Elle est même disposée à serrer la main de la Sardaigne enrichie de ses dépouilles, si celle-ci veut se retourner contre la France.

Ainsi, la diplomatie le constate, l'Autriche même le déclare : il ne faut qu'un mot, qu'un signe de l'Italie à la France, pour que l'Italie soit affranchie ! Ce signe, ce mot, la France l'attend, le désire ! l'Autriche le redoute ! l'Allemagne s'en inquiète ! l'Angleterre s'en préoccupe ! et l'Italie le refuse ! L'Italie peut être indépendante après tant d'années de souffrances, d'humiliations, de honte, de servitude ! elle peut désormais, sans que le genou du soldat croate pèse sur sa poitrine, respirer l'air pur de la patrie ! elle peut, sans que l'épée tudesque s'attache à sa gorge, chanter l'hymne national de la liberté ! L'Italie le peut ! elle le peut par la France, cette sœur de sang, de race, de langue, de principe, d'avenir ; elle le peut, et elle ne le veut pas !

X

M. Hummelawer, dans son premier memorandum, se borne à proposer « de constituer la Lombardo-Vénétie en État indépendant, avec une administration et une armée indépendantes, mais toujours sous la souveraineté de l'empereur ».

Lord Palmerston rejette la possibilité d'une telle transaction.

Alors, M. Hummelawer présente un second memorandum « ..... qui ouvre la seule issue possible à cette complication, qui, sans l'intervention de la Grande-Bretagne, doit nécessairement se traîner de calamité en calamité, et finir par l'entrée des Français en Italie ».

« Londres, 24 mai.

» La Lombardie cesserait d'appartenir à l'Autriche, et serait libre maîtresse de rester indépendante ou de se réunir à tel autre État italien de son propre choix. Elle se chargerait, par contre, d'une partie proportionnée de la dette publique autrichienne, qui serait transportée définitivement et irrévocablement sur la Lombardie.

» L'État vénitien resterait sous la souveraineté de l'empereur. Il aurait une administration séparée, entièrement nationale, concertée par les représentants du pays eux-mêmes, sans l'intervention du gouvernement impérial, et représentée, auprès du gouvernement central de la monarchie, par un ministre qu'elle y entretiendrait, et qui soignerait les rapports entre elle et le gouvernement central de l'empire.

» L'administration vénitienne serait présidée par un archiduc vice-roi, qui résiderait à Venise comme lieutenant de l'empereur. L'État vénitien porterait les frais de sa propre administration, et il contribuerait aux dépenses centrales de la monarchie, comme le maintien de la cour impériale, le service diplomatique, etc., en proportion de ses ressources, et prenant pour base que le royaume lombard-vénitien réuni se serait chargé,

sous ce titre, d'un payement annuel de quatre millions de florins environ.

» L'État vénitien se chargerait, pour sa part à la dette publique, d'une rente annuelle proportionnée à ses ressources, en prenant pour base que le royaume lombard-vénitien réuni y aurait participé à raison d'une rente de dix millions de florins par an, et cette rente serait transportée sur le Monte vénitien, de sorte que, quels que puissent être les revirements politiques de l'avenir, l'État vénitien en reste seul responsable.

» Les sommes qui, lors de la révolte de Milan et de Venise, ont été saisies dans les caisses publiques devront être restituées au gouvernement impérial.

» La troupe vénitienne sera toute nationale, quant à son personnel. Mais comme elle ne saurait être d'une force suffisante pour former une armée séparée, elle devra naturellement participer à l'organisation de l'armée impériale, et être placée sous les ordres directs du ministre de la guerre de l'empereur. En temps de paix, elle sera cantonnée dans l'État vénitien, en fournissant un contingent pour le service de garnison à Vienne. En cas de guerre, les troupes de l'État vénitien suivront l'appel de l'empereur pour la défense de l'empire.

» Les frais de la troupe vénitienne seront supportés par l'État vénitien.

» Les relations de commerce entre l'État vénitien et le reste de la monarchie autrichienne, et entre celle-ci et la Lombardie, seront réglées conformément aux intérêts réciproques, et sur la base de la plus grande liberté possible.

» A l'égard du *Monte* lombardo-vénitien actuel, une

répartition proportionnée aura lieu entre la Lombardie et l'État vénitien.

» Ce qui, dans l'exposé d'hier, a été dit par rapport aux duchés de Parme et de Modène, trouverait son application à la Lombardie, qui aurait à fournir des dédommagements convenables aux deux ducs, et à leur assurer la possession de leurs propriétés de famille. »

Cet important document, ici donné *in extenso,* fut le point de départ sérieux de toutes les négociations présentées à cette époque par l'Autriche.

Sir Abercromby avait écrit à lord Palmerston « qu'il regardait la renonciation à la Lombardie et à l'État vénitien comme le seul moyen d'éviter l'intervention de la France ». Le ministre anglais communiqua cette correspondance à M. Hummelawer, qui, le 26 mai, lui fit ces objections :

« Quand même l'empereur voudrait y consentir, voici quelques difficultés d'exécution que l'on aurait à rencontrer. Veuillez faire attention à la position géographique des diverses provinces. La partie du Tyrol située sur le versant des Alpes, et qui s'appelle le Tyrol italien, serait entièrement entourée par le territoire lombardo-vénitien. Les gouvernements provisoires de Milan et de Venise déclarent, dans leurs programmes officiels et dans leurs feuilles, que le Tyrol italien, ainsi que le littoral de l'Istrie et de la Dalmatie, qui jadis appartenaient à la République de Venise, font partie de cette Italie dont il s'agit d'expulser les Autrichiens. Ils ont adressé à tous les peuples des appels à la révolte; ils ont suscité des mouvements que nous avons supprimés en Istrie et en Dalmatie; ils ont envahi de tous

côtés le Tyrol italien les armes à la main. Il est donc évident que nous serions entièrement livrés à leur bon plaisir si nous leur abandonnions l'État vénitien.

» L'empereur ne peut pas renoncer à l'État vénitien sans renoncer virtuellement au Tyrol italien. Vous paraît-il, milord, qu'une suggestion pareille puisse présenter des chances de succès auprès du gouvernement impérial? L'empereur est en Tyrol; vous voyez l'enthousiasme qui y a éclaté. Un semblable enthousiasme éclatera dans l'armée, qui exigera à grands cris d'être conduite à l'attaque. Être allé à Inspruck est autant que se placer au milieu de l'armée. Voyez les nouvelles de Vienne dans les feuilles de ce matin. Elles sont très-favorables à l'empereur et au réveil de l'ordre et de la force dans l'empire. Si l'idée émise par lord Abercromby pouvait trouver place au nombre des chances possibles il y a deux jours, elle ne le peut plus aujourd'hui.

» Cette idée est naturelle aux Italiens, qui aiment à nous croire morts. Nous ne le sommes pas encore! Je pense que nous verrons sans délai les signes d'une vie effective, signes que, dans l'intérêt de tout le monde, il eût été désirable d'éviter.

» Et si l'empereur, ce que je ne regarde pas comme probable, voulait consentir à abandonner la Lombardie et l'État vénitien, êtes-vous sûr, milord, que la France verra d'un bon œil leur jonction au Piémont? La marche que l'on semble vouloir suivre est, à mes yeux, beaucoup plus propre à amener la complication française qu'à la détourner. »

Lord Palmerston répondit, le 3 juin, au memorandum et aux objections de M. Hummelawer, par une

proposition conciliatrice plus étendue, l'étayant sur les intérêts de l'Autriche même et sur la révélation d'un fait curieux qui s'était passé dans les conférences du congrès de Vienne.

« Avant que le gouvernement puisse prendre part aux affaires d'Italie, il serait nécessaire qu'il en vînt à un entendement avec le gouvernement autrichien, pour les bases sur lesquelles un tel arrangement pourrait être conclu. En examinant ce point, il y a deux considérations qui demandent d'être bien pesées et examinées : la première est de savoir quel serait, dans l'état des choses, le meilleur arrangement pour les vrais intérêts de l'Autriche, et la seconde est de savoir ce qui, dans l'état présent des choses, peut être regardé comme pouvant, en pratique, être atteint à première vue. Il semblerait qu'il serait pour le mieux dans les intérêts de l'Autriche, qu'elle recouvrât la totalité de ses provinces italiennes; mais même si cela pouvait être effectué, n'importe par quel moyen de compression et de persuasion, des doutes bien fondés ne s'élèveraient-ils pas pour savoir si un tel arrangement contribuerait au pouvoir réel et à la force de l'empire autrichien? L'esprit de nationalité est devenu si universel et si fort parmi les Italiens, que garder ces provinces sous sa domination, occasionnerait pour l'Autriche un déploiement des forces militaires et une dépense d'argent pour lesquels tous les avantages de n'importe quelle espèce qu'elle pourrait retirer de l'acceptation de ces provinces ne lui offriraient que des compensations imparfaites. Il est bien reconnu qu'une opinion semblable fut émise par le gouvernement autrichien lui-même au congrès de Vienne, et que c'était contre

sa propre inclination que le dernier empereur fut induit à inclure la Lombardie dans les domaines impériaux.

» Mais il paraît, d'après la communication que vous m'avez faite, que, bien que le gouvernement autrichien fût prêt à traiter pour un arrangement par lequel la Lombardie serait laissée libre de disposer d'elle-même à son choix, pourvu qu'elle prît une bonne portion des dettes de l'empire dont elle a formé une partie, néanmoins le gouvernement autrichien désire proposer un arrangement par lequel les provinces vénitiennes continueraient à avoir une connexion modifiée avec la couronne impériale.

» Si un tel arrangement pouvait être praticable, il serait, sous beaucoup de rapports, non-seulement avantageux pour l'Autriche, mais encore pour les provinces vénitiennes elles-mêmes. Mais le gouvernement de Sa Majesté craint que, quelque raisonnable qu'une telle proposition fût en soi, et quelque bien calculée qu'elle fût pour avoir été acceptée par les Vénitiens, si elle leur avait été présentée il y a quelques mois, les choses ne soient allées maintenant trop loin pour permettre qu'il y eût maintenant probabilité pour qu'un tel arrangement fût accepté par les Vénitiens, ou pour être amené par d'autres moyens qu'une conquête militaire absolue.

» Le gouvernement de Sa Majesté ne voudrait par conséquent pas entrer dans une négociation qui, dans son opinion, n'offrirait pas des chances de succès, et faire une proposition qu'il sait d'avance devoir être positivement repoussée par une des parties.

» C'est donc au gouvernement autrichien à considérer les chances... et si, après un examen complet de toutes

les circonstances présentes, le gouvernement autrichien se sentait disposé à donner son consentement à un arrangement qui, étant formé sur les principes établis dans votre memorandum du 24 mai dernier par rapport à la Lombardie, y ferait inclure autant de portions du royaume vénitien qu'il pourrait être convenu entre les deux parties, le gouvernement de Sa Majesté ne perdrait pas de temps à mettre sur pied une négociation fondée sur de telles bases. »

Le baron Hummelawer remercia lord Palmerston de son intervention amicale, et réclama de lui, pour le cas où les bases qu'il indiquait seraient accueillies, des démarches propres à faire accepter un armistice; mais à Inspruck, l'ambassadeur anglais éprouva une résistance opiniâtre sur la question relative à l'abandon de tout ou partie de la Vénétie. Le vicomte Ponsomby écrivait de cette ville, le 9 juin, à lord Palmerston :

« Assez tard dans l'après-midi, j'eus l'honneur d'une conversation avec Son Altesse Impériale l'archiduc Jean..... Après avoir passé en revue la situation actuelle de l'empire, la question de Lombardie fut terminée par la déclaration de Son Altesse Impériale qu'il fallait que la paix fût faite... Son Altesse dit que les Lombards devaient avoir la disposition absolue de leur propre sort; qu'ils prendraient Charles-Albert pour roi ou toute autre personne, et feraient ce qu'ils désireraient pour leur gouvernement... — Votre Altesse acceptera alors la paix quand même? A quoi il répondit : Oui! en ce qui concerne la Lombardie, mais nous devons garder Vérone et la ligne de l'Adige; c'est nécessaire pour protéger Trieste, qui est la clef de nos provinces illyriennes. »

Lord Palmerston cédait au mouvement général et à la pression de l'opinion publique; ses dispositions devenaient moins hostiles à la cause italienne. Interpellé dans la Chambre des communes, il répondait : « Je remercie l'honorable membre de me fournir l'occasion de répondre par quelques explications précises et catégoriques aux bruits absurdes, faux et calomnieux répandus à plaisir sur la conduite du gouvernement anglais en Italie et sur les instructions envoyées par le gouvernement de la reine aux représentants de la reine, au représentant de l'Angleterre à la cour de Naples. (Écoutez!) Ces bruits n'ont pas de fondement. (Applaudissements.) Le gouvernement anglais, signataire du traité de Vienne, qui avait réglé la question des États italiens, n'est pas tenu, en vertu de ce traité, d'intervenir en aucune manière dans les événements qui ont eu lieu dans ces États. (Écoutez!) Quoique le gouvernement anglais entretienne depuis si longtemps, comme on sait, des relations d'amitié avec l'empereur d'Autriche, cependant il ne peut se défendre de vive sympathie pour les efforts (efforts heureux, je l'espère) faits récemment en Italie par le peuple italien, pour se doter lui-même d'un gouvernement libre et constitutionnel. (Applaudissements.) Mais la position naturelle et convenable du gouvernement de la reine touchant les événements des États italiens consiste à n'intervenir d'aucune façon. » (Applaudissements.)

Il insista, le 20 juin, par une dépêche au vicomte Ponsomby, dans laquelle était insérée copie de la note du 3 remise à M. Hummelawer, pour en faire accepter les bases par le gouvernement autrichien. Il donna, le 28, des instructions conformes à lord Abercromby,

quoique avec peu d'espoir de succès : « ... La seule difficulté pour une fixation finale consistera en la décision à prendre à l'égard des États vénitiens, que l'Autriche voudra garder et que les Italiens voudront libres. Si les États vénitiens pouvaient être laissés à l'Autriche avec le consentement et le bon vouloir du peuple, et avec la perspective qu'ils fussent en possession utile pour l'Autriche, le gouvernement de Sa Majesté, anxieux de voir l'empire autrichien en état et en force, verrait avec plaisir un tel arrangement; mais il est à craindre que la guerre n'ait été poussée trop loin, que les sentiments hostiles de race ne se soient déployés trop largement et ne se soient trop profondément enracinés pour permettre qu'un tel arrangement soit praticable. » Lord Palmerston n'acceptait, pour le gouvernement anglais, le rôle de médiateur qu'autant qu'il serait désiré par les parties intéressées... et les parties étaient séparées par un abîme !

XI

Si l'Angleterre ne pouvait parvenir à concilier les Autrichiens et les Italiens, Pie IX n'était pas plus heureux. Le nonce du Pape, Mgr Morichini, porta à l'empereur, à Inspruck, les vœux du saint-père. L'Autriche offrait la Lombardie; l'Angleterre réclamait la Lombardie, plus une partie de la Vénétie; Pie IX voulait plus encore : l'abandon complet des provinces italiennes. Certes le succès de la négociation lui eût rendu sa popularité et son influence. Comme souverain pontife, il eût obtenu pour l'Église la concorde et le calme; comme prince, il eût obtenu satisfaction entière pour

l'Italie. Aussi le marquis de Pareto priait-il le gouvernement anglais d'appuyer les démarches du nonce. Mais la mission de Mgr Morichini fut mal accueillie à Inspruck. Le baron de Wessenberg adressait, le 16 juin, à l'ambassadeur impérial, à Londres, pour être communiquée à lord Palmerston, cette dépêche : « ... Cette mission n'est, à ce qu'il paraît, qu'une démonstration qui a été imposée au saint-père par le parti dominant à Rome. Mgr Morichini est chargé d'employer tous les moyens de persuasion auprès de Sa Majesté pour l'engager à une prompte pacification, et d'exposer en même temps que celle-ci serait impossible si l'empereur ne consentait à l'abandon de toutes ses provinces italiennes contre quelque indemnité pécuniaire. Une pareille démarche a le caractère de la dérision! »

Cette démarche de Pie IX était pourtant bien sincère. Mais, dans la fausse situation où il s'était placé, personne ne voulait plus prendre au sérieux ni ses actes ni ses paroles.

Tandis que le gouvernement autrichien dédaignait une semblable proposition, lord Abercromby écrivait à lord Palmerston, le 18 juin, « qu'il savait, par une conversation avec M. Ricci, sous-secrétaire d'État des affaires étrangères du Piémont, que le principe de la médiation papale était l'évacuation complète et entière des provinces italiennes par l'Autriche, et que le gouvernement sarde n'était disposé à écouter aucune proposition qui n'admettrait pas une telle base ».

XII

M. Hummelawer, de retour à Inspruck, ne laissa à son gouvernement aucun espoir d'obtenir, dans les

limites du memorandum, l'appui de l'Angleterre. L'empereur songea alors à s'adresser directement à la Lombardie, dans le dessein de lui faire déserter la cause de la Vénétie, en faisant briller à ses yeux la reconnaissance de son indépendance absolue.

Le baron de Wessenberg au comte Casati.

« Inspruck, le 13 juin 1848.

» Sa Majesté Impériale et Royale, guidée par des sentiments d'humanité et de paix, désire vivement voir mettre bientôt un terme à la guerre qui désole les provinces italiennes.

» A cet effet, je suis autorisé à ouvrir avec le gouvernement provisoire établi à Milan une négociation qui serait basée sur la séparation et l'indépendance de la Lombardie. Le gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale n'y attachera que des conditions inévitables, lesquelles comprendraient principalement le transfert d'une partie proportionnelle de la dette de l'empire d'Autriche à la charge de la Lombardie, plus un règlement qui assurerait certains avantages au commerce autrichien, et quelques stipulations par rapport aux propriétés particulières de la famille impériale et aux pertes qu'ont éprouvées les employés militaires et civils à la suite des derniers événements.

» Vous voyez, monsieur le comte, que j'aborde, dès le commencement, la question avec toute la franchise possible.

» Je vous informe en même temps que Sa Majesté Impériale vient de donner des ordres pour la conclusion d'un armistice auquel le Gouvernement provisoire aimera sans aucun doute à concourir.

» Il ne restera qu'à nommer de part et d'autre des plénipotentiaires pour conduire la négociation en question au but désiré. »

A ce moment, il n'est pas permis d'en douter, la Lombardie pouvait faire reconnaître son indépendance par l'Autriche, en séparant sa cause de celle de la Vénétie. La Lombardie sut noblement résister à cet appât. Elle ne voulut pas d'une liberté scellée par la trahison. Elle aima mieux succomber avec la Vénétie, sa sœur, que triompher sans elle. Elle resserra plus intimement ses liens avec les provinces vénètes après leurs défaites. Le Gouvernement provisoire de Milan, quels qu'aient été ses motifs, accomplit son devoir sans hésitation, avec grandeur et loyauté. S'il commit des fautes, il sut prouver, par cette conduite généreuse, que l'amour de la patrie italienne l'inspirait, et il répondit aux méfiances et aux soupçons par un refus net aux propositions de l'Autriche; et cela, spontanément, sans consulter ni la France ni l'Angleterre. Voici cette belle réponse, dont la date même prouve la spontanéité.

Le comte Casati au baron Wessenberg.

« Milan, 18 juin 1848.

» M. le conseiller de légation de Schnitzer m'a remis une lettre de Votre Excellence, en date du 13 courant, dans laquelle il me fut annoncé qu'il aurait à me communiquer une autre lettre officielle ayant pour but d'entamer des négociations de paix. En effet, hier au soir, dans un entretien que j'ai eu avec lui, en présence de plusieurs de mes collègues du Gouvernement provisoire, il me remit l'autre lettre de Votre Excellence, de même date, qui contenait les propositions de

pacification se résumant dans les quatre points suivants :

» 1° Indépendance absolue de la Lombardie, et sa séparation de la monarchie autrichienne ;

» 2° L'obligation, de la part de la Lombardie, de se charger d'une partie proportionnelle de la dette autrichienne ;

» 3° Conventions commerciales en faveur de l'industrie autrichienne ;

» 4° Indemnités pour les biens privés de la famille impériale, et pour les dommages soufferts par quelques-uns par suite des événements ;

» En même temps un armistice pour traiter sur ces bases.

» Ces propositions ayant été développées, il se présenta d'abord l'idée que Votre Excellence regardait la question comme simplement lombarde, tandis qu'elle a toujours été envisagée par nous comme une question italienne. Cela posé, si dans l'article premier, au lieu de l'indépendance lombarde, il avait été question de toutes les provinces italiennes soumises au sceptre de l'Autriche, les articles suivants prêteraient matière à une négociation, et nous sommes persuadés qu'on ne serait pas loin de tomber d'accord.

» Le Gouvernement provisoire, au nom duquel j'écris, est profondément pénétré du désir de mettre fin à une guerre désastreuse, et qui pourrait encore se prolonger avec des sacrifices graves pour les deux parties, mais la cause dont il s'agit est tellement sacrée à ses yeux, qu'il ne saurait la déserter, pas même en partie.

» Les déclarations des autres provinces se prononcent pour la fraternité, et notre indépendance ne saurait être garantie si elle n'existait qu'à moitié. Votre Excellence

peut être assurée que l'Autriche trouverait alors dans l'Italie voisine une nation amie, et que les intérêts matériels des deux nations y gagneraient immensément, plus que dans le cas où les provinces italiennes devraient, ou dans leur totalité ou en partie, rester forcément unies à la monarchie autrichienne. La pénétration de Votre Excellence approfondira d'abord tous les avantages qui résulteraient pour la monarchie autrichienne de l'existence d'un État fort dans la haute Italie, d'un État qui serait une garantie pour la paix européenne. Votre Excellence aura déjà appris que la Lombardie a déclaré vouloir former un seul État avec le Piémont. Cet événement apporte des changements à la forme des relations politiques et internationales, et nous ne saurions plus, dès à présent, entrer en négociations quelconques que d'accord avec le gouvernement du roi Charles-Albert. Le Gouvernement provisoire ne saurait d'ailleurs s'intéresser à ce qu'un armistice fût admis dans l'état actuel des choses, et il ne croit pas non plus que le roi Charles-Albert voudrait y adhérer. »

XIII

Les ministres et les Chambres sardes étaient également déterminés à ne pas sacrifier la Vénétie, à ne pas abandonner une parcelle de la patrie italienne. Le 13 juin, le gouvernement piémontais et les députés lombards avaient signé une convention provisoire de fusion, dont les bases étaient les libertés consacrées par les deux pays, et la convocation d'une Assemblée constituante commune, dont la réunion serait fixée au plus tard au 1er novembre.

Le 15, un projet de loi était soumis à l'approbation des députés, ayant pour objet de consacrer non-seulement la fusion de la Lombardie avec le Piémont, mais encore celle des provinces de Padoue, Vicence, Trévise et Rovigo. Le 28, la loi suivante fut votée :

« La réunion immédiate de la Lombardie et des provinces de Padoue, Vicence, Trévise, Rovigo, votée par les populations, a été acceptée. La Lombardie et les provinces forment un seul royaume avec les États sardes, et les autres États déjà réunis. Par le moyen du suffrage universel, sera convoquée une Assemblée constituante commune, ayant mission de discuter et d'établir les bases et la formation d'une nouvelle monarchie constitutionnelle avec la dynastie de Savoie, l'ordre de succession établi par la loi salique, et conformément aux vœux exprimés par les Vénitiens et le peuple lombard, et à la loi du 12 mai 1848 du Gouvernement provisoire de la Lombardie. La formule du vote ci-dessus contient l'unique mandat de la Constituante et détermine les limites de son pouvoir. »

Ainsi les événements se dessinent de plus en plus nettement, et se précipitent de tous côtés.

XIV

Certes, déjà devaient poindre dans le cœur de quelques-uns les intérêts et les passions étroites, inhérentes à l'humanité, qui surgissent des faits mêmes et s'élèvent contre les grandes actions et les nobles déterminations. Turin céderait-il à Milan les honneurs et les avantages de la ville capitale ? La noblesse piémontaise ne perdrait-elle pas de son influence, de ses emplois,

de ses places à la cour, dans l'administration, dans l'armée, en se mêlant à la noblesse lombardo-vénitienne? Les commerçants turinois ne seraient-ils pas lésés dans les ventes quotidiennes, ordinaires à une ville habitée par le monarque? La Savoie ne serait-elle pas isolée au milieu de ce peuple italien; et du moment où elle ne serait plus qu'une contrée éloignée du centre d'une nationalité nouvelle, ses mœurs, son esprit, ses coutumes, sa langue, ne la rattachaient-ils pas davantage à la France? Mais l'élan de tous vers l'affranchissement de l'Italie, la haine contre l'Autriche, l'orgueil de l'indépendance, les sympathies pour les opprimés, les succès de l'armée, la gloire des armes, dominaient les sentiments égoïstes, écrasaient les penchants personnels; et c'était avec un enthousiasme sincère et une ivresse véritable que la nation votait et célébrait son union avec la Lombardie, avec la Vénétie, sans vouloir en abandonner la plus minime partie aux Tudesques, qu'elle traitait de barbares.

Charles-Albert, à la fin de mai et au commencement de juin, voulait aussi, de bonne foi, sauvegarder la Vénétie, et ne traiter avec l'Autriche que l'Italie entière affranchie. C'est incontestable! Confiant dans ses succès, ambitieux de fonder un royaume de la haute Italie, il repoussait les propositions qui lui étaient adressées par l'entremise des ambassadeurs anglais, et il exposait sa vie pour parvenir à son but. Sans doute, déjà autour de lui quelques esprits, plus politiques que dévoués, lui faisaient entrevoir les avantages d'un nouveau traité de Campo-Formio; sans doute, les conseils prudents, timides, égoïstes, soufflaient à son oreille des idées d'abandon et de trahison; sans doute, les

embarras de sa position, en face d'une armée ennemie grossissant à vue d'œil, devaient, quelques semaines plus tard, faire pénétrer dans son âme des faiblesses et des pensées funestes envers la Vénétie. Mais alors, il était résolu, tout autant qu'il était permis à un caractère indécis, à ne rien céder de la patrie italienne. Il le disait, il le pensait, il le voulait! les pièces diplomatiques en fournissent les preuves.

XV

Enfin, pour compléter le tableau si instructif des négociations, des intentions de chaque prince, de chaque peuple, il faut examiner rapidement deux objections absolument opposées, adressées, l'une, au Gouvernement provisoire et à la Commission exécutive de la République française; l'autre, à Lamartine.

En 1849, dans une séance de l'Assemblée constituante, un orateur, ancien ministre, reprocha aux deux premiers pouvoirs républicains la faute grave « d'avoir fermé l'oreille aux propositions de l'Autriche vaincue, qui leur offrait l'affranchissement de la Lombardie, l'annexion au Piémont, l'indépendance de la Vénétie, un archiduc pour chef, des institutions libérales, une armée vénitienne, des finances vénitiennes... de faire de la Vénétie une autre Toscane... » L'orateur en appela à l'histoire. L'histoire lui répond par les nombreux documents cités, qui prouvent clairement que le seul point sur lequel les cabinets d'Angleterre, d'Autriche et de Sardaigne se trouvèrent d'accord, fut précisément le rejet de l'intervention de la République française, et que, par conséquent, jamais le Gouverne-

ment provisoire ni la Commission exécutive ne furent mis en demeure de se prononcer sur les propositions de l'Autriche, repoussées d'ailleurs par Charles-Albert et par lord Palmerston.

Relativement à l'objection faite à Lamartine qu'en dehors du Gouvernement provisoire il aurait négocié avec l'Autriche, nous avons rapporté sa protestation à la tribune, le 23 mai, contre une telle imputation. En effet, si Lamartine eût été d'accord avec l'Autriche, il n'était pas besoin qu'il demandât à la France une armée de 530 000 hommes et la mobilisation de 300 000 gardes nationaux, pour exiger de l'Autriche ce qu'elle offrait par un traité qu'elle priait instamment l'Angleterre de faire accepter au Piémont. L'erreur dans laquelle on est tombé provient de ce que Lamartine, après sa sortie du pouvoir et la défaite du Piémont, a déclaré acceptables des propositions semblables à celles que d'autres lui reprochaient d'avoir refusées : la délivrance de la Lombardie, la constitution de la Vénétie en État indépendant comme la Toscane, avec un archiduc et une charte italienne libérale, si les peuples de ces deux contrées y adhéraient. Mais cette pensée est une pensée individuelle, postérieure, qui ne fut jamais soumise au Conseil, parce qu'il n'y eut jamais lieu à la discuter, alors surtout que l'on croyait à la chute de la maison d'Autriche. Depuis, Lamartine a eu son opinion comme Ledru-Rollin la sienne. Celui-là a pu désirer une transaction, celui-ci l'affranchissement absolu de l'Italie sous la forme républicaine, sans concession aucune ; mais la vérité est que ces questions ne furent jamais traitées en Conseil, et qu'il y eut accord unanime pour la délivrance complète de l'Italie.

XVI

Tandis que le peuple italien versait son sang sur le champ de bataille, le régime parlementaire s'inaugurait à Turin, à Rome, à Florence.

Le 8 mai, date célèbre dans les annales sardes, l'ouverture des Chambres avait eu lieu à Turin. Le prince de Carignan, lieutenant général du royaume, avait prononcé un discours de circonstance, vivement applaudi, quoiqu'il n'eût pas et ne pût pas avoir une haute portée en l'absence du roi. Le lendemain on avait commencé la vérification des pouvoirs et l'organisation des bureaux. Gioberti avait été élu président. L'attention publique était absorbée par les succès et les revers des armées. Les débats ne captivaient l'opinion que les jours où se votaient les annexions de provinces. Le sentiment national savourait avec joie ces prémices de l'unité.

Les premiers actes du régime parlementaire se ressentirent du peu d'habitude que les députés avaient du maniement d'institutions nouvelles pour eux. Cependant les exemples des Chambres anglaises et françaises leur servaient d'enseignement, de guide, et ce fut avec assez de facilité que se formèrent les orateurs et les coutumes constitutionnelles. La liberté grandit, élève ses apôtres. Les révolutions enfantent le génie. Les premiers votes importants de ce parlement naissant furent des votes de sacrifice, des votes d'hommes et d'argent. Le peuple payait volontiers son tribut aux nécessités de l'Italie. Il possédait ses droits, il accomplissait ses devoirs. Ce n'était plus, comme autrefois, l'impôt prélevé

pour forger et resserrer ses chaînes; c'était la dette sacrée payée au trésor public pour les briser.

XVII

Le parlement romain, composé d'un haut Conseil et d'une Chambre des députés, s'ouvrit le 5 juin. Les élections s'étaient faites avec calme. Des hommes éminents de tous les rangs avaient été élus. Le discours d'ouverture qui devait être prononcé, au nom du souverain pontife, par le cardinal Altieri, délibéré en conseil des ministres, rencontra auprès de Pie IX des difficultés qui faillirent soulever une nouvelle crise. Mamiani, le membre influent du conseil, jouissant de l'estime et de la confiance publiques, épuisait sa popularité à concilier deux adversaires mis en opposition par la lettre du 29 avril, le prince et le peuple, la cour et la ville, le clergé et les laïques. D'un côté, il était accusé de pression; de l'autre, de condescendance. Il avait rédigé le discours officiel avec talent et mesure, cherchant à exprimer tout à la fois le sentiment religieux et le sentiment libéral, attribuant au pape son caractère sacré, au chef de l'État les principes constitutionnels. Ce discours modifié, retouché, ne put être adopté par Pie IX. Un projet rédigé d'après sa volonté ne fut pas accepté par le ministère. Dans le même moment, une loi sur la presse, préparée en dehors du conseil, était repoussée par le conseil, parce qu'elle maintenait la censure ecclésiastique et n'établissait pas le jugement par le jury; elle paraissait sans la sanction ministérielle.

Pendant ces pourparlers, ces discussions, le soleil du 5 juin venait éclairer la ville; et la cité joyeuse et

parée, curieuse d'un spectacle inconnu, accourait au Corso voir les députés et les membres du haut Conseil se rendant en cortége à la salle qui leur était destinée. Déjà le cortége était dans la Via del Corso, lorsque les ministres se présentèrent à Pie IX pour lui déclarer qu'ils ne pouvaient consentir à la lecture du discours préparé par lui, et pour lui proposer de faire lire, par le cardinal son délégué, quelques paroles sans signification politique. Le ministère prononcerait, dans la première séance qui suivrait l'ouverture, un discours officiel. Le pape reçut fort mal et les ministres et leurs propositions... Son esprit soupçonneux leur prêtant la pensée d'exploiter la circonstance urgente pour exercer sur lui une contrainte morale, il s'emporta en mots acerbes, parla de trahison, et les congédia. Il fallut l'intervention officieuse de personnes dévouées pour empêcher les ministres de déposer sur-le-champ leur démission, et Pie IX de l'accepter. Le public attendait. Le scandale eût éclaté comme un orage. Il y avait péril. La querelle fut apaisée tant bien que mal ; et le cardinal Altieri lut un discours bref et sans couleur.

Farini, à qui nous avons emprunté ces détails, fut choisi comme intermédiaire entre Pie IX qui lui témoignait de la confiance et les ministres qui l'estimaient, pour l'adoption commune d'un programme que Mamiani était chargé par ses collègues de rédiger, et que le pape devait agréer. Cette fois, les corrections furent faites par Pie IX avec bienveillance et acceptées par le ministère avec empressement.

Les pensées sages, élevées, libérales, abondent dans ce programme, lu, le 9, aux deux Conseils, dans une seconde séance ; quelques citations suffisent pour en

faire connaître les principes : « L'inviolabilité, la sainteté du prince auraient dû faire inventer pour les provinces romaines le système représentatif, s'il n'eût existé nulle part. La liberté fleurit avec une expansion vraie, bien ordonnée, car elle agit plus efficacement sur le cœur des hommes par la force suave de la persuasion et de la spontanéité, que par la force de la compression et du pouvoir matériel. Le premier devoir du ministère avait été de répondre à l'opinion universelle qui commandait impérieusement de se dévouer à la cause italienne. Les troupes et les volontaires avaient été placés sous la prévoyance tutélaire et sous le commandement de Charles-Albert. Il y a dans l'histoire des peuples de ces moments suprêmes où tous les cœurs se fondent en un seul sentiment qui les fait s'écrier, avec un enthousiasme sacré : « Dieu le veut ! »

L'idée la plus difficile à exprimer était traitée avec bonheur : « Le pontife, témoin d'un si grand événement, et, d'autre part, abhorrant la guerre et le sang, avait pensé, avec une affection tout à la fois apostolique et italienne, à s'interposer entre les combattants et à faire entendre aux ennemis de la commune patrie combien était cruel, inutile, ce dessein de contester aux Italiens leurs frontières naturelles et la faculté de se grouper en une seule et même famille.

» Ils recevaient du dehors (allusion à la France) des témoignages de sympathie plutôt que des secours, parce que, comme tous les bons Italiens, ils nourrissaient le désir d'être livrés à eux seuls, persuadés qu'ils pouvaient, par eux-mêmes, pourvoir à leur sort. Le plus grand des malheurs peut-être qui pût arriver en ce mo-

ment à la nation, serait la trop fervente et active amitié d'une grande puissance.

» Ils devaient n'avoir pas de haine contre la nation allemande, mais au contraire de l'estime et de l'affection pour cette noble et savante nation ; et ils étaient prêts à resserrer avec les Autrichiens les liens de l'amitié, le jour où leur dernier soldat aurait abandonné le dernier coin de la terre italienne.

» Lorsque les institutions créées par les siècles avec peine et lenteur étaient menacées de subite destruction, il fallait songer à réédifier avec sagesse et habileté. Le Parlement devait préserver le peuple de sa propre impatience. »

Des applaudissements accueillirent ces nobles paroles. Le prince de Canino demanda si le programme était l'expression seulement du ministre amovible, ou la pensée du prince lui-même voulant reconnaître les droits sacrés et imprescriptibles de ses peuples. Mamiani répliqua que c'était l'expression unanime du ministère, approuvée par Sa Sainteté. Cette déclaration souleva des transports d'enthousiasme. Les cris de « *Vive Pie IX!* » retentirent avec force. Les députés, comme les ministres, caressaient encore l'espérance de maintenir l'union, la confiance entre le prince, le Parlement et le peuple; mais ce n'était qu'une espérance que le moindre souffle allait bientôt faire évanouir.

XVIII

Dès qu'on apprit à Rome que les troupes romaines, par la capitulation de Durando à Vicence, étaient réduites à l'impuissance, ce fut un désespoir public. On

ne pouvait croire à la fortune adverse : on accusait le général d'incapacité, de trahison ; on reprochait à Pie IX des désaveux qui avaient affaibli l'armée ; on s'emportait jusqu'à vouloir violer le pacte signé ; on décrétait le droit de cité pour les Suisses qui avaient valeureusement combattu ; on votait une armée de 24 000 hommes, qu'il n'était pas possible de recruter, et des subsides, avec des caisses vides. La tristesse était dans toutes les âmes, la défiance dans tous les esprits ; aussi, l'anniversaire de l'élection du pape fut froidement célébré. La procession du peuple au Quirinal fut peu nombreuse et la dernière.

Le ministère se débattait dans le trouble : contesté et désavoué par Pie IX, discuté par certains députés, applaudi et blâmé par les cercles, tiraillé par le peuple, il cherchait vainement à consolider une position sans cesse chancelante. Un jour, il apprenait, par une lettre chiffrée du cardinal Soglia, interceptée, que l'ordre était donné au nonce de ne tenir aucun compte des avis ministériels; un autre jour, le pape déclarait qu'il ne pouvait tolérer la séparation des affaires étrangères séculières des affaires étrangères ecclésiastiques; enfin Pie IX laissait, à tout moment, percer devant ses familiers sa répugnance pour les ministres.

Un incident plus grave se manifesta, lors de la présentation de l'adresse par les députés. On lisait dans cette adresse, qui reproduisait les sentiments du programme : « ... Il est digne du ministère sacerdotal et convenable à votre esprit céleste de prononcer, entre les parties contendantes, une parole de paix (la nationalité italienne en étant le fondement et le principe); mais repoussant toute imitation des stipulations de

Campo-Formio, nous pensons que le peuple romain ne doit pas, ne peut pas, déposer les armes avant que la patrie commune ait reconquis ses limites naturelles. »

Dans sa réponse le pape dit : « ... Si les vifs désirs se multiplient pour la grandeur de la nation italienne, il est nécessaire que le monde entier connaisse de nouveau que le moyen de l'obtenir ne peut être, pour notre part, la guerre. Notre nom fut béni par toute la terre pour les premières paroles de paix qui sortirent de nos lèvres; certainement cela n'aurait pu être s'il en était sorti des paroles de guerre, et ce fut pour nous une grande surprise quand nous vîmes les considérations du conseil sur ce point, contrairement à nos publiques déclarations, et dans le moment où nous avions entrepris de traiter de la paix... »

Le pape avait lu sa réplique sans la communiquer aux ministres; c'était une réfutation du programme rédigé par Mamiani et des idées émises par le Parlement; c'était la confirmation de sa lettre du 29 avril. La position, pour Mamiani et ses collègues, n'était plus tenable. Ils avaient déjà déposé leur démission, qui, de ce moment, resta dans les mains du saint-père. Vainement Pie IX essayait de former un nouveau ministère; il n'y pouvait parvenir. Le célèbre Rossi, venu de France, fut un moment chargé de cette mission. Il échoua dans des démarches faites à regret. Rome resta donc gouvernée par un ministère démissionnaire. De là, des agitations incessantes; les unes pour le saint-père, les autres pour Mamiani; la ville divisée en deux camps : les cardinaux, le clergé et leur clientèle, le Parlement, la garde nationale, les cercles et le peuple; les provinces incandescentes; l'anarchie partout. Ainsi

Pie IX, qui rêvait le repos, semait le trouble; qui prêchait la paix, vivifiait la guerre civile; qui aspirait à l'union des citoyens, faisait naître la discorde; sans le savoir, sans le vouloir. A travers ces écueils, le Parlement poursuivait lentement et tristement la mission que la nation lui avait confiée.

XIX

En Sicile, le Parlement, après avoir prononcé la déchéance de Ferdinand et de sa dynastie, voulut favoriser le soulèvement qui, dans les Calabres, suivit la journée du 15 mai. Il y envoya une légion armée; cette entreprise ayant échoué, il ne dut plus songer à l'attaque, mais à la défense. Privé de fabriques d'armes, déshabitué du service militaire, dénué de ressources, le pays était sans forces suffisantes. Les Siciliens assiégeaient vainement la citadelle de Messine, restée au pouvoir des troupes royales. Le patriotisme se brisait impuissant devant une résistance régulière. Il eût fallu organiser une armée; on ne put organiser que la garde nationale. Il eût fallu une énergie soutenue, une vigueur surnaturelle; on le voulut; l'action manquait. Le Parlement, divisé en fractions de droite, de gauche et de centre, délibérait au lieu de donner l'initiative, créait une Constitution, cherchait un roi; tandis qu'il n'eût dû avoir qu'une pensée : faire de la Sicile une île imprenable. Le gouvernement, absorbé par les discussions de tribune, ne donnait pas l'élan. Ferdinand couvait sa proie, préparait, entassait ses forces.

La Constitution fut proclamée le 10 juillet; elle établissait une monarchie entourée d'institutions républi-

caines. Tout l'intérêt de la situation s'était concentré sur le choix du nouveau roi! Le grand-duc de Toscane ne laissa pas que de briguer cet honneur pour sa famille. Un prince piémontais l'emporta. Le jour où était promulguée la Constitution, le 11 juillet, un décret appela à régner en Sicile le duc de Gênes, deuxième fils du roi de Sardaigne, sous le nom d'Albert-Amédée. Une commission de pairs et de députés alla offrir le trône à ce jeune prince, qui combattait vaillamment en Lombardie. La Sicile célébra, par des réjouissances publiques et des transports d'enthousiasme, la satisfaction d'avoir pour elle seule un roi. Les républicains, en minorité, eussent préféré voir ajourner cette décision; car, aux yeux de ceux qui mettent l'intérêt dynastique au-dessus de l'intérêt des peuples, elle semblait justifier Ferdinand d'avoir rappelé de la Lombardo-Vénétie son armée et sa flotte, destinées à donner une couronne à un rival, qui lui enlevait une des siennes.

XX

A Naples, l'ouverture du Parlement, convoqué pour le 1er juillet, se fit sous l'aspect le plus sinistre. Les élections, regardées comme illusoires après le 15 mai, n'avaient pu être terminées dans un certain nombre de colléges. Les rues de Naples portaient encore les traces du sang et du pillage; les maisons et les palais, les traces des balles et des boulets. Les boutiques étaient restées fermées comme en un jour de deuil public. Les pairs et les députés, presque tous réélus, étaient taciturnes: les ministres, embarrassés; les visages, sombres. Le ministère cependant voulut donner un simulacre du

respect de la Constitution devant une assemblée peu nombreuse : le délégué du roi, duc de Serra-Capriola, lut le discours au nom de son maître ; on y remarquait ce passage : « ... Les libres institutions par moi irrévocablement sanctionnées et jurées demeureraient stériles sans des lois rédigées sur des bases analogues, de nature à en développer les divers systèmes d'application. J'appelle votre sollicitude toute spéciale sur ces objets importants..... » Le 3 et le 4, séances nulles, impossibles ; soixante-treize députés seulement étaient présents : la majorité nécessaire était de quatre-vingt-trois. Les jours suivants, même délaissement dans la Chambre des pairs. Enfin le 8, les députés parviennent à nommer président M. Capitelli, qui réunit quarante-sept voix, contre M. Carlo Troja, qui en obtient vingt-cinq. Dans cette Chambre mutilée, le cri de l'Italie perce encore avec toute sa force. En réponse au discours du trône, le vice-président Savarese lit un projet où la Commission témoigne le regret du rappel des milices parties, aux applaudissements du peuple, pour la campagne d'Italie. « Nous avons la conviction, en effet, que notre régénération politique ne peut pas être parfaite sans l'indépendance et la reconstitution de l'entière nationalité italienne. La Chambre fait des vœux pour que l'heure de la délivrance de l'Italie sonne bientôt..... »

Un tel langage devait irriter le roi. Les discussions entre les ministres et les députés étaient acerbes. Les Chambres se traînèrent ainsi entre les tentatives des uns en faveur de la conciliation, de la patrie, de la liberté, et les efforts des autres pour maintenir une autorité absolue. Enfin le roi et le ministère, ne pouvant plus tolérer des réclamations persistantes, et une censure

même contenue et limitée, prononcèrent, le 5 septembre, la prorogation du Parlement, prorogation qui fut célébrée dans les rues de Naples par les lazzaroni aux cris de *Vive le roi! Mort à la Constitution!* En effet, la Constitution était passée à l'état de lettre morte.

XXI

En Toscane, le régime parlementaire était inauguré sous de plus heureux auspices. Les élections s'étaient faites du 12 au 15 juin, et l'ouverture des Chambres, le 26. Rassemblés dans la grande salle des Cinq-Cents du Palais vieux, les pairs et les députés accueillirent avec satisfaction les paroles du grand-duc, qui témoignait de ses sympathies pour le succès des armes italiennes, de ses désirs d'une ligue italienne. Il annonçait aussi l'adjonction des populations de Massa et Carrara, de la Garfagnana et de la Lunegiana, « qui avaient voulu se réunir par suite de la conformité de caractères, d'habitudes, de besoins. Il parlait des députés siciliens, reçus comme des frères de la grande famille; faisait des vœux pour que la Sicile pût s'organiser de la manière la plus conforme à son bien et à l'intérêt commun..... » Le grand-duc appuyait ainsi, indirectement mais publiquement, le candidature de son second fils, pour lequel il eût volontiers dépouillé son parent le roi de Naples; ambition que caressait surtout le cœur maternel de la grande-duchesse.

M. Ridolphi, ministre de l'intérieur, avait obtenu la présidence du conseil. Il se trouva, dès le début, en lutte avec les partisans du royaume de la haute Italie, avec les démocrates de Guerrazzi, et chercha à naviguer

entre les écueils. Il parvint à les éviter, non sans efforts, pendant quelques semaines. Le grand-duc soutenait son ministère par des discours patriotiques. « Je serai toujours avec vous, » disait-il dans une réponse à l'adresse des députés, « parce que je veux partager le sort du peuple, partager avec lui l'avenir que nous réserve la Providence. » Ces démonstrations éloignaient l'orage, mais ne le dissipaient pas.

XXII

A Venise, l'Assemblée des représentants allait se réunir le 3 juillet. Venise, bloquée, assiégée, séparée des provinces par 15 000 Autrichiens, attendait avec impatience le jour solennel où ses destinées devaient être décidées. C'était au bruit des canons ennemis, après des défaites successives, au milieu des préparatifs d'une défense désespérée, que les députés étaient appelés à se prononcer. Le 29 juin dans la soirée, au Champ de Mars, diverses sections de la garde nationale appellent de leurs acclamations la royauté de Charles-Albert. Du Champ de Mars ils se précipitent sur la place Saint-Marc, et font entendre les mêmes clameurs. Dans le tumulte, on remarque plus spécialement les classes élevées donnant l'impulsion au peuple. Le lendemain, à la même heure, mêmes démonstrations. La foule se porte devant le palais national; on entend les cris frénétiques de *Vive Charles-Albert!* Bientôt à ces cris se mêlent ceux de *A bas la République! Dehors Manin!* Un habitant de Padoue veut prononcer une parole en faveur de la République; il n'échappe à la colère de la multitude que par la protection de la garde civique.

Triste exemple des vicissitudes humaines! ceux-là qui ont délivré Venise, expulsé les Autrichiens, que l'on acclamait la veille, sont méconnus aujourd'hui. Les sauveurs du 22 mars, portés sur le pavois, en sont précipités par ce peuple qui les avait couverts de ses vivat, de ses vœux, de ses transports d'enthousiasme, de ses adulations Peur chez les uns; ingratitude chez les autres; délire, faiblesse, inconstance des masses, entraînement du moment, spectacle étrange! enseignement pour tous les temps!

Manin, impassible, sévère, résolu, fait face à la tempête, rappelle la garde civique au devoir et le peuple à la raison. L'Assemblée doit bientôt prononcer légalement! que Venise sache attendre! il ne cédera devant aucune pression.

Le 3 juillet arrive. Le bruit circule que Charles-Albert a promis l'envoi de 2 000 Piémontais et des subsides; en effet, une lettre du ministre Des Ambrois, datée de Roverbella, 30 juin, est communiquée : les esprits sont préparés. Avant de se rendre au palais ducal, les députés vont à l'église Saint-Marc demander à Dieu des inspirations. Introduits dans la salle du grand Conseil, ils se comptent : cent vingt-huit seulement répondent à l'appel; l'absence des autres fait naître la douloureuse pensée que les provinces qu'ils représentent sont tombées au pouvoir de l'ennemi.

Après les travaux préliminaires d'installation, Rubbi étant élu président de l'Assemblée, Manin fait l'exposé des événements, depuis le jour de la délivrance. Sa voix émeut et séduit; les actes parlent; il est vivement applaudi.

Le lendemain 4, sont présents 134 députés. Manin

poursuit son récit. Le tableau qu'il déroule est palpitant. Un frémissement se fait sentir lorsqu'il énonce le vœu manifesté par un certain nombre de citoyens, d'un appel à la France, et pour lequel les États italiens consultés ont envoyé des réponses négatives. Le Piémont ne s'est pas encore prononcé.

Castelli succède à Manin. Il lit le rapport du ministre des finances, Camerata, sur la situation financière. Ce rapport démontre, avec une logique impitoyable, la pénurie du trésor; les sacrifices immenses du pays; les réductions de recette, par les exemptions de droit sur les approvisionnements de toute sorte, par la suppression de la loterie; l'accroissement des dépenses, par les secours aux provinces, les subsides aux alliés, à Durando, la solde et l'entretien de 18 000 combattants, la construction de la flotte; l'impossibilité de créer des ressources. L'ennemi occupe les provinces; Venise est cernée et le pays est épuisé; on marche à la ruine. La conclusion de cet exposé sinistre n'est pas indiquée, mais elle est claire. Il faut se décider : périr ou accepter les trésors et les soldats de Charles-Albert. Castelli descend de la tribune, laissant l'Assemblée visiblement favorable à cette dernière détermination.

Tommaseo émet à son tour sa pensée. Sa parole est incisive, sa dialectique serrée. Il aborde nettement la question, et développe ce dilemme : Ou Charles-Albert peut sauver Venise; alors pourquoi ne le fait-il pas? ou il ne le peut pas, et alors pourquoi avoir recours à lui? — Ceux qui supposent qu'il peut sauver Venise, lorsqu'il ne le fait pas, l'outragent, l'injurient, le traitent en marchand d'âmes humaines, en accapareur de peuples, couvrent son nom d'une telle tache, que tout son sang

honorablement versé sur le champ de bataille ne suffirait pas à la laver. Honorez donc celui que vous voulez pour roi, et ne l'abaissez pas au rôle d'un aventurier et d'un spéculateur, cherchant non la récompense, mais le salaire! — Mais si Charles-Albert ni d'autres ne peuvent nous secourir, le gouvernement, pour ne pas périr, doit faire de sublimes efforts. Il faut raviver l'ardeur attiédie des esprits, combattre l'inertie et la mollesse, tremper son âme par des actions généreuses, se préparer à tous les sacrifices! — Ce discours soulève les murmures d'une assemblée disposée à faiblir. Le ministre Paleocapa réplique, et affirme la nécessité de la fusion. Il lance, en terminant, une épigramme au poëte, que Tommaseo ne relève que par un triste sourire.

Manin fait un effort sur lui-même. Tous les regards le suivent à la tribune et scrutent avidement sa pensée. Chacun sent que de sa bouche va sortir la décision suprême. A des applaudissements qui l'encouragent, succède le plus profond silence. « Les discours des deux remarquables orateurs qui m'ont précédé démontrent que nous parlons non comme ministres, mais comme simples députés. Comme simple député, j'exprimerai, moi aussi, des paroles de concorde et d'amour. — J'ai aujourd'hui la même opinion que j'avais le 22 mars, quand, au sortir de l'Arsenal et sur la place Saint-Marc, je proclamais la République. Je l'ai, et tous alors nous l'avions! (Agitation.) C'est un fait que tous aujourd'hui ne l'ont pas... C'est encore un fait que l'ennemi est à nos portes, que l'ennemi attend et désire une discorde en ce pays, inexpugnable si nous sommes tous d'accord, facile à vaincre s'il y entre la guerre

civile. — Faisant abstraction de toute discussion sur nos opinions et sur les opinions d'autrui, je demande aujourd'hui assistance, je demande aujourd'hui un grand sacrifice, et je le demande à mon parti, au généreux parti républicain ! (Applaudissements universels.)

» A l'ennemi à nos portes, qui attend notre discorde, donnons aujourd'hui un solennel démenti. Oublions aujourd'hui tous les partis! Montrons qu'aujourd'hui nous oublions d'être royalistes ou républicains, mais qu'aujourd'hui nous sommes tous Italiens.

» Aux républicains, je dis : A nous est l'avenir! Tout ce qui est fait et se fait est provisoire. La diète italienne décidera à Rome! » (Acclamations vives, prolongées, universelles.)

Manin retourne à sa place; Castelli et un grand nombre de députés courent l'embrasser avec effusion de cœur. L'avocat Castelli monte à la tribune et s'écrie avec enthousiasme, les bras levés au ciel : « *La patrie est sauvée! Vive Manin!* (Applaudissements universels.) Toute division a cessé par l'acte magnanime d'un grand citoyen! » (Explosion de bravos.)

L'émotion est à son comble. C'est un épanouissement de tous les cœurs. Chacun se sent soulagé. Manin, épuisé, cède à la fatigue, aux sensations qu'il éprouve, et se retire presque évanoui, soutenu par les députés qui se pressent autour de lui et font retentir l'air de leurs acclamations. Sur 133 votants, 130 se prononcent pour une décision immédiate; et 127 voix pour l'annexion au Piémont. La République a vécu.

Le 5 juillet, les députés procédèrent à la nomination du nouveau ministère. Le nom de Manin sortit au premier tour de scrutin. Il refusa noblement. « J'ai fait un sacrifice, » dit-il, « je n'ai pas renié un principe, je reste républicain. » L'Assemblée voulut décider que Manin avait bien mérité de la patrie. Il repoussa cet éclatant témoignage, ne demandant pour unique récompense que le maintien de la concorde inaugurée la veille.

Castelli fut nommé président, et MM. Paleocapa, Camerata, Paolucci, Martinengo et Cavedalis, membres du conseil. Le général Pepe conserva le commandement général des forces. Des délégués se rendirent à Turin et au camp, auprès de Charles-Albert, pour annoncer le vote de l'Assemblée. Les 2 000 Piémontais, secours promis, arrivèrent à Venise le 15 juillet. La flotte sarde, sous le commandement de l'amiral Albini, se maintint dans l'Adriatique.

Les citoyens formant la garnison de Venise, sous les ordres de leurs officiers, prenaient, par de fréquentes sorties, l'habitude de la discipline et des armes. Le 7 juillet, dans une expédition contre le fort de la Cavanella de l'Adige, les Italiens prouvèrent leur intrépidité et le lieutenant-colonel Ulloa sa bravoure. Le 9, un détachement détruisit des ouvrages avancés que l'ennemi dressait à peu de distance du fort de la Malghera. Le 20, une seconde sortie de ce fort réussit également. C'est ainsi que les défenseurs de Venise se préparaient à soutenir une lutte qui devait les illustrer à jamais.

CHAPITRE TREIZIÈME.

Etat des deux armées. — Indécision de Charles-Albert; il accepte les négociations avec l'Autriche, sur les bases d'un traité de Campo-Formio, en abandonnant la Vénétie; l'Autriche ne veut plus négocier; Charles-Albert entreprend le siége de Mantoue; il étend ses lignes; Radetzki ne s'oppose pas à ce mouvement; ravitaillement de la citadelle de Ferrare; le général Pava enlève Governolo aux Autrichiens; mouvement offensif de Radetzki; Thurn s'empare de la Corona et de Rivoli; Radetzki attaque Sona et Somma-Campagna; retraite de la division Sonnaz; Radetzki passe le Mincio; plan de Charles-Albert; il prend à revers l'armée autrichienne, s'empare des hauteurs de Custosa et de Somma-Campagna; succès des Piémontais; Radetzki emploie la nuit à concentrer et à disposer ses forces; combat de Custosa; retraite des Piémontais; combat de Volta; démoralisation de l'armée italienne; armistice proposé; conditions trop dures; Milan organise la résistance; commission de défense; volontaires; Garibaldi; leur départ de Milan; modification du ministère sarde; dictature concédée au roi par le Parlement; annexion de Venise; les commissaires du roi prennent possession de l'autorité à Milan, en remplacement du Gouvernement provisoire; Charles-Albert, roi de la Sardaigne, de la Lombardie et de la Vénétie; Charles-Albert à Milan; Radetzki devant Milan; combat du 4 août; barricades; capitulation du roi pendant la nuit; insurrection contre le roi; paroles du roi; l'armée se retire; émeute; le roi menacé; sa sortie de Milan; une partie de la population abandonne la ville; entrée des Autrichiens; armistice Salasco; dernières tentatives des volontaires; Garibaldi se retire le dernier; Charles-Albert proclamé roi à Venise; changement de gouvernement; le traité Salasco connu; Manin au pouvoir; République rétablie. — L'Italie a recours à la France. — La Commission exécutive n'est plus. — Résumé.

I

L'armée italienne avait réparé ses pertes par l'arrivée des renforts du Piémont, des duchés, et des recrues de la Lombardie. On évaluait à 80 000 le nombre des soldats réunis sous les ordres du roi, et à 20 000 les défenseurs de Venise. Sur ces 80 000 hommes, Charles-Albert ne pouvait sérieusement mettre en ligne que

60 000 hommes. Le reste, n'étant encore ni discipliné ni organisé, ne pouvait que garder les magasins, les dépôts, les camps, et remplir les vides laissés par les malades et les blessés.

L'armée autrichienne, après la jonction des corps de Nugent et de Welden, s'élevait à 85 000 hommes. On y ajoutait les garnisons de Ferrare et des villes du Tyrol. Chaque jour ce chiffre se grossissait par l'arrivée de nombreux bataillons.

Charles-Albert, en présence de ces forces, appuyées sur les quatre forteresses et sur l'Adige dans une position formidable, sentait son impuissance, et ne pouvait plus ni se décider à avancer ni songer à reculer. Tous les jours des plans divers lui étaient soumis : il les étudiait et ne se fixait sur aucun. Il entendait l'Italie entière qui l'excitait et le poussait en avant, et il écoutait la voix de la prudence qui lui signalait le danger et le retenait. Sans peur pour lui-même, il tremblait pour ses projets. Une bataille risquée et perdue, c'était une couronne disparue avant d'avoir été saisie! c'était son propre trône menacé, l'Italie désarmée, la République française en Italie! Alors, à son esprit indécis les habiles font luire les avantages proposés par l'Autriche. Mais il s'est trop engagé : s'il n'avait pas réclamé la fusion de la Vénétie, et solennellement déclaré qu'il ne négocierait qu'après avoir refoulé les étrangers au delà des Alpes, il pourrait prêter l'oreille à des propositions conciliantes. Il reçoit les députés de Venise qui viennent, la République anéantie, lui apporter le sceptre sollicité, lui confier les destinées de la patrie; et son premier acte serait de les abandonner, de les livrer! Il justifierait ainsi les accusations de ses adversaires, de n'avoir

exigé la Vénétie que pour s'en servir comme monnaie royale. Non! il repousse cette idée : il ne signera pas un traité de Campo-Formio; mieux vaut cent fois succomber les armes à la main et mourir sur le champ de bataille.

Les hommes d'État font entendre des avis plus positifs : « Charles-Albert ne doit que ce qu'il peut. Il a voulu fermement affranchir l'Italie. Mais il n'a qu'à ouvrir les yeux, il verra que pour tout vouloir, il perdra tout! que pour obtenir la Vénétie, il perdra et la Vénétie et la Lombardie, et Modène, et Parme, et Plaisance! Ce sont les circonstances qu'il faut consulter et non ses désirs. N'est-ce pas déjà un résultat immense que d'avoir enlevé à l'Autriche ce que Napoléon n'avait pu obtenir qu'après maintes victoires? On spécifiera d'ailleurs pour la Vénétie la liberté, l'indépendance, sous un archiduc, avec une administration, une représentation, une armée italiennes. Venise, d'ailleurs, a d'abord proclamé la République; Venise subit maintenant le roi par nécessité. Que doit-il à Venise? Il doit au contraire la délivrance aux Lombards et aux duchés, qui l'ont spontanément appelé. Les exposera-t-il aux dangers d'une défaite, aux vengeances de l'ennemi? ou l'Italie subira-t-elle l'humiliation d'invoquer la République française, après avoir déclaré qu'elle saurait se suffire à elle-même? » Par de semblables discours, l'âme de Charles-Albert est fortement impressionnée. Il souffre, il s'agite, résiste, cède, accepte ce qu'il avait rejeté et fait rejeter peu de jours avant.

C'est le ministre anglais qui va révéler cet acte de faiblesse, qui dut coûter au roi des nuits d'insomnie et des larmes amères. Lord Abercromby écrit de Turin, le

10 juillet, à lord Palmerston : « Ce matin, une lettre, toute tracée de la main de Sa Majesté, m'a été communiquée. Dans cette lettre, avec la date de Roverbella du 7 courant, Sa Majesté déclare qu'elle accepterait les propositions d'avoir l'Adige pour confins orientaux de cet État, et de reconnaître l'annexion de la Lombardie et des duchés de Parme et de Modène au royaume sarde. Sa Majesté déclare, soit que le gouvernement autrichien fût disposé à lui faire des propositions directes de paix sur les bases du susdit changement territorial, soit que ces propositions vinssent du gouvernement de Sa Majesté comme médiateur, soit que j'en fusse chargé par le gouvernement de la reine, qu'il n'hésiterait pas à les accueillir. Il désire en outre que ces sentiments me soient confidentiellement communiqués. Sa Majesté termine cette lettre, par moi lue, en notant que l'on peut donner aux Chambres et à la nation des raisons suffisantes pour prouver que c'est sagesse d'accepter une paix qui, vu la force relative de la Sardaigne et de l'Autriche, doit être regardée comme honorable et glorieuse pour le Piémont. »

Il était trop tard : Charles-Albert, qui n'avait pas voulu, voulait, et l'Autriche, qui avait voulu, ne voulait plus ! Le baron de Wessenberg avait répondu de Vienne, le 3 juillet, aux offres conciliatrices du cabinet britannique du 28 juin : « ..... Si le gouvernement impérial ne croit pas qu'une négociation pour l'objet en question puisse être ouverte en ce moment avec espoir de succès, c'est que des circonstances sont survenues depuis que des propositions de paix ont été faites directement à Milan, propositions dont le soussigné a donné connaissance à Son Excellence M. l'ambassadeur.....

Milan a décliné les propositions faites par le gouvernement impérial, sous prétexte qu'il ne s'agissait pas d'une affaire uniquement lombarde, mais italienne..... Le gouvernement impérial doute que la voix d'une puissance médiatrice puisse être écoutée avant que les armes impériales aient remporté quelques nouveaux succès signalés sur l'armée ennemie. En attendant, la presque totalité de la terre ferme de l'État vénitien est rentrée sous la domination de l'Autriche, ce qui, outre l'avantage politique de ce fait, a considérablement amélioré la situation de l'armée autrichienne en Italie, qui d'ailleurs, d'ici à peu de temps, recevra de nouveaux renforts qui la mettront à même de reprendre l'offensive. »

II

Le sort des armes devait donc prononcer. Charles-Albert, ne pouvant plus laisser son armée, depuis un mois inactive, s'alanguir et s'énerver dans l'immobilité, se décida à l'offensive. Mais de tous les plans, lequel entreprendre? Devait-il livrer une bataille, attaquer Vérone, se porter sur Legnago, ou assiéger Mantoue? Après maintes hésitations, ce fut ce dernier projet sur lequel on s'arrêta. De tous, c'était le pire!

Le 13 juillet, la seconde division du premier corps, commandée par le général Ferrere, défila sur la rive droite du Mincio, marcha sur Mantoue, repoussa les avant-postes ennemis, et commença à se retrancher. La division lombarde, arrivée à Mascaria, appuya ce mouvement. La première division du premier corps, la division de réserve et la brigade piémontaise du deuxième corps, prirent position à Mozzecane, Cane-

dola et Castellare, et accomplirent le blocus. Le quartier général fut transporté à Marmirolo avec la brigade des gardes. Par cette manœuvre, le deuxième corps, de 12 à 15 000 hommes, commandé par Sonnaz, fut obligé d'allonger sa droite depuis la Corona jusqu'à Somma-Campagna. Peschiera, Goïto et Vallegio, en seconde ligne, furent défendus par la division Visconti, forte seulement de 8 à 9 000 hommes récemment formés en bataillons de réserve.

III

Radetzki ne contraria en rien ce mouvement qui étendait et affaiblissait les lignes de l'ennemi. Seulement il ordonna au général Lichtenstein de pousser une pointe sur Ferrare, pour ravitailler la citatelle, et fit occuper Governolo, au confluent du Pô et du Mincio, pour protéger sa gauche. Lichtenstein, dans la nuit du 13 au 14, sortit de Legnago à la tête de 6 000 hommes, arriva à Ferrare le 14, força la cité, par capitulation, à fournir des vivres à la citadelle, et, sa mission remplie, se retira le jour même.

L'épouvante s'était répandue dans toute la province voisine. Le roi détacha le général Bava avec cinq mille fantassins, cinq cents cavaliers et deux batteries. Bava, apprenant, le 17, à Borgoforte, la retraite subite de l'ennemi, s'arrêta, et songea à s'emparer de Governolo, défendu par quinze cents Autrichiens et quatre canons. Il fit embarquer sur le Pô une compagnie de bersaglieri, avec ordre de débarquer sur la rive gauche du Mincio, et de marcher au pas de charge sur Governolo, tandis qu'avec le gros de ses troupes il s'avancerait de l'autre

côté. Le double mouvement d'attaque fut si bien concerté, l'élan si vivement donné, le choc si impétueux, les bersaglieri déployèrent une telle valeur, que les Autrichiens, malgré une résistance énergique, furent en une heure et demie enlevés, culbutés, mis en fuite, détruits par la cavalerie piémontaise, laissant sur le lieu du combat un grand nombre de morts, deux canons et cinq cents prisonniers. Lichtenstein essaya, mais trop tard, de secourir Governolo; il se replia. Bava rentra au quartier général. La majeure partie de ses soldats resta à Governolo, loin de tout centre d'action. Charles-Albert célébra dans un ordre du jour ce glorieux fait d'armes.

IV

Le 20, l'armée italienne se trouvait éparpillée sur une étendue de cent vingt kilomètres, depuis la Corona, au-dessus de Rivoli, dans le Tyrol, jusqu'à Governolo, sur le Pô, séparée par un fleuve; la gauche, appuyée sur les hauteurs de Rivoli et sur Peschiera, le centre à Roverbella, la droite sur les deux rives du bas Mincio jusqu'au Pô. Les soixante mille hommes étaient ainsi disséminés : cinq mille à Governolo, cinq mille à Castellaro, vingt mille autour de Mantoue, sur la rive droite, dix mille à Marmirolo et Villanova, quatre mille à Villafranca et Castelbelforte, quinze mille de Somma-Campagna à la Corona, plus les huit ou dix mille hommes qui gardaient les magasins et les parcs de Peschiera à Goïto. Le service des vivres, sur une aussi vaste étendue, était irrégulier; et les troupes avaient à souffrir toutes sortes de privations dans le pays le plus fertile.

L'armée autrichienne, au contraire, était concentrée : vingt mille hommes à Roveredo, au-dessus de Rivoli et de la Corona; quarante mille autour de Vérone, en face de la partie la plus faible de l'armée italienne; vingt mille défendaient Mantoue et Legnago. Les vivres, produits de fréquentes et fructueuses razzias, abondaient. Victorieux à Vicence, maîtres de la Vénétie, les Autrichiens étaient revenus de leur démoralisation, et ne songeaient qu'à venger leurs premières défaites.

V

Dès que Radetzki eut reconnu la fausse position de l'ennemi, il jugea le moment venu de reprendre l'offensive. Son plan se trouvait naturellement tracé : précipiter ses masses sur les quinze mille hommes de Sonnaz, étendus depuis la Corona jusqu'à Somma-Campagna, et sur les huit à neuf mille de Visconti, les écraser, s'emparer des passages du Mincio, et prendre à revers le reste de l'armée serrée contre Mantoue. Voilà ce qu'il tenta d'exécuter le 22 juillet.

Le général Thurn descend de Roveredo avec son corps d'armée divisé en deux colonnes : l'une se dirige directement sur la Corona, expulse les Piémontais, et se déploie dans la vallée del Tasso; l'autre marche, par Incanale, à l'assaut de la rampe de Rivoli. Sonnaz accourt avec deux bataillons et une demi-batterie. Les Piémontais ne sont que cinq mille, les Autrichiens douze mille. Thurn mène impétueusement ses troupes. Les Piémontais, forcés au début de se replier, reviennent sur l'ennemi, et le forcent à reculer à son tour,

malgré la différence du nombre. Mais Sonnaz ne se laisse pas éblouir par le succès. Il voit la supériorité des forces autrichiennes, pressent une attaque simultanée de Radetzki vers Somma-Campagna, et il ordonne la retraite, qui s'opère avec ordre, sur Cavaione et Colmasino. Dans la matinée du 23, Thurn prit possession des hauteurs de Rivoli.

Dans la nuit du 22 au 23, Radetzki sort de Vérone, dans le plus profond silence, pour surprendre les Italiens. Les roues des affûts et les fers des chevaux sont enveloppés de drap. Un effroyable ouragan couvre le bruit sourd de leurs pas, mais retarde la marche. Ses troupes sont ainsi disposées : le deuxième corps forme l'aile droite; le premier corps, la gauche; le corps de réserve suit au centre. Son front d'attaque s'étend de Santa-Giustina à Custosa. L'aile droite se divise en deux colonnes : l'une s'avance sur Santa-Giustina, l'autre sur Sona; la gauche se dirige contre Somma-Campagna. Une brigade tient l'extrême gauche contre Custosa. Derrière cette brigade, quatre escadrons sont échelonnés, tournés vers Villafranca. Le mouvement était combiné pour fondre sur l'ennemi aux premières lueurs du jour, et le saisir encore alourdi par le dernier sommeil. La tempête est si violente que les Autrichiens ne se trouvent en face des Italiens qu'à six heures du matin. Ceux-ci, avertis seulement deux heures auparavant, se disposent à la hâte. Pour soutenir ce choc terrible, ils ne sont que dix mille, commandés par le général Broglia, et n'ont leur ligne protégée que par une tranchée élevée à l'Osteria del Bosco, entre Santa-Giustina et Sona, et munie de grosse artillerie.

La droite des Autrichiens concentra aussitôt ses

efforts sur cette tranchée. Mitraillée par un feu roulant, elle fut contrainte de se porter à gauche sur Sona, défendu par le deuxième régiment de la brigade de Savoie et un régiment de Parmesans. La gauche se précipitait en même temps sur Somma-Campagna, défendu par les Piémontais et les Toscans. Quoique bien inférieurs en nombre, les Italiens reçurent l'assaut formidable de l'ennemi avec une fermeté et un courage admirables. Le combat dura trois longues heures, avec des péripéties diverses. Mais les Autrichiens débordaient sans cesse avec des troupes fraîches. Enfin, devenus maîtres de Somma-Campagna, ils menaçaient d'envelopper tout le corps d'armée de Broglia. La position devenant impossible, le général ordonna la retraite sur Castelnovo et Calvacaselle. Là, il se trouva réuni à Sonnaz, qui avait ramené par Calmasino et Cola les cinq mille hommes de Rivoli et de la Corona, suivis par Thurn à distance, lentement et avec précaution. Par cette jonction, le corps de Sonnaz fut concentré entre Castelnovo et Cola, ayant souffert, mais sans avoir été entamé, après avoir éprouvé et fait éprouver des pertes réciproques. Le général fit, la nuit, défiler ses troupes, protégées par les canons de Peschiera, sur la rive droite du Mincio.

Radetzki s'était ainsi emparé, le 23, de toute la ligne de Santa-Giustina, de l'Osteria del Bosco, de Sona, de Somma-Campagna, de Custosa. Faisant face au Mincio, une partie de ses troupes s'était portée jusqu'à Castelnovo, Oliosi et Monte-Vento; il établit son quartier général à San-Giorgio in Salice.

La division Visconti s'était repliée sur la rive droite du Mincio pour défendre les ponts.

Radetzki avait balayé la rive gauche devant lui. Mais il avait laissé échapper les 15000 hommes de Sonnaz, qu'il eût pu écraser. L'attaque de Thurn, dit l'historien militaire Pisacane, fut prématurée; elle obligea les Italiens à se retirer de la Corona et de Rivoli, et à se concentrer, tandis qu'ils auraient pu y être coupés et cernés. Suivant d'autres, la poursuite de Radetzki fut trop lente, trop tardive; il laissa, sans la poursuivre, la division entière s'éloigner et passer sur la rive droite.

Radetzki ordonna, le 24 au matin, le passage du Mincio. Il n'avait devant lui que la division Visconti à Vallegio, à Borghetto, à Monzambano. Visconti, avec ses trop faibles ressources, abandonna Vallegio, pour essayer de garder les ponts de Borghetto et de Monzambano. Après avoir tenté une résistance inutile, il céda aux masses ennemies des positions qu'il ne pouvait défendre. De son côté, Sonnaz voulut se porter à Salionze, pour empêcher les Autrichiens d'y construire un pont volant. Mais, reconnaissant son impuissance, ignorant ce qui se passait au camp de Charles-Albert, il rallia toutes les forces italiennes, et se retira prudemment et habilement à Volta, sur les hauteurs qui dominent le Mincio plus bas que Vallegio. Il se rapprochait ainsi de Goïto, et sur l'autre rive de Roverbella, de Marmirolo, et de l'armée qui entourait Mantoue.

Radetzki se borna à occuper tous les passages du Mincio depuis Salionze jusqu'à Vallegio, l'armée autrichienne faisant sa conversion sur Mantoue, l'avant-garde devenant l'arrière-garde, Vallegio et Custosa formant sa ligne en avant.

VI

Charles-Albert reçut, le 23, à Marmirolo, les premières nouvelles de la retraite de ses troupes. Sur-le-champ il donna ordre à 22 000 hommes de se mettre en marche sur Villafranca, rappela de Governolo les 5 000 hommes qui devaient tardivement arriver, et laissa les troupes qui étaient devant Mantoue. Dans un conseil de guerre, tenu le 24 au matin, le plan fut promptement arrêté : prendre l'armée autrichienne à revers, la séparer de Vérone, l'attaquer à Vallegio, à Custosa, à Somma-Campagna, se rendre maître de ces points importants, la rejeter sur la rive droite, la combattre à outrance, l'anéantir ou la forcer à capituler. Ce plan devait réussir, si le roi appelait toutes ses forces laissées autour de Mantoue. Si Sonnaz, prévenu à temps, pouvait accourir, le roi devait, à son tour, surprendre et envelopper Radetzki. Bava fut chargé du commandement.

Le 24, à deux heures de l'après-midi, le mouvement de l'armée, rassemblée à Villafranca, s'opère avec ensemble et célérité. Neuf mille hommes, sous les ordres du duc de Savoie, s'avancent contre Custosa; le duc de Gênes, avec 5 000, contre Somma-Campagna. Cinq mille sont placés en réserve; deux mille restent à Villafranca à la garde du camp. Les Italiens s'élancent, enlèvent les hauteurs aux Autrichiens surpris. Un combat acharné se livre dans la vallée de Stafallo, située entre Custosa et Somma-Campagna, où la brigade Simbschen résiste avec vigueur. Après des efforts extrêmes, elle est coupée, dispersée. Douze cents pri-

sonniers, deux bannières, 300 morts, restent au pouvoir des Italiens. Le reste se retire en désordre sur le gros de l'armée. Le duc de Gênes s'est également emparé de Somma-Campagna; une partie des troupes ennemies qui s'y étaient portées dut se réfugier dans Vérone. Ce succès avait enflammé l'armée, et donné au roi l'espérance d'une victoire complète. Il voyait déjà l'ennemi refoulé le lendemain sur le Mincio, séparé de Vérone et mis en pleine déroute.

Bava donne ses instructions pour le 25 au matin, afin d'achever l'œuvre. La brigade Aosta s'avancera directement contre Vallegio, pendant que la division du duc de Savoie, des hauteurs qui dominent Stafallo, rejoindra obliquement en suivant les collines. La quatrième division, sous les ordres du duc de Gênes, descendra de Somma-Campagna à Oliosi, pour attaquer le pont établi à Salionze par les Autrichiens. L'armée sarde devra donc pivoter sur Vallegio. Bava fait prévenir Sonnaz de favoriser ce plan par une diversion sur la rive droite.

Le défaut de ce plan était d'appuyer le mouvement de conversion de l'armée sur un point occupé par l'ennemi. Bava crut pouvoir y obvier en portant brusquement ses efforts sur Vallegio. Vallegio enlevé, la victoire devenait certaine.

Radetzki aperçoit le danger; il saisit, avec une admirable sagacité, l'ensemble de ces projets. Si le roi a rassemblé toutes ses forces, un grand désastre le menace. Soudain il donne ses ordres et prend ses dispositions. Il rappelle les troupes qui ont passé le Mincio; ne laisse que des détachements suffisants pour garder les ponts à Salionze et Monzambano; renforce la division

qui défend Vallegio et Borghetto; place d'Aspre en face de Somma-Campagna et de Custosa, et la réserve à Oliosi; fait entourer Peschiera par les troupes de Thurn; appelle de Vérone une brigade, et de Legnago même des bataillons. Une forte artillerie, savamment distribuée, soutient ces positions diverses.

Le roi, le 25, à neuf heures du matin, sous les rayons d'un soleil brûlant, à la tête de la brigade Aosta, engage le combat par une attaque vigoureuse contre Vallegio, protégé par de nombreux canons. Une lutte furieuse s'engage; de part et d'autre des actes de bravoure, des morts et des blessés; le succès se balance. Sonnaz, retenu par le mauvais état de ses troupes épuisées par la lutte et les fatigues des deux jours précédents, n'arrive pas. Le duc de Savoie et le duc de Gênes, retardés par le manque de vivres, commencent lentement leur mouvement, et au lieu d'attaquer sont attaqués. Le duc de Gênes, avec ses quatre mille hommes seulement, se concentre à Berettara et soutient le choc avec bravoure. Trois fois près d'être envahis, les Italiens repoussent les Autrichiens à la baïonnette! Placé au centre, le duc de Savoie, qui devait, en obliquant, descendre sur Vallegio, réussit un moment à lancer une brigade dans cette direction, tandis que l'autre moitié de ses troupes défend vaillamment Custosa contre d'Aspre. Custosa devenait le point décisif. Le roi se consumait en vains efforts contre Vallegio. D'Aspre se brisait sans cesse contre Custosa; celui des deux qui l'emporterait déciderait le sort de la bataille. Dans ce moment critique, le roi et le général Bava ne surent pas suffisamment employer leur réserve, soit en l'appelant à leur aide, soit en l'envoyant aux princes qui la

réclamaient. Il était cinq heures du soir. D'Aspre, plusieurs fois repoussé, redoubla d'ardeur, et parvint enfin à s'emparer des hauteurs de Custosa.

Bava, voyant son centre faiblir, se décida à donner le signal de la retraite; elle s'opéra lentement, en bon ordre, protégée par la cavalerie et l'artillerie. L'armée rentra à Villafranca à huit heures du soir; elle avait perdu 1 500 hommes. Les Autrichiens avaient éprouvé la même perte. Il n'y eut de prisonniers d'aucun côté. Le roi, les princes, les généraux et les soldats avaient déployé une valeur égale; chacun avait fait son devoir. Les Italiens avaient eu beaucoup à souffrir de la privation de vivres. De 70 000 hommes qui composaient l'armée, 22 000 seulement avaient été mis en ligne. Radetzki, maître du champ de bataille, ne jugea pas opportun de poursuivre l'ennemi.

Le combat de Custosa devint plus fatal à l'armée italienne par les conséquences de l'échec que par l'échec même. Les Piémontais, jusque-là supérieurs dans toutes les rencontres, perdirent la foi qu'ils avaient en eux, et par cela même s'affaiblirent. Le roi et les généraux, ses conseillers, durent alors gémir sur la faute immense d'avoir disséminé, au delà de toute mesure, leurs bataillons; il était hors de doute que s'ils avaient su mettre en ligne, à Custosa, 50 000 hommes au lieu de 22 000, ils eussent écrasé les Autrichiens et remporté une victoire décisive.

VII

La situation à Villafranca était trop périlleuse. Le roi donna ordre de commencer le mouvement rétrograde. Après un repos de quelques heures, l'armée se

replia par Roverbella et Marmirolo, sans être inquiétée. Le 26, à midi, toutes les divisions se trouvèrent concentrées à Goïto; celles de Sonnaz et Visconti en avant, celles de Ferrere et Perrone en arrière, près de Mantoue.

Radetzki, reprenant ses premières idées, fit passer le fleuve par son armée, à Vallegio, Borghetto, Monzambano et Salionze, ayant à dos Peschiera, et s'étendant sur le haut Mincio, tandis que Charles-Albert occupait le bas Mincio. Par ce double mouvement, l'armée italienne se trouvait placée entre Goïto et Mantoue, l'armée autrichienne entre Vallegio et Peschiera; chacune adossée à une place forte ennemie.

Sonnaz, induit en erreur par un ordre mal tracé, avait, à grand regret, quitté la position de Volta, qui, nous l'avons dit, domine une chaîne de collines, le long de la rive droite du Mincio. Volta, situé entre Vallegio et Goïto, était devenu la clef de la situation; aussi Radetzki s'en était rapidement saisi. Charles-Albert et Bava regrettaient de ne pas l'avoir conservé. Ne voulant pas laisser aux Autrichiens le temps de s'y fortifier, le roi donna mission à Sonnaz de le reprendre.

Le soir même du 26, à la nuit tombante, Sonnaz arrive au pied de la colline de Volta, défendue par la brigade Lichtenstein du deuxième corps. La brigade de Savoie monte intrépidement à l'assaut, et, bravant la mitraille, fondant sur l'ennemi à la baïonnette, parvient jusque sur la hauteur et s'empare de quelques maisons. La nuit est venue; le feu des mousquets et de l'artillerie éclaire seul le combat. C'est une lutte corps à corps dans les ténèbres; mêlée confuse, atroce, où l'on ne reconnaît plus ami ni ennemi. D'Aspre envoie renforts sur renforts, et Radetzki prépare toutes ses

forces. Sonnaz se voit obligé de reculer. La brigade de la reine arrive tardivement. Les Italiens remontent et se précipitent sur l'ennemi. Mais le roi, au lieu d'accourir avec toute son armée, n'a envoyé qu'une division. Devant le nombre, les efforts des Italiens viennent échouer. Après un carnage effroyable, les Piémontais sont contraints de rétrograder. La cavalerie autrichienne veut les poursuivre et les mettre en déroute; mais la cavalerie italienne, qui s'était admirablement battue dans toute cette campagne, protége la retraite par une charge brillante. Deux mille Italiens et Autrichiens restèrent sur le champ de bataille.

Le combat avait été glorieux, mais la défaite fut accablante. La démoralisation s'empara des plus braves; il y eut des défaillances pitoyables et des désertions criminelles; l'intendance, mal organisée, laissait l'armée manquer de vivres; les soldats épuisés ne pouvaient réparer leurs forces; les distributeurs se sauvaient effarés; le désordre régnait partout. Devant des esprits terrifiés, Radetzki apparaissait menaçant avec son armée victorieuse. Des plaintes, des gémissements! spectacle effroyable des misères humaines! les figures étaient sombres, les cœurs désespérés; les prisonniers mêmes, résultat des succès, devenaient un embarras, et semblaient une raillerie du destin. Les généraux ne savaient comment justifier leurs revers : ils maudissaient l'intendance, s'accusaient réciproquement de fautes commises et non commises, et subissaient les effets de l'abattement universel.

L'armée, malgré les fuyards, les morts, les blessés, comptait encore 45 000 hommes; l'artillerie de campagne était intacte; l'artillerie de siége avait été jetée

dans Peschiera. Le roi consulta ses généraux. Il reçut le conseil de demander un armistice en offrant de se retirer sur l'Oglio. Le roi accablé s'y décida. Radetzki répondit qu'il accepterait, en prenant pour ligne de séparation l'Adda, avec la cession des places fortes, l'abandon des duchés et la restitution des prisonniers.

Charles-Albert, révolté de telles exigences, les rejeta avec colère. Dans la malheureuse situation où il était placé, il eût dû ne pas avoir la faiblesse de solliciter l'armistice, ou avoir la force de l'accepter. Du moins il ne livrait pas Milan.

VIII

Le roi se retira de Goïto, le 27 au soir. Le 28, il établissait son quartier général à Bozzolo. Là, il publia une proclamation, pour expliquer des désastres dont il rejetait la déplorable cause sur les privations et les souffrances occasionnées par le manque de vivres. Il annonçait sa demande d'une suspension d'hostilités, et les propositions, repoussées, dont chacun eût eu à rougir. Il appelait enfin tous les Italiens aux armes, cherchant, trop tard, à évoquer l'enthousiasme révolutionnaire, qu'il avait tant cherché à comprimer.

Cette proclamation peint toutes les douleurs de l'âme de cet infortuné monarque, toutes ses tortures morales. Lui, qui portait si haut son épée, en être réduit à la baisser si bas! lui, implorant un armistice qu'il avait, quelques jours avant, dédaigné! son armée jadis victorieuse, aujourd'hui vaincue! Aux transports de joie avait succédé le désespoir; aux chants de gloire, les gémissements de la défaite; aux acclamations, les cla-

meurs; aux vivat, les murmures. Et ces morts, ce sang versé sans résultat, cette couronne si enviée tombée sous les pieds d'un Autrichien! Et cette malheureuse Italie, plus malheureuse encore que lui, que deviendra-t-elle? Que va-t-il répondre à Milan, à Venise, à Turin? Que dire à ces peuples qui lui demanderont compte de leur avenir flétri, de leur drapeau souillé? Et la France, et l'Allemagne, et l'Europe, contemplant le spectacle de sa ruine! Quelle humiliation! quelle honte! Charles-Albert buvait goutte à goutte son calice d'amertume; il ne l'avait pas encore épuisé!

De Bozzolo, le roi et les généraux se rendirent à Crémone, où ils arrivèrent le 30. Là, ils ne surent plus la voie qu'ils devaient prendre. Devaient-ils traverser le Pô; se rendre dans les duchés; se concentrer derrière Plaisance, Pavie; rentrer dans le Piémont en s'appuyant sur Alexandrie? ou se rejeter dans la Lombardie; défendre la ligne de l'Adda, couverte par Pizzighettone et Lodi, mais peu facile à garder pour une armée vaincue? Devaient-ils chercher à couvrir Milan? Le roi se décida à suivre cette dernière route. Le 31, il quitta Crémone, serré de près par l'avant-garde autrichienne, avec laquelle son arrière-garde échangea quelques coups de canon. Le 1er août, on essaya de prendre position sur l'Adda; mais, fatalité persistante ou négligence inconcevable, l'armée manqua encore de vivres et de munitions, et ne put présenter aucune résistance à l'ennemi, qui passa l'Adda le même jour. Une division, qui s'était laissé surprendre, se jeta du côté de Plaisance, se séparant de l'armée.

Le maréchal pensait que le roi se retirerait par Plaisance et Pavie, seule ligne indiquée par la stratégie,

et il avait disposé ses troupes dans cette prévision. Mais dès qu'il connut sa véritable direction, il tourna vers Lodi, où il arriva le 3 août avec trois corps d'armée, et marcha sur Milan. Le quatrième corps s'empara de Pavie.

IX

Milan avait appris les premiers revers de l'armée. La population avait soudain été en proie à tous les sentiments, à toutes les passions qui s'emparent des nations aux jours de leur chute. D'abord surprise, stupéfaction; puis, désespoir chez les faibles, inspirations généreuses et résolutions énergiques chez les forts! Dans la multitude, de subites espérances et de plus prompts découragements, des doutes et des croyances inimaginables, de sinistres mensonges et de déplorables vérités, des chimères et des perspectives sérieuses; des récits de toute sorte, mille bruits affirmés et démentis, mille rumeurs étranges; enfin toutes ces vaines apparences dont l'esprit aime à se repaître, et qui un moment jettent un voile sur les malheurs publics, mais qui les rendent plus sombres, plus accablants lorsque le voile tombe et qu'il ne reste plus que la réalité. « On poussa l'illusion, » dit Ch. Cattaneo, « jusqu'à affirmer que l'armée autrichienne, sortie de Vérone, avait été attaquée d'un côté par le roi, de l'autre par le duc de Gènes, qu'elle était déjà cernée et coupée, et que trois de ses généraux avaient été faits prisonniers. » Dans une ville voisine on fit arrêter celui qui le premier annonça la défaite de Custosa. Enfin il fallut bien ouvrir les yeux, tout en cherchant à se rattacher à de dernières illusions.

Les plus déterminés demandèrent au Gouvernement provisoire, qui n'avait pas encore cédé le pouvoir aux délégués du roi, de prendre des mesures de salut public, et de concentrer l'action dans les mains d'une autorité responsable. Le Gouvernement provisoire y consentit. Une commission de défense fut constituée, composée du général Fanti, de l'avocat Restelli et du docteur Maestri. Hommes de loyauté et de courage, ils se mirent immédiatement à l'œuvre. On se hâta pour réparer le temps perdu et faire ce qui aurait dû être fait depuis longtemps, si une trop grande confiance dans l'armée piémontaise, dans le roi, dans la victoire, n'avait pas égaré les esprits.

La commission de défense excite les dévouements. Le général Zucchi, nommé, le 28 juillet, commandant général de toutes les gardes nationales de la Lombardie, seconde ses efforts. Porro est chargé des approvisionnements de la ville; Beretta, de l'armée; Giulini, des transports. La commission de défense songe à opérer une diversion favorable à l'armée, en soulevant les populations; et, comme elle croit possible d'arrêter l'ennemi derrière l'Adda, on organise le départ des colonnes de volontaires pour renforcer les volontaires de Durando. Durando reçoit l'ordre de s'étendre entre Brescia et la Rocca d'Anfo, et de harceler la division Thurn qui entoure Peschiera. Le colonel Griffini se rend à Brescia avec des pouvoirs absolus. Garibaldi, à la tête de 3 à 4 000 jeunes gens résolus, se dirige vers Bergame. Cernuschi, Cattaneo, partent pour soutenir, de leur zèle infatigable, le plan du comité.

Garibaldi s'était rendu célèbre à Montevideo par des actions d'éclat dans les guerres de ces contrées. Entre-

prenant, audacieux, il avait brillé parmi les plus courageux. Il n'avait pu, sans tressaillir, entendre l'appel aux armes de l'Italie. « J'ai combattu, » disait-il dans une proclamation adressée, le 28 juillet, à la jeunesse qui s'enrôlait sous sa bannière, « pour honorer le mieux que j'ai pu le nom italien dans les pays lointains. J'accours de Montevideo avec une poignée de braves pour contribuer à la victoire de la patrie ou mourir sur la terre italienne..... La guerre se complique, les périls augmentent : aux armes, jeunes gens! L'Italie a besoin de dix, de vingt mille volontaires! Allons aux Alpes! montrons à l'Italie que nous voulons vaincre, et nous vaincrons! » Dès son arrivée, il avait offert ses services au Piémont; à Turin, il avait été refusé. Le danger rappelait sans distinction sous les drapeaux tous les citoyens; il mettait son expérience, sa renommée, sa vie, au service de son pays. A Milan, il fut accepté.

Le départ de Milan de ses plus intrépides défenseurs fut une faute grave dont on s'aperçut bientôt. Lorsqu'on voulut les rappeler, il n'était plus temps. Les volontaires croyaient possible la défense de l'Adda par l'armée sarde. Ils couraient au-devant du péril, et ils le fuyaient! L'Adda ne fut pas défendu, et lorsqu'il fallut combattre sous les murs de Milan, les héros des barricades s'étaient éloignés. Ils n'étaient plus là pour ranimer l'armée et lui communiquer le feu de leur jeunesse et de leur patriotisme.

La commission de défense travaille sans relâche à organiser la résistance. Elle décrète la levée en masse des citoyens âgés de dix-huit à quarante ans; mobilise une partie de la garde nationale; divise la ville en commandements distincts; fortifie les murailles; dis-

tribue les fusils; prépare les munitions; fabrique de la poudre, des cartouches; improvise des fortifications extérieures, un camp retranché; y appelle la population au travail; invite les marchands à se munir de vivres, de denrées; crée un conseil pour punir les traîtres; propose un emprunt forcé; entasse les rations pour l'armée. « Il a été unanimement décidé dans un conseil de guerre, » s'écrie-t-elle le 30 juillet, « que Milan fera une résistance désespérée. Reprenons l'ardeur et l'impétuosité de nos cinq immortelles journées; élevons de nouvelles barricades! Coupons les ponts, les chaussées, les rues! Mettons le désert et la désolation entre nous et l'ennemi! Montrons que nous savons lutter contre l'adversité, et que, si des forces supérieures nous écrasent, nous sommes dignes des secours et des sympathies de toute l'Europe! »

Elle invoque l'assistance du clergé, de l'archevêque de Milan, de tous les évêques de la Lombardie; elle leur demande de parcourir les quartiers, les casernes : « Là, exhortez, animez, et faites entendre ces saintes paroles de Dieu, de patrie et de peuple! Allez aux ambulances, aux hôpitaux! distribuez des consolations! Dans les églises les plus fréquentées, prêchez la guerre sainte! prêchez-la sur les places, sur la voie publique; c'est ici la sainte cause du droit contre la force!..... »

Ce noble langage ranime les esprits. La ville se souvient du passé, et se croit imprenable. Cernée alors par l'Autrichien maître de la citadelle, des principaux postes intérieurs et des murailles, mitraillée du dehors et du dedans, elle a su combattre et remporter la victoire. Aujourd'hui, l'ennemi est dehors; la garde nationale occupe la citadelle et les murailles; la population

garde les barricades ; le roi avec l'armée entoure Milan. Les efforts réunis de la garde nationale, de la population et de l'armée repousseront l'ennemi. La stratégie ne peut l'emporter sur le patriotisme ! Milan l'a bien prouvé ! Pourquoi Milan ne le prouverait-il pas encore ? Telle est l'opinion du peuple, qui voit et seconde les préparatifs de guerre avec une dévorante activité.

X

A Turin, à Gènes, dans tout le Piémont, l'émotion n'était pas moins profonde. Le ministère se modifiait le 28 juillet ; et le nouveau conseil, dans lequel entrait Gioberti, annonçait des mesures d'urgence et de salut public : emprunt, levée en masse, demande de fusils à la France, approvisionnements des forteresses, envoi de renforts à l'armée. Il cherche à couvrir les murmures par l'éclat de son patriotisme, fait taire l'opposition par l'aveu du péril, étouffe l'agitation par l'activité qu'il déploie. Enfin il demande la dictature pour le roi à la Chambre des députés et au sénat. La Chambre cède à l'invocation du salut public, et décrète, le 29 juillet, à la majorité de quatre-vingt-treize voix contre trois, et quarante-trois abstentions : « Que le gouvernement du roi est investi, pendant la guerre actuelle de l'indépendance, de tous les pouvoirs législatifs et exécutifs, et qu'il pourra dès lors, par simples décrets royaux, et sous la responsabilité ministérielle (les institutions constitutionnelles sauves), faire tous les actes nécessaires pour la défense de la patrie et de nos institutions. » Le sénat, le 2 août, donna un vote conforme. Et le Parlement fut prorogé au 15 septembre.

XI

Le 27 juillet, un décret avait déclaré : « L'immédiate union de la cité et de la province de Venise, votée par ses représentants, est acceptée. La cité et la province de Venise formeront avec les États sardes et les autres États déjà unis un seul royaume, aux conditions contenues dans la loi d'union avec la Lombardie. »

Le gouvernement ne se borna pas à cette déclaration ; il voulut la mettre à exécution, et il envoya aussitôt des commissaires prendre la direction du pouvoir à Venise.

Bien mieux : le gouvernement sarde n'avait pas encore pris possession de l'autorité à Milan ; jusqu'alors il avait laissé fonctionner le Gouvernement provisoire. Tout à coup, par une proclamation, datée de Milan, 2 août, il annonce à la population étonnée « que le lieutenant général Olivieri, arrivé le matin, conjointement avec les commissaires royaux, le docteur G. Trigelli et le marquis Montizemolo, et conformément à ce qui a été convenu par le protocole du 13 juin dernier, modifié par les Chambres piémontaises d'accord avec les envoyés du Gouvernement provisoire, ont pris possession de l'autorité, et que le Gouvernement provisoire, qui cesse ses fonctions primitives, prend le caractère d'un conseil extraordinaire, ayant voix délibérative pour la stipulation des traités politiques et commerciaux, et pour l'exercice du pouvoir législatif ». Ainsi la réunion s'est accomplie tant en face de l'ennemi qu'en face de l'Europe.

Le général Olivieri apparut le jour même au balcon du gouvernement, adressa au peuple quelques paroles sur les fonctions confiées à ses collègues et à lui dans d'aussi graves circonstances, et annonça l'arrivée de l'armée piémontaise réorganisée, remplie d'ardeur, venant protéger et défendre la ville.

Le Gouvernement provisoire, sorti des barricades pendant les journées de mars, tombait devant le péril, au moment où il fallait refaire les barricades pour le salut public. Il subissait la loi de sa destinée. Il s'était donné ; il n'avait plus qu'à assister, la mort dans l'âme et les mains croisées, au spectacle déchirant de l'agonie de la patrie.

Quel était le but de ces prises de possession *in extremis*? De savourer, une heure, dans une coupe brisée, l'ivresse d'une vaste monarchie, ou de concentrer la dictature générale, afin de relever par un coup d'héroïque désespoir les drapeaux abaissés et la fortune de l'Italie?

Quoi qu'il en soit, la place est nette! Roi de Piémont, de Sardaigne, de Savoie, de Gênes, Charles-Albert est proclamé roi de Modène, de Plaisance et Parme, de la Lombardie, de la Vénétie. Arrivé à Milan le 3 août, son armée le suit. Une députation du Parlement est accourue pour lui présenter les derniers décrets, qui lui donnent couronnes et dictature. Les peuples ne doutent pas, en présence de tels actes, qu'il n'ait pris la résolution de combattre jusqu'au dernier soupir. A la panique des timides succède l'enthousiasme des courageux. Le soir, aux fenêtres, brillent de nombreuses illuminations. Les chants de guerre et les airs favoris retentissent dans les rues. Les drapeaux aux

couleurs tricolores flottent aux portes des maisons et des palais. Milan s'apprête à combattre!

XII

Ces illusions de la dernière heure s'évanouissent au jour. Charles-Albert, ce soldat si plein de courage, a perdu son énergie; l'armée, si vaillante, a perdu sa force. De soixante-dix mille hommes, on n'en compte plus que vingt-cinq mille : infanterie, artillerie, cavalerie. Une division s'est détachée sur Plaisance. Le grand parc d'artillerie a été dirigé sur Mortara. Le reste de l'armée s'est dispersé. Les fuyards couvrent les routes, et sèment partout le découragement et l'effroi. Le service des vivres, abandonné par la plupart des employés incapables ou terrifiés, ne se fait plus qu'au hasard. Les soldats d'élite, qui ont résisté et se serrent autour de leurs drapeaux, « sont fatigués, épuisés, mourant littéralement de faim, pouvant à peine se tenir debout ». Débris glorieux, accablés par le malheur, triés par les combats, le contact de Milan semble leur rendre la vie. Plusieurs détachements de gardes civiques et de volontaires leur portent la chaleur et l'entrain. Les bataillons recomposés se concentrent, prennent position un demi-mille en avant des murailles, et se développent en demi-cercle : la droite appuyée à l'église Rossa et au Naviglio de Pavia; le centre à Vigentino et à la Gamboloïta; la gauche près la porte orientale. Les fronts abattus se relèvent devant l'ennemi, qui ne tarde pas à paraître.

Radetzki arrivait, le 4 au matin, avec trente-cinq mille hommes : le premier corps par la route de Lodi;

le deuxième, en face de Vigentino, suivi par la réserve ; le quatrième était attendu de Pavie. Les vingt-cinq mille Italiens adossés à la ville, ayant derrière eux la population et les secours, pouvaient leur tenir tête ; mais l'armée italienne était dans le triste état que nous avons décrit. L'armée autrichienne était au contraire en bon ordre, ayant abondance de vivres et de munitions distribués régulièrement, fière et forte de ses succès, brûlant de rentrer victorieuse dans cette cité dont elle avait été si misérablement expulsée.

C'est dans ces mauvaises conditions que s'engagea le combat, le 4, vers onze heures. Les Autrichiens attaquèrent vivement. Les Piémontais se battirent avec cette bravoure qui ne les avait jamais abandonnés et qui avait survécu à leurs désastres. Les citoyens de Milan déployèrent la vigueur de l'homme qui défend ses foyers. De part et d'autre les morts et les blessés tombaient sans que le sort des batailles prononçât, jusqu'au moment où une brigade piémontaise, attaquée de flanc par la réserve ennemie, fut obligée de céder, laissant une batterie et des prisonniers au pouvoir des Autrichiens. Il était trois heures. Les Piémontais se replièrent sous les murs de Milan.

XIII

Depuis le matin, le peuple, impatient, exaspéré, réclamait à hauts cris le signal de commencer les barricades et l'appel du tocsin. La commission de défense en avait vainement sollicité l'ordre, dès la veille. Le général Olivieri avait répondu que les barricades empêcheraient la circulation de l'artillerie, et que ces expé-

dients de lutte étaient inutiles là où était une armée régulière. Mais, à la nouvelle que l'armée se replie sous les murs, le comité n'hésite plus. Il donne le signal désiré. Aussitôt le tocsin retentit dans toutes les églises; le bruit des tambours se mêle au bruit des pavés qui s'ébranlent, des débris qui s'amoncellent, du choc des armes qui se distribuent. Femmes, enfants, vieillards, travaillent aux barricades. Les gardes nationaux se réunissent dans leurs quartiers, se partagent les munitions, chargent leurs fusils. Souvenir des journées de mars, chacun retourne à son ancien poste de l'honneur et du péril. C'est le délire du patriotisme! Le roi lui-même se sent entraîné, et, ranimé par cette électricité vivifiante, il songe à donner des ordres pour la défense. Des maisons des faubourgs font obstacle au tir des canons, les propriétaires eux-mêmes y mettent le feu, et la lueur de l'incendie, dans la nuit qui commence, annonce les derniers préparatifs d'une résistance suprême.

Il faut songer aux vivres, aux munitions. Le roi recueille des renseignements. Combien de semaines, combien de jours, pour les habitants, pour l'armée? Ici les rapports diffèrent. Les uns ont assuré que la ville était pourvue suffisamment; qu'il y avait de la farine pour huit jours, du blé pour quinze, que les environs en auraient fourni ensuite; que les approvisionnements de cartouches s'élevaient à un million cinq cent mille, qu'une fabrique de poudre dans la cité même permettait un renouvellement inépuisable; qu'on avait donc largement le temps de recevoir les secours du Piémont, de rappeler les dix ou quinze mille volontaires éloignés de Milan, et, au besoin, d'invoquer le concours de l'armée fran-

çaise, campée au pied des Alpes. Les autres ont prétendu qu'il avait été affirmé au roi que les vivres et les munitions ne suffiraient pas pour plus de deux ou trois jours.

Dans cette extrémité, Charles-Albert rassembla un conseil de guerre. Suivant les généraux, Milan ne pouvait offrir une résistance sérieuse; il était reconnu qu'une armée vaincue sur l'Adige n'avait de point d'appui nulle part en Lombardie. La seule ligne défensive était Plaisance, Alexandrie, Gênes. Une ville ouverte ne pouvait arrêter plus de quarante-huit heures un ennemi puissant, qui ne reculerait devant aucun moyen de destruction. Milan serait donc livré, sans utilité, à toutes les horreurs d'un siége, au sac, au pillage, à l'anéantissement. L'armée italienne sans point d'appui, vaincue de nouveau, laissait le Piémont livré à l'Autriche. Mieux valait conserver à la Sardaigne, à l'Italie, ses soldats et ses dernières ressources, pour un avenir dont il ne fallait pas désespérer. Le roi céda.

La nuit, il envoya les généraux Rossi et Lazzari, en parlementaires, à Radetzki. Les bases d'une capitulation furent arrêtées : la cité serait respectée ainsi que les personnes et les biens; le mouvement de retraite de l'armée piémontaise s'opérerait en deux jours d'étape; la libre sortie serait concédée jusqu'au lendemain à tous les habitants qui voudraient s'éloigner. Le maréchal, de son côté, occuperait militairement la porte romaine à huit heures, le 6, et ferait son entrée à midi.

XIV

A l'aube du jour, le 5, la garde nationale garnissait les murailles, le peuple gardait les barricades; sur tous

les points on était prêt à combattre; on attendait, on écoutait. Mais, au lieu du bruit retentissant du canon, c'est la sourde rumeur d'une capitulation. On s'interroge avec inquiétude, on se dit que le roi a mandé la municipalité pour lui communiquer les résultats d'une négociation nocturne, et que les généraux sont en conférence avec le comité de défense, pour lui en expliquer les termes. Les premiers qui rapportent ces faits étranges sont maltraités comme des imposteurs; on se refuse à croire de telles accusations, produits de la malveillance. Bientôt on ne peut plus douter. Une protestation, signée par deux membres du Gouvernement provisoire devenu comité consultatif, révèle la dure vérité. Les uns, consternés, donnent, dans leur effroi, une tacite approbation à ce qui les sauve de l'horreur du sac et du pillage; mais les combattants de mars, les hommes énergiques, sont saisis de colère. Ils poussent des cris de rage et des imprécations, maudissent la fatalité qui les livre, le roi qui les trahit, courent dans la ville en furieux, brandissent leurs fusils, brisent leurs sabres, déchirent leurs vêtements, frappent les murs, gémissent, pleurent, invoquent la mort, crient aux armes, se précipitent exaspérés vers le palais Grippi, où Charles-Albert fait ses préparatifs de départ, dételent les chevaux, arrêtent et brisent les voitures. Les mots de trahison! infamie! mort aux Autrichiens! battons-nous! s'élèvent jusqu'au roi, et l'appellent. Le roi paraît.

Charles-Albert dévore ses angoisses, cherche à dominer le tumulte et à calmer la tempête : il exprime ses douleurs, les cruelles nécessités de la situation, l'impossibilité de la défense; il veut épargner le sang du

peuple, l'incendie de Milan; il a fait son devoir de chef et de roi. Ces paroles sont accueillies par des doutes et des murmures, qui frappent Charles-Albert au cœur. « Eh bien, » s'écrie-t-il, « si ces conditions ne vous conviennent pas, tâchez d'en avoir d'autres qui vous soient plus utiles, et, si vous ne voulez vous rendre à aucun prix, eh bien, je resterai avec vous, et je m'ensevelirai sous les ruines de votre ville. »

A ces mots, l'irritation s'apaise : ceux-ci, satisfaits, se retirent avec l'espérance d'une guerre à outrance; ceux-là, plus méfiants, baissent la tête, et ne savent plus que faire et que penser. Une affiche de MM. Litta et Anelli communique au peuple la promesse royale : « Le roi a donné sa parole d'honneur, et offre sa vie en garantie, qu'il combattra avec toute son armée jusqu'au dernier moment. »

Mais le découragement et l'anarchie étaient dans l'armée; les soldats, obéissant probablement à des ordres antérieurs, abandonnaient les boulevards; un mouvement de départ s'opérait. L'archevêque, le podestat et deux autres citoyens, jugeant la défense impossible, se rendirent au camp de Radetzki et signèrent un nouvel accord établi sur les mêmes bases que celles précédemment convenues, et que ratifia pour le roi le chef d'état-major de l'armée. Ce fut alors parmi la population, qui voulait combattre, le plus violent désespoir; être livrée aux Autrichiens, aux Croates, lui paraissait plus terrible que la mort. Les officiers, les larmes dans les yeux, cherchaient à la calmer, à la contenir; quelques-uns, en proie à la honte, arrachaient leurs épaulettes; d'autres, entraînés par l'émotion générale, déclaraient qu'ils voulaient se battre et mourir avec

le peuple. Tout à coup, comme frappée de vertige, la foule retourne au palais, élève des barricades à l'entour. La nuit, lente à venir, enveloppe de ses ténèbres une scène affreuse : des cris de mort contre Charles-Albert se font entendre ; on tire contre les croisées des coups de fusil provoqués par les coups de fusil des serviteurs qui veulent dégager le palais; on tente de pénétrer dans les appartements, on est repoussé; on veut mettre le feu au palais, à la cité, afin de ne laisser à Radetzki que des cendres. L'obscurité permet tous les crimes, mais favorise la fuite. Les troupes étaient loin; A. de La Marmora se fait descendre d'un balcon et revient à la tête d'un détachement de carabiniers et de tirailleurs, qui parviennent à délivrer le roi. Charles-Albert, accablé, torturé, s'éloigne, par la porte Vercellina, avec ses deux fils et l'état-major, entendant retentir derrière lui le bruit des coups de fusil, le son du tocsin, les cris de fureur et de malédiction!

Charles-Albert, quatre mois auparavant, ne songeait à entrer à Milan que pour y recueillir les honneurs du triomphe et les témoignages de la reconnaissance publique, et il n'y était venu que pour assister à un supplice moral atroce.

Le roi, sans doute, eût voulu sauver Milan, comme il avait voulu délivrer l'Italie; mais ses partisans ne purent jamais expliquer à ses adversaires pourquoi il avait pris possession de la Lombardie le 3 août, pour la livrer, dans la nuit du 4, aux Autrichiens. Ce fut une faute grave, qui donna lieu à des accusations souvent répétées de ne s'être emparé de l'autorité à Milan qu'afin de racheter, par la cession de Milan, son armée et son royaume de Sardaigne, et d'avoir préféré re-

mettre à Radetzki la Lombardie, plutôt que de laisser la Lombardie libre appeler à son secours l'armée française.

XV

Après le départ du roi, dans cette fatale nuit du 5 août, ce ne fut plus à Milan que préparatifs de départ. Le 6, à l'aube de ce jour de deuil et d'affliction, on vit une multitude innombrable d'habitants se précipiter hors des murailles, avant l'entrée de l'armée autrichienne : des hommes de tous les états, de toutes les conditions, des femmes, des enfants, des familles entières désolées, dénuées de tout, n'emportant que leur désespoir, quelques-unes n'ayant jamais quitté leur ville natale, fuyaient la cité chérie, pour se rendre sur la terre de l'exil. Cette foule consternée épanchait ses souffrances aiguës en gémissements et en sanglots; elle se traînait sur la poussière des routes sans savoir où porter ses pas et quel serait son lendemain. Les soldats piémontais, qui suivaient la même voie, émus de compassion, quittaient leurs rangs pour porter les enfants et soutenir les pas chancelants des vieillards. Le martyre de ce peuple épuisé dans la lutte présentait le tableau le plus déchirant.

Pour les habitants qui étaient restés, les douleurs n'étaient pas moins aiguës. A huit heures, les Autrichiens occupèrent la porte Romaine. Avis avait été donné de détruire les barricades, de retirer les drapeaux, d'effacer les dernières traces de l'indépendance. A midi, la frayeur avait fait la place nette. Les Autrichiens firent leur entrée, bannières au vent; ils revenaient en vainqueurs dans cette ville d'où le patriotisme

les avait expulsés, et qu'une armée n'avait pas su défendre. Les boutiques et les maisons étaient fermées, les rues désertes; immobiles dans leurs demeures, les citoyens se demandaient si ce n'était pas un rêve affreux qui pesait sur leurs paupières. Les Croates triomphaient; et Radetzki s'installait au palais en maître absolu. Le droit de la force avait reconquis Milan : les Autrichiens campaient sur les places publiques, les canons étaient braqués contre la cité, la ville était déclarée en état de siége.

XVI

L'armée piémontaise repassa le 6 et le 7, avec une sombre tristesse, le Tessin, que peu de mois avant elle avait franchi avec tant d'enthousiasme. Le silence avait succédé aux chants : plus de brillantes démonstrations; plus de vivat, plus de fêtes! les fusils baissés, les drapeaux, déchirés par les balles, inclinés vers la terre! Cependant sur les fiers visages des soldats, creusés par la fatigue, on pouvait lire que l'espoir d'une noble revanche n'était pas effacé de leur cœur.

Un traité préliminaire, du 8, permit à chaque soldat italien, régulier ou volontaire, comme à chaque soldat autrichien prisonnier, de rejoindre son corps ou de rentrer dans son pays.

Le 9, une suspension d'armes fut établie sur les bases suivantes :

Article 1er. La ligne de démarcation entre les deux armées sera la frontière même des États respectifs.

Art. 2. Les forteresses de Peschiera, Rocca d'Anfo et Osopo seront évacuées par les troupes sardes et alliées, et remises aux troupes de Sa Majesté Impériale. (Sui-

vent des conditions de délai et de restitution de matériel.)

Art. 3. Les États de Modène, de Parme, et de la ville de Plaisance avec son territoire qui lui est assigné comme place de guerre, seront évacués par les troupes de Sa Majesté le roi de Sardaigne, trois jours après la notification de la présente.

Art. 4. La présente convention sera étendue à la ville de Venise et à la terre ferme vénitienne. Les forces de terre et de mer sardes abandonneront la ville, les forts et les ports de cette place pour rentrer dans les États sardes. Les troupes de terre pourront effectuer leur retraite, par étapes, sur une route à déterminer.

Art. 5. Les personnes et les propriétés, dans les lieux précités, sont placés sous la protection du gouvernement impérial.

Art. 6. Le présent armistice durera six semaines, pour donner cours aux négociations de paix ; à l'expiration du terme, il sera prolongé de commun accord, ou dénoncé huit jours avant la reprise des hostilités.

Art. 7. Il sera nommé réciproquement des commissaires pour l'exécution plus facile, à l'amiable, des susdits articles.

Quartier général de Milan, le 9 août 1848.

Signé à l'original :

Comte Salasco,

Lieutenant général, chef d'état-major général de l'armée sarde.

Hess,

Lieutenant général, quartier-maître général de l'armée autrichienne.

Par ordre du roi :

Au quartier général de Vigevano, le 10 août 1848.

Le lieutenant général, chef d'état-major général,

Salasco.

Ce traité prit, par la suite, le nom du général piémontais qui avait eu la pénible mission de le formuler.

XVII

Dès que les colonnes de volontaires eurent la connaissance officielle de la reddition de Milan et du traité Salasco, elles se retirèrent successivement. Le colonel Griffini quitta Brescia avec 4 ou 5 000 hommes, le 12 août, remonta la vallée de l'Oglio jusqu'à Edolo, de là passa dans la vallée de l'Adda, se jeta le 19 dans les Grisons, traversa la Suisse, et rentra en Piémont.

Durando, après diverses escarmouches heureuses et glorieuses, s'était rapproché de Brescia, le 12. Apprenant les événements et le départ de Griffini, il rendit, conformément au traité, la Rocca d'Anfo aux Autrichiens, revint par Adro, Bergame; et, après une entrevue à Merata avec d'Aspre, passa le Tessin avec toutes ses forces, le 19.

Garibaldi s'était transporté, avec sa colonne, à Varese, à Castelletto, puis à Arona. Là, s'étant emparé des bateaux à vapeur du lac Majeur, il avait débarqué à Luino, se trouvant ainsi entre le lac Majeur et le lac de Lugano, adossé à la Suisse. Attaqué à Luino par les Autrichiens, il les avait vigoureusement battus. Deux jours après, il avait marché sur Arcisato, déployant son avant-garde sur la frontière du Mendrisiotta. Cette avant-garde, entourée par des forces supérieures, fut obligée de se replier sur la Suisse. Garibaldi, avec son corps principal, s'avança vers Sesto-Calande. Sesto-Calende et Gavirate étant occupés par les Autrichiens, il se dirigea vers Murazzone, où il arriva le 26, à une

heure après midi. Ses troupes, épuisées par les marches forcées et par la faim, avaient à peine pris un peu de repos, qu'elles furent rudement attaquées par trois bataillons, une batterie et un escadron. Surprises, mitraillées, jetées en désordre, elles fuyaient. Garibaldi, avec quelques volontaires seulement, se jeta intrépidement sur l'ennemi, l'arrêta par son audace, donna aux siens le temps de se reconnaître et de revenir au combat. Les Autrichiens furent repoussés après quatre heures de lutte. Garibaldi, la nuit venue, ordonna la retraite. De Murazzone, Garibaldi et ses colonnes rentrèrent en Suisse. Les derniers ils avaient déposé les armes.

XVIII

Par une coïncidence fatale, le 6 août, jour où Charles-Albert vaincu repassait le Tessin, et où Radetzki faisait son entrée triomphale à Milan, les commissaires du roi, le général Colli et M. Cibrario, prenaient, en son nom, possession de Venise. En vertu de la loi votée par le Parlement sarde le 27 juillet, et de la délibération du 4 juillet de la cité et province de Venise, présentée à Sa Majesté le 12, l'acte de fusion de Venise avec les États sardes, signé par les membres du gouvernement de Turin, fut reconnu, approuvé et signé par les membres du Gouvernement provisoire vénitien.

L'investiture eut lieu le 7 août, en présence des autorités civiles et militaires. Le drapeau tricolore, orné de la croix de Savoie et du lion de Saint-Marc, fut inauguré. Cette cérémonie fut réduite, par l'absence du peuple, à une simple formalité administrative. On ignorait encore les derniers malheurs. Mais les défaites de

Custosa et de Volta, communiquées par le général Welden avec une complaisance intéressée, avaient semé dans les esprits l'inquiétude et la douleur. De noirs pressentiments circulaient. L'air paraissait chargé de nuages. Une contrainte générale pesait sur les âmes. Le Gouvernement provisoire avait rempli son devoir avec dévouement, mais il n'avait pu réaliser aucune des espérances que la réunion au Piémont avait fait entrevoir.

Castelli, le président du Gouvernement provisoire, fut adjoint, comme troisième commissaire, au général Colli et à M. Cibrario. Tous les trois, ils adressèrent au peuple une proclamation dont les termes étaient empreints du plus pur patriotisme. Le nom de Charles-Albert y était uni à ceux de Venise et de l'Italie. Charles-Albert y était reconnu, salué et proclamé roi.

Mais des nouvelles de plus en plus inquiétantes se répandent; le 8, le 9, le 10, le gouvernement reçoit successivement les avis de la capitulation de Milan et de la retraite de l'armée. Douloureusement surpris, il les dissimule comme il voudrait se les dissimuler à lui-même; indécis, il n'ose ni les avouer ni les taire. Dans la ville, les bruits les plus sinistres se multiplient. La vérité perce à travers les ténèbres. On s'attend à un grand désastre, on le sent, on frémit de l'apprendre, et on désire le savoir. Enfin, le 11 au matin, le général autrichien prend soin de faire parvenir aux commissaires royaux une copie du traité Salasco. Il n'est plus possible de reculer : les commissaires convoquent les autorités civiles et militaires en conseil, à huit heures du soir, afin de délibérer sur les mesures à prendre, pour révéler au peuple la triste vérité. Castelli court

chez Manin, et lui demande loyalement son appui. Manin le promet. Le péril commun l'appelle : Manin est debout !

Dans les allées et venues des chefs, sur leur figure consternée, le peuple lit le désastre qu'il redoute. Il veut enfin le connaître. Le silence pour lui c'est un présage de mort. Les groupes se forment, la foule se précipite effarée vers le palais national. Une partie se rend chez Manin, une autre partie va chercher Tommaseo. Manin, Tommaseo, sont de ces hommes que le peuple vénère, qu'il invoque au jour du danger, lorsque le pouvoir est dans l'abîme, que l'anarchie surgit, que la société s'écroule, que la tempête éclate. La tempête passe : ils ont guidé le navire, ils l'ont conduit au port, le temps s'est éclairci ; on les oublie, on les abandonne, on les dédaigne. Puis reviennent l'orage et le péril, et le pays les invoque encore. Singulière destinée que celle de ces hommes qui n'apparaissent que pour le dévouement et le sacrifice, et disparaissent dès qu'il y a jouissance et repos !

Manin arrive au palais national.

La foule était furieuse ; sa colère surexcitée s'exhalait en clameurs et en menaces. Des cris dominaient tous les cris : Nouvelles ! nouvelles ! La garde civique, pouvant à peine empêcher l'envahissement du palais, ne pouvait calmer l'effervescence ni étouffer ces cris qui redoublaient d'intensité : Nouvelles ! nouvelles ! Il fallait répondre. Colli se montra au balcon ; et, quoique homme de courage, il se laissa arracher la vérité plutôt qu'il ne la divulgua.

Ce fut un désespoir immense. De toutes les poitrines haletantes sortirent ces mots : Et Venise ? et la flotte ? et

Venise? Puis des malédictions : A bas les commissaires! à bas le roi! Puis des invocations à Manin, à Manin l'ami du peuple, le père du peuple, à Manin le sauveur!

Dans la salle du conseil de vives discussions s'étaient élevées. Colli ne voulait pas céder devant l'émeute, mais il ne voulait pas livrer Venise. Lui et ses collègues l'avaient déjà écrit le matin à Welden. Castelli et Cibrario protestaient qu'ils ne rendraient Venise qu'à Venise. Mais pour cela il fallait substituer au pouvoir royal éphémère un autre pouvoir. Le tumulte effrayant d'une population justement irritée et soulevée exigeait une prompte résolution. L'apparition de Manin, conduit au balcon par Castelli, suffit pour apaiser un moment l'orage. On parvint enfin à démontrer au général Colli que son devoir se bornait à s'abstenir. En effet, le peuple pouvait-il encore reconnaître un roi qui l'avait abandonné? L'impatience et l'exaspération étaient au comble, lorsque Manin se présenta une seconde fois au balcon. Il annonça à la foule, avide de ses paroles, que l'assemblée des représentants convoquée prononcerait dans deux jours sur les destinées de la patrie, et il termina par ces mots : « Et pendant ces quarante-huit heures je gouvernerai, moi! » Les acclamations éclatèrent; au désespoir succéda l'espérance; à l'agitation, le calme. La foule se dispersa silencieusement, pleine de confiance dans l'homme qui se chargeait de l'avenir de Venise. En ce moment, disent les témoins de cette scène émouvante, comme par enchantement, la lune apparut dans un ciel pur; le lion de Saint-Marc, éclairé par sa douce lueur, sembla revivre.

XIX

La République fut rétablie à Venise par l'Assemblée réunie, le 13 août, au nombre de cent onze députés. Après un discours de Manin qui constatait que toute divergence d'opinions et de partis avait disparu, qu'il n'y avait plus dans tous les cœurs qu'une seule volonté : sauver Venise ! l'Assemblée décréta que Venise rentrait en possession d'elle-même, et qu'elle ne reconnaissait à personne le droit de décider de son sort. Manin fut proclamé chef du gouvernement, au bruit des applaudissements unanimes. Il réclama l'adjonction de deux membres pour former un triumvirat. Graziani et Cavedalis reçurent, sans l'ambitionner, l'insigne honneur de porter, avec Manin, le glorieux mais pénible fardeau du pouvoir dans une ville cernée par l'ennemi. L'enthousiasme de la population présida à leur installation.

Alors commença pour Venise cette ère à jamais célèbre dans les annales des peuples, ère qui, s'élevant à la hauteur d'une sublime épopée, vit la défense héroïque d'une cité contre un empire.

XX

Venise avait brisé des liens qui semblaient n'avoir été que des chaînes forgées pour la livrer. Elle avait déchiré le traité honteux qui la jetait comme une proie dans les serres de l'Autriche. Ce traité, peu clairement rédigé, devait soulever des difficultés et des discussions infinies. Le ministère piémontais lui-même ne voulut pas le reconnaître dans sa partie politique, n'en admet-

tant que les conventions militaires; et, avant de se retirer, le 19 août, il déclara protester de son illégalité devant tous les gouvernements de l'Europe.

XXI

Conséquence de la chute désastreuse de la cause italienne, tous les ministères furent renversés par le choc: à Rome le 2 août, à Florence le 17, au milieu de la tourmente et de la stupeur publique; et les Autrichiens retournèrent leurs armes victorieuses contre les duchés, contre la Toscane, contre les États romains. Le comte de Thurn reprit possession de Plaisance le 13, et de Parme le 18, au nom de Charles-Louis de Bourbon. La restauration du duc de Modène fut accomplie le 10. La Toscane menacée dut recourir à l'intervention de l'Angleterre et de la France pour arrêter l'invasion. Bologne, violemment attaquée et valeureusement défendue, força Pie IX, qui avait fait à l'Autriche le sacrifice de sa popularité, de protester à son tour contre un acte attentatoire à sa souveraineté. Enfin, le roi de Naples faisait ses préparatifs pour faire rentrer la Sicile sous son autorité absolue.

XXII

Charles-Albert avait régné deux jours à Milan et deux jours à Venise. Avait-il voulu y marquer la trace de ses pas pour y revenir un jour, lui ou les siens? Était-ce l'éclair du génie qui indique à une race sa voie dans l'avenir? Était-ce un jet plus étincelant de la lumière qui s'éteint? Dieu, qui lit dans les consciences,

peut seul le savoir. Mais les contemporains lui demandèrent compte d'une autorité éphémère dont il n'avait pas su user pour la défense, mais pour l'abandon de la dernière heure. Les révélations de la diplomatie anglaise ont fourni la triste preuve qu'après avoir courageusement résisté quelque temps, pour ne pas délaisser Venise, à l'appât de l'adjonction des duchés et de la Lombardie, il avait eu la faiblesse, le 10 juillet, de composer et d'accepter un traité de Campo-Formio, à des conditions qu'antérieurement il regardait comme les calomnies d'un parti ennemi.

Charles-Albert sentait tout le poids de sa responsabilité. Il emportait une blessure morale qui ne devait plus guérir. A Vigevano, les 7 et 10 août, il épancha son âme dans des proclamations à son armée, à son peuple chéri, à l'Italie. Il expliquait ses revers par le manque des vivres et l'épuisement des troupes, et sa sortie de Milan par l'intention d'épargner à cette cité les horreurs de la dévastation par des ennemis impitoyables. Il protestait, au nom de Dieu et de sa conscience, contre les accusations dont on pourrait ternir son nom. Il en appelait à Dieu et à l'impartialité de l'histoire : « Nous obtiendrons des conditions honorables de paix ou nous retournerons combattre. Mon cœur a toujours palpité pour l'indépendance de l'Italie ; mais l'Italie n'a pu encore faire connaître au monde ce qu'elle peut faire par elle-même. Ayez confiance dans votre roi ! la cause de l'indépendance italienne n'est pas encore perdue ! »

XXIII

Le moment si bien prévu par le Gouvernement provisoire et la Commission exécutive de la République française, et si bien indiqué par M. Lamartine, était arrivé. L'Italie dédaigneuse de l'aide de la France, et qui avait repoussé l'offre de son intervention avec une noble fierté, mais avec une hauteur presque blessante, l'Italie comprit enfin qu'elle avait eu tort de compter sur ses seules forces. Les Français ne furent plus des étrangers peu différents des Autrichiens, et contre lesquels il fallait protester et, au besoin, se défendre s'ils voulaient s'interposer, malgré l'Italie, dans les affaires de l'Italie. Les Français devinrent alors des amis, des frères, des sauveurs. De toutes parts, les pensées, les désirs, les espérances, se tournèrent vers eux. Les Chambres et les peuples, Venise dans sa détresse, Milan avant sa chute, Rome, Florence, menacées dans leur indépendance, implorèrent leur appui. Alors le respect de la République française pour la libre volonté des nations, et ses offres sincères, étayées d'une armée, furent appréciés avec justice. Ses préparatifs immenses furent reconnus comme faits dans le but de soutenir une politique généreuse, élevée, et non une ambition égoïste et basse. Les Italiens sentirent et avouèrent leur faute avec grandeur d'âme[1]; ils ne cherchèrent

[1] En 1849, le 3 avril, MM. V. Pasini, envoyé de Venise, F. Pescantini, et P. Beltrami, envoyés de la République romaine, et le colonel L. Frapolli, chargé d'affaires de Toscane, remettaient au ministre des affaires étrangères de la République française une note où ils réclamaient l'intervention armée de la France en faveur de l'indépendance italienne. Rappelant les promesses du Gouvernement provisoire ratifiées par l'As-

pas à la rejeter sur ceux qu'ils avaient repoussés avec tant d'énergie. Ils virent combien ils avaient été éblouis par leurs illusions, et combien ils avaient été trompés par leurs préventions. Ils se reprochèrent leur malheur, causé par trop de confiance en eux-mêmes et par trop de méfiance envers un pays ami ; et ils désirèrent d'autant plus l'épée de la France qu'elle ne leur avait pas été imposée.

Mais il était trop tard. L'épée de la France n'était plus ni dans les mains du Gouvernement provisoire, ni dans celles de la Commission exécutive. Pour ne pas jeter sur l'Europe l'excès de ses forces vitales, la France s'était dévorée elle-même. Des gens sans aveu et sans nom, rebut de tous les partis, que tous les partis ont reniés, avaient porté sur l'Assemblée une main sacrilége dans la journée du 15 mai et une main parricide sur la République dans les fatales journées de juin. La Commission exécutive avait su étouffer dans son crime l'insurrection de mai, sans verser une seule goutte de sang. En juin, le sang ayant été versé à flots derrière des barricades anonymes, et l'Assemblée constituante ayant déclaré l'état de siége et les mesures de rigueur, la Commission exécutive, qui avait servi de conciliateur et de médiateur entre les partis, avait compris que son

semblée nationale, ils disaient : « Mais les princes italiens craignaient l'influence des armées républicaines; ce sont eux qui refusèrent obstinément et jusqu'à la dernière extrémité les secours fraternels de la France; ce sont eux qui, en trompant les peuples sur la véritable force de leurs armées, développèrent ce sentiment de délicatesse et de noble fierté qui fit d'abord hésiter les Italiens à engager leurs voisins dans les malheurs d'une guerre qu'ils espéraient pouvoir restreindre au sol de la Péninsule. On n'accepta donc pas immédiatement les offres de la France, offres qui, d'ailleurs, n'étaient subordonnées à aucune condition ni de temps ni d'événements dans l'intérieur de notre pays. »

rôle était fini, et avait donné sa démission. Un autre gouvernement lui avait succédé.

Il ne m'appartient pas de juger, ni d'attaquer, ni de justifier les actes de ce gouvernement, ni d'examiner ce qu'il y a de fondé dans cette assertion de Lamartine, qu'entre la politique de ce gouvernement et celle de la Commission exécutive il y eut l'épaisseur des Alpes. Ce gouvernement a eu sans doute ses raisons d'agir. Il les a déjà expliquées par le refus persistant du roi de Piémont d'une intervention armée, et par l'acceptation d'une intervention pacifique. Ce n'est pas à un membre d'un pouvoir abreuvé d'injustices de s'exposer à son tour à être injuste envers les hommes distingués qui furent chargés des affaires publiques à cette époque. C'est à la postérité de prononcer.

XXIV

L'Italie avait passé par toutes les crises de la résurrection et d'une nouvelle mort. Longtemps comprimée, elle s'était affranchie; après un long martyre, elle s'était élancée dans la voie de la régénération. Pie IX ouvre providentiellement cette ère, et de la tiare fait descendre la flamme inspiratrice qui vivifie les peuples et les dirige. La liberté naît de la Croix. L'Italie tressaille et marche en avant. La Sicile brise ses fers. Naples conquiert une charte. La Toscane, le Piémont sont émancipés. La Révolution de Février, en France, réagit sur l'Europe entière : l'Autriche même a frémi. Vienne accomplit à son tour sa révolution. Le despotisme impérial s'écroule. La Lombardie, la Vénétie, par une commotion électrique, spontanément se lèvent. Venise

force l'ennemi à capituler. Milan, par un héroïsme de cinq journées, rompt sa chaîne et expulse l'armée qui l'oppresse. Les peuples soulevés engloutissent, comme les flots de la mer, ceux qui s'opposent à leur délivrance. Charles-Albert, entraîné, arrive pour achever l'œuvre. Radetzki se renferme, épuisé, mais non découragé, entre Vérone, Peschiera, Mantoue et Legnago, derrière le Mincio et l'Adige. Si Charles-Albert saisit le moment, s'empare de l'enthousiasme des peuples, se lance, avec eux et sans perdre un jour, sur cette armée en retraite, s'il emploie cette force révolutionnaire qui a fait triompher des citoyens désarmés de soldats soutenus par les baïonnettes et les canons, il chassera l'étranger, accomplira l'œuvre sainte, et l'Italie sera libre. Mais Charles-Albert s'épuise dans l'inaction. Les peuples murmurent. Les partis se prononcent. Il veut les étouffer en prenant le pouvoir. Il laisse la République vénète s'affaiblir. L'Autriche révolutionnée sent dominer en elle ses haines de race, invoque les sympathies de l'Allemagne, arme ses bataillons, descend du Tyrol dans le Frioul. Elle agit sur Pie IX. Pie IX hésite, revient sur ses pas, renie sa popularité. La Vénétie succombe. Charles-Albert peut encore sauver l'Italie. Il brille par quelques faits d'armes. Son armée prouve sa vaillance. Mais les généraux laissent écraser les Toscans à Curtatone et les Romains à Vicence. L'enthousiasme s'éteint. La division des opinions se développe. La journée du 15 mai, à Naples, permet à Ferdinand de rappeler ses soldats et ses vaisseaux, au moment même où ils apportaient à la Vénétie la délivrance. Radetzki rassemble son armée et reprend l'offensive.

Venise cernée demande s'il est temps de recourir à la France. Le refus de tous les peuples la réduit au silence. La France est prête : armée, trésors, marine, elle a tout disposé ; elle s'est offerte sans arrière-pensée. Charles-Albert, Mazzini, les journaux, les Chambres, lui répondent que l'Italie veut faire par elle-même. Le Gouvernement provisoire, la Commission exécutive, prévoient l'avenir et insistent. Ils sont repoussés. Ils attendent le jour des revers. Le jour fatal survient ! Charles-Albert étend ses lignes outre mesure. Radetzki se concentre ; puis, à une heure donnée, il attaque, avec ses masses, l'armée piémontaise dispersée. L'armée piémontaise supplée à la stratégie par le courage, et remplace le nombre par la vaillance. Puis elle succombe à Custosa, à Volta. Elle se démoralise, se retire sous les murs de Milan, jette une dernière lueur de courage, et capitule. Charles-Albert a pris la dictature à Turin, à Milan, à Venise ; et son pouvoir expire dans la prise de possession même d'une royauté éphémère. Les peuples se retournent enfin vers la France. La Commission exécutive n'est plus !

Est-il un drame plus émouvant, un enseignement plus éclatant ? Ces souffrances, ces martyres, ce sang versé, ces larmes, ce désespoir d'une nation entière, ce sacrifice sans cesse renaissant, cette torture sans fin, n'ont-ils pas racheté dans les lois du destin les peuples qui gémissent et qui implorent l'Europe et Dieu ? L'Europe et Dieu seront-ils toujours sourds au cri de l'Italie qui ne réclame que sa place au soleil ? Et l'Allemagne, au lieu de chercher sa propre liberté, portera-t-elle des chaînes pour asservir une race à une autre race ? N'est-il donc pas un lien plus naturel, plus noble, plus

doux, plus divin, pour les relier : celui de la fraternité ? Pourquoi donc se déchirer quand on peut fédéraliser et unir ses destinées dans les libres institutions ? Il viendra, ce jour où, loin de raviver les haines de race et de lancer comme des bêtes fauves les hommes sur les hommes, il n'y aura plus en Europe qu'un peuple et qu'une volonté dans la Liberté, comme il n'y a qu'un Dieu !

FIN DU TOME SIXIÈME.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME SIXIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE DEUXIÈME.

CHAPITRE TROISIÈME.

CHAPITRE QUATRIÈME.

CHAPITRE CINQUIÈME.

CHAPITRE SIXIÈME.

CHAPITRE SEPTIÈME.

CHAPITRE HUITIÈME.

CHAPITRE NEUVIÈME.

CHAPITRE DIXIÈME.

CHAPITRE ONZIÈME.

CHAPITRE DOUZIÈME.

CHAPITRE TREIZIÈME.

FIN DE LA TABLE DU TOME SIXIÈME.